ETUDES HISTORIQUES

sur

LE PEUPLE ROUMAIN

ETUDES HISTORIQUES

sur

LE PEUPLE ROUMAIN

PAR

A. D. XENOPOL

professeur d'histoire roumaine à l'Université de Jassy

1) Les guerres daciques de l'empereur Trajan
2) Les guerres russo-turques et leur influence sur les pays roumains (1711—1812).

JASSY

ŞARAGA FRÈRES, LIBRAIRES EDITEURS

1887

TYPO-LYTOGRAPHIE H. GOLDNER, JASSY

Strada Primăriei No. 17.

Je réunis dans ce volume deux études qui n'ont entre elles aucune autre rélation que le peuple auquel elles se rapportent. La première : *Les guerres daciques de l'empereur Trajan* a paru dans la Revue historique de Paris dans le courant de l'année 1886. Deux parties de la seconde : *Études sur les guerres russo-turques et leur influence sur les pays roumains* ont paru l'une (la guerre de 1711) dans le Muséon de Louvain 1886, l'autre (la guerre de 1774 et celle de 1812 réunies sous le titre de démembrements de la Moldavie) aussi dans la Revue historique de l'année 1881. J'ai réuni ces articles en un seul tout, les complétant par l'exposition des guerres intermédiaires de 1738 et 1792, de manière à reproduire l'ensemble de ces grandes crises orientales, qui ont eu en définitive pour les Roumains l'effet de leur faire perdre deux des plus belles provinces de leurs pays.

L'histoire de ces guerres met aussi en évidence la politique suivie tant par l'Autriche que par la Russie à l'égard du peuple roumain, et si l'histoire du passé doit servir à expliquer le présent et éclairer l'avenir, je pense que mon exposition contribuera à caractériser le véritable but de la politique de ces deux grands empires limitrophes des pays roumains, par rapport à ceux-ci.

A. D. Xenopol.

LES GUERRES DACIQUES DE L'EMPEREUR TRAJAN

(avec une carte).

LES GUERRES DACIQUES DE L'EMPEREUR TRAJAN.

Quoique le règne de Trajan ait été l'objet de nombreux et importants travaux, nous pensons que le dernier mot sur les expéditions de cet empereur dans la Dacie n'est pas encore dit. Nous nous sommes appliqué dans cette étude à tracer un tableau des luttes acharnées auxquelles donna lieu la soumission de la Dacie, en suivant et complétant l'une par l'autre les deux seules sources que l'antiquité nous ait transmises sur elles, les bas-reliefs de la colonne trajane et le récit de Xiphilin, d'après l'ouvrage de l'historien Dion. Nous avons cherché surtout à déterminer, d'une manière précise, l'itinéraire suivi par Trajan dans ces expéditions, chose qui n'a pas été faite d'une manière satisfaisante, dans aucun des écrits consultés par nous. Nous avons en outre tâché d'identifier quelques noms de l'ancienne topographie de la province avec des noms usités aujourd'hui. L'une des preuves les plus concluantes que l'on croit pouvoir invoquer pour prouver que les Roumains n'ont point habité la Dacie durant le moyen âge, est l'absence de termes géographiques d'origine ancienne dans la toponymie actuelle

des pays occupés par ce peuple. Notre travail contribuera, entre autres résultats, à augmenter le nombre des noms géographiques laissés par les anciens dans la bouche du peuple roumain, et à établir d'une manière précise l'identité topographique des termes antérieurement connus.

I.

Le motif qui poussa Trajan à entreprendre ses guerres contre le peuple dace ne fut point le désir de faire de nouvelles conquêtes. Il voulait seulement soustraire l'empire romain au tribut honteux qui lui avait été imposé par Décébale et écarter le péril que rendaient tous les jours plus menaçant pour les Romains la consolidation et les progrès de l'État dace [1]. On ne saurait admettre que Trajan eût, dans sa première expédition contre les Daces, l'intention de faire une conquête, car on le voit accorder la paix au roi barbare, aussitôt que celui-ci vint la demander, et il retourne à Rome sans avoir ajouté à l'empire romain le moindre territoire. Trajan, empereur sage et éclairé, devait reconnaître que les limites de l'empire étaient déjà trop étendues, et qu'il était souverainement imprudent de vouloir encore les élargir. Le Danube était en Orient, tout comme le Rhin en Occident, une frontière facile à défendre, et il était impolitique de vouloir dépasser ces fleuves, de planter les aigles romaines au coeur du monde barbare. Les Ro-

1. Dion Cassius, LXVIII, 6.

mains avaient déjà vainement essayé d'introduire leur domination au delà du Rhin, et il était à craindre que la même chose n'arrivât de l'autre côté du Danube. Trajan avait donc seulement pour but, dans sa première expédition contre les Daces, d'abaisser l'orgueil de Décébale ; de le soumettre, lui aussi, à la loi générale qui régissait alors le monde politique : le peuple romain comme maître, les autres comme sujets [1]. Dans la seconde expédition, le but de Trajan changea tout à fait ; il partit de Rome avec l'intention arrêtée de réduire la Dacie en province romaine. Il voulait en effet se venger et punir la mauvaise foi du roi dace [2]. C'est ainsi que la passion fit commettre à Trajan, malgré sa vaste intelligence, la faute grave de dépasser les limites naturelles du monde romain. La preuve la plus évidente que c'était une faute politique, c'est l'abandon de la Dacie, après 164 ans à peine de domination romaine. Ajoutons que cette province avancée fut l'amorce la plus attrayante qui appela les barbares sur l'empire romain.

Si pourtant l'empire romain lui-même ressentit bientôt les conséquences de cette faute, il n'en est pas moins vrai que ce sont les Roumains d'aujourd'hui, ces malheureux rejetons de l'ancien peuple romain, qui en souffrent cruellement. Séparés du grand tronc de la race latine, qui est concentrée dans l'Europe occidentale, les

1. Dierauer, *Beitraege zu einer kritischen Geschichte Trajans*, Leipzig, 1868, p. 71, ne s'exprime pas clairement sur l'intention de Trajan.

2. Ammien Marcellin, XXIV, 8.

Roumains mènent dans l'Orient européen une existence des plus exposées, une île dans une mer de Slaves. Privés de toute alliance, où le coeur resserre les liens établis par la raison, ils sont continuellement menacés par leurs voisins, qui jettent sur les beaux pays qui leur sont échus en partage, un oeil plein de convoitise. Ils mènent du jour au lendemain une vie pleine de dangers, dont l'avenir est couvert de nuages menaçants. Si les Roumains doivent leur naissance au grand empereur, c'est à lui aussi qu'ils doivent toutes les souffrances qu'ils ont endurées jusqu'à présent, et que leur réservent encore les temps à venir.

II.

Avant de quitter Rome, Trajan fit pratiquer une route dans les rochers qui longent la rive gauche du Danube, à partir des Portes de Fer, en remontant le fleuve jusqu'à une distance d'à peu près 100 kilomètres, par où s'étend la partie escarpée de cette rive. Cette route était peu large, plutôt un sentier, et servait probablement à remorquer les bateaux chargés de provisions que Trajan faisait transporter de la Mésie sur le Danube, à l'endroit des opérations. Après la conquête de la Mésie et de la Pannonie, les Romains avaient organisé deux flottilles sur le Danube, *clasis pannonica* et *clasis mœsica*, lesquelles servaient surtout à défendre le passage du fleuve; il est pourtant hors de doute qu'à côté de ces flottilles de guerre, il devait y avoir aussi des bateaux de transport. Voilà pourquoi nous voyons sur la colonne

trajane des bateaux chargés de blé et de tonneaux contenant des liquides, du vin, de l'huile, amarrés près de l'endroit où les Romains construisirent le pont pour le passage de leurs troupes [1].

Le cours du Danube à partir de Columbatsch, en Serbie, jusqu'à Orșova, au sortir des Portes de Fer, est resserré entre deux parois de montagnes abruptes, qui sortent directement de l'eau, pour monter à une hauteur verticale qui arrive parfois jusqu'à 500 mètres. La partie la plus étroite est le défilé de Cazane, où les vagues formidables du fleuve semblent disparaître au fond d'une fissure de 150 mètres de largeur, encaissée entre deux rochers gigantesques. C'est à cet endroit précisément, où le Danube dispute son lit aux montagnes qui l'entourent, que l'on voit encore l'inscription gravée par Trajan, en l'année 100 après J.-C., où il dit que „il avait ouvert une route en perçant les rochers [2]."

Par le sentier indiqué, le seul qui rendît possible de faire remonter aux bateaux le courant du Danube, Trajan fit transporter de la Mésie des quantités considérables de provisions, qu'il fit débarquer à Viminacium (aujour-

1. Froehner, *la Colonne trajane*. Paris, 1872, tab. 29, 30.

2. *Corpus inscriptionum latinarum*, ed. Mommsen, Berlin, III, 1, n° 1699: „Imp. Caesar divi Nervae filius, Nerva Traianus, Aug. Germ. Pont. max. trib. pot. III, pater patriae, cos III, montis anfractibus superatis viam patefecit." Comp. Arneth, *die Trajan's Inschrift in der Nähe des eisernen Thors*, Vienne, 1856, et Duruy *Histoire des Romains*, édit. in-8°, t. IV, p. 255. Le 3° consalut de Trajan tombe en l'année 100.

d'hui Costolatz en Serbie) où il établit la base de ses opérations. Cet endroit était d'autant plus approprié à cette destination qu'il était entouré de tours et de fortifications, élevées depuis plus longtemps, dans le but de défendre la frontière [1].

A cette première guerre contre les Daces, prirent part les légions qui stationnaient dans la Mésie et la Pannonie, et qui étaient habituées à lutter contre ce peuple. On ne saurait déterminer avec précision le nombre des troupes employées par Trajan. D'après des calculs assez probables, l'armée des Romains se montait à 60,000 hommes, y compris les corps auxiliaires, la cavalerie germanique et celle de la Maurétanie [2]. Les généraux les plus en renom qui entouraient Trajan étaient Licinius Sura, son ami personnel, qui avait beaucoup contribué à le faire adopter par le vieux Nerva, Claudius Livianus, le chef des cohortes prétoriennes, le commandant de la cavalerie maurétane, Lucius Quietus ; enfin, un certain Laberius Maximus, qui fut plus tard consul à Rome.

Trajan partit pour le Danube au printemps de l'année 101 après J.-C. ; en effet, le panégyrique de Pline le Jeune, lu au Sénat pendant son premier consulat, au

1. Froehner, tab. 26-31.

2. Conrad Mannert, *Res Traiani imperatoris ad Danubium gestae*, Norimbergae, 1757, p. 20. Francke, *Zur Geschichte Trajans und seiner Zeitgenossen*, Quedlimburg, 1840, p. 100. Aschbach, *Die steinerne Donaubruecke Trojans*, p. 3, admet le chiffre de 80,000 et Froehner, p. XI, note 2, celui de 100,000 hommes.

mois de septembre de l'année 100, fait seulement des allusions aux projets formés par l'empereur contre les Daces, sans indiquer nulle part que la guerre fût déjà commencée [1]. D'autre part, au commencement de l'année 101, Trajan se trouvait encore à Rome où il prit le consulat pour la quatrième fois. Les actes des frères Arvales indiquent même le jour du 25 mars 101 comme celui des sacrifices offerts pour l'heureux voyage de l'empereur, dont le départ doit avoir eu lieu peu de temps après [2].

Quelle fut la route suivie par Trajan pour pénétrer dans la Dacie? Il a dû certainement suivre une route déjà tracée, qui conduisait, *ab antiquo*, des bords du Danube dans l'intérieur du pays et notamment vers la capitale. Il n'allait pas ouvrir une nouvelle voie, errer par monts et par vaux, et ajouter ainsi les difficultés d'un chemin inconnu à celles de la guerre. Il est donc positif que Trajan a dû prendre l'une des voies qui conduisaient de la Mésie, par delà du Danube, dans la Dacie; c'étaient les voies par lesquelles avait lieu le trafic entre ces deux pays, sur lesquelles s'échelonnaient les villes daces, et qui conduisaient de la manière la plus directe et la plus aisée vers le centre du pays, vers sa capitale.

La table de Peutinger, dressée probablement sous le

1. Plinius, *Panegyricus*, XVI.

2. *Bull. Inst. arch.* 1869, p. 118, cité par C. de la Berge, *Essai sur le règne de Trajan*, Paris, 1877, p. 39.

règne de l'empereur Septime Sévère (193-211 après J.-C.), au temps où la Dacie se trouvait sous la domination romaine, reproduit les anciennes routes qui conduisaient de la Mésie dans l'intérieur de la Dacie. Ces routes étaient au nombre de trois ; la plus occidentale partait de Viminacium, sur la rive droite du Danube, en face de la station dace de Lederata qui se trouvait au nord du fleuve[1] ; la seconde commençait à Saliatis, en face de la ville dace de Tierna, et la troisième, la plus orientale, faisait traverser le Danube d'Egeta à Drubétis.

La première route, celle qui commence à Viminacium, passe par les stations : Lederata, Arcidava, Centum, Putea, Bersovia, Azizis, Caput Bubali et se termine à Tiviscum. Viminacium, étant à une égale distance de la Pannonie et de la Mésie et étant une ville fortifiée, devait, pour plusieurs raisons, être choisie par Trajan comme base de ses opérations : premièrement à cause de la facilité d'y concentrer ses troupes et d'y amasser ses provisions, ensuite parce que ses fortifications lui donnaient un point d'appui qu'il n'aurait pas trouvé ailleurs ; enfin parce que c'était le point le plus rapproché de l'Italie, par où il pût envahir la Dacie. Enfin la preuve la plus évidente que Trajan dût passer le Danube à Viminacium, c'est qu'il passa par les stations

1. La table de Peutinger place par erreur la ville de *Lederata* sur la rive droite du Danube. La novelle XI de l'empereur Justinien parle des villes : „Recidua et Literata quæ *trans* Danubium sunt."

de la table de Peutinger, Bersovia et Azizis, ce qui n'était possible qu'en suivant la route de Lederata à Tiviscum, la seule où l'on rencontre ces stations.

C'est donc à Viminacium, aujourd'hui Costolatz en Serbie, que Trajan fit jeter un pont de bateaux, en profitant d'une île qui se trouvait au milieu du fleuve[1], île que l'on voit encore de nos jours. Après que Trajan eût consulté la volonté des dieux et fait les sacrifices d'usage, il passa le pont à la tête de son armée et le premier mit le pied sur le sol ennemi. Le tableau de la colonne, qui représente ce passage du Danube, montre le dieu du fleuve sous la figure d'un beau vieillard qui sort à moitié d'une grotte, le front ceint d'herbes aquatiques. Quoique les génies des rivières soient en général mécontents d'être enchaînés dans leur liberté par des travaux humains, celui du Danube se montre favorable aux Romains, soutenant de sa main puissante le pont sur lequel passent les légionnaires de Trajan. La figure de ce dieu est peut-être la plus belle de toutes celles que contiennent les bas-reliefs de la colonne trajane[2].

Aussitôt après, Trajan rassembla autour de lui ses principaux commandants et tint un conseil de guerre où il discuta, à ce qu'il paraît, les mesures à suivre dans la marche en avant de son armée ; puis il s'avança par la route qui s'étendait devant lui, et qui le conduisait

1. Frœhner, tab. 31-33.
2. Frœhner, tab. 31-33.

en droite ligne à Tiviscum. Peu de temps après, il reçut un message extraordinaire. Une tribu du peuple dace, les Bures, envoya à Trajan un énorme champignon, sur lequel était écrit en latin un conseil bienveillant qui exhortait l'empereur à ne pas rompre la paix et à s'en retourner dans son pays. Ce conseil contenait évidemment une menace cachée. Pourtant les peuplades daces étaient si effrayées de la renommée de Trajan, que leur messager tomba en syncope en arrivant devant l'empereur[1]. Ces peuples reconnaissaient apparemment „qu'auparavant ils n'avaient pas vaincu le peuple romain, mais bien seulement le faible Domitien ; que maintenant ils devaient lutter contre le peuple romain et l'empereur Trajan, qui se distinguait par sa droiture, son énergie et la pureté de ses moeurs[2]."

Trajan était un général très circonspect. Nous l'avons vu choisissant une puissante base d'opérations pour ses armées et en même temps un endroit qui pût être facilement ravitaillé. En avançant dans le pays ennemi, il prit les précautions les plus minutieuses pour n'être pas surpris par les Daces dont il connaissait l'esprit rusé. Il couvrait toujours ses derrières, en élevant des fortifications et des camps retranchés tout le long de sa route. Ces travaux portent un caractère de solidité très

1. Froehner, tab. 36. Dion Cassius, LXVIII, 6. Ammien Marcellin, XVII, 12, dit que la même chose arriva à un prince sarmate devant l'empereur Constantin.

2. Dion Cassius, XLVIII, 6.

prononcé ; la plupart sont construits en pierre taillée ; quelques-uns sont même ornementés[1].

Les Daces s'étaient retirés dans l'intérieur du pays, abandonnant les forteresses qui se trouvaient du côté du Danube, comme Lederata, Arcidava, Centum Putea. Ils essayèrent pourtant de savoir quelle était la force de l'armée romaine et la direction qu'elle avait prise. Un de leurs espions fut pris un jour par les Romains. et traîné par les cheveux, les mains liées derrière le dos. devant l'empereur[2]. Trajan arriva à Bersovia, puis à la station suivante Aixis[3], l'Azizis de la table de Peutinger. De là, il suivit la vallée du Timèche, d'où, en passant dans la vallée de son affluent, la Bistra, on pouvait arriver sous les murs de la capitale, Sarmisagethusa. La première rencontre avec l'armée dace eut lieu à Tapae, à l'endroit même où le général de Domitien, Julien, avait autrefois vaincu les Daces. La position occupée par ceux-ci était des plus fortes ; défendus de front par le Timèche et adossés à des collines boisées qui s'étendent au nord de ce cours d'eau, les Daces ne pouvaient être enveloppés ; ils oposèrent aux Romains une résistance désespérée. prélude sanglant de la manière dont ce peuple barbare, mais aimant son pays, entendait le défendre. La légende nous montre

1. Frœhner, tab. 37-39.
2. Frœhner, tab. 41.
3. Priscien, VI, 13: „Inde Bersobim deinde Aïxin processimus," seule phrase qui nous soit conservée du commentaire de Trajan sur les guerres daciques.

plus tard l'empereur Trajan déchirant ses vêtements pour panser les blessures de ses soldats. Une tempête survenue pendant l'action mit le désarroi dans les rangs des Daces ; ils considéraient le tonnerre comme une divinité ennemie et malfaisante, qui était venue en aide aux Romains[1].

Tâchons de determiner maintenant d'aprés les localités existant aujourd'hui la route suivie jusqu'ici par Trajan. Nous avons vu l'empereur partant de Viminacium pour arriver à Tapae, où il rencontra l'armée dace, et dans ce trajet passa par Bersovia ou Bersobis. Aujourd'hui nous retrouvons Tapae dans le bourg de Tapa ou Tapia, près de la ville de Lougoche, située à la base des collines qui accompagnent la rive du Timèche pour passer ensuite dans celle de la Bistra, qui conduit en droite ligne au village de Grédischté ou Varhely, où se trouvent les ruines de Sarmisagethusa[2]. Pour arriver de Costolatz en Serbie, à Tapia, il faut passer la rivière qui porte aujourd'hui le nom de Bersava ; c'est l'ancienne Bersovia ; ce nom était porté tant par la station que par la rivière sur les bords de laquelle elle s'élevait. La ville étant détruite, le nom ancien resta attaché seulement à la rivière, qui le porte

1. Dion Cassius, LXVIII, 8. Froehner, tab. 47-50:

2. Jordanès, *De rebus geticis*, XII, nous dit que Tapae commandait une des entrées de la Dacie: „Dacia corona montium cingitur, duos tantum accessus habens, unum per *Tabas*, alterum per *Bontas*.“ Le village actuel de Tapa domine en effet l'entrée de la vallée de la Bistra.

encore aujourd'hui. La station d'Azizis était sans doute un peu plus au nord sur un autre affluent du Timèche, le Poganiche, qui coule à peu de distance de la Bersovia. C'est pourquoi ces deux stations sont indiquées par Trajan dans ses commentaires comme se suivant immédiatement, tandis que du Danube à la Bersovia la distance, bien plus grande, laissait assez de place pour les stations intermédiaires entre Lederata et Bersovia, Acidava et Centum Putea[1].

Ainsi, l'analyse de la route suivie par Trajan jusqu'à son entrée dans les montagnes de la Dacie[2] nous a fait retrouver dans le Banat de Temesvar les restes de deux noms anciens, dont l'identification topographique et la dérivation linguistique ne laissent rien à désirer.

Dans sa marche par la vallée de la Bistra, Trajan prit encore une ville dace, probablement Tiviscum (au confluent de la Bistra et du Timèche) ; les légionnaires y mirent le feu pendant que les habitants se sauvaient

1. (Voir la carte.) La dérivation linguistique des noms actuels ne rencontre aucune difficulté. La forme roumaine *Tapa*, identique à l'ancienne, trouve des analogies dans le roumain *capra*, qui vient du latin *capra* ; *barba*, du latin *barba*. Quant au changement de l'*o* en *a* dans Bersava, roumain, de l'ancienne forme Bersovia, il trouve des analogies dans le roumain *corastra*, du latin *colostra* ; *afara*, roumain, signifiant *dehors*, du latin *ad foras*. Comparez D. Onciul, *Critica teoriei lui Roesler de D. A. D. Xenopol*, dans les *Convorbiri literare*, Jassy, XIX, p. 184.

2. Vers la fin de sa première expédition, Trajan lutta contre les Daces dans les montagnes. Ce sont celles qui encaissent le cours de la Bistra. Dion Cassius, LXVIII, 9; Froehner, tab. 74, 83-85, 93-96.

dans la forêt voisine[1]. Décébale, voyant que la l'armée romaine se dirigeait vers sa capitale, envoya une députation à Trajan, composée de trois ambassadeurs montés sur des chevaux sans selle, et suivis par une grande foule de gens à pied, tous pris parmi les *comati*, classe inférieure du peuple dace[2]. Trajan ne se laissa nullement fléchir ; offensé qu'on lui eût envoyé des ambassadeurs de si mince état, il refusa de les entendre, et poursuivit sa marche. Il rencontra un village dont la population était composée seulement de vieillards, de femmes et d'enfants[3] ; les hommes valides étaient enrôlés dans l'armée qui défendait le pays. Les Daces n'avaient donc pas quitté leurs demeures à l'arrivée de l'armée ennemie et il est faux de prétendre que la Dacie ait été abandonée par sa population originaire lors de la conquête romaine.

Les Romains avaient, à ce qu'il paraît, avancé trés lentement jusqu'a la moitié de la vallée de la Bistra, où l'hiver les surprit. Un tableau de la colonne trajane nous montre la cavalerie dace voulant passer une riviére sur la glace ; celle-ci se rompt et les cavaliers tombent dans l'eau[4]. Le chef de la troupe, désespéré du malheur qui lui arrive, ordonne néanmoins à ceux qui avaient passé d'attaquer le camp fortifié des Romains. Les barbares lancent des flèches contre leurs adversaires et frappent le mur avec un bélier[5].

1. Frœhner, tab. 50-51.
2. Frœhner, tab. 51-52.
3. Frœhner tab. 52-53.
4. Frœhner, tab. 54-55.
5. Frœhner, tab. 55-56.

Trajan termina ici sa campagne de l'année 101. Il laissa dans tous les camps fortifiés des garnisons suffisantes et retourna passer l'hiver dans une ville de la Pannonie. Au printemps de l'année 102, il partit de nouveau, descendant le Danube avec son armée sur des bateaux[1], jusqu'à l'endroit où se trouvait le pont (Viminacium). L'empereur, voulant donner à ses troupes l'exemple du travail et de l'activité, maniait lui-même la rame, car, nous dit Pline dans son panégyrique ; „lorsque Trajan se trouve en mer, il ne se contente pas seulement de regarder les signaux et les manœuvres, mais se met lui-même au gouvernail ; pareil à ses plus robustes compagnons, il coupe les vagues, domine les vents révoltés et remonte à force de rames les plus rapides courants"[2]. Il arriva bientôt à l'endroit où il s'était arrêté dans sa précédente campagne et trouva intacts tous les postes qu'il avait laissés dans le pays ennemi. Il rencontra tout d'abord une troupe de cavaliers daces, ou plutôt sarmates, vêtus de cottes de mailles, que les Romains battirent et mirent en déroute[3]. Pendant ce temps, les auxiliaires germains recontrèrent un corps plus nombreux de Daces avec lequel ils eurent une lutte plus acharnée, mais ils furent aussi vainqueurs. En présence de cete double défaite, le chef des Daces se suicide ; une tribu dace vient s'incliner devant Trajan, les nobles en tête, suivis d'une foule nombreuse de femmes

1. Frœhner, tab. 57-58.

2. Frœhner, tab. 58-59. Pline, *Panegyr*, c. LXXXI.

3. Frœhner, tab. 59-62.

et d'enfants qui implorent sa clémence. Trajan qui avait intérêt à provoquer de pareilles défections, afin d'affaiblir la résistance de l'ennemi, reçoit et traite les suppliants avec bienveillance[1].

Plus Trajan avançait vers la capitale, plus les obstacles naturels et artificiels qui obstruaient sa marche se multipliaient ; c'étaient des forêts vierges dans lesquelles les légionnaires étaient forcés de s'ouvrir une route par la hache ; des précipices, des torrents et des fossés profonds qu'ils étaient obligés de combler[2] ; des fortifications élevées à chaque pas et défendues avec une ténacité inouie. Les attaques des Daces contre les positions romaines deviennent sans cesse plus vives, le sang coule à flots, et chaque pas en avant fait par les Romains est marqué par la tombe d'un légionnaire. Les Daces sacrifiaient leur vie avec une insouciance explicable seulement par leur croyance à l'immortalité. Trajan prit d'assaut une dernière forteresse qui défendait les approches de la capitale, pendant que son général Maxime faisait prisonnière une sœur du roi dace et retrouvait, dans la ville où celle-ci se tenait, les drapeaux perdus par le général de Domitien, Cornélius Fuscus, dans sa lutte contre les Daces[3].

Ces derniers exploits de Trajan déterminèrent Décébale à envoyer à l'empereur une nouvelle ambassade, composée cette fois de personnages distingués, de nob-

1. Frœhner, tab. 63-64.
2. Frœhner, tab. 83-85. 89-91.
3. Dion Cassius, LXXI I, 9.

les ou *pileati*. Aussitôt qu'ils arrivèrent devant Trajan, ils se mirent à genoux, tendant vers lui les mains en signe de désespoir et implorant son pardon[1]. Ils n'en voulurent pas moins imposer des conditions aux vainqueurs ; mais Trajan les repoussa et la guerre recommença avec plus d'acharnement que jamais. La cavalerie maurétane, sous Lucius Quietus, attaqua cette fois les Daces et les mit en fuite[2]. Ils se sauvèret au fond d'une forêt où ils abattirent des arbres et élevèrent des fortifications improvisées ; les Romains furent forcés de les y prendre d'assaut comme dans une forteresse[3].

Au sortir de la forêt, les Romains se trouvèrent tout d'un coup devant la capitale des Daces, aussi bien située que puissamment fortifiée. Au lieu de s'y renfermer et supporter un siège, les Daces essayèrent encore une fois le sort des armes. Une lutte meurtrière s'engagea ; les Daces vendirent chèrement leur vie[4] ; mais la science romaine l'emporta sur la valeur barbare. Les Daces furent de nouveau vaincus et, la capitale risqüant de tomber au pouvoir des Romains, Décébale se décida à subir la paix dictée par Trajan. Il vint en personne, accompagné de deux grands dignitaires de sa cour, se jeter aux pieds de l'empereur. Derrière lui, une foule immense se traînait sur les genoux, implorant le pardon du vainqueur[5].

1. Frœhner, tab. 82-83.
2. Frœhner, tab. 85-88.
3. Frœhner tab. 91-93.
4. Frœhner tab. 97-99.
5. Frœhner tab. 101-104.

La paix imposée par Trajan et acceptée par le roi dace stipulait que celui-ci eût à rendre toutes les armes, machines et ouvriers qu'il avait reçus des Romains, à renvoyer tous les déserteurs romains qui se trouvaient dans son état, à détruire toutes les forteresses et à abandonner toutes les conquêtes faites en dehors de son propre pays, à reconnaître comme amis et ennemis ceux du peuple romain et à ne plus prendre à son service aucun Romain, civil ou militaire [1].

Trajan, croyant que les Daces exécuteraient de bonne foi ces conditions, et ayant atteint par là le but qu'il s'était proposé en partant de Rome, prit avec lui quelques députés daces pour leur faire confirmer devant le Sénat les stipulations de la paix, laissa une garnison à Sarmisagethusa et retourna triomphant dans sa capitale, où il prit le surnom de „Dacicus [2]."

III.

La soumission de Décébale n'était qu'une feinte habile, faite pour détourner le danger imminent dans lequel il se trouvait [3]. A peine l'empereur était-il arrivé à Rome que des courriers venus de Mésie lui apprirent la perfidie de Décébale, „que celui-ci ne respectait en rien les conditions de la paix, qu'il recevait de nouveau nombre de déserteurs, qu'il s'efforçait d'attirer les nations voisines dans une ligue contre les Romains, qu'il pu-

1. Dion Cassius, LXVIII, IX.
2. Dion Cassius, LXVIII, X.
3. Dion Cassius, LXVIII, 9.

nissait celles qui refusaient de se conformer à ses vues, enlevant par exemple aux Jazyges une portion de territoire[2]". A ces nouvelles, Trajan fit aussitôt décréter par le Sénat Décebale ennemi du peuple romain et résolut de marcher de nouveau en personne contre le roi dace, décidé pour cette fois à en finir avec les Daces et à réduire leur pays en province romaine.

Dans cette seconde expédition, Trajan ne suivit pas la même route que la première fois, bien que cette route lui fût connue et qu'une bonne partie de la contrée fût encore en sou pouvoir. Quel motif peut avoir déterminé Trajan à changer sa base d'opérations ? Pour répondre à cette question, il nous faut d'abord préciser l'endroit par où Trajan attaqua les Daces dans sa seconde campagne.

Nous rappelons dès l'abord l'observation faite plus haut que Trajan ne pouvait pénétrer en Dacie que par les voies connues et fréquentées de ce temps-là. Par conséquent, si Trajan a changé son plan d'attaque, il a dû le transporter sur une des deux autres routes indiquées par la table de Peutinger. Nous avons vu qu'en dehors de la route par Viminacium, il y en avait une par Saliatis, en face de la station de Tierna, et une autre plus bas, par Egeta-Drubetis. Trajan ne pouvait prendre la route par Saliatis-Tierna, qui conduisait par la vallée de la rivière Tierna (aujourd'hui Cerna), en passant par Ad Mediam (anjourd'hui Mehadia), vers Tivis-

2. Dion Cassius, LXVIII, 10.

cum, où aboutissait aussi la route qui partait de Viminacium ; car, quoique ce chemin fût le plus court pour arriver à la capitale, il était très étroit, resserré entre deux murailles de rochers à pic, par conséquent à la fois impraticable pour le passage d'une armée et très facile à défendre. D'autre part, il ne correspondait pas aux intentions politiques de Trajan, ainsi que nous le verrons plus tard. Il ne lui restait donc que la route la plus orientale, celle d'Egeta-Drubetis, où Trajan fit aussi construire le célèbre pont en pierre sur le Danube par l'architecte grec Apollodore de Damas.

On a beaucoup discuté sur l'emplacement où ce pont a été construit. Plusieurs écrivains ont prétendu que le pont de Trajan n'avait point été à Turnu-Severin et que les restes de piliers que l'on y voit encore aujourd'hui, quand le Danube est bas. appartiennent au pont, aussi en pierre, construit sur le Danube par Constantin le Grand[1], tandis que celui de Trajan se trouvait beaucoup plus en aval du fleuve, à Celein, près de Corabia, à une distance à peu près égale des bouches de Jiu et de l'Olte, où l'on voit aussi des restes de piliers en pierre dans le cours du Danube. Pour soutenir cette opinion, on a invoqué deux arguments : premièrement, que les dimensions du pont indiquées par Dion conviendraient bien

1. Voir, sur le pont en pierre de Constantin le Grand, Cedrenus, édit. de Bonn, I, p. 517 : „*Καὶ αὐτὸς Δάνουβιν περάσας γέφυραν ἐν αὐτῷ λιθίνην πεποίηκε, καὶ τοὺς Σκύθας ὑπέταξε.*“ Aurelius Victor, *De vita et moribus imper.* C. XLI : „Hic (Constantinus) pontem in Danubio construxit“. Comp. Orosius, VII, 28.

mieux à la largeur que le fleuve posséde à Celeiu qu'à celle qu'il a à Turnu-Severin ; en second lieu, l'absence d'une voie romaine à Turnu-Severin, qui conduisît dans l'intérieur du pays, ce qui justement se rencontrait dans l'autre endroit, où une voie romaine commence à Celeiu, sur la rive droite de l'Olte et se continue jusqu'en Transylvanie.

Contre le premier argument, nous ferons observer que la prétendue disproportion entre les dimensions du pont données par Dion et la largeur du Danube provient seulement d'une mesure défectueuse. D'aprés les données les plus récentes, la largeur du Danube à Turnu-Severin est de 1,127 métres. Dion rapporte que le pont était supporté par vingt piliers espacés l'un de l'autre de 170 pieds, ce qui donne pour la longueur totale du pont 3,570 pieds (170×21 arches comprises entre les rives et les vingt piliers), en mètres =1,104, chiffre à peu de chose prés égal à largeur du fleuve à cet endroit[1]. Par contre, la dimension donnée par Dion ne convient nullement à la largeur du fleuve à Celeiu, qui est de 1,856 mètres. D'ailleurs, c'est Dion lui-même qui en fait la remarque : „si, à l'endroit où le pont de Trajan fut construit, le Danube n'a pas sa plus grande largeur (car il en est d'autres où il est deux ou trois fois aussi large),

1. Un pied grec = 0^{m}309. Les données de Dion sont empruntées à la description même de l'architecte Apollodore ; par conséquent, les mesures sont grecques. Voir sur la description du pont laissée par Apollodore, Procope, *De ædificiis*, IV, 5.

il y est pourtant plus profond"[1] ce qui correspond de point en point à la nature de son lit à Turnu-Severin, où sa largeur plus restreinte est compensée par une plus grande profondeur, à peu près 30 mètres.

L'argument tiré de l'absence d'une voie romaine en face du pont sur la rive dace est tout aussi peu concluant. Les Romains se seraient-ils mis dans le cas, aussitôt après avoir placé le pied sur le sol de la Dacie, d'y construire une chaussée pour avancer dans le pays ? Malgré la rapidité vraiment extraordinaire avec laquelle s'élevaint les constructions romaines, il est évident que le percement d'une route devait durer bien plus longtemps que la construction d'un pont. Si donc les Romains avaient dû attendre que leur chaussée fût prête pour faire marcher leurs troupes, il leur aurait été impossible, ayant terminé le pont en l'année 104, de faire leur expédition en l'année 105. La chaussée est tout à fait indépendante du pont ; elle fut construite plus tard, après que la Dacie eût été réduite en province roumaine. On ne saurait absolument rien déduire de sa présence ou de son absence comme prolongement du pont, quant à l'endroit où celui-ci fut construit. Cette circonstance ne saurait jeter la moindre lumière sur la question qui nous occupe.

Il ne faut pas nous étonner si nous ne trouvons au-

1. Dion Cassius, LXXIII, 13. Si on peut rencontrer des endroits où le Danube est trois fois aussi large qu'à Turnu-Severin (3,000 mètres), on n'en trouve aucun où sa largeur arrive au triple de celle qu'il possède à Celeiu (5,400 mètres).

cune mention du pont de Trajan dans les cartes ou les indications de routes laissées par les anciens, comme la table de Peutinger et l'itinéraire d'Antonin[1]. La raison en est que ces cartes routières ne s'occupent que des stations et des distances qui les séparent. Quand les routes rencontrent une rivière, la ligne qui les indique passe tout simplement par-dessus la riviére, sans indiquer si la communication se fait au moyen d'un pont ou autrement.

Parmi les écrivains anciens, Procope seul (VI[e] siècle) s'exprime clairement sur l'endroit occupé par le pont de Trajan. Il dit que non loin de Zane se trouve un fort dont le nom est Pontes, nom qui lui aurait été donné à cause du pont construit d'après les ordres de Trajan par l'architecte Apollodore de Damas[2]. La sta-

1. Engel, dans sa *Commentatio de expeditionibus Traiani ad Danubium et origine Valachorum*, Vindobonnae, 1794, p. 206, montre que l'Itinéraire d'Antonin indiquerait l'existence du pont de Trajan entre *Egeta* et *Aquae*. Il base son assertion sur le passage suivant de l'édition de l'Itinéraire publiée par Wesseling:

Cuppis	M. P.	XXIII	
Novas	...	XXIII	
Talia	...	XXII	
Egeta	...	XXI	Inter Egeta et Aquas pons Traiani.
Aquis	...	XVI	
Dortico	...	X	

L'édition critique de l'Itinéraire publiée par Parthey et Pinder, Berolini, 1848, reproduit à la page 103 les mêmes stations, sans la moindre mention du pont de Trajan. Nous pensons que Engel a pris une adnotation de Weselling pour le texte de l'Itinéraire.

2. Procope, *De aedificiis*, c. VI.

tion Zane se trouvait près de Turnu-Severin, car Procope, poursuivant après Zane et Pontes l'énumeration des forts de Danube, cite après ces deux-là : Ad aquas et Dortico, qui sont indiqués aussi par la table de Peutinger à la suite d'Egeta. La comparaison faite entre le texte de Procope et les indications de la table de Peutinger vérifiera d'une manière indubitable nos assertions :

PROCOPE.	—	TABLE DE PEUTINGER.
Lederata	—	Lederata
Zernes	—	Tierna
Zanes	—	*Egeta*
Pontes	—	—
Ad aquas	—	Ad aquas
Dorticum [1]	—	Dortico

Il est donc impossible de chercher le pont de Trajan vers les embouchures de l'Olte.

Un autre écrivain byzantin du xe siècle, l'empereur Constantin Porphyrogénète, quoiqu'il indique d'une manière bien plus vague l'emplacement du pont de Trajan, n'en rapporte pas moins ses données toujours à la région de Turnu-Severin. Il dit „qu'il y aurait dans le pays des Turcs (Hongrois) plusieurs choses anciennes et en premier lieu le pont de Trajan (c'est-à-dire ses ruines), à l'extrémité de la Turquie. La ville de Belgrade se trouve à trois journées de distance de ce pont"[2]. Comme la Hongrie s'est toujours étendue jusqu'aux cataractes du

1. Procope, *De ædificiis*, c VI.
2. Const. Porphyr., *De adm. imp.*, c. XI.

Danube et n'est jamais arrivée jusqu'a l'Olte, il est évident que l'extrémité de la Hongrie indique aussi Turnu-Severin.

Pourtant la preuve la plus concluante que le pont de Trajan était situé à Turnu-Severin nous a été fournie par l'étude des restes mêmes de ce pont, faite le 15 Janvier 1858 à l'occasion d'une baisse tout à fait exceptionnelle des eaux du fleuve. A cette date, un ingénieur militaire d'Orsova et un inspecteur de la compagnie des bateaux à vapeur de Turnu-Severin entreprirent des mesures et des explorations minutieuses ; ils comptèrent dans le lit du fleuve seize piliers en maçonnerie, qu'ils trouvèrent tout comme les têtes du pont qui s'élèvent sur les rives, en pierre et mortier de ciment romain, recouverts de grandes briques carrées ; ces piliers étaient espacés de telle sorte en travers de l'eau que, là où quatre d'entre eux manquaient pour arriver au nombre de vingt, les explorateurs trouvèrent un îlot qui avait, à ce qu'il parait, recouvert leurs restes. A l'intérieur de la maçonnerie, on voyait non seulement des trous régulièrement disposés qui avaient servi à recevoir des madriers, mais on y retrouva même quelques débris de poutres en chêne. Les briques qui recouvraient les piliers portaient les marques de trois différentes cohortes auxiliaires de la *legio XIII gemina*, qui furent sans aucun doute employées à la construction du pont [1]. Or, cette légion prit part à la con-

1. A. J. Odobescu, *Istoria archeologiei*, *Antichitatea*, *Renaşterea* Bucuresti, 1877, p. 362. Comp. la monographie d'Aschbach, *Ueber Trajan's steinerne Donaubruecke*. Vienne 1858.

quête de la Dacie et fut laissée en garnison dans la province jusqu'à son abandon sous l'empereur Aurélien, ainsi que l'attestent d'innombrables inscriptions. Cette coïncidence tranche la question de façon à ne plus laisser le moindre doute que les restes du pont qui se trouvent à Turnu-Severin sont réellement ceux du pont de Trajan et qu'il faut attribuer à Constantin le Grand l'autre pont dont on voit les débris à Celeiu. On a pourtant prétendu que précisément les trous destinés à recevoir des poutres en bois s'opposaient à la description du pont telle qu'elle nous a été laissée par Dion. Mais celui-ci, dans la description assez succincte qu'il fait du pont de Trajan, dit seulement que les piliers sont espacés entre eux d'une distance de 170 pieds et sont réunis par des voûtes[2], sans expliquer si ces voûtes étaient en bois ou en maçonnerie. Il est bien plus probable que pour des ouvertures tellement grandes le bois eût été préféré : mais celui-ci même devait être disposé en forme de voûtes, car des poutres horizontales eussent été loin d'avoir la solidité voulue.

Trajan passant le Danube à Turnu-Severin, une autre question vient se poser immédiatement, notamment par où se dirigea-t-il vers Sarmisagethusa ? Il pouvait y aller en droite ligne par le défilé de Vulcan ou suivre une route plus détournée par celui de la Tour Rouge.

2. Dion Cassius, LXVIII, 13 : „*Καὶ αὐταὶ ἑβδομήκοντα καὶ ἑκατὸν ἀπ' ἀλλήλων πόδω ἀπέχουσαι, ἀψῖσι συνῳκοδομήνται.*“

Si Trajan eût voulu frapper seulement la capitale, il n'aurait eu qu'à suivre la même route que dans sa première expédition par Lederata et la vallée du Timèche et de la Bistra [1]. Or Trajan, voulant cette fois-ci non seulement effrayer les Daces, mais bien les soumettre, ne pouvait se contenter de prendre leur capitale. Il devait les attaquer dans le centre de leur pays et leur couper la retraite vers l'intérieur de la Transylvanie, où ils auraient pu trouver un refuge dans les montagnes. Voilà pourquoi Trajan changea dans cette seconde expédition la base de ses opérations, pourquoi, ainsi que nous allons l'établir, il entra dans la Transylvanie par le défilé de la Tour Rouge.

La route qui partait de Drubetis (aujourd'hui Turnu-Severin) pour conduire dans l'intérieur de la Dacie passait, d'après la table de Peutinger, par les villes suivantes : Amutria, Pelendova, Castranova. Romula, Acidava, Rusidava, Pons Aluti, Buridava, Castra Traiana. Arutela, Praetoria, Pons Vetus, Stenarum, Cedonie, Decidava, Apulum (aujourd'hui Karlsburg ou Alba Julia), et de là se continuait par Napoca (aujourd'hui Clausenburg) jusqu'à la dernière station dace au nord de la province, Porolissum (aujourd'hui Mojgrad).

Plusieurs de ces noms sont romains, tels que Romula, Pons Aluti, Castra Traiana, Praetoria, Pons Ve-

1. Dierauer, *Beitræge*, p. 100, laisse indécise la question par où Trajan pénétra dans la Dacie.

tus, et indiquent par conséquent une voie parcourue par les Romains. On pourrait objecter que ces noms ont pu être donnés à ces stations plus tard, après la conquête de la Dacie par les Romains, car ils se trouvent sur la table de Pentinger, laquelle est postérieure à la réunion de cette province à l'empire romain. Un de ces noms pourtant, celui de *Castra Traiana*, doit absolument tirer son origine du temps de la conquête, car il rappelle le nom de Trajan, soit qu'il ait été donné à la station par les légions mêmes du conquérant, soit qu'il ait été appliqué à cette ville quelque temps après, en souvenir du passage de l'empereur.

Tâchons maintenant de montrer que la route suivie par Trajan passait en effet par le défilé de la Tour Rouge. La première station indiquée sur la table de Peutinger après Drubetis est Amutria, qui n'est que la forme romanisée du nom dace (Ad-) Mutriam, Or, à peu de distance de Turnu-Severin, vers le nord-est coule aujourd'hui un affluent du Jiu, qui porte le nom de Motru. Selon les règles de dérivation de la langue roumaine, Motru est une transformation du type ancien Mutria, par le changement de l'*u* en *o* d'après les analogies données par *noră* de *nurus*, *popor* de *populus*. La suppression de l'*i* qui précède l'*u* se retrouve dans *cumătru* de *conmatrium*, *Dumitru* de *Demetrius*. La route qui allait de Dubretis à Apulum ne montait donc pas directement vers le nord à Sarmisagethusa, par le défilé de Vulcan, mais se dirigeait vers l'Orient. pour passer le Motru. La ville dace portait évidemment le

même nom que la rivière ; après qu'elle eût été détruite plus tard, le cours d'eau près duquel elle s'élevait conserva seul le souvenir de l'ancien nom. Après quelques stations intermédiaires, dont les noms ont totalement disparu, nous rencontrons sur la table de Peutinger celle de Pons Aluti, le pont de l'Olte, par conséquent une station qui devait se trouver sur le cours de cette rivière et où existait un pont qui fit donner ce nom romain à la ville que les Daces nommaient probablement d'une autre manière. Ce nom ne veut pas dire que Trajan aurait passé l'Olte sur ce pont pour se diriger vers le nord sur la rive gauche de la rivière, mais seulement qu'il y avait ici un pont qui mettait les deux bords de la rivière en communication. En effet, la rive gauche de l'Olte est haute et escarpée, de sorte qu'il était impossible d'y faire marcher une armée, tandis que celle de droite est une plaine de plusieurs centaines de mètres de largeur, bordée d'une terrasse plus élevée, et offrait une voie très commode. Aussi est-ce par là que les Romains construisirent plus tard leur chaussée, dont on retrouve les restes encore de nos jours et que les paysans nomment *calea Traianului*, la route de Trajan [1].

L'empereur, arrivé à Pons Aluti, tourna vers le nord sur la rive droite de l'Olte, se dirigeant vers le défilé de la Tour rouge, et, après deux stations intermédiaires dont les noms ont été perdus, il arriva à Arutela, qui se trouvait sur les bords d'un affluent que l'Olte reçoit

1. V. Duruy, *Histoire des Romains*, IV, p. 256, note 2. De la Berge, *Essai sur le règne de Trajan*, p. 49.

par sa droite et qui se nomme encore aujourd'hui le Lotru, nom dérivé évidemment de l'ancien Arutela. Celui-ci est ainsi qu'Amutria une forme romanisée du nom dace (Ad-) Rutela, et Rutela par métathèse a donné Lutera, d'où la langue roumaine a formé Lotru. On ne saurait, contre l'identification des formes roumaines de Motru et de Lotru aux formes daces de Mutria et de Lutera, alléguer le fait que les noms roumains ont une terminaison masculine, tandis que les noms daces en auraient une féminine, d'abord parce qu'on ne sait si la voyelle *a* était aussi dans la langue dace une désinence du féminin ; mais, même dans le cas où on le supposerait, la langue roumaine présente des changements de genre, par exemple *teiu* de *tillia*. Notons une dernière circonstance qui vient appuyer l'identification du nom dace Arutela avec le Lotru de nos jours. D'après la distance indiquée par la table de Peutinger entre les différentes stations énumérées plus haut, nous trouvons que celle d'Arutela se trouvait à peu près aux deux tiers de la route qui conduisait de Drubetis à Apulum. La table de Peutinger nous donne les distances suivantes :

Entre	Drubetis et Amutria	36 m. p.
—	Amutria et Pelendova	35
—	Pelendova et Castra nova	20
—	Castra nova et Romula	30
—	Romula et Acidava	13
—	Acidava et Rusidava	24
—	Rusidava et Pons Aluti	14

Entre	Pons Aluti et Buridava	13	m. p.
—	Buridava et Castra Traiana	12	
—	Castra Traiana et Arutela	9	
	Total .	206	m. p.

Entre	Arutela et Praetorium	15	m. p.
—	Praetorium et Pons Vetus	9	
—	Pons Vetus et Stenarum	19	
—	Stenarum et Cedonie	12	
—	Cedonie et Acidava	24	
—	Acidava et Apulum	15	
	Total .	94	m. p.

Or, si on jette les yeux sur la carte, on verra que la même proportion existe aujourd'hui entre la distance qui sépare Turnu-Severin de la rivière du Lotru et celle qui se trouve entre cette rivière et Karlsburg (voir la carte).

Concluons : la voie qui conduisait de Drubetis dans l'intérieur du pays passait par le défilé de la Tour Rouge, et c'est par cette voie que Trajan pénétra en Dacie dans sa seconde expédition. On comprend alors les paroles de Strabon. Il dit que les Romains ont transporté sur la rivière Marisos tout ce dont ils avaient besoin pour la guerre [1]. Ce Marisos n'est autre chose que l'Olte, lequel à ce qu'il parait, portait dans ce temps-là deux noms. Ce n'est pas le Mourèche actuel, comme on pourrait

1. Strabon, *Geogr.*, VII, 3, 13: „*Ῥεῖ δὲ αὐτῶν (Γετῶν) Μαρίσος ποταμὸς εἰς τὸν Δανούβιον, ᾧ τάς παρασκευὰς ἀνεκόμισον οι Ρωμαῖοι τὰς πρὸς τὸν πολεμον.*“

le croire au premier abord, car d'abord le Mourèche actuel n'a jamais été atteint par les légions de Trajan pendant ses expéditions. Dans la première, nous l'avons vu en effet pénétrer en Dacie par la vallée du Timèche : dans la seconde par celle de l'Olte. Il n'est nullement question du Mourèche dans aucune de ses guerres. Ensuite Strabon dit que son Marisos coulait *par le pays des Gètes* pour se verser dans le Danube, et le pays des Gètes, ne s'est jamais étendu au delà de la Valachie. La Transylvanie, où coule le Mourèche, a toujours été la patrie propre des Daces. Hérodote nommait l'Olte aussi Marisos. Il dit de ce cours d'eau que, sortant du pays des Agathyrses, il traversait la Scythie, laquelle s'étendant en Valachie jusqu'aux montagnes, ils est évident que le Marisos d'Hérodote ne saurait être le Mourèche actuel, jusqu'aux bords duquel jamais la Scythie ne s'est étendue. Cette indication du père de l'histoire unie à celle de Strabon, qui dit que le Marisos traversait le pays des Gètes, c'est-à-dire la Valachie, confirme d'une manière positive que le Marisos de ces deux écrivains était l'Olte de nos jours. Enfin, l'Itinéraire d'Antonin, la table de Peutinger et la Notitia dignitatum indiquent toutes une station de la Mésie nommée Transmarisca, ce qui suppose une rivière Mariscus ou Maris sur la rive nord du fleuve en Valachie [1]. Trajan, suivant le cours de l'Olte,

1. M. Hasdeu, *Istoria critica*, Bucuresti, 1875, p, 185, a démontré pour la premiere fois que le nom de Maris s'appliquait aussi à l'Olte. Nous renvoyons pour les détails à sa démonstration.

faisait venir ses provisions de la Mésie par cette rivière.

Nous avons établi que Trajan entra en Dacie pour sa seconde expédition par l'endroit où se trouve aujourd'hui Turnu-Severin, qu'il se dirigea d'abord vers l'est, en passant le Motru, jusqu'à la rivière de l'Olte, prit ensuite vers le nord, sur la rive droite de ce cours d'eau, et entra en Transylvanie en passant la rivière du Lotru[1]. Le but de ce détour était de couper la retraite aux Daces, de les écraser au centre même de leur pays. Des raisons stratégiques ont pu aussi le déterminer à changer le champ de bataille. En effet, les Daces s'attendaient à être attaqués par les mêmes endroits où ils l'avaient été la première fois ; ils avaient certainement mis tous leurs efforts à fortifier cette région ; sûrs d'être en paix du côté de la Transylvanie, ils n'auront pris par là aucune mesure de défense.

C'est en 104 que Trajan partit la seconde fois contre Décébale. Il passa cette première année en Mésie, surveillant la construction du pont, après avoir fait occuper militairement la rive droite du fleuve. Il était venu de Pannonie en bateau sur le Danube et était descendu à Egeta, où toute la population de cette ville romaine sortit à sa rencontre et le reçut avec amour[2]. Une par-

1. C. de la Berge, *Essai sur le règne de Trajan*, p. 51, dit par rapport à cette expédition : „Nous sommes complètement dépourvus de renseignements géographiques sur la deuxième guerre". Notre travail, si nous ne nous trompons, remplit cette lacune.

2. Frœhner, tab. 108-112. M. Frœhner, p. 47, pense que ce ta-

tie de l'armée romaine traversa le Danube sur les bateaux qui l'avaient transportée à Drubetis, pour occuper cette ville ennemie et en chasser les troupes daces [1]. Plusieurs tribus gètes et jazyges se soumirent à Trajan. Celles des Gètes qui occupaient la Valachie étaient vêtues comme les Daces ; les Jazyges, au contraire, portaient des vêtements longs et serrés à la taille, avec des plis nombreux à la partie inférieure, qui les faisaient de loin ressembler à des femmes [2]. Les Jazyges, à qui les Daces avaient, ainsi que nous l'avons vu, pris une partie de leur territoire, furent les premiers à se soumettre aux envahisseurs. Les Romains prirent ensuite un camp retranché construit par les Daces d'après les principes de l'art militaire romain et élevèrent eux-mêmes plusieurs travaux pour défendre la tête du pont du côté de la Dacie [3]. En 105, la construction du pont étant terminée, Trajan, après avoir accompli les sacrifices habituels, se transporta avec le reste de son armée sur le territoire dace [4]. Les Romains passèrent plus tard un cours d'eau sur un pont en bois [5] ; c'était probablement le Jiu, car le Motru et les autres rivières entre Turnu-Severin et l'Olte peuvent être passées à gué. Pendant leur marche,

bleau représente une ville maritime. Nous ne comprenons pas pourquoi.

1. Frœhner, tab 117-118.
2. Frœhner, tab. 118 120.
3. Frœhner, tab. 124-128.
4 Frœhner, tab. 128-129.
5. Frœhner, tab. 131-133.

ils reçurent la soumission de plusieurs tribus gètes, scène qui se répète dans plus d'un tableau de la colonne trajane. Dion dit aussi que Décébale voulait offrir la paix, parce qu'une grande partie des Daces étaient passés du côté de Trajan, encore une preuve évidente que les Daces ne quittèrent pas leur patrie lors de la conquète romaine [1]. Après avoir passé la rivière, les soldats romains rencontrèrent un champ de blé, qu'ils moissonnèrent pour augmenter leurs provisions [2]. Ceci nous indique à peu près l'époque de l'année où Trajan se dirigeait vers la Transylvanie, c'est-à-dire vers la fin de juin 105. Les légions arrivant sous les murs d'une ville dace fortifiée, une partie des défenseurs était d'avis de se soumettre, l'autre de résister. Cette querelle fit tomber encore plus vite la ville au pouvoir des Romains [3]. Cette ville parait avoir été située dans la partie montagneuse du pays, car le tableau de la colonne nous la montre établie sur une hauteur.

Les daces, se voyant de nouveau sérieusement menacés, eurent recours à des moyens déshonnêtes pour échapper au péril. Alors que Trajan se trouvait encore en Mésie, surveillant la construction du pont, Décébale avait envoyé des transfuges romains, chargés d'assassiner l'empereur, qui était facilement accessible à tout

1. Dion Cassius, LXVIII, 11: „*Τῶν δὲ Δακῶν μεθισταμένων πρὸς Τραιανόν, καὶ δι' ἄλλα τινά, ἐδεήθη αὖθις ὁ Δεκέβαλος εἰρήνης.*"
2. Frœhner, tab. 142-143.
3. Frœhner, tab. 143-144.

le monde ; le hasard avait voulu que l'attentat fût déjoué ; un des conjurés découvert et soumis à la torture avait dénoncé ses complices. Après que Trajan eut passé en Dacie, Décébale imagina une autre ruse pour détourner l'ennemi. Il trompa un officier romain, très aimé par l'empereur, Longinus, en lui faisant de fallacieuses propositions de paix ; il s'empara de sa personne et voulut le forcer de dévoiler les intentions de son maître. Le Romain resta muet à toutes les demandes. Décébale fit alors dire à Trajan que, s'il ne quittait pas son pays et ne lui donnait en outre une indemnité de guerre, il ferait mourir Longinus dans les plus affreux tourments. Pour prolonger au moins la vie de son ami, l'empereur répondit au message de Décébale d'une manière évasive. Sur ces entrefaites, Longinus écrivit à Trajan une lettre où il l'exhortait à serrer Décébale de près et à venger sa mort ; puis il s'empoisonna, ne laissant entre les mains de Décébale qu'un cadavre inutile. C'est ainsi que les Romains entendaient leur devoir même au temps de leur décadence. De son côté, Décébale accomplissait un devoir peut-être plus sacré que la lutte pour la gloire et la victoire, celle pour l'indépendance et la liberté. Dans son âme barbare, il ne savait point faire de différence entre les moyens permis et défendus ; tous lui semblaient également bons du moment qu'il s'agissait de sauver sa patrie.

Après des difficultés inouïes, les Romains arrivèrent de nouveau devant la capitale dont ils s'étaient approchés, il y avait trois ans, par le côte opposé. Le but de

Trajan n'était plus maintenant de dégager l'empire romain d'un traité honteux, mais bien de détruire l'existence de l'État dace. Voilà pourquoi, lorsque Décebale, effrayé par la marche envahissante de l'armée romaine, offrit la paix à Trajan, celui-ci lui répondit de se livrer, lui et son armée, à la discrétion du vainqueur[1]. Les Daces préférèrent pour la plupart, sans hésiter, mourir sur les ruines de la patrie. Le premier assaut donné par les Romains ne réussit point, surtout à cause des énormes blocs de pierre lancés par les assiégés à la tête des envahisseurs[2]. Les Romains construisirent alors un agger, c'est-à-dire une contre-fortification, pour pouvoir lutter plus facilement et plus à l'abri contre les Daces[3]. Le second assaut donné livra la ville aux mains de l'enneni, et pendant que les Romains démolissaient les murs et les portes, les Daces mirent le feu à leur propre cité[4] ; leurs chefs, réunis autour d'un grand vase plein de poison, terminèrent à la fois leurs jours et leurs souffrances[5]. La mort devait être rapide s'ils ne voulaient point orner le triomphe du vainqueur.

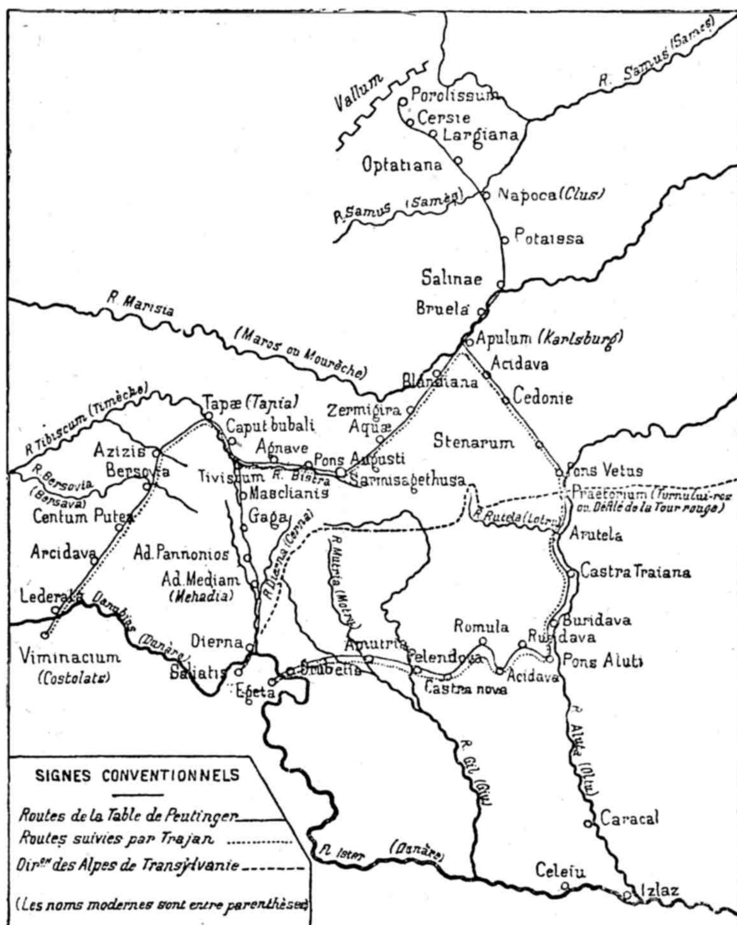
La capitale était tombée et le pays presque en entier envahi par l'ennemi. Décébale, avec les débris de son armée, ne s'était pas enfermé dans la citadelle ; il s'était retiré vers le nord, pour chercher un point

1. Dion Cassius, LXVIII, 11-12.
2. Idem.
3 Frœhner tab. 147-151.
4. Frœhner, tab. 151-152.
5. Frœhner, tab. 155-156.

d'appui dans les montagnes qui faisaient la force de ce pays. Trajan ne laissa pourtant pas aux Daces le temps de se recueillir ; les coups qu'il leur portait se suivaient avec la rapidité de la foudre. Immédiatement après que la capitale fut tombée, il rejoignit Décébale, attaqua son camp fortifié et en resta maître après une lutte désespérée. Décébale alors, voyant irrévocablement perdu tout espoir de salut, se tua lui-même sur le tombeau de sa patrie. Sa tête fut apportée à Trajan. Parmi les chefs daces qui lui survécurent, les uns suivirent son exemple, les autres se soumirent au vainqueur, lui apportant sur de larges plateaux en argent, comme prix de leurs tétes, de riches joyaux[1]. La Dacie, écrasée par les Romains, gisait aux pieds de Trajan (106 après J. C).

---

1. Frœhner, tab. 171-172, 177-178.



Carte des expéditions de Trajan dans la Dacie.

LES GUERRES RUSSO-TURQUES

ET

LEUR INFLUENCE SUR LES PAYS ROUMAINS

INTRODUCTION

La Russie commence à entrer en relations avec la Porte au temps de Bajazet II. C'est alors que nous rencontrons pour la première fois des ambassades du grand-duc des Moscovites Ivan III à Constantinople qui demandent pour les sujets russes la liberté du commerce (1495-1499). Ces privilèges des négociants russes furent confirmés par Selim I (1514-1520), qui refusa pourtant ses bons offices, instamment demandés par les Russes, à la fin de négocier une paix entre ceux-ci et les Tatares de la Crimée.

Si toute fois jusqu'alors les rapports entre ces deux puissances avaient été assez pacifiques, quoique d'une grande froideur, ils commencent bientôt à se troubler par la faute de deux peuplades limitrophes, les Cosaques et les Tatares : ces barbares vivant exclusivement de brigandages dévastaient presque chaque année la Russie et la Pologne. Les Tatares surtout qui reconnaissaient la suprématie de la Porte, pillaient continuellement la Russie, et les habitants de cette contrée, pour se venger des maux qu'ils enduraient, s'organisaient en bandes de volontaires qui ravageaient à leur tour les pays turcs

situés sur les bords de la mer Noire. Ces frottements mutuels amenèrent indirectement une véritable guerre entre la Russie et la Turquie.

En outre, le sultan Selim II, voulut réunir par un canal les eaux du Don à celles du Volga, pour faciliter ainsi ses communications avec la Perse. Ces travaux entrepris sur la frontière même du pays des Russes inspirèrent à ceux-ci des craintes pour leur sûreté. Ils attaquèrent en conséquence les travailleurs du canal, massacrant les troupes qui étaient destinées à les défendre. Prenant ensuite le rôle de plaignants, ils envoient immédiatement une ambassade à Constantinopole pour faire au sultan des remontrances au sujet des perpétuelles invasions des Tatares et cette ambassade est très bien reçue par les Turcs, qui avaient appris à connaître les Russes sous un tout autre aspect.

Les puissances occidentales de l'Europe qui étaient en guerre avec les Turcs, et principalement les Vénitiens, cherchaient par tous les moyens à engager les Russes dans une alliance contre les Turcs, ennemis convaincus de la chrétienté et, chose digne d'être remarquée, dès cette époque les ambassadeurs vénitiens ne comptaient pas tant sur la puissance matérielle de la Russie que sur son influence morale, qui avait sa source dans la communauté de religion des Russes avec les peuples de la Turquie. Ainsi Giacomo Soranzo s'exprime de la manière suivante dans une lettre adressée au Sénat vénitien en 1576 : „Le sultan craint le Moscovite parce que le grand-duc appartient à la religion grecque

de même que les peuples de la Bulgarie, de la Serbie, de la Bosnie, de la Morée et de la Grèce que lui sont dévoués au plus haut degré, et qui seront toujours prêts à prendre les armes et à se soulever afin d'échapper au joug des Turcs et de se soumettre à sa domination" [1].

A cette époque les Russes reconnaissaient encore le patriarche de Constantinople comme chef de leur église et avaient dans les Balcans des liaisons qui justifiaient les observations de l'ambassadeur vénitien ; ainsi c'était avec de l'argent russe que le couvent du Mont Athos payait son tribut à la Porte et les religieux grecs du Mont Sion recevaient du grand duc une subvention annuelle de 500 ducats.

Toutefois, quoique les Russes eussent été invités plusieurs fois par les Vénitiens à marcher contre les Turcs, ils ne voulurent s'engager à rien à cet égard. Cette politique pacifique des Russes envers la Porte avait sa raison d'être dans les guerres de la Russie avec la Suède et la Pologne, et celles-ci occupèrent si bien les Russes, qu'ils restèrent indifférents à la reprise d'Azow par les Turcs sur les Cosaques, et n'osèrent déclarer la guerre aux Turcs pour la possession de cette place importante. On prétend que les conseils du voévode moldave Basile Loupou ne furent pas sans influence sur cette retenue du czar Michel Romanow. Il aurait remontré au czar que les Turcs massacreraient immédiatement les secta-

1. *Alberi*, Relazioni degli ambascatori veneti al Senato. Serie III, V. p. 206.

teurs de la religion grecque qui habitaient l'empire ottoman et que bien certainement leur protecteur naturel, le czar russe, ne voudrait à aucun prix arriver à un pareil résultat pour le plaisir de maintenir les brigands de Cosaques dans la possession d'Azow [1].

En 1645, Alexei Romanow monta sur le trône de Russie et inaugura aussitôt une politique plus active vis-à-vis des Turcs. Dans une guerre qui éclata en 1676 entre les Cosaques et les Tatares, les Russes prennent parti pour ces derniers et font tomber entre leurs mains la forteresse des Cosaques, Tschigrin, ce qui force les Turcs à défendre leurs sujets et à déclarer la guerre aux Russes. Celle-ci fut tout à l'avantage de ces derniers qui gagnèrent, par la paix de Radzimen, 1681, Kiew et l'Ukraine, firent reconnaître par les Turcs le titre d'empereur donné au czar et accorder libre pélerinage des sujets russes à Jérusalem.

C'est vers le même temps que les Russes s'approchent pour la première fois des pays roumains avec des intentions politiques [2]. A l'occasion d'une guerre qui avait éclaté en 1672 entre les Turcs et les Polonais, Étienne Petritscheïkou, prince de Moldavie, et Grégoire Ghica, prince de Valachie, sont envoyés par les Turcs

1. *Siri*, Mercurio, II, p. 867.

2. Les Russes avaient été en rélations avec la Moldavie dès le XVme siècle. Etienne le Grand prince de Moldavie (1457 — 1504) avait mariè sa fille Helène au fils de Ivan Wassiliewitsch III czar de Russie. Mais ces relations n'avaient eu aucune conséquence politique.

pour défendre la forteresse de Hotin de concert avec les armées musulmanes. Les Turcs ayant laissé courir le bruit que pour pouvoir mieux défendre cette forteresse importante, il serait nécessaire d'y établir un pacha, les princes roumains, pour éviter cette mesure qui enlevait sa position à celui de Moldavie, entrèrent en relations avec les Polonais et les prièrent de venir en toute hâte sur Hotin en leur promettant de passer à eux au plus fort de la lutte [1].

Les princes roumains cherchèrent d'abord à nuire aux Turcs par leurs conseils, les poussant à se retirer dans des lieux ouverts et à ne point se défendre dans les fossés, manœuvre à laquelle les armées turques ne seraient pas habituées, voulant ainsi faire abandonner Hotin aux Turcs sans combat. Ce stratagème ne réussissant point, ils attendirent l'arrivée des Polonais, jusqu'à ce que ceux-ci s'étant approchés des retranchements turcs et les ayant attaqués avec vigueur, les princes roumains passèrent aux Polonais avec toutes leurs troupes, en faisant un grand carnage dans l'armée ottomanne.

Celle-ci fut complètement mise en déroute le 11 novembre 1673 ; mais les princes roumains s'étaient mis par leur trahison dans une position très fausse vis-à-vis de la Porte. Ils furent donc forcés de chercher aide et protection contre les païens chez les princes chrétiens et le premier qu'ils sollicitèrent fut le czar des Russes. Au commencement de l'année suivante, en mai 1674, ils

1. *Jean Nekoultschea* chroniqueur moldave.

envoyèrent à Moscou, un religieux russe du Mont Athos, nommé Théodore, chargé de porter au czar l'offre de la soumission des Roumains en le priant de daigner leur accorder sa bienveillante protection. Le czar Alexei à cette demande, à laquelle il ne s'attendait guère, ordonne immédiatement à ses troupes de marcher à la défense des pays roumains et propose a leurs princes „d'envoyer pour plus de sûreté quelques uns des membres des plus considérables du clergé et de noblesse afin de conclure la convention par laquelle les pays se soumettraient à l'empereur." La condition que le czar mettait à cette soumission des *souverains* de la Moldavie et de la Valachie (c'est ainsi que le czar nomme à plusieurs reprises les princes de ces pays) était que ceux-ci ne fussent point soumis au roi de Pologne, pour éviter ainsi des sujets de discorde entre la Russie et la Pologne, leur promettant „qu'après la prestation du serment de soumission, il les défendrait contre l'ennemi de la sainte croix et leur accorderait aussi des subsides" [1].

Constantin Cantacuzène, prince de Valachie, essaya de nouveau en 1688 de nouer des relations avec la Russie, au temps de la guerre entre la sainte ligue et l'empire ottoman. Les pays roumains souffraient de la part des Turcs les plus cruels traitements. Pour subvenir aux nécessités de la guerre, les Turcs leur demandaient, non seulement des troupes auxiliaires mais encore des quantités de provisions tout-à-fait en disproportion avec les

1. Voir *Polnoe Sobranie Zaconow*, II, 968.

forces productives des principautés, des travailleurs pour l'édification de forteresses, des chariots nécessaires aux transports et bien d'autres corvées encore.

Pour épargner à son pays ces exactions intolérables, mais craignant en même temps de tomber sous la domination allemande, à la suite des succès éclatants remportés par les armées de la ligue contre les troupes ottomanes, le prince de Valachie s'adresse de nouveau au protecteur naturel des orthodoxes, le czar de Russie. Il envoie au mois de novembre 1688 l'archimandrite Isaie du Mont Athos à la cour de Moscou, demandant à faire sa soumission et sa Majesté impériale promet de secourir les Valaques „pour glorifier le nom du Seigneur, affermir la sainte église orientale et protéger les adorateurs de la même religion“. Sa Majesté accorde pour le moment son secours contre le khan de Crimée, l'ennemi le plus implacable des chrétiens, imposant toutefois aux Valaques la même condition que dans le traité antérieur, „de se montrer forts et constants, de ne point s'allier ni se soumettre à d'autres États et de ne point prêter serment de fidélité à qui ce fut“ [1]. Les czars Ivan et Pierre, pressés de connaître la réponse du voévode à ces conditions, dépêchèrent un exprès au prince Cantacacuzène, qui ne paraît avoir rapporté aucune réponse, car ce prince mourut peu de temps après (25 octobre 1685).

1. Collection des documents et conventions de la Russie (en russe), IV, p. 591.

On peut voir par ces traités que les Russes mettaient en pratique les observations de l'ambassadeur vénitien, reproduites plus haut, en prenant le rôle de défenseurs naturels des chrétiens opprimés. Il est hors de doute que cet élément vital de leur politique leur serait venu à l'esprit, même sans l'intervention des Roumains. Mais il n'en est pas moins vrai que c'est à la suite d'une demande de ces peuples, pue les Russes mirent en pratique cette idée, qui devait devenir la source de tant de maux pour ceux qui l'avaient provoquée.

Si toutefois jusqu'à présent la soumission des Roumains à l'empire russe ne se présente qu'à l'état de projet, nous verrons ce que projet fut pour un moment réalisé par le czar Pierre I dans la guerre entreprise contre la Turquie en 1711.

GUERRE DE 1711. PIERRE LE GRAND, BRANCOVANE ET CANTÉMIR

I

Aussitôt que Pierre I monta sur le trône de Russie, il reconnut qu'un grand empire comme le sien, fermé à la mer de tous côtés, rencontrait dans cette circonstance un obstacle sérieux au développement de son commerce, source la plus abondante de richesses pour les empires. Il se décida donc d'ouvrir à tout prix à la Russie les deux mers les plus rapprochées, la mer Baltique du côté du nord et la mer Noire du côté du midi. Pour se frayer une route sur la mer Baltique, il était nécessaire de conquérir des pays qui se trouvaient sous la domination de la Suède ; à cet effet il s'allia à la Pologne et au Danemark contre le jeune roi de Suède, Charles XII. Pour se mettre en possession de la Mer Noire, il intreprit une expédition contre Azow. Les Turcs étaient bien convaincus que la tranquillité de leur empire dépendait en grande partie de la possession d'Azow. N'avaient-ils pas vu au temps que cette forteresse était entre les mains des Cosaques que ceux-ci pouvaient en peu de jours menacer avec leurs navires la

capitale de leur empire ? Quelles proportions allait prendre ce péril si Azow tombait au pouvoir d'un ennemi plus puissant et plus redoutable ! Et pourtant les Turcs n'échappèrent point à ce danger menaçant. Azow, attaque à deux reprises par les armées du czar, en 1695 et 1696, finit par tomber au pouvoir de ce dernier. L'empereur de Russie changea en églises toutes les mosquées de la ville et célébra avec une grande solennité la consécration de la cathédrale, donnant ainsi un caractère religieux aux victoires de ses sujets. Il prend en même temps les mesures les plus énergiques pour la construction d'une flotte, agrandit et fortifie le port de Taganrok, impose à tout propriétaire de dix mille serfs la construction d'un vaisseau, ne dispensant pas même le clergé de cette obligation, demande enfin aux Vénitiens des matelots et des constructeurs de navires et lance bientôt sur les flots de la mer Noire une flote composée de 14 grands vaisseaux, 9 galères et 40 brigantins. Les Turcs, tout en voyant avec la plus grande inquiétude ces progrès de la Russie dans la mer Noire, furent forcés de laisser poursuivre la guerre contre les Russes par les Tatares, car ils venaient de perdre la bataille de Zenta, 1697, qui précéda la paix de Carlowitz, 1699, par laquelle la puissance ottomane reçut un coup dont elle ne parvint plus à se relever.

Immédiatement après la paix de Carlowitz entre Venise, l'Empire, la Pologne et la Turquie, celle-ci conclut aussi une paix avec la Russie et l'ambassadeur russe, chargé de la négocier, arriva à Constantinople

monté sur un vaisseau russe. La plus grande crainte des Turcs, la domination des Russes sur la mer Noire, apparaissait ainsi d'une manière sensible et pour ainsi dire vivante aux yeux des Turcs ébahis. C'est alors qu'ils purent mesurer toute l'importance de la perte qu'ils venaient de subir, en voyant les dangers qui menaçaient du côté du nord l'empire de Mohammed.

Le traité de paix fut signé le 25 juillet 1702. Les Turcs reconnaissaient aux navires russes le droit de passer le détroit des Dardanelles et à leurs vaisseaux de guerre celui de naviguer dans la mer Noire. Azow resta sous la domination des Russes, qui s'engagèrent de leur part à démolir les forteresses du Dniéper ; le czar fut exempté de tribut envers le khan des Tartares et le droit des Russes au libre pélerinage à Jérusalem fut de nouveau confirmé.

Ce traité met en pleine évidence le but que poursuivait Pierre-le-Grand : c'était la domination sur la mer Noire, but que l'opinion publique en Europe lui attribuait et que Leibnitz, le célèbre philosophe et encyclopédiste allemand, signale dans une de ses lettres : „Il (Pierre-le-Grand) pense maintenant seulement à inquiéter les Turcs ; son plus grand plaisir c'est la marine, qu'il a étudiée, car il veut devenir le maître de la Mer Noire" [1].

Les projets de Pierre-le-Grand sur les provinces si-

1. *Zinkeisen.* Geschichte des osmanischen Reiches in Europa, V. p. 353.

tuées au sud de golfe de Finlande, l'Esthonie, la Livonie, la Carélie et l'Ingrie, qui appartenaient à la Suède, l'engagèrent dans une guerre avec Charles XII. Ce jeune prince mit en œuvre, contre toute attente, des talents militaires extraordinaires et les Russes reçurent à Narva un coup qui menaçait de briser tous les plans de Pierre I. Mais au lieu de profiter de sa victoire, Charles XII se tourna contre le roi de Pologne, Auguste, laissant non seulement à Pierre le temps de reconquérir l'Ingrie et la Carélie par plusieurs succès remportés contre les généraux suédois, mais lui permettant même de jeter dans ces pays à peine conquis les fondements de la future capitale de l'empire de Russie.

Charles XII, après avoir vaincu le roi de Pologne, Auguste II, dirigea de nouveau ses troupes contre le czar Pierre, prenant directement sa route sur Moscou, en passant par l'Ukraine. Le hatman des Cosaques, Mazeppa, lui promettait secours, et il comptait trouver dans ce riche pays des provisions suffisantes pour les besoins de son armée. Mais son adversaire fit dévaster le pays, de sorte que l'armée de Charles rencontra le désert au lieu de l'abondance qu'elle se promettait, et se trouva bientôt exposée aux plus cruelles privations. Mazeppa, en qui le roi de Suède mit alors tout son espoir de salut, lui apporta de l'argent en quantité, mais point de provisions. Une famine terrible commença à décimer l'armée suédoise, qui se vit bientôt réduite à la moitié de son effectif, manquant de chevaux, souffrant la faim et la soif au milieu d'un hiver très rigoureux. L'entêté

Charles XII, au lieu de suivre les avis de ses généraux et de Mazeppa lui-même, qui lui conseillait de s'en retourner, persista à marcher en avant et arriva enfin presque perdu sous les murs de la forteresse de Pultava. L'assaut donné ne réussissant pas, Charles dut se décider à en faire le siège. Pendant ce temps Pierre I, qui avait mis à profit la leçon de Narva, se prépara le mieux possible et vint avec une armée nombreuse et bien équipée au secours de sa forteresse. Une lutte furieuse s'engagea qui finit par l'anéantissement presque total de l'armée de Charles XII; 9000 hommes restèrent sur le champ de bataille et presque tout le reste fut fait prisonnier. Charles XII parvint à se sauver avec 1500 des siens et passa en Turquie.

Les autorités musulmanes reçurent fort bien le roi fugitif et celui-ci s'établissant à Bender, adressa force lettres au sultan dans lesquelles il s'appliqua à lui démontrer les intentions hostiles du czar de Russie à son égard, prouvées d'une manière indubitable par les forteresses que celui-ci élevait sur le Don, ainsi que par la création d'une puissante flotte sur la mer Noire. Les Russes de leur côté ne manquèrent pas de combattre les plans du roi suédois. Sur l'insistance de l'ambassadeur Tolstoy, le traité de paix entre la Russie et la Porte Ottomane est renouvelé en 1705 et les Turcs s'engagent par cet acte à faire sortir Charles XII de leurs états.

Les intrigues de celui-ci réussirent pourtant à provoquer le changement du grand vizir, qui fut remplacé par Baltadgi-Mahomed-Pacha, homme d'un caractère

violent, qui pouvait être plus facilement déterminé à une guerre avec la Russie. Pierre-le-Grand fait alors parvenir une lettre au sultan dans laquelle il se plaint de la conduite de la Porte si hostile à son égard, par la protection qu'il accordait à son ennemi ; il observait qu'étant l'allié du roi Auguste, il ne pourrait permettre que celui-ci fût inquiété par qui que ce fût et mettait comme condition absolue du maintien de la paix, l'éloignement de Charles des états musulmans. D'autre part les Turcs étaient fortifiés dans leurs tendances belliqueusea par les bruits répandus en grande partie par le roi de Suéde que les Russes étaient entrés en relations secrètes avec le princes de Moldavie et de Valachie, qu'ils s'efforcaient de soulever les chrétiens de l'Albanie et autres intrigues du même genre. Dans une séance solennelle du Divan, la guerre contre la Russie est décidée et l'ambassadeur de cette puissance jeté dans la prison des sept tours. Pierre-le-Grand n'hésite plus à prévenir les Turcs en passant le Dniester.

Dans le manifeste qu'il publia à l'effet de justifier sa démarche, se trouve un passage qui jette une lumière très vive sur la politique russe. Après avoir rappelé en quelques mots l'acroissement de la puissance ottomane et son extension en Europe, il montre comment une multitude de chrétiens „Grecs, Valaques, Bulgares et Serbes gémissent sous l'oppression des Turcs et prouvent par leur profonde misère le respect des Turcs pour leurs traités“ [1]. Dès lors la politique russe cache le vé-

1. *Zinkeisen*, l. c. V, p. 412 : „Gemunt Barbarorum jugo opressi

ritable but de ses guerres avec la Porte sous le masque trompeur de l'affranchissement des chrétiens du joug mahométan. Pierre-le-Grand qui eut le premier l'idée d'ouvrir la Russie à la mer est aussi le premier qui ait entrepris la guerre sainte contre la Turquie, une véritable croisade en apparence, dans laquelle les Russes paraissaient lutter seulement à cause de leur communauté de religion et répandre le sang de leurs enfants pour une cause désintéressée, pendant qu'en réalité à l'ombre de ce prétexte très bien imaginé ils recherchaient avant tout leurs intérêts.

Le caractère de guerre sainte que les Russes voulaient donner à leur lutte avec la Turquie perce déjà dans leurs préparatifs. La 21 février 1711, on célèbre à la cathédrale de Moscou une messe en présence du czar. Deux régiments de la garde etaient rangés devant la porte de l'église, portant à la place de leur drapeau habituel un autre de couleur rouge avec l'inscription: „Au nom du Sauveur et de la chrétienté." Au dessus de cette inscription se trouvait une croix entourée de rayons avec la légende: „*In hoc signo vinces.*" Pierre-le-Grand était tellement assuré de la victoire, qu'il répétait souvent vouloir être enterré à Constantinople, d'où l'on peut voir que le czar avait positivement l'intention de conquérir Constantinople et peut-être de rétablir l'empire d'Orient.

Graeci, Valahi, Bulgari Serviique, quanta est illis religio pactorûm deterrimae suae miseriae experiuntur."

II.

Parmi les griefs que la Porte croyait avoir contre la Russie, un au moins n'était point imaginaire : c'était l'entente secrète du czar Pierre avec les princes de Moldavie et de Valachie. A cette époque régnait en Moldavie Démètre Cantémir (commencement de l'année 1711) et en Valachie Constantin Brancovane (1685-1714). Ce dernier, comme plus ancien, paraît s'être entendu avec les Russes depuis plus longtemps. Ceci expliquerait seul pourquoi les Turcs voulaient le destituer et avaient même chargé Cantémir d'exécuter ce plan, en lui promettant en récompense le trône de Valachie et s'engageant en même temps à mettre sur celui de Moldavie un prince recommandé par lui[1].

Ces intrigues parvinrent à la cennaissance de Brancovane et il en conçut pour Cantémir la haine la plus envenimée. Brancovane était pourtant indécis en ce qui concernait la politique russe. Son cœur l'attirait vers Pierre et il s'était déjà engagé vis-à-vis de celui-ci à lui procurer 30,000 soldats, ainsi que des provisions suffisantes, pour lesquelles les Russes lui avaient remis 300 bourses d'argent ; mais l'intérêt lui commandait de

1. *Kantemir* (Trad. allemande), Geschichte des osmanischen Reiches, p. 765.

chancelante qui allait devenir la cause de son malheur. La catastrophe fut hâtée et déterminée par la circonstance suivante : le spatar Thomas Cantacuzène qui vivait à la cour de Brancovane, espérant devenir prince de Valachie avec l'aide des Russes, passa avec une partie des troupes qu'il avait sous son commandement dans le camp de Pierre-le-Grand et marchant sur Ibraïla avec un corps de troupes russes conduites par le général Reni, il assiégea et prit cette place.

Brancovane s'effraya à cette nouvelle, car il voulait aider les Russes dans leurs opérations, seulement sous main, afin qu'en cas de perte de la part de ceux-ci, il ne se compromit point auprès des Turcs. Profondément attristé par cette participation ouverte de son spatar à la cause russe, Brancovane, afin de ne point suggérer aux Turcs le moindre soupçon, rompit toute liaison avec le czar, envoya les provisions qu'il avait amassées pour les Russes, dans le camp turc, et pour être en paix avec sa conscience, il restitua aux Russes les 300 bourses qu'il avait reçues.

Cantémir suivit une conduite tout-à-fait différente. Aussitôt qu'il fut entré en relations avec les Russes, il se donna à eux corps et âme et ne pensa plus qu'à servir leurs intérêts. Voilà pourquoi le rôle que Cantémir joua dans cette guerre est de beaucoup le plus important, car il fournit l'occasion à la politique russe de se développer dans toute sa plénitude.

Cantémir succéda sur le trône à Nicolas Maurocordato. Celui-ci étand destitué et se rendant à Constan-

tinople rencontra à Galatz Démètre Cantémir qui venait d'être nommé à l'hospodarat, et les deux princes s'engagèrent mutuellement par serment, Cantèmir à ne point permettre aux boyards de dénoncer à la Porte les abus de Maurocordato et celui-ci à ne point insister pour regagner le trône de Moldavie, mais, s'il lui plaisait d'être de nouveau prince, de tenter d'obtenir celui de de Valachie. Maurocordato voyant qu'il ne pouvait obtenir l'hospodarat de Valachie, oublia son serment, et voulant retourner en Moldavie, dénonça Cantémir à la Porte, lui découvrant que „lorsqu'il vint en Moldavie, il trouva plus de la moitié des boyards passés au parti des Russes et que mettant la main sur eux il les avait jetés en prison ; Cantémir, au contraire, aussitôt qu'il fut investi du pouvoir, envoya des courriers qui leur rendit la liberté et nomma *caïmacame*[1] le plus grand des traîtres“ [2].

Cantémir, de son côté, informé des intrigues de Maurocordato. envoie plusieurs boyards à la sublime Porte pour dénoncer les abus commis par l'ex-prince, et le vizir, ajoutant plutôt foi à ces dénonciations qu'à celles de Maurocordato, ordonne des poursuites contre ce dernier. Cantémir, au contraire, étant nommé prince de Moldavie depuis peu de temps, jouissait encore de toute la confiance de la Porte et c'est justement sur cette confiance qu'il spéculait pour pouvoir tromper les Turcs.

1. Gouverneur provisoire en attendant l'arrivée du prince.
2. *Jean Nekoultschea.*

Afin de mieux cacher ses complots avec la Russie, il demande à la Porte la permission de „simuler une entente avec les Russes afin de lui faire connaître tout ce qu'il découvrirait“. Trompant ainsi les Turcs, il pouvait entrer en relations ouvertes avec les Russes, faisant croire à ceux-là qu'il servait leurs intérêts en espionnant leurs ennemis. En outre le chargé d'affaires de Cantémir à Constantinople, un certain Iano, transmettait les lettres de l'ambassadeur russe, qui était emprisonné dans les sept tours, à Cantémir, et celui-ci les faisait remettre au czar.

Avant que les Russes entrassent dans le pays, Cantémir, voulant régler sa position vis-à-vis de Pierre I, conclut avec lui un traité par l'entremise du vistiernic [1] Luca. Le contenu de cet acte, d'une grande importance pour connaître la politique russe concernant les principautés, est reproduit dans ses chroniques par Nekoultschea, le hetman [2] de Cantémir, l'un des hommes qui étaient le plus à même de connaître ce qui se passait dans les coulisses.

I. Le pays de Moldavie aura pour limites le Dniester et possédera le Bougeag avec toutes ses forteresses ; au commencement et en attendant que le pays s'organise, des troupes russes occuperont les forteresses, qu'elles laisseront libres ensuite.

II. Le pays ne paiera aucune espèce de tribut.

III. Le prince ne pourra être repoussé du trône,

1. Ministre des finances.

2. Ministre de la guerre.

excepté en cas de trahison ou d'abjuration de la religion chrétienne ; le trône passera alors à une ligne collatérale.

V. Les boyards ne pourront être dégradés de leur rang que pour cause de forfaiture.

VI. Les revenus du prince consisteront dans la douane des salines et celle des villes ; il n'y aura pas d'autre redevance.

VII. Les couvents posséderont leurs terres, leurs propriétés et leurs serfs et jouiront des droits sur les ruches, les porcs et les brebis.

VIII. Dix mille soldats seront en tout temps prêts à prendre les armes et l'empire leur paiera la solde du trésor impérial.

IX. Les Russes ne pourront se mêler des boyaries moldaves, ni se marier dans le pays, ni y acheter des terres.

X. Le prince ne pourra punir les boyards, pour quelque crime que ce soit, sans l'assentiment du grand conseil et la signature du métropolitain.

Quelques conditions additionnelles sont ajoutées au traité en vue de la guerre qui allait commencer : „Le Moscovite ne fera point la paix avec la Porte ; mais s'il arrivait que la paix se fît, la Moldavie restera comme précédemment sous la proctection du sultan ; l'empereur de Russie sera tenu, dans ce cas, de donner au prince Cantémir deux palais et des terres, pour le dédommager de celles de Moldavie et il lui fournira pour toute sa vie la dépense nécessaire à son entretien et à celui de sa cour. Si le prince préférait se retirer dans un autre pays, il serait libre de le faire".

Voilà assurément un document aussi important que curieux! Il met à découvert toute la politique de Pierre-le-Grand à l'égard des Roumains et nous montre d'une manière claire et précise quelles furent dès le commencement les tendances de la Russie au sujet des pays et de la nationalité roumaine. Celui qui sait avec quelle tenacité les Russes poursuivent leurs projets, ne s'étonnera point de retrouver, dans leurs rapports d'aujourd'hui avec ces pays, les mêmes vues et les mêmes principes.

Ce traité, au lieu de se borner aux relations extérieures des pays entre lesquels il était conclu, s'occupe en grande partie de l'état intérieur de la Moldavie, comme de la position des boyards, des redevances que le prince pourra imposer, des droits des couvents et autres. On voit bien dans ces dispositions la nécessité d'un petit pays, qui entre en relations avec un grand empire, d'assurer ses droits contre des empiètements toujours possibles; mais d'autre part les tendances de la Russie à réglémenter cet état intérieur n'en sont pas moins visibles; elles vont tout simplement substitueur à la souveraineté turque son protectorat, chose qui lui conveait dès lors à merveille, mais dont la formule ne fut trouvée que plus tard, quand la finesse intérieure de la politique russe perça aussi à l'extérieur par ses formules compliquées et ses mots énigmatiques. A la différence de la Turquie qui ne s'était ingérée qu'abusivement dans les affaires intérieures des principautés, la Russie tendait à prendre la direction de leurs

intérêts en la basant sur un droit, et c'est ce droit même qui lui était conféré par le traité avec Cantémir.

Un autre point important du traité, c'est l'établissement de l'hérédité dans le gouvernement de la province à la place de l'élection qui avait subsisté jusqu'alors. Mais comme le pays comptait un parti assez puissant de boyards ayant à leur tête le vornik[1] Jordake Rosseti, qui refusait cette innovation, le czar concéda le droit d'élection au moins entre les fils du prince. L'hérédité du trône était sans contredit une disposition bienfaisante pour le pays ; mais elle avait été introduite à la demande expresse de Cantémir, qui voulait tirer au moins ce profit de son alliance avec les Russes. Quant à l'intérêt que le czar mettait à attirer les boyards de son côté, il ressort d'une manière indubitable des privilèges stipulés dans le traité en faveur de ceux-ci, privilèges qui certainement n'y furent pas introduits à la demande de Cantémir.

Le point le plus important du traité est contenu dans l'article VIII qui s'occupe de l'entretien d'une armée moldave au compte du trésor russe et qui est complété par l'autre condition prévue par l'article I, que jusqu'à l'organisation de l'armée nationale les forteresses seraient occupées par les armées russes. Par cette condition la Russie ne tendait à rien moins qu'à un asservissement complet de la Moldavie ; car il est facile de comprendre quel sens et quel but pouvait avoir l'occu-

1. Sorte de grand juge.

pation des forteresses moldaves jusqu'à l'organisation du pays, terme vague et indéfini ; puis si la Russie s'offrait avec tant de générosité à payer de ses deniers l'armée moldave, il est hors de doute qu'elle était disposée à faire avec le même désintéressement aussi son éducation militaire, pour laquelle il devenait indispensable de mettre à la tête des troupes des officiers russes. Qu'allait devenir un prince entouré d'une armeé même nationale, soldée et commandée par des Russes ? Un instrument docile au service de la politique moscovite. Dans ces circonstances, quelle valeur pouvait-on donner à l'article qui assurait aux Moldaves que les Russes ne se mêleraient point des boyaries du pays, qu'ils ne se marieraient point dans le pays et n'y achèteraient pas de terres ?

Un traité n'est qu'une convention momentanée qui peut être modifiée selon les circonstances. Les Russes voyant la Moldavie si profondément asservie, ne se seraient-ils point pressés de faire disparaître le seul obstacle qui s'opposât à sa russification, même en leur supposant assez de bonne foi pour respecter le traité signé par eux ? Sous la domination turque les principautés roumaines, malgré toutes leurs souffrances, n'avaient point été réduites en pachalicks ; par le traité de Pierre-le-Grand la Moldavie devenait absolument et en toute vérité un gouvernement de l'empire de Russie.

II.

Pour comprendre comment un pareil traité pouvait être signé par un prince moldave, il faut nous transporter en esprit vers le commencement du XVIII[e] siècle. Quelle était à cette époque l'état de la Moldavie ? La conscience nationale était à la veille de s'éteindre, si toutefois elle n'avait tout à fait disparu sous un gouvernement qui changeait presque tous les ans et qui ne représentait plus que l'intérêt personnel du prince [1]. Les liens qui unissaient auparavant le chef de l'État à son pays avaient été brisés. Les temps étaient loin où peuple et prince se sentaient comme un même tout, où l'intérêt de l'un était étroitement lié à l'intérêt de l'autre. Maintenant, barbares exploitateurs, les princes ne faisaient que passer sur le pays sans y laisser d'autres traces que la spoliation la plus cruelle et la plus complète anarchie.

Une seule chose était encore restée, pour ainsi dire intacte, comme un héritage des ancêtres, la religion ; mais, pour le malheur de la Moldavie, sa religion était identique à celle de la Russie et le pays ne pouvait voir dans les Russes un péril sous ce rapport. L'intérêt na-

1. En Moldavie de 1517 à 1711 régnent 58 princes et en Valachie dans le même intervalle 42 !

tional avait disparu ; l'intérêt religieux n'opposait aucun obstacle ; voilà pourquoi le pays entier s'élança avec tant d'aveuglement dans les bras des Russes.

Si nous disons le pays entier, ce n'est pas sans raison. Car il ne faudrait pas croire que Brancovane et Cantémir suivissent une politique purement personnelle. Il y a, au contraire, les preuves les plus positives, qu'au moins en cette occasion, les princes n'avaient point agi contre la volonté de leurs pays.

Ainsi si nous devons ajouter foi aux dénonciations de Nicolas Maurocordato, les boyards auraient commencé à faire de la politique moscovite dès avant l'année 1710 et, d'autre part, nous voyons qu'en Valachie le parti des Cantacuzènes, ne pouvant supporter plus longtemps les indécisions de Brancovane, passe ouvertement du côté des Russes dans la personne du spatar Thomas, ainsi que nous l'avons rapporté plus haut. Voilà pourquoi lorsque Cantémir déclare aux boyards qu'il s'est allié aux Russes, ceux-ci lui répondent par ces paroles très remarquables : „Ta grandeur a bien fait de s'être soumise aux Russes ; car nous craignions qu'elle n'allât aux Turcs et nous avions dans ce cas l'intention de la délaisser et d'aller nous donner aux Russes“ [1]. Mais non seulement les boyards se réjouissaient de la soumission de Cantémir ; le peuple aussi en était très satisfait, quoique cette approbation eut peu d'importance. Les chroniqueurs du temps décrivent tous sur le même ton

1. *Jean Nekoultschea.*

la joie du peuple et rapportent cette joie à la circonstance que l'union s'était faite avec un prince chrétien contre les Turcs.

Ainsi Jean Nekoultschea raconte de la manière suivante la réception de Pierre à Iassy : „Les caïmacames accompagnés d'autres boyards et de citoyens âgés des plus honorables, allèrent tous à sa recontre au dehors de la ville et, le saluant avec respect, ils le reçurent à cœur ouvert, lui prêtant l'hommage avec une grande joie, comme à un prince chrétien, rendant grâces au ciel de s'être apitoyé sur leurs souffrances, pour les retirer du joug de la servitude turque." Nicolas Moustea, un autre chroniqueur du pays, raconte le même événement avec des couleurs encore plus vives : „C'était une belle et admirable chose que de recevoir alors un empereur chrétien ici dans notre pays ; il alla d'abord parler au Métropolitain, le seigneur Gédéon, ensuite il visita les églises pendant que les cloches résonnaient dans les airs. Le peuple sortait pour le voir, rendant grâces à Dieu qui leur avait envoyé un empereur chrétien, espérant avec son aide échapper au joug des païens."

Il y avait pourtant dans le pays un parti assez puissant représenté par Jordake Rossetti, qui, bien qu'il ne fût pas en principe contre l'alliance russe, ne voulait point passer à eux dans le commencement, mais demandait à temporiser, afin de voir la tournure que prendraient les choses. Les idées de ce parti sont représentées dans les chroniqueurs par Nicolas Costin, le seul qui fut contraire à la politique de Cantémir. Il repro-

che à celui-ci que, „sachant qu'il était très savant [1] et ne voulant point demander conseil aux vieux boyards, il avait envoyé de son propre chef le capitaine Procope à l'empereur de Moscou. Aussi le pays, ajoute-t-il, alla à sa perte dès ce moment,“ et il caractérise la politique de Cantémir par les paroles suivantes : „Voilà le bien que Cantémir fit à la Moldavie par sa conduite irréfléchie ; elle ne se retèvera jamais de ce coup.“ Nicolas Costin est tellement opposé aux Russes qu'il se fait seul l'écho de la chronique scandaleuse de l'époque, en rapportant un vol que les officiers russes auraient commis à un festin offert par Pierre ; „Après que tous eurent mangé de la viande, quoique l'on fut en carême, les convives se sentant fatigués se couchèrent sur place ; mais pendant la nuit boyards et serviteurs furent volés par les Russes, perdant l'un ses bottes, l'autre ses pistolets, le troisième ses bijoux.“

Cet attachement si prononcé des pays roumains pour Pierre I s'explique par deux causes ; premièrement par l'identité de religion, ensuite par la conduite barbare des Turcs envers ces pays. Pierre le Grand était chrétien et empereur. En ce temps-là l'idée nationale s'effaçait tout à fait devant l'idée religieuse ; ce n'était pas le pays et le peuple qui avaient une valeur aux yeux

1. Cantémir est l'auteur d'une „Histoire du progrès et de la décadence de l'empire ottoman,“ ouvrage célèbre de son temps qui fut traduit dans presque toutes les langues européennes. Il écrivit une foule d'autres traités que l'Académie roumaine vient d'éditer. Il était l'un des premiers savants de son temps.

de la société, mais bien la manière d'adorer la divinité ; voilà pourquoi on ne pouvait apercevoir le péril que le pays courrait à cause des Russes. Puis la Moldavie était habituée à courber la tête. Elle l'avait tant de fois inclinée devant les Turcs et les Polonais qu'elle ne trouvait aucune difficulté à le faire encore devant les Russes, d'autant plus que maintenant elle n'allait point prêter l'hommage à un païen ou à un catholique, mais bien à un vrai chrétien qui visitait les mêmes églises, communiait aux mêmes prêtres et faisait le signe de la croix de la même manière. Puis Pierre le Grand était un empereur. Ce mot, le peuple l'avait entendu dès sa plus tendre enfance, entouré de tout le charme des contes populaires. Il emplissait son âme de l'idée du grandiose et résonnait a ses oreilles avec la puissance fantastique des créations de l'imagination, le faisait trembler de crainte quand il le voyait en ennemi et lui inspirait une joie indéfinissable quand il se présentait comme ami. Devant l'empereur le prince disparaissait comme les étoiles à la lumière du jour, et cela d'autant plus que cet empereur venait arracher les chrétiens au joug si brutal de la puissance ottomane.

En vérité, le peuple roumain était tombé vis à vis des Turcs dans un véritable esclavage. Nou seulement les princes étaient changés selon le bon plaisir du sultan et les Roumains devaient payer aux dignitaires ottomans, ainsi qu'aux femmes du harem impérial, des sommes considérables, prises sur les malheureux pays, mais en dehors de cela leurs habitants étaient obligés à une

foule de corvées l'une plus onéreuse que l'autre. Enfin les sujets de la Porte, les Tatares, venaient chaque année dévaster et piller les principautés de la manière la plus inhumaine—et en présence d'un pareil traitement, on voudrait que les Roumains restassent indifférents, quand Pierre le Grand venait proclamer par le traité avec Cantémir, que le pays ne paierait pas une obole en fait de redevances, que le prince ne pourrait avoir d'autre revenu que les salines et les douanes—surtout que dans leur naïveté enfantine ils prêtaient une foi aveugle aux promesses de l'empereur et qu'ils s'attendaient à une ère de prospérité, après celle de profonde misère dans laquelle ils gémissaient !

Nous ne pouvons nous empêcher de rendre justice au pays en le voyant se jeter sans aucune réserve dans les bras de Russes. Mais examinons maintenant si son prince, qui par exception était un homme très éclairé et dont on pouvait attendre une sage résolution, peut être justifié devant l'histoire pour sa participation à la cause des Russes.

Jean Nekoultschea indique comme motif qui aurait poussé Cantémir à prendre le parti des Russes la crainte que lui inspirait Brancovane, lequel ayant découvert les intrigues de Cantémir, le prévenait en insistant à Constantinople pour sa destitution, crainte d'autant plus justifiée que dans ce temps, où la corruption jouait à Constantinople un rôle si considérable, avec de l'argent on pouvait facilement arriver à tout. Un motif moins égoïste bien étendu est indiqué par Cantémir lui-même

dans son histoire de l'empire ottoman, ouvrage qui de son temps a fait époque en Europe, parce qu'il fut le premier qui découvrit à l'Occident les mistères de l'histoire ottomane : „Dans le mois de Shewal, l'année de l'hégire 1122, Cantémir fut envoyé en Moldavie avec ordre de prendre Brancovane par quelque moyen que ce fût et de l'envoyer mort ou vif à Constantinople et, aussitôt qu'il aurait mis la main sur la principauté de Valachie, d'en prendre le gouvernement. et de proposer pour la Moldavie un autre prince dont l'approbation serait réservée à la cour suzeraine. Pour l'accomplissement plus prompt de ce plan, le sultan donne ordre au khan des Tatares de mettre à la disposition de Cantémir autant de miliers d'hommes qu'il en aurait besoin. Le sultan promet en outre à Cantémir de lui donner la principauté à vie et de ne lui demander ni tribut, ni présents, tant qu'il sera en Moldavie. Après que cette promesse eut été confirmée par un hatti-scherif, Cantémir passe en Moldavie avec le khan des Tatares. Mais peu de jours après son arrivée, il reçoit un ordre du grand vizir, qui lui demande l'envoi immédiat du cadeau habituel, la fourniture d'une grande quantité de provisions pour les armées turques, la mise en état des ponts dans le plus bref délai, la contribution de logements d'hiver pour les Cosaques et les Suédois qui étaient auprès de Charles XII et bien d'autres demandes du même genre. Cantémir, voyant d'après ces fruits à quoi on pouvait s'attendre de la part des infidèles, rejeta l'alliance turque et crut qu'il était plus honorable de souffrir ensemble a-

vec Jésus-Christ que d'espérer les richesses trompeuses de l'Égypte. Il envoya donc un homme de confiance au czar pour lui offrir ses services ainsi que ceux de son pays [1]."

Quoique ces deux motifs aient pu influencer sur la décision de Cantémir, la cause la plus puissante qui le poussa à s'éloigner des Turcs était sa convinction intime de l'état de décadence des Osmanlis, conviction qui avait pris naissance en lui, à la suite d'une longue et sérieuse étude de l'histoire de ce peuple. Cet esprit vraiment prophétique avait entrevu dès le commencement de la décadence de cet empire, qui date à peine de son temps, la pente fatale sur laquelle, une fois poussé, il ne saurait plus s'arrêter. Son histoire de l'empire ottoman se divise en deux périodes. La première, celle de sa *croissance*, jusqu'à l'année 1672 ; la seconde, celle de la *décadence* qui commence à cette date et finit en 1711, époque où Cantémir écrivait. Les paroles par lesquelles il termine la première partie de son ouvrage sont dignes d'être rapportées : „Ce fut la dernière victoire depuis l'anée de l'hégire 611 jusqu'en 1081, par laquelle l'empire ottoman obtint un avantage et ajouta à ses anciennes limites une ville ou un pays. Plus tard et principalement du temps de l'empereur Léopold, des batailles terribles furent livrées auxquelles les générations futures auraient de la peine à ajouter foi si elles n'étaient prouvées par l'authenticité de documents officiels, et la puis-

1. *Cantémir*. Geschichte des osmanischen Reiches, p. 765.

sance ottomane en fut fort affaiblie, par la perte de plusieurs royaumes et pays, ainsi que par des guerres intestines et des révolutions [1]."

Le concours que Pierre le Grand attendait de Cantémir lui fit complètement défaut. L'armée que le prince moldave devait rassembler coûta à Pierre le Grand des sommes considérables sans qu'il en tirât le moindre profit, car ainsi que le rapporte les chroniqueurs [2] : „les Moldaves aussitôt qu'ils eurent touché leur solde la dépensèrent, faisant bonne chère dans les cabarets ; la nuit ils sortaient à la rencontre des passants qu'ils pillaient ou dévalisaient ; mais aucun d'eux n'alla à l'armée." Bien autrement grave fut le manque de provisions: „L'armée des Moscovites était affamée, l'infanterie brisée par la fatigue. les chevaux abattus, car l'herbe et l'eau leur manquaient également, enfermés qu'ils étaient dans des enclos, par peur des Turcs. La privation était d'autant plus sensible que la Moldavie avait été ravagée plusieurs années de suite par les sauterelles, qui n'avaient laissé ni herbe sur les champs, ni feuillage dans les forêts." L'armée de Pierre le Grand tomba ainsi dans un grand péril, vengeance qui semblait envoyée par le ciel pour exaucer les prières du roi de Suède. Les Turcs n'avaient qu'à étendre la main pour faire prisonnier le czar et toute son armée, snrtout à la suite de la bataille de Stanileschti sur le Pruth où Pierre le

1. Nicolas Costin et Nicolas Moustea.
2. *Cantémir*, l. c, p. 408.

Grand, malgré ses efforts héroïques, avait perdu tout espoir de salut. Le grand vizir Baltadgi-Mohamed, homme tout aussi peu courageux à l'action qu'il montrait de cœur dans ses paroles, corrompu par quelques centaines de bourses que l'impératrice Catherine apporta elle-même dans sa tente, se hâta d'accepter les conditions assez favorables que Pierre le Grand lui offrait afin de conclure la paix. Le roi Charles XII s'efforça inutilement de convaincre le vizir qu'il pouvait faire le czar prisonnier. Le Turc ne voulant rien entendre, la paix de Houche fut signée le 21 juillet 1711 aux conditions suivantes, assez onéreuses pour les Russes, mais qui, dans les circonstances où elle fut conclue, n'en était pas moins pour la Russie un des plus beaux triomphes : Azow sera rendu aux Turcs avec le territoire environnant dans l'état où il se trouve. Les forteresses de Tagaurok, Kamenska et Samara seront démolies et ne seront plus jamais réédifiées. Le czar ne se mêlera plus des affaires des Cosaques nî des Polonais et il n'aura plus le droit d'avoir un ambassadeur à Constantinople. La Russie n'opposera aucun obstacle à la rentrée de Charles XII dans ses États. Pierre le Grand remet entre les mains des Turcs deux oficiers supérieurs comme ôtages pour la sincère exécution du traité qui fut ratifié en avril 1712.

Cette paix, quelque favorable qu'elle fût aux Russes, heurtait pourtant de la manière la plus sensible les plans de Pierre le Grand et annulait les labeurs d'une vie entière, la domination des Russes sur la mer Noire,

de sorte que les affaires semblaient être ramenées au point d'où elles étaient parties, à la différence seulement que les Russes, ayant goûté du fruit défendu, sentaient maintenant la perte d'Azow beaucoup plus vivement qu'ils n'en avaient autrefois désiré la possession.

III.

Quelles furent les conséquences de cette guerre pour les pays roumains ?

Il existe une idée très répandue, tant dans les écrits roumains, que dans les livres étrangers qui traitent de leur histoire, c'est que la politique de Brancovane et de Cantémir provoqua, de la part des Turcs, la nomination des princes phanariotes. On prétend que les Turcs n'ayant plus confiance dans les princes indigènes qui avaient pris le parti des Russes, se décidèrent dès lors à envoyer, dans les pays roumains, des Grecs du Phanar, qui leur présentaient plus de garanties. En d'autres termes, la trahison de Brancovane et de Cantémir fut cause que les Turcs ne respectèrent plus les franchises des principautés et nommèrent directement au trône de Moldavie et de Valachie des princes étrangers.

Cette justification des Turcs nous paraît tout à fait déplacée.

En effet le caractère principal de l'époque phanariote ne consiste pas tant dans le fait de l'origine étrangère de ses princes, que dans la manière dont ils étaient nommés par la Porte, dans les moyens que les prétendants employaient pour arriver au trône, dans la rapidité vertigineuse avec laquelle les princes étaient

changés, nommés, révoqués pour être ensuite remis en place : en un mot dans cette effroyable instabilité qui faisait des trônes roumains de véritables jouets aux mains des Ottomans [1]. Car il est à remarquer que, même pendant cette époque désignée sous le nom de phanariote, règnent plusieurs princes d'origine roumaine incontestable, tels que les Racovitza qui règnent 4 fois en Valachie et 2 fois en Moldavie. Il faut ensuite observer que les Turcs nomment des princes étrangers tant en Moldavie qu'en Valachie avant l'année 1711. Ainsi en 1618, les Turcs envoient en Moldavie le prince Gaspar Gratiano qui était d'origine italienne. En 1666, Duca occupe le trône du pays ; il était originaire de Roumélie et il règna 3 fois alternativement dans les deux pays roumains et son fils 2 fois. L'année suivante, les Turcs nomment au trône Eliache, qui ne connaissant point la langue du pays, et avait besoin d'interprète. En 1674, ils envoient Démètre Cantacuzène, notabilité grecque de Constantinople, qui règne 2 fois en Moldavie. Celui-ci est remplacé en 1676 par Antoine Rossetti dont le nom véritable était Kiritza Draco, nom évidemment grec. Enfin avant Cantèmir le trône vient aux mains de Nicoles Maurocordato dont l'origine grecque ne saurait être mise en doute. Il en est de même en Valachie : l'année

1. Dans l'intervalle de moins de cent ans déduction faite des occupations russes, (1711-1821) il régna en Moldavie 33 princes et en Valachie 35 ! L'un d'eux, Constantin Maurocordato, régna 4 fois en Moldavie et 5 fois en Valachie ! !

1633 voit venir au trône Léon Tomcha qui, à en juger par le nombre considérable de Grecs dont il s'entoura, semblait être de la même origine; en 1651 vient au trône Mihne III que l'historien Balcescu intitule „un Grec obscur“ et d'autres, que nous avons déjà rencontrés en Moldavie, tels que les Duca, les Cantacuzène, etc.

Il est incontestable que plus les Turcs s'habituaient à se mêler des affaires des pays roumains, plus nous les voyons envoyer dans ces pays des princes étrangers, de sorte que, sans aucun doute, le nombre des Grecs est bien plus grand à l'époque phanariote qu'avant celle-ci. Pourtant, en de pareilles questions ce n'est pas le nombre qui décide, mais bien le principe. Les Turcs avaient pris l'habitude d'envoyer des princes étrangers dans les pays roumains encore avant l'époque phanariote. Le principe une fois admis devait avoir ses conséquences fatales, c'est-à-dire que l'exception devait devenir la règle; que les princes étrangers qui auparavant n'étaient envoyés que par occasion, devinrent les possesseurs habituels du trône dans les pays roumains.

Une étude plus attentive de l'histoire des Roumains nous montre que les racines de l'époque phanariote plongent bien au delà de 1711. En Moldavie, elles datent du détrônement de Pierre Rarèche par le sultan Soliman I, qui mit à sa place Etienne Lacusta (1539). C'est ici que nous rencontrons pour la première fois dans les chroniques de pays ces paroles qui devaient devenir la source de tant de maux; „Et les Turcs *mirent* comme prince Etienne, fils d'Alexandre.“ Pour être

juste il faut pourtant avouer que c'est bien Rarèche lui même qui provoqua cette ingérence des Turcs dans les affaires de la Moldavie, en allant à Constantinople aussitôt après sa destitution et recouvrant la principauté à force d'argent et de corruption. Le sultan Soliman lui remit le drapeau symbolique du gouvernement et une armée assez considérable qui le replaça sur le trône. Depuis lors la Porte ne cessa de s'immiscer dans la nomination des princes moldaves, consultant de moins en moins le pays sur la personne qu'elle investissait de cette dignité.

En Valachie, le commencement de l'ingérence des Turcs dans les affaires de la principauté remonte à la reintégration de Radou le Beau sur le trône de la Valachie, d'où il avait été chassé par Etienne le Grand, prince de Moldavie (1474). Revenu dans le pays avec l'aide des Turcs, il en chassa le prince nommé par Etienne, et dès lors les Turcs ne cessèrent de nommer et de destituer les princes de Valachie selon leur caprice.

Il faut encore observer que l'arrivée des Grecs dans les pays roumains est bien plus ancienne que 1711. Les Grecs commencèrent à venir dans les principautés à la prise de Constantinople par les Turcs. Persécutés par ceux-ci, ils prenaient la fuite de tous côtés ; mais pendant que l'Italie devenait le refuge des Grecs instruits, les pays roumains, qui étaient tout à fait barbares, ne reçurent que la lie de la société byzantine. Les Grecs arrivant bientôt à la fortune dans ces pays, se mêlèrent aux boyards et purent ainsi aspirer aux trônes roumains.

Le système suivi par les Turcs de vendre au plus offrant le trône des pays roumains, ne contribua pas peu à augmenter le nombre des Grecs dans les principautés. Les princes contractaient des dettes considérables envers les Turcs et les Grecs de Constantinople; pour s'acquitter de leurs créanciers, ils les prenaient avec eux dans le pays, leur procurant des entreprises et même des fonctions importantes de l'État, leur donnant, pour ainsi dire, carte blanche pour piller et voler sans aucun scrupule. Les chroniques nous disent que les Grecs étaient devenus très nombreux en Valachie du temps de Michel Brave (1600) et notamment sous le règne du Grec Radou Mihnea (1613), en Moldavie sous celui du Grec Alexandre Eliache (1632). Ainsi Matthieu Bassaraba et Basile Loupou arrivent tous les deux au trône portés par un mouvement national dirigé contre les Grecs, qui sont pour un instant chassés des principautés (1634).

La vérité nous oblige à dire que si les trônes roumains tombèrent dans des mains étrangères, la faute en est pour la plus grande partie aux Roumains eux-mêmes, qui par leurs intrigues et leurs partis facilitaient aux étrangers l'usurpation du trône de leur pays ; mais ceci ne fut possible qu'à l'aide de la corruption tout à fait dégradante dans laquelle étaient tombés leurs oppresseurs, les Turcs. Si donc les Roumains ne peuvent rejeter uniquement sur ces derniers la cause de leurs malheurs, qu'au moins les Turcs ne se présentent point devant l'histoire avec le prétexte fort bien imaginé, mais radicalement faux, que c'est la trahison de Brancovane

et de Cantémir qui les poussa à confier le trône des principautés aux phanariotes.

La domination phanariote ne fut donc point une conséquence de la guerre de 1711. Les véritables effets de cette campagne doivent être cherchés dans la politique russe. Celle-ci reconnut bientôt dans les Roumains ce peuple chrétien de l'empire ottoman, que sa proximité de l'empire de Russie et ses liaisons plus faibles avec la Porte semblaient désigner d'avance à ses regards. L'idée contenue dans le fameux memorandum russe „*gemunt Graeci, Valahi, Bulgari, Serviique*," dans lequelle les chrétiens sont mêlès sans distinction reçoit dans leur esprit une ordonnance lumineuse et systématique. Ils voient que pour arriver aux Serbes, aux Bulgares et aux Grecs, ils doivent passer par les Roumains. C'est donc vers eux qu'ils dirigeront dorénavant leurs vues, c'est eux qu'ils entoureront de toutes les marques de leur affection, c'est d'eux qu'ils s'occuperont surtout dans leurs traités, pour les soustraire de plus en plus à la hideuse domination des Turcs. Mais leur but n'était point de laisser les Roumains se développer selon les tendances de leur propre génie. Ils voulaient, au contraire, les soumettre à leur influence, bien autrement pernicieuse; car si la politique turque cherchait à extorquer aux pays roumains leurs richesses, celle des Russes avait une tendance bien plus profonde, celle d'éteindre dans le peuple roumain toute sorte d'aspiration à une vie nationale et une activité indépendante, en d'autres termes à en faire des Russes.

Pour les princes qui s'étaient si gravement compromis par leur liaison avec Pierre I, les suites de la guerre furent très différentes. Cantémir se retira en Russie avec toute sa famille et bon nombre de boyards, les plus engagés dans sa politique. L'empereur Pierre le Grand le traita avec beaucoup d'égards, lui fit donation de plusieurs terres et l'éleva au rang de Kneaz (prince) de l'empire. Pour Brancovane, les suites de cette guerre furent des plus funestes ; il fut pris et conduit à Constantinople où, après avoir vu décapiter ses gendres et ses enfants, il tomba lui-même sous les coups du bourreau du sultan Ahmed.

GUERRE DE 1736. PAIX DE BELGRADE 1739.

I

Les Russes inaugurent par la guerre de 1711 leur politique contre l'empire ottoman, mais cette guerre étant terminée à leur désavantage, il était naturel qu'ils cherchassent à se relever de leur chute le plus tôt possible, essayant de nouveau le sort des armes. Les causes de cette seconde guerre doivent donc être cherchées, comme celles de la première, dans la tendance des Russes à étendre leur domination en Orient, quoiqu'ils n'eussent jamais abandonné leur système, d'amener les choses de manière à ce que le droit au moins en apparence fut de leur côté. Il est vrai qu'ils furent toujours servis par des circonstances qui semblaient faites exprès pour les aider dans leurs entreprises. En effet quel peuple au monde fut aussi avantageusement placé que le peuple russe? Quel autre avait à sa disposition, pour cacher ses tendances conquérantes un prétexte, aussi légitime en apparence, que celui de délivrer des adorateurs de la même religion du joug d'un peuple barbare et fanatique?

Pierre le Grand, voyant avorter pour le moment ses

plans sur la Mer Noire, tourne ses regards vers une autre mer située toujours au midi de son empire, du côté de l'Orient, la Mer Caspienne. Cette mer baignant les rivages de la Perse, pays qui a fait de tout temps un commerce très étendu avec l'Europe, Pierre le Grand était désireux d'étendre sa domination .sur ses côtes, pour attirer en Russie une partie de ce commerce. Une occasion des plus favorables se présenta bientôt pour réaliser ses plans.

Une révolution arrivée en Perse, renverse le prince régnant et met sur le trône de ce royaume une usurpation nommé Mir Mahmoud. Pierre le Grand suit avec une grande attention toutes les péripéties de cet événément et rassemble dans le courant de l'année 1720 une armée nombreuse à Astrachan. Une tribu des peuples revoltés, les Lesghiens, détruisent la ville de Shamahi, massacrent les quelques 300 négociants russes qui s'y trouvaient et les dépouillent de marchandises, valant plusieurs millions. Pierre le Grand demande aussitôt à Mir Mahmoud la réparation de cette offense; mais celui-ci n'étant point en état de la donner, à cause de l'anarchie dans laquelle se trouvaient ses états, Pierre entre avec une armée dans le Daghestan, occupe Derbent et Bakou et met ainsi le main sur cette province qui séparait la Perse de la Russie. Les Turcs, prenant connaissance des conquêtes de Pierre le Grand, commencent à s'inquiéter et envoient une ambassade à celui-ci, pour lui faire savoir, qu'ils ne souffriraient jamais que des Mahométans, comme l'étaient les peuples du Da-

ghestan, entrassent sous la domination d'un prince chrétien. Pierre le Grand, pour apaiser les Turcs, leur propose le partage de la province conquise. La Porte accepte pour le moment la proposition ; mais le czar Pierre, venant mourir le 5 fevrier 1725 et la Porte, espérant avec le temps parvenir à chasser tout à fait les Russes du Daghestan, retarde l'envoi des délimitateurs, jusqu'au règne de l'impératrice Anne. Pendant ce temps la Russie, pour attirer à elle le parti usurpateur, lui promet son secours contre les princes légitimes et conclut avec lui un traité d'alliance offensive et défensive contre la Turquie qui soutenait l'ancienne dynastie.

Pendant que les Russes commençaient de nouveau à se brouiller avec les Turcs aux confins de l'Asie, en Europe les affaires se troublaient à cause de la Pologne. Le prince de Courlande, pays vassal de la Pologne, s'était marié à la princesse Anne, nièce de Pierre le Grand. A la mort do son prince, la Courlande devait selon le droit féodal, en cas de défaut d'une descendance mâle, retomber à la Pologne. Mais Pierre le Grand, qui désirait prendre possesion de ce pays, protège avec une armée sa nièce et la maintient comme régente. La princesse Anne, devenant impératrice en 1727, cherche à mettre la Courlande dans une dépendance plus grande de la Russie, et veut la donner comme fief à son favori Biron. Il arrive qu'à ce moment Auguste II roi de Pologne et ami des Russes, venant à mourir, l'élection du nouveau roi de ce pays commence à occuper grandement les cours européennes. La Fran-

ce désirait mettre sur le trône polonais le beau père de Louis XV, Stanislas Leczinsky, pendant que la Russie et l'Autriche soutenaient la candidature d'Auguste III électeur de Saxe, qui avait promis à l'impératrice russe la cession de la Courlande, s'il réussissait à être élu roi. Celle-ci, pour prêter main forte à son candidat, était entrée en Pologne avec une armée.

La Turquie qui avait vu la Russie se mêler des affaires de la Pologne encore du temps de Pierre I, lorsque celui-ci soutenait le roi Auguste II contre Stanislas Leczinsky, placé sur le trône par les Suédois, avait imposé comme condition aux Russes, dans le traité du Pruth, de ne plus s'immiscer dans les affaires de ce royaume. Pierre le Grand qui avait son armée dans ce pays depuis le rétablissement d'Auguste II, la retire, à la suite de ce traité, seulement jusqu'en Courlande, où il l'emploie, ainsi que nous l'avons vu, à protéger sa nièce. Plusieurs circonstances empêchent les Turcs de demander aux Russes la complète exécution du traité ; premièrement leurs démélés avec la Perse et la guerre qu'ils avaient été forcés de déclarer au parti usurpateur; ensuite le détronement du Sultan Ahmed III et son remplacement par Mahmoud I (1730). Les Russes voyant les Turcs tellement embrouillés dans leurs affaires, et voulant profiter de l'occasion pour leur déclarer la guerre, s'assurent d'avance le concours de l'Autriche par un traité secret conclu avec celle-ci en 1736. Le prétexte pour déclarer une guerre, pour laquelle la Russie avait tout préparé de longue date,

s'offrit très facilement. Dans leur guerre avec la Perse, les Turcs, voulant se servir des Tatares comme auxiliaires, leur ordonnent de passer en Perse, ce qu'ils ne pouvaient faire commodément qu'en traversant le territoire russe. Les Russes prennent prétexte de cette transgression de leurs frontières pour déclarer la guerre aux Tatares et entrent en Crimée. Les Turcs voyant d'un coté les plans des Russes dans la Perse et principalement le traité secret d'alliance avec le parti usurpateur, d'autre part l'entrée de l'armée russe en Pologne, et enfin l'attaque de la Crimée, se décident à déclarer la guerre aux Russes le 28 Mai 1736.

Ceux-ci pourtant n'avaient point cessé jusqu'alors à vivre en bonne intelligence avec la Porte. Après la paix de Passarowitz avec l'Autriche (1718) les Turcs envoient remercier Pierre le Grand de ce qu'il n'avait point pris part à la guerre qu'ls avaient en à soutenir contre l'Autriche. Ils ordonent ensuite à Charles XII de quitter leurs états et ne donnent aucun secours à Stanislas Leczinsky qui était venu chercher en refuge près de Nicolas Maurocordato prince de Moldavie. Le Czar profitant de ces bonnes dispositions des Turcs à son égard, insiste de nouveau à ce qu'on lui permit le retour de son ambassadeur à Constantinople. Le résident anglais, Stanyan, s'opposait surtout à cette demande du Czar, s'attachant à démontrer à la Porte le péril qui pourrait résulter pour elle d'une entente de la Russie avec ses sujets grecs. Pourtant les Russes réussissent en 1720 à renouveller la paix de 1711 avec deux mo-

difications importantes à leur avantage : premièrement la permission d'avoír un ambassadeur à Constantinople, jouissant des droits accordés aux réprésentants des autres puissances ; secondément, le maintient de la constitution polonaise avec son système électif sous la garantie des deux puissances contractantes. Encouragés par cette bienveillance de la Porte à leur égard, les Russes osent enfreindre le traité du Pruth relativement à la Pologne, *sachant qu'il faut toujours user de hardiesse vis à vis de l'impuissance.*

Les résidents anglais et hollandais voyant que la guerre était prête à éclater et que cette fois ci la Porte aurait à lutter contre deux ennemis, la Russie et l'Autriche, s'efforcent de toutes les manières à maintenir la paix, et conseillent à la Porte de fermer les yeux sur les récentes usurpations des Russes en Pologne, ainsi qu'ils l'avaient fait jusqu'alors, en tolérant leur immixtion dans ce pays. Ces deux puissances étaient poussées à une pareile démarche par crainte pour leur commerce. Voici à ce sujet ce que rapporte le Feldmaréchal russe Münnich dans ses mémoires sur la guerre qui nous occupe: „Les Anglais et les Hollandais qui faisaient avec leurs tissus et autres marchandises un commerce très étendu avec l'Orient, ne pouvaient voir avec indifférence que les Turcs fussent renversés ; car si les Turcs, qui, ainsi que tous les peuples orientaux, trouvent leur luxe dans la multitude de leurs robes trainantes, étaient ruinés, alors bien des fabricants de draps, surtout d'Angleterre devraient vendre leurs métiers. Ce qu'ils craignaient bien

plus encore, c'était le développement d'un commerce russe sur le Mer Noire et la Méditerranée, où jusqu'alors les marchandises russes passaient par leurs mains.“ [1].

L'Autriche, voyant que la Porte avait declaré la guerre à la Russie, intervient comme médiatrice, menaçant elle-même la Porte d'une guerre si celle-ci ne satisfaisait point aux exigences de son alliée.

Pour comprendre cette conduite de l'Autriche il faut nous rappeler quels étaient ses rapports avec la Russie et la Turquie au commencement du siècle précédent. L'un des pays qui avaient toujours été le plus menacé de la part des Turcs, était l'Autriche. Depuis la bataille de Mohacz 1526, quand le royaume de Hongrie périt avec son roi, l'Autriche avait été exposée aux plus grands périls de la part des Turcs par leur voisinage si rapproché, issu du changement de la Hongrie en paschalik. Depuis ce temps, Vienne devint le but constant des expéditions ottomanes et dans le courant d'un siècle et demi elle avait été deux fois assiégée par les armées musulmanes (1529 et 1683). A peine quelques années venaient de s'écouler depuis que l'Autriche avait réussi a venger le honte infligée tant de fois à ses armées, et à gagner par la paix de Carlowitz (1699) les pays perdus du temps de l'empereur Charles Quint, pour arriver ensuite, en 1718, par la traité de Passarowitz à arracher même aux Turcs quelques portion de terri-

1. Tagebuch des russ. Generalfeldmarechalls B. Ch. Grafen von Münnich dans *Ernst Herrmann*, Beiträge zur Geschichte des russischen Reiches. Leipzig 1843 p. 158.

toire, entr'autres la petite Valachie. La mémoire des ouffrances endurées à cause des Turcs était encore vivante dans l'esprit des Autrichiens et au nom de „Turc“ ils étaient saisis d'un effroi tel, qu'ils devenaient incapables de toute pensée libre et tranquille et étaient empêchés par là de pénètrer les secrets de la politique moscovite et de découvrir les périls d'un autre genre qu'elle lui réservait. Puis il est à remarquer que le commerce de l'Autriche avec la Turquie était loin d'avoir l'importance qu'il a acquis de nos jours. Enfin les bouches du Danube étant possédées par les Turcs, sans aucun péril au moins visible pour leur domination, et le commerce peu important que l'Autriche faisait par cette artère étant tout à fait assuré, nous comprenons avec facilité pourquoi l'Autriche embrassait la cause des Russes contre les Ottomans. Les puissances occidentales, au contraire, avaient commencé dès lors à prendre soin de leurs interêts dans la Mer Noire et se mettaient en toute occasion du parti du Turcs pour les défendre contre la Russie. L'Autriche n'avait point encore conscience de la politique la plus conforme à ses intêrets ; au contraire étant convaincue que sa perte ne pouvait arriver que de la part des Turcs, elle aidait les Rusees contre ceux-ci, sous s'apercevoir que par là elle travaillait à l'encontre de sa propre fortune.

II.

Les puissances belligérantes, avant d'entrer en action, font un dernier essai de conciliation dans un congrès tenu à Nimirow. La Russie propose ici les conditions à l'acceptation desquelles elle attachait le maintien de la paix : 1) l'abrogation de tous les traités antérieurs ; 2) le passage de tous les Tatares sous la domination des Russes ; 3) la reconnaissance de la Moldavie et de la Valachie comme principautés indépendantes sous le protectorat de la Russie ; 4) la liberté de navigation sur la Mer Noire, le Bosphore, l'Hellespont et la Méditerranée. La Russie tendaït par ces propositions à la réalisation de tous ses projets ; car par la première condition la Russie échappait à l'humiliant traité du Pruth, qu'elle désirait voir effacé, si c'était possible, même de la mémoire des hommes ; par les autres, elle gagnait la libre navigation dans toutes les mers turques, donc la création d'une flotte sur la Mer Noire et, par la précieuse clause relative aux principautés roumaines, elle cherchait à ouvrir sa route vers les chrétiens de l'empire ottoman. Comme une guerre, même malheureuse, ne pouvait exposer la Porte à un traité plus désavantageux, elle se détermine, plutôt que de consentir à une pareille humiliation, à essayer de nouveau le sort des

armes. D'ailleurs la Porte était poussée à la guerre par le marquis de Villeneuve, ambassadeur de France à Constantinople, qui voyait dans la libre navigation des Russes sur la Mer Noire le spectre toujours menançant de la ruine du commerce français.

Le congrès de Nimirow se dissolvant au mois de Novembre 1736, sans aucun résultat, la force dut en décider. La guerre commença bientôt après des deux cotés avec une grande vivacité ; mais l'Autriche fut totalement battue dans toutes les rencontres et forcée de rendre à la Turquie, par la paix de Belgrade, la ville de ce nom ainsi que la petite Valachie, conquises par elle sur la Turquie dans la guerre de 1718. La Russie commença ses opérations par la prise d'Azow et la conquête de la Crimée. La dernière année de la guerre, le feldmaréchal Münnich se dirige vers la Moldavie et après avoir battu les Turcs à Stavoutschané, la 21 Août 1739, il s'empare de Hotin que les Turcs délaissent sans combat. Grégoire Ghyka, prince de Moldavie, prenant connaissance de ces progrès des armées russes, „mit comme caïmacame (lieutenant) le loghophète Sandou Stourza et se retira du pays avec les quelques boyards qui se trouvaient auprès de lui.“ Münnich envoie les deux fils de Cantemir, Constantin et Démètre, qui séjournaient en Russie depuis la mort de leur père, et ceux-ci, entrant en Moldavie, commencent à amasser des provisions et des chevaux, dont les Russes avaient surtout besoin. „Constantin Cantémir vint jusqu'à Iassy où il entra le 2 Septembre 1739, un jour de Dimanche. Le Métropolitain,

le caïmacame et plusieurs boyards sortirent à sa rencontre sur le plateau de Copou, lui remirent les clefs et les enseignes du pays et le conduisirent en grande cérémonie jusqu'à Frumoasa, où il prit pied à terre. Quelques jours après Münnich lui même entra à Iassy. Les mêmes députations du pays allèrent au devant de lui et l'amenèrent en grande pompe jusqu'au palais princier. Il séjourna une semaine dans la ville et pendant tout ce temps il invitait le Mitropolitain, le caïmacame et les boyards chez lui, les traitant grandement et leur offrant des repas." [1] Mais le géneral Münnich n'était qu'un bon militaire; il ne s'entendait pas trop en politique et surtout en politique russe, dont il ne s'occupait guère, d'autant plus qu'il était étranger d'origine. Voilà pourqui nous le voyons commettre une grande faute quand il vient pour la première fois en contact avec les Moldaves, A la différence de Pierre le Grand, qui à tout moment embrassait Cantémir et lui témoignait la plus vive affection, et qui mettait dans son traité avec le prince de Moldavie plusieurs conditions favorables aux boyards, Münnich avait une conduite arrogante envers ceux-ci et le Métropolitain, et imposait au pays des conditions qui lui aliénèrent bientôt toutes les sympathies, ce qui ne laisse pas d'être assez curieux de la part d'un homme qui avait lui même des prétentions au trône de Moldavie [2]. Münnich se croyait sur le terri-

1. *Jean Nekoultschea* chroniqueur moldave.
2. *Mannstein*, Mémoires sur la Russie. Leipzig p. 358 note.

toire turc et traitait la Moldavie en pays conquis, pendant que Pierre le Grand bien plus habile, se présentait comme un libérateur. Ainsi l'historien Hammer rapporte que Münnich traita les boyards avec une sévérité deplaceé ; quand le Métropolitain lui offrit la croix et l'évangile à embrasser, il ne mit les lévres que sur le saint livre et repoussa la croix ; le prélat commençant son allocution par les paroles : „que Dieu bénisse ton entrée et ta sortie," les généraux russes se prirent à rire de cette prophétie [1].

Münnich imposa au pays les conditions suivantes :

1) Que la Moldavie soit fidèle de tout son cœur à l'empire de Russie.

2) Que les Moldaves n'aient point de communications ni rapports avec les ennemis de l'empire de Russie.

3) Les boyards qui s'étaient enfuis avec Grégoire Ghyca devront s'en retourner tous dans l'intervalle d'un an ; ceux qui n'obéiront point à cet ordre ne seront point pardonnés.

4) Le pays devra hiverner et nourrir 20,000 soldats impériaux et ceux-ci auront la faculté de prendre quartier où bon leur semblera.

5) Il fournira immanquablement 3000 manoeuvres pour le travail des forteresses, partout où il y aura besoin.

6) Que le pays fournisse les médicaments nécessaires aux malades de l'armée.

1. *Hammer*, Histoire de l'empire ottoman. Troduction par Dochez, Paris, 1841, III, p. 484.

7) Qu'il procure aux officiers qui commandaient ces 20,000 hommes tout le nécessaire.

8) Russes, Grecs et autres étrangers ne pourront occuper aucune fonction dans le pays ; mais ils pourront seulemment y exercer le commerce.

9) Tous les boyards ou autres gens qui n'occuperaient pas de fonction, devront aller à l'armée et recevront leur solde de l'empire.

10) Le général Münnich recevra immédiatement 90 bourses comme cadeau.

11) Cent autres bourses seront données annuellement à Münnich comme frais d'entretien.

12) Il n'est permis à personne de cacher des provisions, des habits où de l'argent turc ou grec, sous peine d'être décapité.

Jean Nekoultschea, auquel nous empruntons ces détails les accompagne des réflexions suivantes : „Voilà les conditions que Münnich imposa aux boyards, les menaçant qu'en cas de refus il mettrait le feu à la ville, et de cette manière il les fit accepter et signer de force. C'est alors que l'on vit ce que l'honneur de recevoir Münnich coûtait au pays et le doux vin hongrois devint un venin amer, le rire se changea en pleurs, la joie en terreur et hélas ! la richesse devint pauvreté, malédiction et souffrance perpétuelle sans pardon ni oubli."

Ce traitement si brutal des boyards et du pays eut pourtant son bon côté ; il ouvrit les yeux sur la politique russe et, si dès lors un parti anti-russe prit

naissance dans le pays, les Roumains en sont redevables à la conduite de Münnich.

Quoique les Russes eussent battu les Turcs dans toutes leurs rencontres, la paix qui fut conclue avec eux à Belgrade en même temps qu'avec l'Autriche leur fut assez défavorable. Ceci s'explique seulement par le fait que l'Autriche étant totalement battue et forcée de conclure avec les Turcs une paix à tout prix, elle attira *aussi son alliée la Russie dans sa position. A cela on* peut ajouter la crainte des Russes que l'Autriche une fois vaincue, les Turcs ne se tournassent avec toutes leurs forces contre eux, ainsi que la circonstance que le cabinet russe était dans ce temps conduit par l'allemand Ostermam, rival de Münnich, qui ayant été contraire à la guerre dès le commencement, désirait la voir finir. Quelle que soit d'alleurs la raison de cette paix on ne peut nier qu'elle ne fût jusqu'à un certain point, contraire aux intérêts Russes. Les conditions en furent les suivantes :

Azow sera démoli ét le pays qui l'entoure restera désert, comme une zone de séparation entre les deux *empires*. La Russie ne pourra construire des vaisseaux sur la Mer d'Azow ni sur la Mer Noire ; elle ne pourra y entretenir une flotte. Les Russes pourront faire le commerce sur ces deux mers, mais seulement sur des navires turcs. La seule condition en faveur des Russes fut la confirmation de leur droit d'avoir un résident à Coustantinople jouissant des privilèges accordés aux réprésentants des autres puissances. Il s'entend de

soi-même que la Moldavie devait être restituée à la Porte, de sorte que cette dernière guerre finissait pour les Russes comme la première, sans un succès plus prononcé de leur politique orientale. Il est toutefois incontestable qu'ils gagnaient tout de même quelque chose : ainsi ils gardaient leurs conquêtes dans la Perse, et si Azow n'était point rentré en leur possession, au moins par sa démolition, il cessait d'être un moyen de défense entre les mains de leurs ennemis. Mais l'avantage le plus considérable que les Russes gagnaient par ce traité fut le silence complet gardé sur les affaires de la Pologne. Comme il ne stipulait absolument rien à cet égard, les Russes gardèrent leur position influente dans ce malheureux pays, qui devait tomber bientôt victime de sa propre imprudence et de la rapacité de ses voisins. Il est même à supposer que les intentions des Russes sur ce pays, leur firent accepter ce traité désavantageux, car ils voyaient dans la Pologne une proie sûre et prochaine, en vue de laquelle ils se décidèrent très facilement à sacrifier pour le moment des plans plus lointains.

GUERRE DE 1768—1774. RAPT DE LA BUCOVINE 1775

I.

En 1762, l'impératrice Catherine II monte sur le trône de Russie et une année après meurt le roi de Pologne, Auguste III, deux événements des plus importants pour l'histoire européenne. Les dissensions éternelles qui accompagnaient l'élection du roi polonais prennent à la mort d'Auguste III une proportion bien plus redoutable, par suite des nouveaux partis issus de la division religieuse du pays en catholiques et dissidents. Au milieu de l'anarchie totale dans laquelle tombe la Pologne, Catherine, d'accord avec la Prusse, réussit facilement à faire élire comme roi, au moyen de son argent et de ses armées, son ex-favori Stanislas Poniatowsky (1764). Le parti patriote, conduit par Branicky, fait connaître à la Porte le péril qui attendait la Pologne, par suite de l'intervention des Russes dans ses affaires, lui demandant son secours, afin d'élire un prince de sa nation et d'éloigner les troupes russes du pays. La Porte, qui était déja habituée à cette ingérence des Russes dans les affaires des Polonais, se contente de leur donner des conseils bienveillants sur la nécessité

d'une entente et d'un accord entre eux. L'ambassadeur de France, le comte de Vergennes, prenant cette affaire à cœur, demande par une note aux Turcs de prendre des mesures énergiques contre l'influence toujours croissante des Russes en Pologne; mais il reçoit comme réponse que les troupes étrangères ont été de tous temps bien reçues en Pologne, que celle-ci semble les y voir de bon gré et que protester contre un pareil fait pourrait paraître comme une attaque aux libertés de la république.

Après l'élection du roi Poniatowsky, une guerre civile éclate entre les catholiques et les dissidents qui s'unissent pour former la confédération patriotique de Bar. Catherine s'offre à soutenir la cause de ces derniers, parmi lesquels se trouvaient aussi les orthodoxes, et provoque ainsi le parlement des dissidents à demander lui-même le secours de la Russie. La Turquie reste indifférente à tous ces événemeuts, malgré les insistances réitérées des confédérés patriotes, d'autant plus que les Russes n'épargnaient nullement l'argent pour fermer les yeux aux dignitaires ottomans sur leurs ingérences en Pologne. Les Polonais, voyant qu'ils ne pouvaient rien obtenir des fonctionnaires turcs, envoient les joyaux de leurs femmes aux sultanes du harem, se servant ainsi des mêmes armes que les Russes et cherchant au moins par ce moyen extrême à réussir dans leurs demandes. Le parti de la guerre, continuellement excité par le comte de Vergennes, commence à gagner du terrain dans le divan. Les patriotes polonais, persécutés par les Russes, avaient plusieurs fois cherché leur salut sur le territoire turc, en Moldavie,

et les Russes les poursuivant jusque là, avaient à plusieurs reprises violé les frontières ottomanes. Plusieurs Polonais s'étant réfugiés dans la petite ville de Balta, aux confins de la Bessarabie, une troupe de Cosaques Zaporogues, soutenue par des soldats russes, les poursuivent, attaquent et détruisent de fond en comble la ville, qui était habitée presque en entier par des Turcs. Cette nouvelle produit à Constantinople la plus grande agitation ; les Janissaires demandent absolument à être conduits contre les Russes, et le sultan lui-même peut à peine maîtriser sa colère. La prise de Cracovie par les Russes, arrivée peu de jours après (le 18 août), met le comble à cette surexcitation ; le parti de la paix est tout à fait écarté, le grand vizir Muhsinsade renversé et remplacé par Hamza pacha qui déclare la guerre aux Russes (Octobre 1768).

Comme une campagne régulière ne pouvait commencer qu'au printemps suivant, les Turcs se contentent pour le moment d'ordonner aux Tatares le pillage de la Russie, et le khan Crim Gheraï s'acquitte de cette besogne de la manière la plus inouïe, emmenant en esclavage dans l'espace de quelques semaines plus de 40,000 hommes et emportant avec soi plus de 100,000 têtes de bétail. La mort de ce chef énergique prive bientôt les Turcs de son puissant concours, pendant que leurs commandants montrent dans la conduite de l'armée une incapacité prodigieuse. Ils n'étaient point encore arrivés au Danube que les Russes avaient déjà attaqué Hotin. Toutefois ceux-ci furent repoussés au

premier choc au-delà du Dniester ; mais le grand vizir, au lieu de les poursuivre, se dirige vers Bender et perd ainsi l'occasion la plus propice pour écraser ses ennemis. Le sultan Moustapha lui fait couper la tête et nomme à sa place Moldavantchi Ali Pascha. Celui-ci pour ne point encourir le sort de son prédécesseur, passe le Dniester à plusieurs reprises ; dans une de ces poursuites il est surpris par une pluie torrentielle qui coupe son armée en deux, et, attaqué par les Russes, il est totalement battu dans un combat des plus acharnés (17 et 18 juillet 1769) ; un petit nombre seulement de Turcs put échapper au massacre. La suite de cette victoire des Russes fut l'occupation des principautés roumaines.

Avant que la guerre fût déclarée, la Russie, prévoyant la possibilité d'une rupture, avait entrepris de travailler les Moldo-Valaques, afin de réveiller en eux les sympathies pour la Russie, lesquelles commençaient à s'assoupir à la suite de deux essais infructueux pour délivrer leur pays de la domination barbare des Ottomans, unis à la conduite de Münnich. Elle envoie à plusieurs reprises des émissaires sous le masque de négociants pour exciter le peuple à la révolte et surtout à la fuite en Russie, et montrer ainsi à l'Europe à quel degré la domination turque était insupportable aux Roumains et combien ils désiraient celle de la Russie [1].

Les Moldaves, voyant les Russes s'avancer de nouveau vers leur pays, envoient une députation au prince

1. Sur les émissaires *Jancoroff* et *Tschernakapsas*, voir les do-

Galitzin, commandant du corp d'armée qui allait occuper la Moldavie, pour lui offrir la soumission du pays. Le prince remercie avec effusion le métropolitain pour ses félicitations et le prie de faire savoir aux habitants de la Moldavie qu'il leur arriverait bientôt des secours de la part de l'auguste et miséricordieuse impératrice. Le baron de Elmpt passe peu de jours après avec un corps d'armée en Moldavie, chasse le peu de troupes turques qui s'y trouvaient et entre à Jassy la 26 septembre 1769. „Il entra dans la ville en grande solennité, les troupes bien équipées et régulièrement disposées, se présentant aussitôt à l'église cathédrale avec les généraux, leurs officiers, le métropolitain, les boyards et le peuple qui se trouvait présent. La croix et l'évangile étant placés sur un pupitre au milieu de l'église et les cierges allumés, le métropolitain lut à haute voix le serment, tout le monde tenant la main droite élevée avec les deux doigts (le 2e et le 3e) étendus et dirigés en haut. Après la lecture tous les assistants baisèrent la croix et l'évangile et inscrivirent leurs noms dans la feuille de serment. La même disposition fut suivie dans tous les districts, car dans chaque chef-lieu on avait envoyé de pareilles feuilles de serment, lesquelles, après avoir été lues dans l'église de chaque village, étaient signées par le prêtre, les diacres et tous les jurés ; puis ces feuil-

cuments relatifs à l'histoire des Roumains, tirés des archives de Vienne par *Eudoxe de Hourmouzaki* publiés sous les auspices du ministère des cultes. Bucharest, 1878, vol. VII, pag. 58 et 61.

les, ainsi certifiées, étaient remises à la chancellerie“ [1].

La formule du serment prêté était la suivante :

„Je soussigné jure et promets devant le Dieu tout puissant et son saint évangile que je me suis soumis de plein gré à la domination de Sa Majesté la trop miséricordieuse impératrice Catherine Alexievna, seule dominatrice de toutes les Russies, d'obéir à toutes les dispositions qu'elle jugera convenable d'introduire dans le pays, de contribuer de tout mon pouvoir à l'entretien de l'armée destinée à notre défense et à celle de notre religion chrétienne qui gémit sous le joug des Mahométans, de considérer les ennemis de l'armée russe comme les miens propres et de me conduire en tout comme un esclave fidèle, bon et soumis à Sa Majesté, ainsi qu'il convient en tout à un adorateur de la vraie religion. Pour la confirmation de ce serment j'embrasse mes propres paroles et la croix de mon sauveur. Amen !“

Le baron de Elmpt, après avoir ainsi reçu la soumission du pays, demande des informations sur le nombre des districts et des villes de la Moldavie, le commerce, la quantité de produits et de provisions que le pays peut fournir, les relations entre les boyards et les paysans, les redevances payées à la Porte et au prince, et bien d'autres détails. Toutes ces informations jointes au serment rapporté plus haut prouvent jusqu'à l'évidence que la Russie avait l'intention manifeste d'incor-

1. *Archive roumaine*, publiée en roumain par M. Kogalnitschano, p. 132.

porer les provinces roumaines à son vaste empire. Le baron de Elmpt ordonne ensuite, sous la menace de terribles châtiments, de livrer les provisions qui seraient cachées et d'empêcher l'exportation de n'importe quelle denrée qui pourrait être nécessaire à l'armée russe et demande enfin au pays de choisir un personnage du clergé et deux représentants de la noblesse pour aller porter aux pieds de la très puissante impératrice les remerciements pour la miséricorde qu'elle lui a montrée en envoyant ses armées à son secours et en le délivrant ainsi de l'esclavage.

L'impératrice Catherine, désireuse de faire connaître ses intentions à l'égard des chrétiens d'Orient, et de montrer que la guerre entreprise contre les Turcs lui donnait l'occasion de lutter pour la liberté de ses coreligionnaires, mettant ainsi en pratique la politique inaugurée par Pierre le Grand, publie un manifeste dans lequel elle s'efforce de prouver que la Porte lui a déclaré la guerre par haine pour la religion orthodoxe, et notamment à cause du secours qu'elle a fait parvenir aux dissidents en Pologne ; „que la domination barbare des Turcs cherche à rejeter dans l'abîme de l'impiété l'âme des chrétiens qui vivent dans la Moldavie, la Valachie, la Bulgarie, la Bosnie, la Herzégovine, la Macédonie, et dans les autres provinces de l'empire ottoman“ [1].

Les Russes, après avoir occupé la Moldavie, passent en Valachie, où ils sont appelés par Grégoire Ghyca (le même qui fut décapité en 1777) et par un parti de

1. Documents de Hourmouzaki, VII, p. 63.

boyards, en tête desquels figurait le spatar Cantacuzène, l'archimandrite d'Ardgèsche et le commandant de la garde albanaise du prince. Cette complicité de Ghyka avec les Russes explique seule comment il se fait que ce prince, qui avait tout le temps de se sauver en Turquie, fut pris par eux. Il fut conduit à Pétersbourg avec tous les honneurs dus à son rang ; l'impératrice lui fait cadeau d'une précieuse tabatière en brillants, reçoit son fils dans le corps des cadets, et charge enfin ce prince d'aller à l'armée pour entamer les négociations avec les Turcs et essayer de connaître ce qu'ils voudraient bien céder pour la conclusion de la paix. Voilà pourquoi les Russes soutiennent plus tard la candidature de Ghyka au trône de Moldavie, en 1774.

Le prince de Moldavie, Grégoire Callimaque, passe aussi aux Russes et détourne les cent bourses envoyées par les Turcs pour l'achat de provisions. La Porte, prenant connaissance à temps de sa trahison, lui fait couper la tête, et le remplace par Constantin Maurocordato qui est pris à Galatz par les Russes et amené à Jassy où il meurt bientôt après. En Grégoire Ghyka le. urcs avaient une plus grande confiance, car il avait été élevé au trône de Valachie sur l'insistance du khan des Tatares, après l'ouverture des hostilités, au lieu du trop jeune Alexandre Ghyka, et les Turcs ne voulurent croire à sa trahison que lorsqu'il se fut laissé prendre par les Russes.

Les députés chargés d'aller déposer l'hommage aux pieds „lumineux" de l'impératrice portaient avec eux

des missives au nom du pays, dans lesquelles l'impératrice est exaltée avec un servilisme poussé jusqu'à l'adoration. La lettre moldave, après avoir élevé les hauts faits de Sa Majesté au-dessus de ceux entrepris par Constantin contre Maxence, montre comment „à l'aspect des armées éternellement victorieuses de Sa Majesté et devant l'emblème de la sainte croix, les païens furent pris d'une telle épouvante que les eaux du Dniester et celles du Danube leur semblèrent des lieux de délices et, se jetant à corps perdu dans leurs vagues, ils mesurèrent la profondeur des fleuves, devenant la proie des poissons et des oiseaux... Nous rendons grâces au ciel par des louanges et des chants coutinuels, et remercions la sainte Trinité, une et indivisible, parce qu'ayant pitié de nous, elle a raffermi le cœur de Sa Majesté sereine et toute puissante, afin de nous sauver de l'esclavage des Ottomans, nous adorateurs de la même foi, et comme des serviteurs très soumis et très reconnaissants, nous apportons le tribut de nos plus chaleureux remerciments pour l'accomplissement des désirs si ardemment souhaités depuis tant d'années, d'être défendus contre les périls par votre toute puissante protection.“ Puis après les louanges les plus exagérées et l'élévation jusqu'aux nues de l'impératrice, la missive ajoute : „Nous, habitants de la Moldavie, apportons comme des esclaves rampants la soumission la plus servile avec toute la bonne volonté et du meilleur cœur.“ Vers la fin, elle éclate en un lyrisme aussi pathétique que de mauvais goût en ces termes : „O trop miséri-

cordieuse impératrice et trop douce maîtresse, ne nous abandonne point, nous les esclaves de ta Majesté qui partageons la même foi, ombrages-nous de ta force, etc., etc.,“ termes par lesquels cet acte d’un servilisme tout oriental finit d’une manière tout à fait digne de son commencement. La lettre valaque, quelque peu plus courte, se distingue par les mêmes qualités et embrasse jusqu’aux „genoux et à l’empreinte des pieds de Sa Majesté impériale et seule souveraine“ [1].

Les Turcs, informés de la soumission des Moldovalaques aux Russes, se laissent emporter par la fureur et, par un fetwa du mufti, les font déclarer traîtres et livrer au pillage des armées musulmanes, ce qui contribue à jeter encore devantage les pauvres Roumains dans les bras des Russes.

Toutefois il ne faut pas croire que ces démonstrations de la part des Roumains fussent cette fois aussi sincères qu’elles l’avaient été du temps de Pierre le Grand. Alors le contact des Russes avec les Roumains avait été pour ainsi dire idéal ; les Russes avaient été considérés à travers le prisme enchanteur de l’espérance, et le contact matériel avait été évité par le désastre du Pruth, qui empêcha les Russes de pénétrer plus avant dans les pays roumains. Mais déjà dans la guerre de 1736, la conduite de Munnich avait mécontenté les boyards et donné ainsi naissance aux premières désillusions des Roumains sur le compte de leurs protecteurs. Dans la

1. *Archive roumaine.*

guerre qui nous occupe, les Russes, mettant la main sur les deux principautés, viennent en contact direct avec les Roumains, et il était de toute impossibilité que ce choc ne produisît une note discordante dans le chant harmonieux qui semblait s'élever de toutes les poitrines, pour célébrer la très puissante impératrice.

Le mécontentement des habitants éclate bientôt pour une cause toute naturelle : l'approvisionnement des armées impériales. Et il ne faut pas oublier que c'était juste le point le plus sensible pour les pays roumains ; car, si ceux-ci voulaient échapper à l'esclavage turc, c'était précisément à cause des abus que la Porte commettait dans l'approvisionnement de ses troupes. Les Russes, au lieu de leur apporter un soulagement sous ce rapport, les opprimaient tout autant, sinon davantage, par les exigences des armées impériales, de sorte que ce traitement devait fatalement donner naissance à l'idée que les Roumains n'avaient fait que changer de maître, sans que leur sort s'améliorât. Dans une plainte adressée au général Romanzov, on trouve entr'autres choses „que les habitants ne se refusaient point de contribuer pour leur part à l'entretien des armées impériales, mais en connaissance de cause, avec une certaine mesure et l'ordre nécessaire ; car une foule de gens prennent tout ce qui leur tombe sous la main, sans aucun scrupule, des animaux aussi bien que d'autres objets en quantité bien plus grande que celle dont ils auraient besoin et seulement en vue de gaspiller, ce qui produit partout la ruine, effraye les malheureux paysans

et les chasse dans des endroits déserts et inhabités.“ D'une naïveté admirable est la plainte que „quelques dames veuves“ adressent à Sa Majesté impériale, demandant que par un ordre élevé et miséricordieux, elles soient „dispensées et exemptées des tourments et des exactions *qui dorénavant deviendront l'habitude dans notre pays*,“ et, avec la même naïveté qu'elles mettent à exprimer leur opinion sur le sort qui attendait la principauté, ces dames demandent à être exemptées de toutes les charges imposées pour l'entretien de l'armée, espérant être écoutées, pendant que l'impératrice Catherine s'occupait en ce moment même de faire comprendre aux Moldaves, par un manifeste qu'elle leur adressait, qu'ils ne pouvaient jouir d'un bienfait aussi considérable que celui de leur libération du joug ottoman, sans que „tous, du plus grand au plus petit, ensemble et séparément, viennent en aide aux armées impériales, se soumettant de plein gré au devoir imposé par la loi chrétienne et qu'ils avaient pris sur eux par le serment prêté entre les mains de l'impératrice.“ Elle leur prometait „qu'en proportion du zèle qu'ils développeraient pour notre auguste service qui est en liaison si intime avec celui de l'église de Jésus-Christ, Sa Majesté s'appitoierait sur leurs souffrances et les ferait jouir de sa haute protection.“ Et si le sens de ces paroles pouvait paraître obscur dans le manifeste de Catherine, il devient tout à fait clair et explicite dans la paraphrase qu'en donne le métropolitain, lequel se charge de dire les choses plus ouvertement que ne pouvait le faire

l'impératrice de toutes les Russies. „Secondément, ne manquez pas de venir en aide au service impérial, chacun selon son état et sa position, et principalement en ce qui concerne les provisiona nécessaires aux armées impériales qui sont venues pour nous défendre."

Les habitants des pays roumains s'attendaient peut-être à ce qu'ils fussent exemptés de toutes sortes de redevances, excepté des droits de douanes et de l'impôt sur le sel, comme du temps de Pierre I[er]. Au lieu de cela, le général Romanzov écrit après le départ des députés roumains : „Voilà pourquoi il faut vous presser de venir en aide aux nécessités de l'approvisionnement des armées. Il faut en même temps que les revenus du trésor s'accroissent, sans que le peuple en souffre ; personne donc ne sera exempté des redevances que tous paieront selon l'ancienne coutume, et elles seront prélevées comme jusqu'à présent, étant nécessaires au besoin du pays et à l'entretien de l'armée."

Ainsi qu'on a pu le voir par les nombreuses citations empruntées aux documents officiels contemporains [1], les Russes mettaient toujours en avant l'idée de Dieu et de la religion chrétienne, pour donner à la conquête des pays roumains un caractère aussi désintéressé que possible. Pour sauver l'église chrétienne de Pologne, la Russie s'était exposée à la guerre avec les Turcs ; pour protéger l'église chrétienne des pays roumains, la Russie versait le sang de ses enfants ; enfin toujours pour le triomphe de la foi, la Russie demandait que les Mol-

1. Publiés en grande partie dans *l'Archive roumaine.*

daves et les Valaques ouvrissent leur bourse, afin d'entretenir les armées moscovites. La politique des Russes leur dictait de s'adresser de préférence au clergé qui réprésentait l'église, pour laquelle elle faisait semblant de se battre. Et le clergé roumain s'empressa de répondre à l'envi à cette haute attention, se mêlant de toutes les affaires, rédigeant les adresses aux autorités russes, publiant et interprétant les manifestes de l'impératrice, et enfin, se soumettant de plein gré au synode de l'église russe, il donnait ainsi, le premier, l'exemple de la conduite que le pays devait suivre à l'égard de la Russie.

II.

La Russie, ayant placé les principautés roumaines sous son entière dépendance, prend des mesures pour leur organisation, et nous avons vu plus haut le baron de Elmpt demander au pays plusieurs renseignements afin de pouvoir entreprendre cette besogne en connaissance de cause. L'impératrice Catherine, dans la réponse qu'elle daigne faire aux députations du pays, porte à leur connaissance : „que les deux principautés Moldave et Valaque seront gouvernées selon leurs us et coutumes ; qu'elles jouiront d'une complète indépendance quant à leur administration intérieure.“ Nous verrons par la suite comment les Russea entendaient remplir cette promesse de leur souveraine.

Les députés moldaves et valaques soumettent à la cour de Russie un plan d'organisation future des principautés dans lequel on ue saurait méconnaître l'inspiration russe, car non seulement ce plan est contraire à l'intérêt du pays, mais il est même opposé à celui des boyards, lesquels, s'ils avaient travaillé en pleine liberté, auraient réservé pour eux une part bien plus grande d'autorité réelle et indépendante. Il faut toutefois remarquer que la Russie, désirant mettre la main sur les principautés roumaines, en apparence avec leur pro-

pre consentement, et la classe influente de ces pays étant dans ce temps les boyards, on comprend très facilement pourquoi la Russie accorde à ceux-ci plusieurs de leurs demandes ; car elle tenait beaucoup à ne point les mécontenter, afin de n'être point forcée d'avoir recours à la violence et de trahir ainsi le but réel de la guerre qu'elle entreprenait.

Les demandes des députés moldaves sont les suivantes[1] :

1. Le gouvernement du pays sera confié à une aristocratie, c'est-à-dire que douze boyards de la première classe seront élus au gouvernement, et prendront soin de toutes les affaires du pays.

2. Six d'entre ces boyards s'occuperont de l'instruction et de la décision des procès ; les six autres veilleront à la rentrée des redevances. Ces douze boyards résideront à Jassy.

5. Tous les boyards qui seront choisis au gouvernement du pays seront tenus, avant d'entrer en fonction, de prêter un serment de fidélité et de bonne conduite, tant à l'empire qu'à la patrie.

6, Les fonctions de tous les boyards seront limitées à l'espace de trois ans, commençant au I[er] janvier. Au sortir de service, ils rendront compte de leur administration et seront remplacés par d'autres boyards, de manière que toute la boyarie participe ainsi à tour de rôle au gouvernement, sans en excepter les boyards pauvres, pourvu qu'ils fussent capables.

7. Un général russe avec un nombre de gens ar-

1. Nous omettons les dispositions sans importance.

més, suffisant pour la garde des frontières, résidera à Jassy.

8. La première fonction de ce général sera le commandement des troupes, tant étrangères que nationales. La seconde sera d'envoyer au trésor impérial les contributions du pays.

9. Le géuéral revêtira de leurs insignes les boyards nommés au gouvernement.

Ce projet d'organisation attribuait aux boyards un rôle prépondérant dans le gouvernement du pays. C'est à eux qu'appartenaient l'administration, la justice, les finances, en un mot toute la puissance politique. Les boyards venaient ensuite à tour de rôle au gouvernement du pays, afin que le droit de le dépouiller, dans lequel consistait principalemeut l'administration de ce temps-là, fût également réparti entre tous, et les pauvres mêmss n'étaient point oubliés, afin qu'ils pussent refaire leur fortune en cas de malheur. Les boyards étaient tellement sûrs de leur réussite, qu'ils ne craignaient point de mettre en tête de leurs demandes le mot d'aristocratie. Mais à quel prix gagnaient-ils ces droits imaginaires ? En sacrifiant complètement l'indépendance du pays, ce qui ressort surtout de la disposition d'envoyer les contributions au trésor impérial. Cette disposition équivalait à la suppression totale de l'autonomie économique du pays qui est toujours intimement liée à l'indépendance politique. Dans le premier de ces articles on parte de l'élection des gouvernants, sans que jamais il soit fait mention de ceux

qui allaient les élire. Il est hors de doute que l'autorité qui allait les élire, c'est-à-dire les nommer, était le général russe qui avait aussi le droit de les revêtir des insignes du pouvoir. En un mot le général, qui était aussi le commandant d'une armée en grande partie russe, surtout dans ses éléments supérieurs, n'était autre chose que le véritable prince du pays, sous l'autorité duquel la soi disant aristocratie devait courber la tête si elle ne voulait point voir jouer sur son dos le knout russe ou ressentir dans la mœlle de ses os les froids de la Sibérie.

L'organisation de la Valachie met bien mieux à découvert les intentions de la Russie sur les pays roumains. Que les boyards de ce pays se soient montrés plus dociles, ou bien que la Russie ait eu intérêt à le soumettre plus complètement comme étant plus rapproché des Turcs, il est un fait incontestable, c'est que les boyards de Valachie demandent à leur protecteur la totale incorporation de leur pays dans l'empire moscovite. Voici leurs demandes :

1. *Que notre pays soit unifié aux provinces sur lesquelles s'étend le trop puissant empire de Russie*, et à la paix prochaine que nous ne soyons à aucun prix laissés de nouveau sous la domination tyrannique des Agariens.

2. Comme notre territoire est tombé à cause de la tyrannie des Turcs dans le plus grand désordre, *il sera utile d'y introduire complètement les lois et les ordonnances de l'empire de Russie.*

3. Notre pays entretiendra à ses frais 30,000 hommes de troupes, dont 25,000 infanterie et 5,000 cavalerie ; quant à l'artillerie et au train nécessaires, nous prions humblement la trop puissante cour de nous les procurer, et en temps de guerre, que l'empire envoie les secours nécessaires à la défense du pays. L'entretien de l'armée sera fourni par le pays, et *quc les Valaques aient aussi le droit d'entrer comme officiers dans l'armée, afin de s'habituer aux choses militaires.*

4. Les officiers impériaux qui viendront dans le pays détermineront les endroits qui devront être fortifiés, et le pays élèvera des fortifications à son compte.

5. *Les revenus du pays seront réglés conformémeut aux ordonances russes, et, pour la douane, on suivra les tarifs existants en Russie.*

6. *Le clergé sera sous la direction du saint synode selon les coutumes de la sainte église de Russie.*

8. Les juges qui seront nommés dans les districts et dans les villes *seront pour la moitié des Valaques.*

10. Les habitants du pays pourront faire le commerce dans d'autres empires, et les ambassadeurs impériaux *devront les protéger comme des sujets russes.*

12. Les boyards seront à la tête des affaires ; ils auront à juger et à décider les différends ; leurs édits jouiront d'une autorité absolue dans le pays ; *mais le général pourra ordonner aux boyards tout ce qu'il lui plaira, ayant la faculté de les arrêter en cas de désobéissance.*

Ces dispositions n'ont besoin d'aucnn commentaire,

surtout celle par laquelle les boyards demandent à ce qu'au moins la moitié des juges du.pays soient des Valaques. D'où il résulte que l'autre moitié devait être réservée pour les Russes, et il va sans dire que ceux-ci allaient appliquer leurs lois, ce qui ne pouvait être fait que dans leur idiome. La russification du pays devenait donc un fait accompli.

Les Russes étaient ainsi arrivés à réaliser le traité de Cantémir et même à le dépasser ; car Pierre le Grand laissait à la Moldavie au moins une ombre d'indépendance, par son prince national; pendant que les dispositions de Catherine ravissaient définitivement à ces pays toute existence indépendante et les destinaient à être russifiés dans le plus bref délai.

Pour donner une idée de la manière dont les Russes entendaient administrer ces pays et montrer quel était l'objet de leur sollicitude, nous nous servirons de deux documents puisés aux mêmes sources, qui nuos suffiront à défaut d'autres, et qui jettent une lumière très vive sur le système russe, alors exactement identique à celui d'aujourd'hui. L'un de ces documents se rapporte à l'organisation des écoles de la principauté de Moldavie. Il contient la réponse du général Romanzov aux demandes du métropolitain qui sollicitait des secours pour une plus sérieuse organisation de l'enseignement : „Toutes les affaires relatives aux écoles, je les laisse pleinement à la disposition et au gré de la sainteté et de ceux des boyards qui prennent part au divan de la Moldavie. Quant à la langue grecque, comme je

ne veux entrer à ce sujet dans aucune sorte de disenssion ..“ Le résultat de la mission du métropolitain fut donc que le général ne désirait point se mêler de pareilles affaires. L'autre document s'occupe des règles de police, et ici nous voyons au contraire les soins les plus minutieux et une tendance très prononcée vers le système inquisitorial : „Dorénavant, si un individu vient du dehors et prend pied à terre chez quelqu'un, l'hôte devra annoncer immédiatement la police pour ce nouveau venu, quelle personne il est, d'où il arrive, et quels besoins l'amènent dans l'endroit, et si l'hôte le reçoit et s'offre comme garant pour lui, il devra en informer le colonel et sa sainteté le métropolitain“ [1].

Police sévère et négligence entière de tout ce qui a rapport à la culture de l'esprit, voilà les commencements de la protection russe sur les Roumains, et ces deux éléments sont essentiels au système russe, car ils sont les soutiens les plus naturels du despotisme.

---

1. Tous ces documents sont puisés dans le recueil précieux de M. Kogalnitschano.

III.

La Russie ne devait toutefois pas encore réaliser le plus cher de ses vœux, la prise de possession des pays roumains. Pour comprendre comment cela fut possible, il nous faut rappeler en peu de mots les évenements principaux de la guerre.

Pendant qu'en Europe les armées russes occupaient les principautés, en Asie leurs succès n'étaient pas moins remarquables ; elles prenaient possession successivement de l'Arménie, de la Circassie, et d'autres pays placés sous la domination de la Porte. Mais les Russes voulaient frapper la puissance ottomane aussi sur mer pour lui donner le dernier coup, et l'impératrice Catherine fait à cet effet de grands préparatifs dans la mer Baltique, pour la construction d'une flotte, faisant venir d'habiles matelots d'Angleterre, de la Hollande et du Danemarck. La destination de cette flotte était surtout de soulever les Grecs et autres peuplades maritimes de l'empire ottoman, qui se verraient encouragées à la révolte par la présence d'une flotte russe. De cette manière, on réaliserait les promesses faites à ces peuples dès l'année 1765, et on mettrait en pratique dans son entier la politique de Pierre le Grand.

La flotte russe, parfaitement équipée, part de la mer

Baltique, traverse la mer du Nord, la Manche, l'océan Atlantique, et entre par le dètroit de Gibraltar dans la Méditerranée. Pour comprendre comment cette flotte put faire le tour de l'Europe sans être inquiétée par personne, nous devons considérer un instant la politique anglaise vis-à-vis de la Russie à cette époque.

La politique de l'Angleterre avait jusqu'alors toujours prêté appui aux Turcs contre les empiètements des Russes. Maintenant les choses changent tout d'un coup, et non seulement les Anglais permettent à la flotte russe d'entrer dans la Méditerranée par un détroi qui était en leur possession, mais des amiraux et des officiers anglais commandent les vaisseaux russes (entre autres Elphinston), et la cour de Londres déclare catégoriquement à celles de Versailles et de Madrid qu'elle considérerait comme un acte d'inimitié envers elle toute tentative de s'ooppser à la marche de la flotte moscovite. Par quel miracle avait été opéré ce changement inattendu dans la politique traditionnelle de l'Angleterre ?

L'Angleterre est un pays essentiellement commercial, et sa politique se réglera toujours d'après ses intérêts mercantiles ; il ne faut donc point nous étonner de la voir changer de direction aussitôt qu'un pareil changement se sera opéré dans la direction de son commerce. On peut en effet facilement comprendre que si l'Angleterre avait soutenu jusqu'alors la cause de la Turquie, elle ne l'avait sûrement point fait par sympathie pour les adorateurs du croissant, mais bien par suite du profit considérable qu'elle retirait de son commerce a-

vec les peuples de la Turquie. Dans le courant du XVIIIe siècle, le commerce anglais en Orient commence à déchoir avec une rapidité extraordinaire, étant supplanté par le commerce français. Plusieurs causes avaient produit ce changement. Premièrement, l'activité et les efforts de Colbert, afin d'encourager le commerce de la France avec les échelles du Levant; les primes accordées par le gouvernement français aux exportants ; la solidité, le goût conforme aux habitudes orientales, la modicité du prix des marchandises françaises ; enfin les avantages commerciaux que la Porte avait accordés à la France par le traité conclu en 1740. Toutes ces causes réunies avaient ouvert aux produits français les marchés du Levant, pendant que les Anglais, qui avaient confié leur commerce à la compagnie orientale, le voyaient déchoir tous les jours, par la raison que cette grande maison de commerce, cherchant seulement le gain et évitant les dépenses, ne voulait rien sacrifier pour le futur développement du commerce anglais. La cherté exorbitante des produits anglais et leur façon qui ne répondait en aucune manière au goût oriental contribuaient aussi pour leur part à ruiner le commerce de la Grande-Bretagne. Ainsi en 1735, les Français importent à Constantinople 12,000 pièces de tissus, pendant que les Anglais restent, la même année, avec 5,000 pièces non vendues à Aleppo, 4,000 à Constantinople, et 3,000 à Smyrne. Par suite de cette diminution de l'exportation, l'importation des marchandises orientales souffre aussi une notable réduction, de

sorte que, vers la moitié du siècle précédent, le commerce anglais avait presque disparu des échelles du Levant.

Les Anglais, se voyant menacés d'une manière si grave dans leurs intérêts les plus chers, et cela principalement à cause de la conduite hostile de la Porte, qui leur refusait les avantages accordés aux Français par le traité de 1740, se décident à abandonner les Turcs et à chercher d'autres débouchés pour leur commerce oriental. Le chemin par lequel ils pensaient arriver le plus promptement à leur but était la Russie.

Au siècle dernier, la Russie était loin d'opposer aux marchandises étrangères la barrière infranchissable du système prohibitif, qui règle aujourd'hui ses rapports avec les autres pays. Suivant au contraire la politique inaugurée par Pierre le Grand, elle favorisait grandement les étrangers, et les Anglais jouissaient spécialement de ses faveurs. Ceux ci, profitant des bonnes dispositions de la Russie à leur égard, étendirent leur commerce dans ce pays d'une manière considérable. Ainsi ils avaient non seulement des comptoirs et des grandes maisons de commerce dans les ports de la mer Baltique, à Saint-Pétersbourg, Riga, Reval, Narva, mais même au centre de la Russie, à Moscou, Kazan et Astrakan. Encouragés par cette prépondérance commerciale qu'ils exerçaient sur la Russie, il leur vint à l'idée de renouveler leur commerce avec la Perse par la Russie, notamment par la mer Caspienne, et obtinrent de Catherine II un ukase qui leur permettait le commerce

avec la Perse, par cette mer, espérant ainsi gagner dans ce pays là ce qu'ils perdaient en Turquie. Pour le maintien de ces relations amicales, si importantes pour l'Angleterre, il était nécessaire que ses rapports politiques avec la Russie fussent des plus serrés, et ceci nous explique assez le soudain changement dans sa politique que nous avons rapporté plus haut.

Les Russes, avec l'aide des Anglais, battent et anéantissent la flotte turque à Tschesmé, près de l'île de Chios, sur la côte asiatique. Toutes les îles de l'Archipel se soumettent à l'impératrice, et on s'attendait à voir entrer la flotte russe dans les Dardanelles et menacer la capitale même de l'empire ottoman. Pendant que les Russes remportent de si éclatants succès sur un élément qui leur avait été jusqu'alors presque tout à fait étranger, sur terre leurs victoires se suivent l'une après l'autre, quoiqu'elles ne fussent pas gagnées tant par le talent des généraux russes que par l'incapacité des commandants turcs, ce qui amène Frédéric le Grand à comparer cette guerre à une lutte entre les borgnes et les aveugles, dans laquelle les premiers finissent par l'emporter sur les derniers.

Les Russes, après avoir battu les Turcs à Cahoul, prennent Ismaïl et Kilia, puis Bender, Ibraïla et Akerman, et les Tatares du Dniester se soumettent de bon gré à la domination de Catherine.

Les puissances européennes qui n'étaient point engagées dans la lutte, et particulièrement l'Autriche et la Prusse, voyant la Turquie réduite à bout de ses forces,

interviennent pour la conclusion de la paix. La Turquie accepte avec reconnaissance l'intervention de l'Autriche, et promet à celle-ci „que si les Russes sont chassés de la Turquie, il dépendra en tout du bon plaisir de la cour impériale (de Vienne) de mettre sur le trône de Pologne un roi de son choix, ou bien de partager ce pays avec la Porte“ [1]. L'idée du démembrement de ce royaume a son origine dans les malheurs de la Turquie ; mais s'il arriva plus tard à être réalisé, ce ne fut point à l'avantage de la Porte, tel qu'il lui plaisait de l'imaginer dans la proposition que nous venons de rapporter. C'est cette même cause qui amena la cession de la Bukovine, ainsi que nous le verrons plus tard. Mais comme la Russie avait intérêt à ce qu'avant de commencer les négociations elle mit la main sur la Crimée, elle proposa à la Porte des conditions tout à fait inacceptables, telles que : la liberté des Tatares de la Crimée, et l'établissement en Moldavie et en Valachie d'un prince indépendant, qui aurait à sa disposition des troupes et des forteresses. Les Autrichiens, voyant les Turcs réduits à cette extrémité, leur proposent un traité secret par lequel ceux-ci s'engagent à payer à l'Autriche dix millions de piastres „comme dépenses pour préparatifs de guerre,“ dont trois millions payables immédiatement, le reste jusque dans huit mois, la Porte prenant en sus l'obligation d'avancer encore deux ou trois mille bourses „pour la réussite de quelques vues secrè-

1. Hammer, *Histoire de l'empire ottoman*, IV, p. 610.

tes.“ La Porte, „afin de montrer sa reconnaissance pour la conduite généreuse de l’Autriche, lui promet en outre la petite Valachie, si elle réussit soit par le moyen des négociations, soit par la force des armes, à faire abandonner à la Russie toutes les conquêtes faites sur le territoire ottoman, et à lui faire accepter une paix aux mêmes conditions que celle de Belgrade“. [1]

Ce traité provoqua dans l’Europe entière la plus forte indignation. L’Autriche, qui jusqu’alors avait toujours lutté contre la Turquie, s’alliait à elle, abandonnant ainsi la cause de la chrétienté pour venir en aide aux adorateurs de Mahomet. C’était aussi inouï qu’inattendu. Et pourtant il ne faut point croire que ce traité fût l’expression d’un changement dans le système politique de l’Autriche, et que l’empire des Habsbourg, voyant le péril qui l’attendait du côté de la Russie, s’était enfin décidé à prendre le parti des Turcs. Non. Alors, comme à toutes les époques de son histoire, la politique de l’Autriche a été le résultat de l’intérêt momentané. Elle voyait les Turcs dans une position difficile, et, profitant du trouble dans lequel ils se trouvaient, elle mettait la main sur quelques millions, et gagnait en même temps des droits à la reconaissance de la Porte pour des services, il est vrai, tout à fait illusoires, mais dont l’Autriche ne manqua point de tirer le plus grand profit.

Les Russes, se sentant menacés par ce traité secret,

1. Documents de Hourmouzaki, VII, p. 86.

qui arriva à leur connaissance par l'intermédiaire de l'ambassadeur anglais Murray, concluent aussi une alliance avec la Prusse, par laquelle ils lui promettent une portion du territoire de la Pologne, à la condition que Frédéric II leur prêterait secours dans le cas où ils seraient attaqués par l'Autriche. Quoique assurée de cette manière, la Russie fut forcée de céder un peu de ses prétentions vis-à-vis de la Porte. Le premier pas de Catherine dans ce sens fut d'accepter la médiation de l'Autriche pour la conclusion de la paix. Les Turcs ne demandaient plus à cette puissance que de s'efforcer de maintenir leur domination sur les Tatares ainsi que sur les principautés roumaines, renonçant, pour ce service, aux trois millions qu'ils avaient avaneés à l'Autriche, conformément au traité de subsides, qui ne pouvait plus être exécuté, ainsi qu'a toute protection sur la Pologne, qui reste ainsi livrée à la merci de ses spoliateurs.

A la suite de cette entente, un congres se réunit à Fokschany, où la Russie, oubliant ses promesses, repousse l'intervention de l'Autriche et demande, comme condition essentielle de la paix, la liberté des Tatares. Les plénipotentiaires turcs, qui s'étaient préparés, pour mieux résister aux prétentions russes, par la lecture du Nouveau-Testament, repoussent avec énergie cette proposition. Le congrés n'aboutissant à aucun résultat, un autre se réunit à Bucharest, dans lequel la Russie, après bien des négociations, propose son ultimatum aux conditions suivantes : 1° la cession de Kertsch et de Ienikalé comme garantie de l'indépendance des Tatares ;

2° la liberté de navigation pour les vaisseaux de guerre et de commerce dans la mer Noire et l'Archipel ; 3° la restitution aux Tatares des forteresses de la Crimée ; 4° la nomination de Grégoire Ghyka comme prince héréditaire de Valachie, avec l'obligation pour ce pays de payer un tribut tous les deux ans ; 5° la cession de Kinburn à la Russie et la destruction de la forteresse d'Oczakoff ; 6° le droit de protéger les adorateurs de l'église grecque dans l'empire ottoman. La Porte ne pouvant accepter ces conditions, les négociations sont rompues le 22 mars 1773, et la guerre recommence. Le 24 décembre de la même année, le sultan Moustapha IV meurt et Abdul-Hamid le remplace sur le trône. La guerre, qui continue encore six mois, sous le nouveau règne, étant toujours à l'avantage des Russes, la Turquie se décide à conclure la paix n'importe à quelle condition. Les représentants de la Russie attendent le jour du 21 juillet 1774, anniversaire du traité du Pruth, pour effacer par la gloire acquise dans la guerre récente la honte d'autrefois, et c'est ainsi que fut signé le fameux traité de Koutschouk-Kaïnardji, en trente-huit articles, dont les principaux sont les suivants :

Art. III. — Tous les peuples tatares seront reconnus pour nations libres et entièrement indépendantes.

Art. VII. — La sublime Porte permet aux ministres de la cour impériale de Russie de faire dans toutes les occasions des représentations, tant en faveur de

la nouvelle église à Constantinople que pour ceux qui la desservent.

Art. XI. — Liberté de commerce accordée à la Russie dans toutes les mers turques.

Art. XVI. — L'empire de Russie restitue à la sublime Porte toute la Bessarabie avec les villes d'Akerman, Kilia, Ismaïl, et avec les bourgs et villages et tout ce que contient cette province ; comme aussi elle lui restitue la forteresse de Bender. Pareillement l'empire de Russie rend à la sublime Porte les deux principautés de Valachie et de Moldavie avec toutes les forteresses, villes, bourgs, et tout ce qu'elles contiennent et la sublime Porte les reçoit aux conditions suivantes, avec promesse solennelle de les respecter saintement : 1° d'observer à l'égard de tous les habitants de ces principautés, de quelque dignité, rang, état, vocation et condition qu'ils puissent être, sans la moindre exception, l'amnistie absolue et l'éternel oubli stipulés dans le premier article du traité en faveur de tous ceux qui, effectivement, auraient commis quelque crime, ou auraient été soupçonnés d'avoir eu intention de nuire aux intérêts de la sublime Porte, les rétablissant dans leurs premières dignités, rang et possessions, et leur rendant les biens dont ils jouissaient avant la présente guerre ; 2° de n'empêcher aucunément l'exercice libre de la religion chrétienne, et de ne mettre aucun obstacle à la construction de nouvelles églises et à la réparation des anciennes, ainsi que cela a été précédement ; 3° de restituer aux couvents et aux particuliers les

terres et possessions ci-devant à eux appartenantes, qui leur ont été prises contre toute justice, situées aux environs de Brahilow, de Hotin, de Bender, etc., appelées aujourd'hui Raïa ; 4° d'avoir pour les ecclésiastiques l'estime particulière que leur état exige ; 5° d'accorder aux familles qui désireront quitter leur patrie pour s'établir ailleurs, une libre sortie avec tous leurs biens ; et pour que ces familles puissent arranger convenablement leurs affaires, on fixe le terme d'une année pour cette émigration libre de leur patrie, à compter du jour où le présent traité sera échangé ; 6° de ne demander ni exiger aucun paiement pour de vieux comptes, de quelque nature qu'ils puissent être ; 7° de n'exiger de ces peuples aucune contribution ni payement pour tout le temps de la durée de la guerre, et même, à cause les dévastations auxquelles ils ont été exposés, de les tenir quittes de tout impôt, pour deux années, à compter du jour de l'échange du présent traité ; 8° à l'échéance du terme marqué, la Porte promet d'en user avec humanité et générosité dans les impositions qu'elle mettra sur eux en argent, et de les recevoir par la voie de députés qui lui seront envoyés tous les deux ans ; au terme du paiement de ces impôts, ni les pachas, ni les gouverneurs, ni telle autre personne que ce puisse être, ne devra les obérer, ni exiger d'eux d'autres paiements ou impositions sous quelque prétexte ou dénomination que ce soit, mais ils doivent jouir de tous les mêmes avantages dont ils ont joui pendant le règne du feu sultan ; 9° la Porte permet aux princes

de ces deux États d'avoir auprès d'elle chacun un chargé d'affaires, pris entre les chrétiens et la communion grecque, lesquels veilleront aux affaires concernant lesdites principautés, seront traités avec bonté par la Porte, et, nonobstant leur peu d'importance, considérés comme personnes jouissant du droit des gens, c'est-à-dire à l'abri de toute violence ; 10° *la Porte consent aussi que, selon que les circonstances de ces deux principautés pourront l'exiger, les ministres de la cour impériale de Russie résidant auprès d'elle puissent parler en leur faveur, promettant de les écouter avec les égards qui conviennent à des puissances amies et respectées.*"

Art. XVIII, XIX, XX. — Cession de Kinburn, Kertsch, Iénikalé et Azow à la Russie [1].

Ce traité. qui fut en grande partie l'œuvre de la corruption des plénipotentiaires ottomans, donna à la Turquie un coup dont elle ne put plus se relever. Par la liberté des Tatares, les Turcs perdaient leurs plus précieux auxiliaires dans les guerres contre les Russes, d'autant plus que les Tatares. tombant bientôt sous la domination des Russes, étendirent de beaucoup leur territoire, et augmentèrent leur force. Par les ports sur la mer Noire et la liberté du commerce, les Russes pouvaient entretenir une flotte et transporter en peu de temps une armée sous les murs de Constantinople. Le droit d'intervention des Russes en faveur de la nouvelle église bâtie à Constantinople, ainsi que celui de parler

1. *Martens* et *Cussy*. Recueil de traités. Leipzig. 1848. T. I, p. 111.

en faveur des principautés roumaines, mettait les vainqueurs dans un contact plus direct avec les chrétiens de l'empire ottoman, et leur donnait l'occasion de se mêler à chaque instant des affaires intérieures de la Porte. Les Turcs, au premier moment, ne s'inquiétaient pas tant de ces périls plus cachés et plus lointains, mais bien de ceux qui étaient plus visibles, tels que l'indépendance des Tatares et la possession des ports de la mer Noire. Pour écarter cette dernière condition, ils offrent, malgré leur misère financière, trente-cinq millions de piastres, et se donnent toutes les peines imaginables pour amener Frédéric II, roi de Prusse, qui avait acquis une grande influence sur les affaires d'Orient, à insister auprès du cabinet de Saint-Pétersbourg, afin d'adoucir un peu les conditions de la paix.

A la tristesse des plus amères qui régnait à Constantinople, Pétersbourg opposait une joie des plus exubérantes. L'impératrice Catherine était tellement joyeuse, en apprenant la conclusion de la paix, qu'elle ne voulait voir ce jour-là devant elle que des figures contentes. La Russie avait acquis en effet des avantages auxquels elle ne s'attendait même pas, d'autant plus qu'elle était à la veille de ne plus pouvoir continuer la guerre. Voilà pourquoi elle était décidée à les garder à tout prix, et plus les Turcs s'efforçaient de mitiger les conditions de la paix, plus les Russes voulaient les maintenir dans toute leur rigueur.

Dans de pareilles conditions, l'intervention de la Prusse en faveur de la Turquie pouvait difficilement arriver à

un heureux résultat, d'autant plus que la Prusse était à cette époque dans des relations très étroites avec la Russie, par suite du partage de la Pologne (1772). Elle préférait donc les intérêts de son alliée à ceux de la Porte. Le cabinet de Saint-Pétersbourg répond aux doléances de la Porte sur l'iniquité des exigences russes par des arguments sophistiques, soutenant que les stipulations du traité étaient plutôt à l'avantage de la Porte, et demande absolument la ratification du traité, à laquelle la Porte se résigne le 2 février 1775, voyant tous ses efforts restés infructeux.

Pourtant cette ratification elle-même n'aplanit point toutes les difficultés qui surgirent entre la Porte et la Russie au sujet de l'exécution du traité, et ces difficultés devinrent en définitive l'occasion d'une nouvelle guerre, celle de 1787.

IV.

Quelles furent les conséquences de la guerre de 1768 pour les pays roumains?

Par la paix de Kaïnardji, la Russie obtenait le droit de protection sur les pays roumains, le droit de „parler en leur faveur,“ d'aprés les termes mêmes du traité. On ne pouvait savoir alors ce que ce droit allait signifier. Le sens qui allait être attaché à ces paroles restait pour le moment caché dans les replis tortueux de la pensée du cabinet russe. Il est pourtant hors de doute que, si la Russie renonçait à l'idée si prononcée au commencement d'incorporer les principautés à son empire, la cause de cette modération ne saurait être attribuée à une faveur qu'elle voulait accorder à la Porte, quand son plus grand désir était au contraire de la voir réduite à la dernière extrémité ; mais la Russie craignait de mécontenter l'Autriche, qui montra une grande inquiétude lorsqu'elle vit l'empire du Nord occuper les principautés roumaines, et qui conclut même avec la Porte ce fameux traité de subsides, par lequel elle s'engageait à déclarer, au besoin, la guerre à la Russie. Les résultats auxquels ce traité aboutit prouvent suffisamment qu'il n'était nullement sérieux de la part de l'Autriche ; la Russie devait pourtant absolument te-

nir compte d'un pareil acte, et voilà pourquoi elle céda sur ce point. L'Autriche, en effet, ne montra de l'inquiétude que pour les pays roumains, et laissa aux Russes, liberté entière sur tout le reste. Comme ceux-ci trouvaient pour le moment leur plus grand intérêt à devenir maîtres chez eux, chose à laquelle ils ne pouvaient parvenir sans une complète liberté des Tatares et l'acquisition des ports de la mer Noire, l'impératrice Catherine se décida, quoique difficilement, à renoncer à ses plans sur les pays roumains, en échange de l'amitié de l'Autriche [1].

Il est très probable que l'Autriche voulait se réserver la possibilité de mettre elle-même la main sur les pays roumains, but constant de sa politique depuis plusieurs années. Ainsi par le traité de Passarowitz 1718, l'Autriche avait obtenu la petite Valachie, qu'elle restitua ensuite à la Turquie par le traité de Belgrade 1739. Elle engage les Turcs à leur céder la même principauté par le traité de subsides rapporté plus haut. Cette opinion est confirmée par les paroles mystérieuses du baron de Thugut dans une dépêche adressée au prince de Kaunitz, chancelier d'Autriche, dans laquelle l'ambassadeur rapporte : „Qu'étant à Fokschany à l'occasion du congrès russo-turc, deux boyards vinrent le visiter et le prièrent d'insister près de sa cour pour l'indépendance des principautés ; qu'il avait payé ces boyards de belles paroles, *attendu qu'il ne pouvait initier ces messieurs*

1. Thugut à Kaunitz. 5 sept. 1772. Doc. de Hourmouzaki, VII pag. 37.

dans les secrets des intentions de la haute cour impériale sur le sort futur des principautés [1]. " Cette même idée ressort d'une manière plus claire encore d'une autre appréciation de Thugut sur le traité de Kainardji. Après avoir montré que la Turquie était irrévocablement perdue, et ne tarderait point à être remplacée par un empire russo-oriental, il observe que „c'est là la cause pour laquelle les Russes n'avaient point étendu davantage leurs possessions sur le Dniester et le Danube, et qu'à la chute prochaine de l'empire ottoman, les provinces du Nord, telles que la Bosnie, la Serbie, la Moldavie, la Valachie devraient déjà pour cette cause échoir à l'Autriche, attendu qu'elles ne présentaient aucun intérêt pour l'empire russo-oriental". [2]

L'Autriche ayant donc des vues arrêtées sur les principautés, il était très naturel qu'elle ne permît point aux Russes de s'y établir ; car c'était pour elle qu'elle voulait garder cette partie de la succession de l'empire ottoman qui, d'après l'attente générale, ne tarderait plus longtemps à s'ouvrir.

C'est de cette conduite de l'Autriche envers la Porte que découle la conséquence la plus importante de la guerre de 1768 pour les pays roumains, conséquence indirecte, mais qui les blessa plus profondément que les suites immédiates de la guerre, car elle conduisit à la perte d'une portion considérable de leur territoire, au dé-

1. Thugut à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII, 93.

2. Thugut à Kaunitz dans Zinkeisein, *Geschichte der osm. Reiches*, V. p 84.

membrement de la Moldavie. Ce précédent fatal, étant bientôt après mis en pratique par la protectrice même des pays roumains, réduisit l'étendue de l'un de ces pays de plus de moitié, lui ravit la meilleure partie de son territoire, et lui montra avec horreur l'abîme où il pouvait disparaître un jour entièrement. Nous voulons parler du rapt de la Bukovine qui arriva l'année suivante de la paix de Kaïnardji, 1775.

Si l'Autriche pouvait sans beaucoup de peine empêcher la Russie de s'approprier les principautés, il ne lui était point aussi facile de se substituer à la Russie, s'attendant de la part de celle-ci à la même opposition qu'elle lui faisait de son côté. Aussi voyons-nous l'Autriche montrer la crainte que la renonciation de la Russie à la possession des pays roumains ne fût seulement nominale, car „quoiqu'elle ne contredise point d'une manière publique la promesse donnée à la cour impériale, elle pourrait bien s'assurer pour toujours la soumission et le dévouement des princes de la Moldavie et de la Valachie, ainsi que celui de ses habitants par des clauses favorables insérées dans ses traités avec la Turquie" [1], d'autant plus que l'Autriche voyait qu'on lui cachait soigneusement le texte du traité. L'Autriche craignait donc que par ce traité il ne fût stipulé que les principautés restassent „seulement comme Raguse sous la protection de la Porte, jouissant en outre d'une complète indépendance ; qu'elles n'y fussent e-

1. Thugut à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 97.

xemptées du tribut et autres corvées envers l'empire ottoman, quand alors ces pays très fertiles provoqueraient une émigration très forte de la population des pays autrichiens ; que l'élection du prince ne fût accordée au pays" [1] et autres choses semblables

L'Autriche s'attendait donc de la part des Russes à une influence prépondérante sur les Roumains, lesquels, quoiqu'ils ne fussent point soumis à leur domination directe, n'en seraient pas moins des sujets très fidéles de la Russie, accompliraient tous les vœux du czar, de sorte que les principautés subiraient, au lieu de la suzeraineté de la Porte, celle beaucoup plus effective de la Russie. C'était là le point de vue dominant de la politique autrichienne vis-à-vis de la Russie.

Les rapports de l'Autriche avec la Turquie étaient tout à fait différents, et par suite aussi sa politique. La Porte avait montré tant de faiblesse dans la conclusion de la paix de Kaïnardji, que l'Autriche était pleinement convaincue qu'avec un peu d'audace on pourrait en obtenir bien des choses. Il avait suffi à l'Autriche de faire espérer seulement à la Porte une intervention dans sa guerre avec la Russie, sans lui donner la moindre garantie de la sincérité de ses promesses pour amener la Porte à lui compter immédiatement plusieurs millions. La Turquie avait tout bonnement perdu la tête, et l'Autriche, prévoyant la ruine imminente de l'empire ottoman, pensait qu'il serait sage de prendre

1. Kaunitz à Thugut. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 104.

quelque chose à l'avance, procédant comme les créanciers d'un négociant qui est à la veille de suspendre ses paiements. Une instruction du ministre Kaunitz adressée au baron de Thugut prouve surabondamment que c'était là le principe dirigeant de la politique autrichienne vis-à-vis de la Porte : „L'état présent de l'empire ottoman est tout à fait différent de ce qu'il était autrefois. Les plans et les prévisions humaines trompent si souvent qu'il est difficile sinon impossible, de prédire la manière dont les événements s'accompliront. Toutefois un œil politique peut prévoir en toute probabilité que, si la Russie, comme on ne saurait en douter, s'entend à profiter des avantages gagnés par le dernier traité, pendant que la Turquie persiste dans son apathie et son inactivité, à cause de la corruption de sa constitution fondamentale, l'Europe orientale doit nécessairement subir tôt ou tard une révolution capitale. Cette seule perspective est plus que suffisante *pour nous tenir en garde contre toutes sortes de traités ou liaisons générales avec la Porte qui auraient en vue le temps à venir sans apporter un avantage immédiat*, car l'avenir peut cacher des changements tout à fait imprévus, qui nécessiteraient des mesures tout autres que celles qu'on aurait prises.“ [1]

. Deux considérations poussèrent donc l'Autriche à mettre la main au moins sur une partie du territoire de la Turquie (Moldavie) : d'un côté, la crainte que la Russie n'acquît une trop grande influence dans les prin-

1. Kaunitz à Thugut. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 118

cipautés ; de l'autre, une politique de rapt et de spoliation vis-à-vis de la Porte.

L'Autriche avait un motif d'autant plus puissant à craindre l'influence de la Russie dans les principautés et principalement en Moldavie, que le trône de cette province avait été occupé par Grégoire Ghyka, nommé prince par la Porte sur les instances de la Russie et et de la Prusse (Octobre 1774). Ce prince s'était montré très favorable aux Russes dès son premier règne en Valachie, lors de l'entrée de ceux-ci dans ce pays, en l'année 1768. Il fut en conséquence fort bien traité par les Russes, emmené à Pétersbourg où ceux-ci voulurent l'employer à négocier la paix avec les Turcs, lui firent cadeau d'une forte somme d'argent et d'une précieuse tabatière en brillants, et reçurent son fils dans le corps des cadets, ainsi que nous l'avons rapporté plus haut.

Le prince Ghyka avait été au contraire toujours mal vu par la cour de Vienne, et les causes de cette disgrâce nous sont données par Thugut dans une de ses dépêches : „La nomination de Ghyka dans une principauté voisine des pays de la très haute cour ne peut correspondre à ses intérêts par plusieurs raisons : premièrement parce que, du temps de son règne précédent, le commandant impérial et royal des frontières n'eut point à se louer de sa conduite ; ensuite parce que l'appui actuel de la Russie et de la Prusse, qui l'ont conduit au trône, est dû uniquement à son entente coupable avec la Russie au commencement de la guerre et aux services qu'il a rendus, en qualité de drogman de la

Porte, dans les pourparlers avec l'émissaire prussien Rexin, à l'avantage de celui-ci et au grand détriment de la cour impériale.“ [1]

Et justement ce prince était appelé par les Russes au trône de Moldavie. La Porte accède à sa nomination par égard pour la Prusse et d'autre part l'Autriche ne pouvait se montrer ouvertement hostile à son égard, parce qu'elle ne voulait pas l'avoir pour ennemi, s'il arrivait quand même à être nommé prince, malgré son opposition Elle avait besoin, maintenant plus que jamais, des bons offices du prince moldave, quand il s'agissait d'arracher au pays qu'il allait gouverner un morceau si important de territoire. Voilà pourquoi l'ambassadeur d'Autriche, aprés avoir vainement cherché à combattre sous main la nomination de Ghyka, fait semblant lui-même d'insister pour son installation, et se montre très bienveillant pour la famille de Ghyka et surtout pour son beau-père Iacovaki Rizo, qui se montrait disposé à servir les intérêts de l'Autrice, et que Thugut désirait maintenir dans les mêmes dispositions.

Il est bien évident que la Russie était, au commencement, un objet de crainte pour l'Autriche. Aussi cette dernière puissance évite-t-elle d'entreprendre les négociations pour la cession de la Bukovine, tant que le feld-maréchal Romanzov était encore en Moldavie : „Si nous n'avons pas mis la main sur le district en question du temps de la guerre, écrit Kaunitz à Thugut, la cause en est que la Russie avait occupé par les armes

1. Kaunitz à Thugut. Doc. Heurmouzaki, VII, p. 118.

et jure belli la Moldavie et la Valachie, et qu'il aurait fallu entrer avec cette puissance dans des négociations formelles ; qu'ensuite notre cour ne voulait à aucun prix, pour des raisons qui vous sont suffisamment connues, avoir l'air de prendre part aux actes d'hostilité contre la Porte, et qu'elle ne voulait non plus mêler ce district dans le partage de la Pologne et dans les discussions avec le roi de Prusse au sujet de l'équivalent des lots de partage" [1]. Mais la difficulté seule des négociations aurait difficilement retenu l'Autriche, si elle n'avait pas craint que les Turcs, se voyant ainsi dépouillés par elle, sans aucun motif, ne se jetassent dans les bras de leurs ci-devant ennemis, leur cédant sur tous les points principaux du traité, et demandant leur intervention contre l'Autriche. Voilà pourquoi Thugut se presse de conseiller au cabinet de Vienne de „prendre toutes les mesures nécessaires afin de rendre cette affaire le moins voyante possible, et de ne point faire apparaître cette occupation comme la suite d'une entente trop étroite avec la Russie, et par conséquent comme une rupture réelle et générale avec la Porte, par laquelle on faciliterait à Muhzun Oglou (grand vizir) la réalisation de ses intentions dangereuses près du nouveau sultan, et jetterait le tout dans les bras de la Russie par une paix trop précipitée." [2]

Mais cela ne suffisait point. Il fallait leurrer encore la Porte par des promesses habiles concernant la

1. Kaunitz à Thugut. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 106.
2. Thugut à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 101.

future intercession de l'Autriche dans ses démêlés avec la Russie, et lui démontrer qu'elle devrait sacrifier sans regrets ce coin de terre en échange d'une amitié si précieuse. On devait rappeler à la mémoire de la Porte les promesses du feu sultan faites par le traité de subsides relatif à la petite Valachie, tout comme si l'Autriche avait déjà accompli pour sa part les obligations qu'elle s'était imposées. Pour convaincre davantage la Porte de la sincérité de ses intentions, l'Autriche conseille aux Turcs de se fortifier du côté de la mer, d'où les plus grands périls pouvaient les menacer ; mais ces conseils sont donnés dans le plus grand secret, par crainte que si la Russie venait à les connaître, elle ne s'opposât, par esprit de vengeance, à la réalisation des plans autrichiens.

D'autre part enfin, l'Autriche s'efforçait d'attirer les Russes de son côté, leur montrant que, par la prise de la Bukovine, elle exercerait sur la Porte une pression en tout point favorable aux intérêts russes, et que celle-ci serait plus tôt réduite à conclure avec la Russie une paix conforme à ses vœux.

C'est ainsi que l'Autriche mêlait les fils compliqués de sa politique, que même la diplomatie de ce temps-là, très large en fait de morale, ne craignait point de qualifier d' „artificieuse, pleine de duplicité et d'avidité.“ [1]

La Russie garda dans tout le cours de cette affaire une neutralité qui ne saurait être expliquée autrement

1. Zinkeisen, *Geschichte der osm. Reiches in Europa*, VI, pag 107 et 113.

que par ses relations avec l'Autriche issues du partage de la Pologne. Pour pouvoir toutefois contrecarrer au moins en partie cette ambition démesurée de l'Autriche qui, d'après l'opinion de la Russie, „désirait gouverner l'Europe d'une manière despotique par des résolutions prises dans son cabinet," celle-ci cherche à exciter la Porte contre l'Autriche, lui montrant (d'accord avec la Prusse) „que l'Europe entière était étonnée de voir comment la Turquie, qui n'avait presque rien perdu dans une guerre aussi acharnée avec la Russie, souffrait que l'Autriche lui arrachât en temps de paix une portion si considérable de territoire." Mais la Russie se borna à ces intrigues cachées, et ne voulut en aucune manière prendre part ouvertement à cette affaire. La Russie, ainsi que la Prusse, étaient d'avis que cette circonstance ne méritait point que l'on se jetât dans une guerre, mais que si les Turcs voulaient chasser les Autrichiens de la Bukovine, ils ne trouveraient rien à redire. Le divan même de la Moldavie demande, d'accord avec son prince, l'intervention de la Russie contre ce démembrement ; mais il en reçoit la réponse que „*depuis la restitution de ce pays à la Porte, elle n'avait plus aucun droit de se mêler de ses affaires.*" [1]

Qu'était devenue la protection russe ? Quel usage faisait-elle de son droit d'intervention en faveur des principautés ? Si jamais celles-ci avaient eu besoin de l'intervention de quelqu'un, c'était bien alors. Mais la Russie

1. Zinkeisen, *Geschichte*, VI, p. 111. — Comp. Kaunitz à Thugut. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 140.

tournait le dos à la Moldavie quand celle-ci étendait vers elle ses mains suppliantes. Pourquoi ? Parce que le droit d'intervention de la Russie n'avait point été stipulé dans l'intérêt des pays roumains, mais bien dans celui de cette puissance qui allait en faire usage lorsque cela lui conviendrait, et lorsqu'une pareille intervention pourrait lui apporter un avantage quelconque. Maintenant au contraire la Russie restait indifférente, n'ayant à attendre ni perte ni gain. Tant il est vrai qu'en politique toute autre considération que celle de l'intérêt paraît déplacée, et qu'une nation qui mêle le sentiment à la politique montre qu'elle est encore loin d'être mûre pour la vie publique.

Parmi les autres puissances, seules l'Angleterre et la France pouvaient jouer un rôle plus important dans l'affaire de la Bukovine ; mais elles en furent empêchées pour différents motifs. L'Angleterre avait perdu toute influence sur le divan par la concours donné à la Russie, de sorte que sa voix n'était nullement écoutée. La France, par son traité de 1758 avec l'Autriche, que la Porte considérait comme dirigé contre ses intérêts, avait aussi perdu les sympathies de la Porte, de sorte que les puissances qui déterminèrent le résultat final de cet événement furent comme toujours les arbitres naturels de l'Orient : l'Autriche, la Russie, et jusqu'à un certain point la Prusse.

V.

Les prétextes que l'Autriche inventa pour mettre la main sur la Bukovine furent les suivants.

Premièrement elle prétendait que de tout temps il avait existé avec la Turquie des malentendus au sujet de la délimitation des frontières ; que la Turquie avait constamment refusé d'envoyer des commissaires qui, d'accord avec l'Autriche, missent une fin à cet état de choses ; que dans les derniers temps, l'Autriche étant forcée d'établir un cordon sanitaire, à cause de la peste qui avait éclaté en Turquie, elle avait été forcée de comprendre dans ce cordon le territoire en litige pour ne point paraître renoncer à ses prétentions, en le laissant en dehors. Secondément, l'Autriche soutenait que par le partage de la Pologne elle était entrée en possession de la Pocutie. Celle-ci aurait cependant possédé, dans les anciens temps, d'une manière indubitable, la Bukovine, et par conséquent l'Autriche, représentant les droits de la Pocutie, pouvait les revendiquer, la Porte n'ayant occupé ce district qu'abusivement.

Outre ces deux motifs qui constituent en quelque sorte les droits de l'Autriche sur la Bukovine, elle en invoquait encore d'autres qui sont purement utilitaires et dont nous ne saurions tenir compte, car ceux-ci ne

peuvent jamais constituer un titre, et à l'aide de pareils arguments on pourrait toujours déposséder quelqu'un de ses droits les plus sacrés. Parmi ceux-ci elle indiquait la nécessité de mettre un frein à l'émigration des états autrichiens et celle d'avoir une route commode entre la Galicie et la Transylvanie.

Quant au premier point, il faut remarquer qu'en effet l'Autriche avait plusieurs fois protesté contre l'usurpation des frontières par les habitants des principautés [1]; mais ce fait s'était produit sur les frontières de la Transylvanie et on comprend difficilement comment l'Autriche venait mêler une question de rectification de frontières à ses prétendus droits sur la Pocutie. On bien la Pocutie avait possédé la Bukovine et avait sur elle des droits ab antiquo, et alors il devenait inutile d'invoquer en outre une usurpation de frontières; ou bien ces droits lui faisaient défaut et alors ils ne pouvaient être remplacés par une prétendue usurpation. L'Autriche invoquant deux titres, dont l'un excluait l'autre, montrait bien par là qu'aucun n'était sérieux. C'est ce que remarquait déjà Frédéric II. Il observe „que les querelles pour la fixation des frontières qui dérivaient justement de la paix de Belgrade sont continuellement mêlées aux droits que donnait sur la Bukovine la possession de la Pocutie; qu'en tous cas ces droits eux-mêmes ne sauraient être qu'une conséquence de ceux que la cour de Vienne a acquis relativement à *cette partie de la Pocutie*, qui lui a été cédée par le traité

1. Voyez les documents de Hourmouzaki, VII, p. 30, 32, 47, 77

de Saint-Pétersbourg sur le partage de la Pologne.“ [1] Par suite, si même l'Autriche voulait invoquer les droits de la Pocutie, elle ne pouvait le faire pour le tout, mais seulement pour la partie qu'elle avait prise en possession.

Nous ne connaissons point de documents que l'Autriche aurait pu invoquer pour soutenir les anciens droits de la Pocutie sur la Bukovine, car ces documents n'ont jamais vu le jour, malgré l'intérêt si prononcé de l'Autriche à les faire publier. Nous savons au contraire que la Pocutie elle-même avait été dans les anciens temps un sujet de querelles entre les princes moldaves et les rois de Pologne, mais que jamais la Pocutie ni la Pologne n'a possédé cette partie de la Moldavie que l'on appelle la Bukovine. En effet c'est dans cette province même que se trouvait l'ancienne capitale de la Moldavie, Soutschava, Radaoutz, résidence d'un évêché fondé par Alexandre le Bon, le couvent de Poutna, lieu de sépulture des princes de Moldavie, et il est hors de doute que de pareils endroits n'auraient pu se trouver dans une partie du pays, dont la possession aurait été disputée par les étrangers.

Mais nous avons indiqué plus haut le véritable motif qui poussait l'Autriche à occuper la Bukovine, celui de profiter aussi des dépouilles de la Turquie. et comme ce motif n'était point avouable, on lui préférait n'importe quel autre.

1. Lettre de Frédéric II au comte de Solms, du 7 Ianvier 1775, Zinkeisen, *Geschichte der osm. Reiches in Europa* VI, p. 110

En vertu de ces soi-disant droits, l'Autriche, sans attendre le résultat des négociations, met de prime abord la main sur la Bukovine, étant convaincue „qu'une prise de possesion immédiate serait bien plus facile à garder que d'obtenir une cession de la part des Turcs et que, par conséquent, il serait à souhaiter de prendre possession de ce morceau de territoire à la première occasion, sans s'inquiéter davantage." [1]

En même temps l'Autriche, pour intimider la Porte, concentre des troupes dans la petite Valachie, montrant par ces préparatifs qu'elle était résolue de conserver à tout prix le district occupé. et profite aussi de l'ignorance géographique de la Porte pour lui faire accroire que la portion de territoire dont il s'agissait était d'une étendue tout a fait insignifiante et qu'elle ne méritait en aucune façon l'importance qu'on y attachait, eu égard surtout à l'amitié de l'Autriche.

Les Moldaves, voyant le péril qui menaçait leur pays, envoient à la Porte, par l'entremise de leur prince Grégoire Ghyka, une plainte rédigée par le divan du pays, dans laquelle les boyards exposent que : „les procédés de l'Autriche ne s'accordent nullement avec les protestations d'amitié qu'elle fait si souvent parvenir à la Porte ; que le district occupé par l'Autriche est une telle portion de la Moldavie qu'il surpasse tout le reste de ce pays en fertilité et valeur intrinsèque ; que les habitants demandent le secours effectif de la Porte contre une perte tellement douloureuse". Mais, pour le

1. Thugut à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 101.

malheur du pays, cette plainte ne se borne point à cette exposition. Vers la fin, tout comme si elle n'avait point été écoutée, elle prend le ton de la menace, par les paroles: „que si le sultan, contre toute attente, ne donnait point l'attention méritée au principal intérêt d'une province soumise à sa domination, les Moldaves se trouveraient placés dans une grande incertitude sur les moyens qu'ils devraient employer pour sauver leur pays; s'il leur fallait recourir eux-mêmes à la force, ou si réduits à la dernière extrémité, ils devraient chercher leur salut dans la protection d'une puissance étrangère." [1]

Cet acte, que les boyards avaient rédigé, de concert avec Ghyka, dans le camp du maréchal Romanzov, prouve par son contenu l'influence russe sous la quelle il prit naissance. Il cherche en effet à effrayer les Turcs par le spectre de la protection russe sans observer que par une pareille menace, on compromettait la cause de la Bukovine plus qu'on ne la défendait. Mais la Russie qui avait intérêt à effrayer les Turcs, afin de les pousser à l'exécution du traité de Kaïnardji, que les Turcs s'efforçaient d'éluder de toutes les manières, ne prit en aucune considération l'intérêt de la Moldavie et s'occupant seulement du sien, compromit aux yeux des Turcs le pays et son prince. Le baron de Thugut apprécie au point de vue autrichien ce document de la manière suivante: „A cause de la mauvaie rédaction de la plainte, la juste sensibilité de la Porte pour *la conduite éhontée de Ghyka* a éloigné tout à fait l'attention de la Porte

1. Thugut à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 112.

de l'objet même du litige et a provoqué le Reis-Effendi à s'exprimer avec la dernière amertume par rapport à la témérité de la menace que les Moldaves pourraient s'adresser à une protection étrangère“ [1].

L'Autriche gagnait par là un point important : la Moldavie et son prince, défenseur naturel du pays, perdaient sans retour la confiance de la Porte et Thugut ne laissa point passer l'occasion sans dénigrer Ghyka de toutes ses forces auprès de la Porte, accentuant principalement ses liaisons avec la Russie, qu'il voulait surtout prouver par la circonstance que les papiers de Ghyka étaient toujours apportés à Constantinople par des courriers russes. Ceci démontrait suffisamment, selon Thugut, sa coupable entente avec la Russie, car il ne pouvait ignorer l'habitude des Russes d'ouvrir les lettres.

Ce n'était pourtant point la première fois que la fortune favorisait une cause injuste, et les Autrichiens, dignes émules des Russes dans le talent de mettre à profit les événements, puisèrent dans ces circonstances un puissant encouragement pour donner suite à leurs intentions et dépouiller, sans aucun scrupule, un état petit, faible et privé de tout défenseur. Leurs efforts furent couronnés par le plus éclatant succès, preuve qu'en politique le droit n'est qu'un nom, et que celui qui l'invoque tombera presque toujours victime de sa bonne foi, pendant que le succès se mettra éternellement du côté de la force et de celui qui en dispose. Et cela

1. Thugut à Kaunitz Doc. Hourmouzaki. VII, p. 112.

malheur du pays, cette plainte ne se borne point à cette exposition. Vers la fin, tout comme si elle n'avait point été écoutée, elle prend le ton de la menace, par les paroles: „que si le sultan, contre toute attente, ne donnait point l'attention méritée au principal intérêt d'une province soumise à sa domination, les Moldaves se trouveraient placés dans une grande incertitude sur les moyens qu'ils devraient employer pour sauver leur pays; s'il leur fallait recourir eux-mêmes à la force, ou si réduits à la dernière extrémité, ils devraient chercher leur salut dans la protection d'une puissance étrangère.“ [1]

Cet acte, que les boyards avaient rédigé, de concert avec Ghyka, dans le camp du maréchal Romanzov, prouve par son contenu l'influence russe sous la quelle il prit naissance. Il cherche en effet à effrayer les Turcs par le spectre de la protection russe sans observer que par une pareille menace, on compromettait la cause de la Bukovine plus qu'on ne la défendait. Mais la Russie qui avait intérêt à effrayer les Turcs, afin de les pousser à l'exécution du traité de Kaïnardji, que les Turcs s'efforçaient d'éluder de toutes les manières, ne prit en aucune considération l'intérêt de la Moldavie et s'occupant seulement du sien, compromit aux yeux des Turcs le pays et son prince. Le baron de Thugut apprécie au point de vue autrichien ce document de la manière suivante: „A cause de la mauvaie rédaction de la plainte, la juste sensibilité de la Porte pour *la conduite éhontée de Ghyka* a éloigné tout à fait l'attention de la Porte

1. Thugut à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 112.

de l'objet même du litige et a provoqué le Reis-Effendi à s'exprimer avec la dernière amertume par rapport à la témérité de la menace que les Moldaves pourraient s'adresser à une protection étrangère"[1].

L'Autriche gagnait par là un point important : la Moldavie et son prince, défenseur naturel du pays, perdaient sans retour la confiance de la Porte et Thugut ne laissa point passer l'occasion sans dénigrer Ghyka de toutes ses forces auprès de la Porte, accentuant principalement ses liaisons avec la Russie, qu'il voulait surtout prouver par la circonstance que les papiers de Ghyka étaient toujours apportés à Constantinople par des courriers russes. Ceci démontrait suffisamment, selon Thugut, sa coupable entente avec la Russie, car il ne pouvait ignorer l'habitude des Russes d'ouvrir les lettres.

Ce n'était pourtant point la première fois que la fortune favorisait une cause injuste, et les Autrichiens, dignes émules des Russes dans le talent de mettre à profit les événements, puisèrent dans ces circonstances un puissant encouragement pour donner suite à leurs intentions et dépouiller, sans aucun scrupule, un état petit, faible et privé de tout défenseur. Leurs efforts furent couronnés par le plus éclatant succès, preuve qu'en politique le droit n'est qu'un nom, et que celui qui l'invoque tombera presque toujours victime de sa bonne foi, pendant que le succès se mettra éternellement du côté de la force et de celui qui en dispose. Et cela

1. Thugut à Kaunitz Doc. Hourmouzaki, VII, p. 112.

paraît être dans la nature des choses ; le droit en effet ne peut être appliqué entre les hommes que par une force supérieure ; entre les peuples, cette force faisant défaut, elle doit être remplacée par une autre, qui ne peut être que la force brutale de chacun d'eux. Les peuples donc seraient aussi soumis à la loi fatale de la lutte pour l'existence en vertu de laquelle les forts seuls ont le droit de vivre pendant que les petits peuvent tout au plus aspirer à servir de pâture aux puissants de la terre.

Mais revenons à l'histoire.

Ghyka était persécuté surtout par son ennemi le plus acharné, Alexandre Ipsilanty, prince de Valachie. Celui-ci, arrivé au trône par les instances de la cour de Vienne, qui désirait toujours avoir dans les principautés des princes soumis à ses volontés, informait sans relâche le ministre autrichien de toutes les démarches de Ghyka et mettait l'internonce dans la possibilité de les combattre d'une manière efficace. Ainsi, c'est le prince de Valachie qui fait connaître au baron de Thugut le contenu de la plainte adressée par les boyards à la Porte. C'est encore lui qui l'informe que Ghyka avait rédigé ce document dans le camp des Russes. La correspondance entre Thugut et Ipsilanty était tellement fréquente et importante que l'ambassadeur demande à son ministre une clef chiffrée, afin de pouvoir comuniquer avec le prince en toute sécurité.

Ayant à lutter, d'une part contre les intrigues si savamment combinées du cabinet de Vienne, de l'autre contre la corruption employée par le même cabinet,

comme un digne pendant de ses perfides machinations, il eût été difficile, même pour l'homme le plus ferme et le plus constant, de sauver la cause qu'il défendait. Ghyka pouvait le faire d'autant moins, que nous le voyons dans tout le cours de cette affaire louvoyer entre l'Autriche et la Russie, sans une politique constante, s'efforçant de sauver sa position par tous les moyens imaginables. Ainsi, pendant que sous main il travaille avec la Russie pour combattre les plans de l'Autriche, il courtise ouvertement l'ambassadeur de cette puissance, s'efforçant de la convaincre „que craiguant de laisser arriver à la Porte les rapports des boyards moldaves par une autre voie, il ne pouvait s'empêcher de les faire parvenir au gouvernement turc ; mais qu'il avait chargé son beau-père, Iacovaki Rizo, de lui faire connaître en secret toutes ses démarches, afin qu'il puisse prendre à temps les mesures nécessaires.“ [1] Dans une lettre adresée à Thugut, il lui dit : „que malgré toutes les démarches que les circonstances l'ont forcé de faire, toutefois dans son âme il a toujours en l'inclination la plus pure pour le très haut service de Sa Majesté, et il a fait tout son possible pour aider la réussite de l'entreprise.“ [2] La missive qu'il envoie à l'internonce le 25 mai 1778 est encore plus explicite : „Je ne puis qu'apprendre avec plaisir la conclusion de l'arrangement amical entre les deux empires, relativement aux frontières du côte de cette principauté ; j'espère que la sa-

1. Thugut à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII. p. 122.
2. Thugut à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 195.

tisfaction que j'ai éprouvée en cette occasion ne vous soit (sic) pas inconnue, et quoique ce ne peut être qu'une perte bien considérable pour la Moldavie, je puis vous assurer, Monsieur, que j'ai fait ce qui a pu dépendre de moi, en contribuant de la manière qui m'a été possible à l'accomplissement de cette (*sic*) ouvrage, ainsi que vous serez amplement imformé par la bouche de M. Iacovaki Rizo, mon beau-père, et que je saisirai de même toutes les occasions de pouvoir témoigner la part que je prends pour le bien des intérêts de Leurs Majestés impériales et royales, bien assuré que Leur Magnanimité ne laissera pas de faire sentir au pays, aussi bien qu'à moi, le dédommagement de cette perte par les effets généreux et les marques de leur bienveillance." [1]

Il faut observer que Ghyka tâchait de s'attirer d'autant pe les faveurs de l'Autriche qu'il voyait celle-ci gagner du terrain et ses menées avec la Russie n'aboutir a aucun résultat. Il craignait, non sans raison, que si l'Autriche réussissait à se faire céder par la Porte un morceau si considérable de territoire, il lui serait bien plus facile d'obtenir la destitution de son prince. Ainsi c'est toujours Thugut qui rapporte que „Ghyka lui même, depuis qu'il a reconnu l'insuffisance de l'assistance russe, paraît s'être convaincu de la nécessité de chercher à se rendre digne à l'avenir de la très haute bienveillance." [2]

Ghyka avait, en effet, été trompé par les Russes.

1. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 170. (Le texte original est français.)
2. Thugut à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 213.

Ceux-ci avaient voulu l'employer seulement comme leur instrument. Ainsi, ils cherchèrent à obtenir par l'entremise de Ghyka la démolition de la forteresse de Hotin, que le prince de Moldavie a la naïveté de demander à Thugut. Mais l'internonce sentant très bien dans une pareille demande une intrigue russe, tendant soit à obtenir quelque chose en même temps que l'Autriche, soit à gâter les affaires de celle-ci, se garde bien de transmettre à la Porte une pareille proposition.

Le rôle joué par le prince de Moldavie était tout aussi triste qu'humiliant. Aveugle instrument dans les mains des Russes, il servit leurs intérêts en croyant sauvegarder les siens et s'opposa à l'Autriche dans l'affaire de la Bukovine. La Russie, en effet, ne pouvait procéder directement contre l'Autriche, à cause de la communauté coupable d'intérêts qui avait son origine dans le partage de la Pologne ; mais, d'autre part, elle ne pouvait voir sans inquiétude l'Autriche s'étendre en Moldavie. La cour de Saint-Pétersbourg avait donc besoin d'un paravent à l'abri du quel elle pût travailler sans être aperçue ; ce paravent fut Ghyka.

D'après tout ce que nous avons rapporté jusqu'ici et en prenant surtout en considération le double jeu de Ghyka par rapport à l'Autriche, on pourrait difficilement soutenir que ce prince dans sa lutte contre cette puissance ait été inspiré par l'amour du pays. Lorsqu'un pareil sentiment existe, il ne saurait faire des concessions, mais il persiste au contraire avec force du commencement à la fin, comme toute chose qui provient du

cœur. Ghyka n'était poussé à la résistance que par un calcul qui devait, selon lui, laisser intacte sa position. Il devait donc flotter entre la Russie et l'Autriche, selon que l'une ou l'autre de ces deux alliances lui offrait plus de chances de réussite.

Pour donner, autant qu'il est possible, notre opinion sur Ghyka, nous croyons que ce prince s'intéressait à la Bukovine comme étant une portion du pays qu'il gouvernait et dont il désirait garder la possession intacte. Comme il avait été dans de bonnes relations avec les Russes, il implora à cette occasion leur protection. Ceux-ci profitèrent de la circonstance pour chercher à réaliser par l'intermédiaire de Ghyka quelques-unes de leurs vues, intriguant en même temps de concert avec ce prince contre la cession de la Bukovine, cession qui ne leur convenait en aucune manière. Ghyka, voyant que les Russes n'osaient le soutenir ouvertement, tourne ses regards vers l'Autriche, auprès de laquelle il avait toujours cherché à conserver un refuge en cas de malheur, afin de garder la principauté même démembrée, et ne pas s'exposer à la perdre tout à fait. Dans toute cette conduite de Ghyka, nous ne pouvons voir que l'intérêt et des motifs égoïstes et nullement cette impulsion intérieure puissante et irrésistible qui pousse toujours en avant, souvent même à la ruine et à la mort, et qui est le patriotisme.

Toutefois, nous ne saurions cacher que le dossier de Ghyka n'est point encore fermé. Pour pouvoir nous prononcer en pleine sécurité sur son caractère et sur les

motifs qui le poussaient à résister à la prise de la Bukovine, il faudrait pouvoir pénétrer dans les secrets des archives russes qui nous dévoileraient cette partie de la question, comme les machinations de l'Autriche ont été mises à découvert par la publication des documents autrichiens, faite par un patriote roumain contre les intentions et le gré de i'Autriche.[1]

L'Autriche, voyant la Moldavie si faiblement défendue, n'ommet aucun moyen pour déterminer la Porte à la cession de la Bukovine. En premier lieu. elle invoquait sa sincère amitié, prouvée jusqu'à l'évidence par sa complète neutralité dans la guerre qui venait de finir ; ensuite elle montrait que si jusque-là elle n'avait point rempli l'engagement pris par elle dans le traité de subsides de déclarer la guerre à la Russie, elle en avait été empêchée uniquement par le manque d'une route commode pour la marche de ses troupes, qui lui serait acquise par la cession de la Bukovine;[2] enfin, elle des-

1. Eudoxe de Hourmouzaki, étant fort bien vu à la cour de Vienne, obtint la permission d'extraire des archives impériales des documents relatifs à l'histoire des Roumains. Il en profita pour copier presque tout ce qui s'y trouvait, même dans les archives secrètes, et légua à sa mort ces documents à l'état roumain qui chargea une commission de leur publication. Celle-ci se fait maintenant par la maison Soccec et C[ie] à Bucharest, dans une magnifique édition en sept volumes. Les documents sont reproduits dans les textes originaux: latin, allemand, français, italien et grec.

2. Comme cela peut paraître incroyable, même pour des Turcs, nous rapportons les paroles textuellement: „Wen wir uns in de Moldau recht festsetzen, a lsdann erst der uns wæhrend dem letzt

servait la Moldavie aux yeux de la Porte, en disant que ce pays, qui ne payait aucun tribut au sultan, prendrait toujours le parti des Russes, ses corréligionnaires, principalement depuis que la Russie en avait pris la protection, et ne serait pour la Porte d'aucune utilité, ne pouvant contribuer qu'à augmenter ses dangers. L'amitié de l'Autriche au contraire pourrait seule assurer la réalisation de ses espérances et l'éloignement des périls.

Pendant ces pourparlers avec la Porte, les Autrichiens entraient toujours plus profondément dans le corps de la Moldavie et étendaient les limites de leur occupation de sorte que quelques troupes autrichiennes étaient arrivées jusqu'à Roman et Botouschany. Cette avidité insatiable de la cour de Vienne provoque l'internonce même à des conseils de modération. Il observe qu'ayant déjà remis sur cette affaire à la Porte un mémoire accompagné d'une carte, il se compromettrait lui et sa cause en demandant maintenant davantage : il dit dans une dépêche du 4 mars 1775 : „Je crois qu'en tant que l'avancement des troupes ne serait qu'un moyen de pression contre la Porte, il aurait le meilleur effet pour la conduite des négociations ; mais s'il me fallait insister pour la cession des parties occupées dans les derniers temps, je trouve de mon devoir à vous communiquer que la cession du district Bukovinien d'après ses premières limites étant dejà entourée de tant

Krieg ermangelte Weg offen stehe, uns mit ergiebigem Nachdruck für die Pforte zu verwenden." Kaunitz à Thugut. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 145.

de difficultés, je ne puis avoir aucun espoir de parvenir à déterminer la Porte à de nouveaux sacrifices et une pareille exigence pourrait facilement entrainer la perte de tout ce que nous avons obtenu.“

La cour de Vienne, se voyant forcée à limiter son usurpation à la portion de territoire désignée par la carte de Thugut, envoie à celui-ci, le 21 février 1775, les pouvoirs nécessaires pour traiter formellement avec la Porte, étant persuadée par les dépêches de son ambassadeur que le dénouement de la question lui serait favorable. La Porte ayant accédé en principe à la cession de la Bukovine le 4 mai 1775, l'acte définitif est arrêté et signé trois jours aprés. Il comprend quatre articles.

Par le premier, la Turquie céde pour toujours à l'Autriche les terres situées d'une part entre le Dniester, les confins de la Pocutie, de la Hongrie et de la Transylvanie, de l'autre par la limite commençant aux frontières de la Transylvanie, au ruisseau nommé Teschna Imputzita, et passant par les villages Kandreni, Stoulpikani, Capoul Codrouloui, Soutschava, Siret et Tschernaoutzi, jusqu'au territoire de Hotin, pour lui donner une preuve indubitable d'amitié, d'affection et de bon voisinage. Dans le second article il est stipulé que l'Autriche ne pourra bâtir des forteresses dans le district cédé. Le troisième s'occupe d'une rectification de la frontière de Transylvanie. Enfin, dans le quatrième il est stipulé que la ville d'Orschova, qui avait aussi été reclamée par l'Autriche, restera toujours en possession de la Turquie.

Par cette convention le crime était consommé et il est difficile de dire lequel des deux auteurs est le plus coupable, de l'Autriche qui avait insisté ou de la Porte qui avait cédé. Pourtant si nous prenons en considération la position respective des parties, l'état désespéré de la Turquie, à la suite d'une guerre qui avait brisé ses forces, la politique profondément astucieuse de l'Autriche qui mettait son amitié comme prix de la cession de la Bukovine, dans un moment où la Turquie avait si grandement besoin de secours, si enfin nous considérons que le provocateur est toujours plus coupable que celui qui exécute, nous n'hésiterons pas à jetter la plus grande part de responsabilité sur le compte de l'Autriche. Au fond du tableau, jouant un rôle plutôt passif, se tenait la Russie, contemplant d'un œil impassible le démembrement de la Moldavie, lorsqu'un seul mot prononcé par elle eût suffi pour l'empêcher, et ce mot, il était de son devoir de le prononcer, depuis qu'elle avait pris sur elle la défense des pays ronmains contre les empiètements des Turcs. Mais le mot devoir est étranger au vocabulaire de la politique en général et de celle moscovite en particulier.

Il fallait maintenant faire passer, la convention arrêtée sur le papier, dans la réalité des choses ; tracer sur la terre les limites fixées par les mots, ce qui n'étaient point trop facile, surtout à cause des insistances de Ghyka (poussé par les boyards ou par les Russes, nous ne saurions le dire) à être nommé commisaire turc dans l'affaire de la délimitation. L'Autriche fit tous les efforts

imaginables pour empêcher cette intervention de Ghyka, „craignant que le prince moldave ne devînt l'arbitre exclusif de l'affaire.“ [1]

L'Autriche, voulant agir par la corruption et arracher ainsi à la Moldavie un morceau bien plus grand de territoire que celui cédé en réalité par les Turcs, insiste beaucoup près de la Porte pour qu'elle n'envoie qu'un seul commissaire, *pour pouvoir l'acheter à meilleur marché.* Thugut, étant informé qu'un certain Tahir-Aga allait être nommé commissaire, lui fait un cadeau de 1,000 ducats pour le disposer en faveur de l'Autriche, et tâche de le prémunir contre toutes les intrigues de Ghyka, Mais cela ne suffisait point. Le pacha de Hotin avait été chargé de surveiller toute l'affaire et comme celui-ci se montrait plus rebelle, le trésor autrichien met à sa disposition la somme assez considérable de 30,000 florins. [2] Le Reis Effendi est acheté par un couteau garni de brilants portant une montre, qui avait été travaillé à Vienne et à Paris, et, il faut remarquer, comme un détail très curieux, le conseil de Thugut de choisir de bonnes pierres, car le Reis Effendi se connaissait en pierres précieuses. Thugut craignait donc que les brillants ne fussent faux ! [3] En même temps pour s'assurer de Iacovaki Rizo et le déterminer à persister dans sa trahison, en montrant à Thugut tous les papiers qui viendraient de Moldavie,

1. Thugut à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 124.
2. Kaunitz à Thugut Doc. Hourmouzaki, VII, p. 198.
3. Thugut â Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 181.—Pour les cadeaux donnés à des inférieurs, comparez p. 180.

Thugut demande et obtient pour cet homme un pot-de-vin de 1,000 ducats. Enfin, pour éloigner de Tahir-Aga toute apparence d'être favorable à l'Autriche, Thugut fait semblant d'être tout à fait mécontent de sa nomination, non moins que de sa conduite dans l'affaire bukovinienne, protestant continuellement auprès de la Porte contre ses actes et entretenant ainsi cette dernière dans l'erreur si profitable à l'Autriche, que Tahir-Aga était un honnête défenseur des intérêts de son pays. [1]

Ghyka, d'autre part, poussé par les Russes, s'oppose de toutes ses forces à la rapacité de l'Autriche. Ainsi nous le voyons protester auprès du pacha de Hotin contre Tahir-Aga comme ne devant pas respecter, dans ses travaux de délimitation, la convention arrêtée ; il informe la Porte que plusieurs officiers autrichiens étaient venus au-devant de Tahir-Aga chargés de présents pour le corrompre, et se donne en général toutes les peines possibles pour combattre sous main les plans de l'Autriche de concert avec la Russie et la Prusse. Il profite surtout des difficultés fort sérieuses qui prenent naissance entre les comissaires turcs et autrichiens au sujet de la délimitation du côté de Hotin. Voyant pourtant tous ses efforts infructueux, il veut au moins sauver des mains des ravisseurs la ville de Soutschava, ancienne capitale du pays ; mais ses peines furent inutiles, et ainsi s'accomplit cette délimitation malheureuse, par laquelle la Moldavie perdit encore nne vingtaine de villages, en deçà de la ligne fixée par la convention.

1. Thugut à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki. VII, p. 206.

VI.

Nous avons montré quel fut le sort de la Moldavie. Voyons maintenant quel fut celui de son prince.

Ghyka était déja compromis aux yeux des Turcs parce qu'il devait sa nomination au trône de Moldavie aux instances des Russes. Les intrigues de Thugut contribuèrent aussi pour une large part à ce résultat, d'autant plus que Ghyka s'aidait des Russes et des Prussiens pour combattre les plans autrichiens. Ainsi nous l'avons vu plus haut envoyer três souvent ses papiers à Constantinople par des courriers russes. La plupart des intrigues de Zegelin, ambassadeur prussien prês de la Porte, avaient lieu sous l'influence de Ghyka, et les Turcs ne pouvaient voir sans inquiétude cette liaison intime entre leur vassal et leurs plus mortels ennemis. Voilà pourquoi Thugut craignait tant l'arrivée du prince Repnin, ambassadeur russe extraordinaire à Constantinople, lequel, devant passer par Jassy, allait s'entendre avec Ghyka au sujet de la Bukovine et créer ainsi de nouveaux obstacles dans la marche de cette affaire. Le sieur de Gaffron, ambassadeur de Prusse. allait prendre son chemin, toujours par Jassy, pour se rendre à son poste, et ce contact du prince de Moldavie avec les ad-

versaires de l'Autriche ne pouvait en aucune façon convenir à cette puissance. L'affaire de la Bukovine dans laquelle Ghyka, défendant son pays et sa position, avait été forcé de faire cause commune avec les ennemis de la Porte, le discrédita tout à fait aux yeux de celle-ci, qui voyait en lui un agent du czar. Elle s'attendait à ce que Ghyka abandonnât la cause de son suzerain pour embrasser celle de son protecteur. Ceux qui savaient le peu de valeur que les Turcs attachent à la vie humaine, pouvaient dès lors prédire une fin tragique au prince de Moldavie.

Les Turcs cherchèrent donc à se défaire de Ghyka à tout prix, car il ne leur suffisait pas de le destituer. Eloigné du trône, il aurait pu se réfugier chez les Russes et devenir ainsi une cause perpétuelle de troubles pour la Turquie. Il devait donc être mis à mort et remplacé par un prince fidèle, qui aidât les Turcs à rétablir leur influence en Moldavie.

Ceux-ci s'étaient habitués dès longtemps à se jouer du sort et de la vie des princes roumains. Trop heureux celui auquel le sultan faisait sentir sa disgrâce par le chiffon noir appliqué sur l'épaule (signe de la destitution) et dont il ne se faisait pas apporter la tête Constantinople. Et cela très souvent pour les causes les plus futiles. Hésiterait-il à le faire quand il s'agissait de briser un instrument dans les mains de l'ennemi le plus acharné de l'empire ottoman ?

Les prétextes pour le meurtre de Ghyka furent bientôt trouvés. La Porte, ayant ordonné aux princes rou-

mains d'envoyer immédiatement à Galatz et Ibraïla une certaine quantité de blé, dont la Porte voulait s'approvisionner, dans l'attente d'une nouvelle guerre avec la Russie, Ghyka se permit d'observer que le pays ayant souffert de grands dégâts à cause des sauterelles et des inondations, il lui était de toute impossibilité de satisfaire à cette demande. En même temps il insistait près de la Porte pour être exempté de l'obligation de livrer une nouvelle quantité de bois de construction dont les Turcs avaient besoin à Isaccea, celui qui avait déjà été fourni ayant été perdu par suite du naufrage des quatorze navires qui le portaient. La Porte, que le traité de Kaïnardji privait du tribut des pays roumains pendant deux ans, irritée par le refus de Ghyka, lui répond qu'elle n'accédera jamais à ses demandes et que le refus d'obtempérer à ses ordres entraînerait pour lui les plus terribles conséquences ; elle lui enjoint en même temps d'acheter du pain en Pologne si le pays en manquait.

Il paraît que Ghyka se refusa néanmoins à exécuter ces ordres, car parmi les incriminations dont il fut l'objet figurait aussi son refus d'acheter du blé en Pologne, sous prétexte qu'il en avait été empêché par les Russes, Les autres chefs d'accusation étaient qu'il entretenait des correspondances secrètes avec la Russie et qu'il avait amassé par ses exactions une immense fortune, dans l'intention de se sauver en pays étranger. Toutefois ces accusations devaient servir à justifier seulement sa destitution. Pour justifier sa mort on avait

contre lui un grief bien autrement grave. On prétendait „quil s'était exprimé vis-à-vis de l'envoyé de la Porte, d'une manière tellement inconvenante qu'il avait dû être puni pour son manque de respect.“ [1]

Il fut frappé par des assassins et non par la justice.

Au commencement du mois d'octobre 1777, un envoyé turc. Kara Highiorsades Ahmed-Bey, vint au pied-à-terre habituel des Turcs à Jassy, sur la place du Beilic, et pour attirer le prince chez lui il fit semblant d'être indisposé. Il l'invita en conséquence à passer chez lui, pour lui communiquer des ordres très importants. Ghyka, qui ne s'attendait nullement à un piége, se rendit le soir chez l'envoyé de la Porte. Il y trouva plusieurs janissaires qui, aussitôt qu'il fut entré, se jetèrent sur lui et le percèrent de leurs yatagans.

C'est par trahison que la Moldavie avait perdu la plus belle partie de son territoire ; c'est encore par trahison que tombait son prince. l'un sous le couteau de la Turquie, l'autre sous celui de l'Autriche, moyen digne de la politique de ces deux empires, dont l'un était aussi imprévoyant que l'autre était rapace.

Quel fut le rôle de l'Autriche dans le meurte de Ghyka ?

Il est hors de doute que Thugut, qui s'était donné toutes les peines imaginables pour mener à bonne fin le grand œuvre de sa vie. voyant Ghyka combattre ses plans avec tant de tenacité, était porté contre lui à une haine des plus implacables. Dans toutes ses dépêches il

1. Documents de Hourmouzaki, VII, p. 310.

se plaint de la conduite du prince moldave, le traitant de „Grec sans foi ni loi“ et ses actes d' „intrigues envenimées.“ Il est tout aussi incontestable que l'internonce aurait sacrifié sans la moindre hésitation le prince Moldave à sa vengeance s'il avait été en son pouvoir de le faire, et on a même des preuves suffisantes que telle était son întention dans un cas extrême : „Quoique Ghyka mérite, sans aucun doute, plutôt la plus sévère punition que le moindre signe de bienveillance de la part de Leurs Majestés, je ne puis pourtant assez vous répéter mon opinion qu'il serait utile que les commissaires impériaux chargés de la délimitation l'entretiennent avec des paroles douces et des promesses qui n'engageraient à rien, pour ne pas irriter davantage son mauvais vouloir dans l'affaire de la délimitation. Selon les circonstances on pourrait employer contre lui un ton plus prononcé et des menaces plus sérieuses, d'autant plus facilement qu'il ne dépendrait que du bon plaisir de la très haute cour de punir même *personnellement et par des voies de fait* ce Grec perfide et dépourvu de foi, sans entrer à cause de cela dans de grandes difficultés avec la Porte.“ [1]

Mais Thugut ne garda point le poste d'ambassadeur à Constantinople jusqu'à la mort de Ghyka ; il paraît avoir quitté la capitale de l'empire ottoman peu de temps après avoir terminé l'affaire de la Bukovine (juil-

1. Thugut à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 185. Comparez p. 176.

let-août 1776). Il fut remplacé par Emmanuel Tassara qui était loin de nourrir contre Ghyka les mêmes motifs de haine. Au contraire, apprenant le meurtre de Ghyka, il qualifie cet acte d' „aussi odieux que violent et contraire aux traités.“ [1] La correspondance entière de ce temps prouve d'une manière indubitable que la cour de Vienne était tout à fait étrangère au meurtre du prince. Dans tous ces documents il ne se trouve pas même allusion à cet événement, et Kaunitz en parle à Tassara comme d'nne affaire qui n'intéresse nnlement l'Autriche. En effet si l'Autriche avait voulu tuer Ghyka, elle l'aurait fait alors que son intérêt était en jeu, quand celui-ci luttait contre elle pour conserver la Bukovine.

Telles furent les péripéties de cet événement si malheureux pour la Moldavie. La Bukovine fut perdue à cause de Ghyka, qui étant dévoué aux Russes, poussa la Porte à ajouter foi plutôt aux insinuations de l'Autriche et à ses protestations d'amitié, qu'à la voix de la vérité qui sortait d'une bouche suspecte. Ghyka périt à cause de la Bukovine, car, voulant sauver l'intégrité du territoire sur lequel il était appelé à régner, il se rapprocha toujours davantage des Russes ; par là il devint de plus en plus odieux aux Turcs qui le sacrifièrent à leurs craintes. Ainsi quoique Grégoire Ghyka n'ait point péri de la même main qui mutila la

1. Tassara à Kaunitz. Doc. Hourmouzaki, VII, p. 306.

Moldavie, la perte de la *clef de ce pays* [1] est étroitement liée dans le souvenir du peuple roumain au sang de Ghyka, et tous les efforts ne parviendront point à détruire ce que la légende a consacré, ce qui est devenu une croyance populaire.

---

1. Kaunitz. à Thugut Doc. Hourmouzaki, VII, 12 3.

IV. GUERRE DE 1787. PAIX DE JASSY 1792.

I

La guerre de 1787 ne fut que la suite de celle de 1764. La paix de Koutschouk-Kaïnardji, que les Turcs n' avaient signé qu'à leur corps défendant, ne fut jamais sincèrement exécutée par eux, pendant que les Russes, l'interprétant d'une manière favorable à leurs interêts, voulaient en faire un moyen d'exploitation éternelle de la Porte à leur profit. Ces deux tendances contraires ne pouvant jamais s'accorder, il en dut résulter une guerre qui fit de nouveau couler abondamment le sang entre les deux empires.

Le principal obstacle, qui s'opposait à l'établissement d'une entente entre les Russes et les Turcs, était la position des Tatares. La Turquie par la paix de 1774 avait donné aux Tatares pleine et entière liberté politique ; mais ils avaient gardé sur eux l'autorité religieuse, et maintenant ils s'accrochaient à cette réserve pour y rattacher l'exercice de plusieurs droits politiques. La Russie de son côté n'avait stipulé l'indépendance des Tatares que dans l'intention de les soumettre à sa domination, et pour réaliser ses projets elle commence à s'ingérer d'abord sous main, plus tard même ouverte-

ment, dans leurs affaires intérieures. Ainsi elle fait élire, par le parti qui lui était dévoué, Shahin Gheraï come Khan de cette nation, pendant que le parti turc élève au trône Devlet Gheraï. La Russie insiste alors auprès de la Porte pour la reconnaissance de son protégé, ce à quoi celle-ci ne veut jamais consentir, prétendant que son élection n'était point l'expression du libre arbitre des Tatares.

Vers la fin de l'année 1777, peu de temps après la prise de la Bukovine par l'Autriche, les différents entre les deux empires étaient tellement prononcés qu'une guerre était sur le point même d'éclater entre eux. L'Autriche, pour pouvoir „pêcher en eau trouble," comme disait Fréderik le Grand, poussait d'une part les Turcs à la guerre, de l'autre leur promettait que dans le cas où les Russes seraient victorieux, elle interviendrait en leur faveur. Comme récompense pour un service si important et si propre à sauver l'empire ottoman de sa ruine totale, la Porte promettait à l'Autriche de la dédomager avec ce que celle-ci trouverait convenable ; ainsi de lui céder non seulement l'Olténie, (petite Valachie) mais encore la Serbie, la Bosnie et la Dalmatie. [1]

Contre cette tendance de l'Autriche s'oppose d'abord la France, ensuite la Prusse, qui craignait une trop grande extension de la puissance des Habsbourgs. La Prusse propose comme palliatif une garantié collective

1. *Zinkeisen.* Geschichte des osm. Reiches in Europa VI p. 153.

des possession européenes du Sultan, voulant par ce moyen servir en même temps les interêts russes ; car la Turquie céderait plus facilement aux prétentions de leurs ennemis, en échange pour un avantage si considérable.

Dans cet intervalle les malentendus relatifs aux Tatares augmentaient au lieu de diminuer. Une révolte éclatant en Crimée contre le protégé des Russes, Shahin Gheraï, ceux-ci envoient une armée qui étouffe le mouvement et procèdent ensuite à l'occupation de Pérékop, cherchant à justifier cette démarche par le fait que les Turcs auraient aussi une armée à Taman et se mêleraient continuellement des affaires tatares, en soutenant Devlet Gheraï. Les Turcs remettent alors aux Russes un ultimatum, dans lequel ils leur demandent qu'ils abandonnent Shahin Gheraï, qu'ils retirent leur troupes de la Crimée et laissent la nation tatare libre de procéder à l'élection d'un nouveau Khan. Pour donner plus de poid à leurs demandes, ils envoient une flotte dans la Mer Noire. Par malheur pour la Turquie, une peste terrible éclate sur sa flotte et l'équipage en est bientôt réduit au tiers de son effectif. Le parti de la paix commençant à regagner du poids, la Turquie sous l'influence de ce changement de dispositions, signe le 4 Mars 1779 la convention explicative d'Aïnali-Kawak avec la Russie. Par cette convention la Porte reconnait Shahin Gheraï comme Khan des Tatares et lui donne la bénédiction religieuse ; elle permet aux Russes la navigation sur la Mer Noire dans des vaiseaux du même

tonnage que ceux des nations les plus favorisées, et à l'égard des principautés roumaines, on stipule que le tribut qu'elles auraient à payer tous les deux ans à la Porte, soit imposé avec „modération et humanité et que l'on n'exige rien autre chose; que les pays roumains aient à Constantinople un chargé d'affaire de la religiou gréco-orientale qui soit sous la protection du droit des gens et traité avec le respect nécessaire.“ De son côté la Russie „s'engage de n'employer le *droit d'intercession* en faveur des principautés qu'uniquement pour la conservation inviolable des conditions spécifiées dans cet article.“ [1]

Par la rédaction habile de cette clause les droits de la Russie qui semblaient limités, gagnèrent en étendue, car ce n'est par sans intention que le droit de *parler en faveur* des principautés fut remplacé par un *droit d'intercession.*

L'impératrice Ecathérine avait commencé a vieillir, et pendant que dans d'autres directions l'imagination est plus productive dans la jeunesse, il parait qu'en politique, elle étend ses ailes d'autant plus que l'on avance en âge. L'impératrice avait conçu le projet de chasser tout à fait les Turcs de l'Europe et de fonder à Constantinople le siège d'un nouvel empire gréco-oriental sous un de ses neveux, qu'elle fit expressément, pour cette cause, baptiser du nom de Constantin (1779). Pour élever le jeune prince ou fit venir de

1. Convention explicative art. VII, dans Martens et Cussy, Recueil de traités I p. 162.

l'Archipel six nourrices grecques, afin d'introduire ainsi dans le sang du petit empereur l'élément sur lequel il allait régner; on lui donne ensuite pour compagnons de ses jeux des enfants de Grecs et on croyait remarquer dans le jeunne prince une prédisposition innée pour la langue de ce peuple. Une médaille est frappée en son honneur, sur laquelle la foudre était représentée tombant sur une moschée, avec la légende: „propugnatrix fidei“, et autres enfantillages du même genre.

Ces enfantillages pourtant peuvent avoir des suites très importantes, lorsqu'ils prennent naissance dans l'esprit des empereurs, car ils peuvent donner suite à des faits qui influent sur la destinée des peuples, et cela surtout quand l'empereur est le Czar absolu de toutes les Russies. Pour arriver à son but la Russie cherche à s'approcher de l'Autriche, le seul état qui pouvait avoir un interêt plus direct à l'anéantissement de l'empire ottoman. L'impératrice Ecathérine se rencontre avec Ioseph II à Mohilew pour s'entendre en personne sur les mesûres à prendre en pareille circonstance. La Prusse s'inquiétant d'une alliance entre les deux cours impériales et craignant que celle ci ne fut dirigée aussi contre ses interêts, pousse la Porte à s'opposer aux prétentions de l'Autriche relatives à Orschova et au commerce oriental. Pendant ce temps l'impératrice Ecathérine rassemble des troupes nombreuses aux confins de l'empire ottoman; mais quoique ces troupes fussent destinées à réaliser le plan idéal de rétablir l'empire byzantin, elles trouvèrent un emploi bien plus pratique dans le dé-

nouement des complications de la Crimée, et notamment *en coupant le noeud gordien, c'est-à-dire en mettant* les Tatares sous la domination russe.

Le manque de scrupules de la politique moscovite se montre au grand jour en cette circonstance. Pour acquérir le droit d'entrer en Crimée avec une armée, la Russie provoque elle-même une révolte contre son propre protégé, Shahin Gheraï et à la suite de ces troubles, occupe militairement la Crimée, pour rétablir le Khan renversé. Elle exige en même temps de la Porte qu'elle ne reconnaisse point le prince nouvellement élu, Behadir Gheraï, comme condition absolue du maintient de la paix. Ensuite les deux cours impériales envoient à la Porte une note identique, dans laquelle elles lui demandent de reconnaître sans aucune condition Shahin Gheraï et de régler les rapports des principautés roumaines d'après la paix de Kaïnardji, eu égard surtout à la fixation définitive du tribut. La Porte suivant les conseils de la France se soumet aux conditions imposées par la Russie, mettant celle ci dans un grand embarras, par cette conduite modérée, qui ne lui donnait aucun prétexte pour déclarer la guerre aux Turcs et conquérir la Crimée. L'impératrice Ecathérine et l'empereur Ioseph II avaient pour cette fois décidé le partage de l'empire ottoman et avaient même déterminé d'avance les parties qui leur reviendraient de ses dépouilles. Or, pour réaliser ce partage il fallait nécésairement déclarer la guerre à la Porte.

Le plan du partage était le suivant : La Russie pren-

drait la Crimée, l'Autriche la Bosnie et la Serbie ; le reste des pays ottomans constitueraient le nouvel empire d'Orient. pendant que la Moldavie et la Valachie, qu'aucune des deux cours ne vòulait céder à l'autre, allaient garder une sorte d'indépendance, sous le prince Potemkin. [1]

La Russie voyant la Porte tellement conciliante se décide à frapper un grand coup en incorporant la Crimée. Pour justifier cette démarche si grave, le cabinet de St. Pétersbourg envoie aux cours européenes une note dans laquelle il expose les motif qui l'ont poussé à l'annexion de la Crimée. Ceux-ci étaient que la Turquie entretenait continuellement des intrigues dans ce pays par son pascha du Couban, qu'elle avait fait couper la tête à un envoyé de Shahin Gheraï à Taman, qui s'y était rendu à la fin de mettre un terme à la révolte qui y avait eclaté. Comme ces désordres avaient couté à la Russie „non seulement le sang de ses sujets mais encore une dépense de presque 12 milions de roubles," l'impératrice se voyait forcée, pour mettre un terme à un pareil état de choses, de prendre une mesure décisive mais nécésaire, l'incorporation de la Crimee, du Couban et de Taman à son empire, et cela d'autant plus que Shahin Gheraï lui même avait pris la décision d'abdiquer entre les mains de l'impératrice." [2]

La France seule, entre tous les états européens, pro-

1. *Zinkeisen.* l. c. VI p. 351.

2. *Zinkeisen.* l. c. VI p. 389. L'antithèse „non seulement le sang de ses sujets mais encore une dépense de 12 milions de roubles," est caractéristique. La Russie considérait donc l'argent comme plus précieux que le sang de ses enfants.

teste contre cette augmentation de la puissance russe au détriment de la Porte, et l'interêt qu'elle avait à le faire était la protection du commerce important qu'elle entretenait avec les pays soumis à la domination de la Porte et qui se chiffrait en 1782 à 48 millions de livres pour monter en 1785 à 70 millions. La France, pour donner plus de poids à son opposition, cherche à attirer la Prusse de son côté. ce qui ne lui réussit guère ; elle s'adresse alors à la Sardaigne et à l'Angleterre. Cette dernière dont le commerce avec la Turquie ne s'était point encore relevé de la décadence dans laquelle nous l'avons vu tomber pendant la guerre précédente, continue à suivre la politique adoptée en 1768 et envoie sans cesse des officiers anglais qui enseignent aux Russes l'art de la navigation. Ainsi au mois d'Août 1786 36 marins anglais arrivent à Pétersbourg et une autre centaine était attendue dans le plus bref délai. L'Angleterre, dont le commerce avec la Russie était dans toute sa floraison, occupant par année jusqu'à 2000 vaisseaux, pendant que celui de la France avec la Russie était presque nul, loin d'accéder aux demandes de la France, promet au contraire à la Russie son secours effectif contre la Porte, aussitôt qu'elle aurait refait ses forces affaiblies par la guerre d'Amérique. Toutefois l'opposition de la France, soutenue aussi par une mission militaire qu'elle envoie en Turquie, a au moins cet effet, qu'elle force Ecathérine à se contenter pour le moment de la Crimée et à remettre pour une autre fois l'expulsion des Turcs de l'Europe.

L'Autriche, voyant que la Russie avait seule à tirer profit des intrigues ourdies contre la Porte, pousse sans relâche à la guerre, afin de pouvoir aussi gagner quelque chose. Comme l'occupation des principautés était le seul dédommagement que la Russie put offrir à l'Autriche, moyen qui lui déplaisait souverainement, elle tache d'apaiser l'Autriche par la promesse solennelle qu'à la guerre prochaine il lui serait tenu compte de sa modération. La Russie craignait en effet d'accorder à l'Autriche, ne fussent que les droits que la Turquie avait eu jusqu'alors sur les principautés ; car qui pouvait garantir que l'Autriche ne ferait point avec les pays roumains ce qu'elle même avait fait avec la Crimée, et alors l'Autriche empêcherait la Russie de communiquer avec le nouvel empire gréco-oriental. [1]

La Turquie, qui était hors d'état de déclarer la guerre, reconnait l'occupation de la Crimée par le traité du 4 Ianvier 1784.

C'est ainsi que la Russie parvint à soumettre les Tatares, faisant par là un pas décisif dans la soumission de l'Orient, et ce triomphe de leur politique n'était du qu'au système suivi par eux d'être audacieux jusqu'à la témérité vis-à-vis de la faiblesse des Turcs. Jamais les principes de Macchiavelli n'avaient été suivis avec plus de religion : „Un prince sage ne peut ni ne doit respecter la parole donnée, quand celle ci serait à son désavantage et lorsque les motifs en vue desquels elle

1. Deux dépêches de Frédérik le Grand de 1781, dans *Zinkeisen*. l. c. VI p. 444.

a été engagée ont disparu, d'autant plus qu'il ne sera jamais en peine de trouver des prétextes plausibles pour se justifier de manquer à sa parole." [1] Les Russes engageaient sans cesse leur honneur vis-à-vis de la Porte par des traites et des conventions ; mais aussitôt que les conditions ne leur convenaient plus ils s'empressaient de les enfreindre, sans pourtant jamais manquer de se récrier contre la mauvaise foi de la Porte, qui foulerait selont eux continuellement aux pieds les plus saints engagements.

Si le projet du rétablissement de l'empire grec était ajourné, il était loin d'être tout à fait abandonné. C'était toujours en vue de sa mise en pratique que la Russie travaillait les provinces turques par ses émissaires, des jésuites, qui s'efforçaient de les soulever contre la domination ottomane. Ces intrigues de la Russie sont soutenues par tout un système de corruption des dignitaires turcs, afin de leur fermer les yeux sur les menées des Russes, ce qui amène Fréderik le Grand à dire „que les Turcs étaient en état de vendre leurs pères, leurs mères et même leur grand prophète." En même temps pour presser davantage sur la Turquie, la Russie encourage l'Autriche dans ses prétentions contre la Porte qui consistaient en plusieurs avantages commerciaux, la cession d'Orschova et une rectification des frontières de la Bosnie dans le sens de celles de la Bukovine. Elle déclare aussi à la Porte que „si celle-ci ne donnait point une réponse satisfaisante aux demandes de l'empereur, elle se versait forcée de considérer les

1. Marchiavelli. Le prince. Cap. XVII.

interêts de son allié comme les siens propres, quel que soit son regret de troubler l'harmonie qui subsisterait entre elle et la Porte." [1] Mais la Russie elle-même ne cesse point d'empiéter sur les droits de la Porte. Ainsi elle prend sous sa protection tous les habitants mécontents des principautés et, chose plus grave encore, elle se mêle dans les querelles qui prennent naissance entre les Perses et les peuples du Caucase. Les Turcs qui avaient encore sous leur autorité ces nations, voyant se renouveller les intrigues qui avaient rendu les Russes maitres de la grande nation des Tatares, ne pouvaient en aucun cas rester indifferénts à ce démembrement successif des provinces de leur empire, qui allaient, au fur et à mesure, augmenter l'étendue et la puissance de leurs rivaux.

Un musulman fanatique Imam Mansur soulève les peuples des Caucase contre la domination des Russes, étant soutenu dans son entreprise en secret par les Turcs. Ceux ci même déclarent frauchement à l'ambassadeur français qu'ils viendront en aide à ces peuples non seulement avec de l'argent mais même avec des armées, attendu qu'ils ont le plus grand interêt à ce que personne ne les soumette. La Russie demande à la Porte le punition du Pascha qui prêtait main forte aux peuples du Caucase, menaçant de répresailles en cas de refus. Celle ci objecte que les Russes n'ont aucun droit de se mêler des affaires de leurs sujets, que si l'impératrice prétend que ces peuples ont reconnu sa suprématie, elle

1. *Zinkeisen.* l. c. VI, p. 501.

ne pouvait ignorer, qu'ils ne pouvaient changer de maitre sans son consentement.

Les Turcs, poussés à bout par les Russes, commettent aussi à leur égard plusieurs actes d'inimitié. Ainsi il menacent de mort tous ceux qui se mêleraient de politi- et appliquent même cette peine à un certain Petraki, qui avait pris part à l'élection d'un prince roumain, détruisant aussi une église construite par celui-ci à Constantinople.

Les griefs que les Turcs invoquaient contre les Russes étaient que: „les consuls de cette puissance dans les principautés excitaient sans cesse les habitants à la révolte; que les négociants turcs étaient traités fort mal en Russie, étant soumis à un droit de douane de 25%, pendant que les Russes ne payaient en Turquie que 3%; que les Russes avaient donné refuge au prince de Moldavie Maurocordato et refusaient de le livrer à son suzerain; enfin qu'ils avaient occupé par leurs troupes des pays qui ne leur appartenaient point, entre autres la Géorgie."

La Russie répondait de son mieux à ces incriminations et prétendait relativement à la Géorgie, que le prince Héraclius, s'étant mis sous sa protection, personne, si ce n'est elle, n'avait le droit de s'occuper des affaires de ce pays.

Les Turcs, voyant la Russie décidée à ne céder à aucun prix sur ce point capital, se déterminent à essayer de nouveau le sort des armes et la guerre à la Russie est declarée dans un grand divan tenu la 17 août 1787.

II.

La Turquie allait de nouveau mesurer ses forces avec ses deux rivaux séculaires, la Russie et l'Autriche, et les conditions dans lesquelles elle engageait la lutte n'étaient pas pour elle des plus favorables ; mais elle ne pouvait faire autrement. Formellement, c'était toujours la Turquie qui déclarait la guerre. En réalité pourtant c'était la Russie et l'Autriche qui avaient provoqué la lutte ; car ces deux puissances s'étaient habituées à demander continuellement quelque chose aux Turcs, et ceux-ci avaient tant donné qu'ils ne pouvaient plus rien accorder sans entamer la moëlle même de leur empire. Ils avaient donné à l'Autriche la Bukovine et maintenant elle leur demandait l'Olténie et une partie de la Bosnie ; ils avaient donné aux Russes la Crimée et ceux-ci voulaient avoir le Caucaze. A la guerre sourde et cachée dont les Russes minaient les Turcs, ceux-ci leur opposaient le combat honnête et franc. Le sort des armes fut encore défavorable aux Turcs ; mais le droit reste de leur côté, et quoique le monde réel donne bien souvent gain de cause à l'astuce, l'hypocrisie et l'ambition insatiable, le monde idéal, réprésenté par le jugement de l'histoire réprobera toujours de pareils actes, les qualifiant du nom qu'ils méritent. Et s'il est vrai que l'histoire se rapporte à la politique

comme le passé au présent, il n'est pas moins avéré que pendant que la politique n'adore que le succès, l'histoire connait encore un Dieu supérieur, qui est au moins le droit sinon la morale.

Comme la Turquie était mieux préparée pour la lutte que la Russie et que celle-ci craignait de procéder seule contre son ennemie, l'impératrice Ecathérine cherche par tous les moyens à déterminer l'Autriche à prendre aussi part à la guerre, lui promettant comme récompense d'étendre son empire en Bosnie jusqu'à l'Unne et en Valachie jusqu'à l'Olte. L'empereur qui trouvait bien plus commode de tirer profit de la guerre sans sortir l'épée du fourreau, suit envers la Turquie la même politique de rapt et de spoliation, que du temps de la prise de la Bukovine, et cherche à mettre par surprise la main sur Belgrade, pendant que l'internonce protestait à Constantinopole des intentions sincères de sa cour à l'égard la Porte. Voyant pourtant que ce coup de main n'avait point réussi, il se décide en 1788 à donner suite à son alliance avec la Russie et déclare aux Turcs la guerre, cherchant à la motiver par le fait que la Porte n'avait point pris en considération les justes exigences de la Russie et avait repoussé les offres de médiation de la part de l'Autriche pour le rétablisement de la paix ; il ajoutait que l'amitié et l'alliance qui l'unissait à la Russie le forçait à remplir ses engagements et à prendre une part active à la guerre. La Porte opposait avec raison que depuis cinquante ans que la paix existait entre elle et l'Autriche, elle n'avait jamais fourni à celle

ci un motif de plainte ; que même à différentes occasions elle avait donné à la cour impériale des preuves indubitables d'amitié, comme par la cession de la Bukovine, la protection des vaissaux autrichiens contre les déprédations des Barbaresques, la liberté du comerce sur la Mer Noire, l'admission de consuls dans les principautés et autres concessions du même genre. Mais tous ses efforts furent inutiles.

Comme la Turquie ne pouvait être dépouillée par surprise, il fallait recourir à la violence. L'empereur pourtant, voulant cacher ses véritables tendances, se donne l'air d'entreprendre de nouveau la guerre sainte, „pour sauver le monde d'une race de barbares qui l'avait si longtemps bafoué."

La politique de l'Autriche de pêcher en eau trouble, était suivie à cette époque justement par la puissance qui, du temps de Fréderik le Grand, caractérisait avec tant d'ironie ce système de s'agrandir en profitant des embarras d'autrui. Le ministre de Prusse Hertzberg possédait un plan, d'après lui immanquable, pour faire de sa patrie la prémière puissance de l'Europe, au moyen de la guerre qui venait d'éclater. Il fallait conseiller à la Porte de céder à l'empereur la Moldavie et la Valachie et à l'impératrice Oczakoff et la Bessarabie, à condition que le reste des possessions ottomanes serait garanti par la France, la Prusse et les autres puissances. A ce prix ou pourrait décider l'Autriche à se dépouiller de la Galicie et de la Lodomirie en faveur de la Pologne, qui à son tour céderait à la Prusse Danzig, Thorn et

le pays environnant. Pour déterminer la Porte à la cession de la Moldo-Valachie, le ministre prussien s'efforce de dénigrer ces provinces aux yeux de leur suzeraine, „car quel est l'avantage que les Turcs retirent de ces pays, dit-il dans une dépêche adreseé à l'ambassadeur de Prusse à Constantinople, qui ne servent à rien autre chose qu'à enrichir quelques Grecs misérables et le serail du sultan ou à nourrir quelques hordes de Tatares ?" [1]

Ce plan pourtant ne pouvait réussir à cause de la conduite plus que maladroite des hostilités de la part des alliés, qui remplissait la Porte de présomption, et loin de la décider à faire quelque concession, l'enhardissait à exiger comme condition de la paix la liberté des Tatares de sous la suprématie russe.

Et en effet la guerre était conduite par les alliés d'une manière tout à fait déplorable. Pendant l'année 1787, quand l'Autriche n'était point encore entrée en lutte, la Russie remporte quelques avantages sur mer, à Oczakoff et en Crimée : mais elle se tient dans le courant de cette année plutôt sur la défensive. Lorsque Joseph II intervient, au lieu de concentrer ses troupes et de tomber de tout son poid sur les Turcs, il échelonne son armée sur une ligne très-étendue, à partir de la frontière de la Bosnie jusqu'en Bukovine. Les Autrichiens n'arrivent à mettre la main sur Hotin qu'une année après l'ouverture de la campagne ; mais la capitulation de cette place contient tant de conditions à l'avantage de la garnison turque, que sa reddition

1. *Zinkeisen* C· c. VI p. 675. Comp. p. 685.

parait plutôt l'œuvre de l'entente que de la force armée. Ainsi nou seulement il était permis à la garnison et aux habitants de sortir de la place musique en tête, emportant avec eux toute leur fortune ; mais il leur était encore accordé un terme de 10 jours pour metre leurs affaires en ordre ; on leur assurait l'entretien pendant leur retraite et on leur fournissait en outre les charriots nécessaires au transport de leur avoir. Une pareille capitulation était encore inouïe dans l'histoire militaire et les deux adversaires de la Porte perdirent par là toute la confiance que l'Europe avait dans leurs forces. Les Turcs réussissent ensuite à battre les impériaux près de Mehadia et à les rejeter au delà du Timèche. L'empereur, venant en personne au secours du général Wartensleben, il se retire après une escarmouche assez malheureuse dans le camp de Lugoche, où une alerte met pendant la nuit l'armée dans le plus grand désordre, de sorte que l'empereur lui même tombe dans un grand péril. La Porte, dans de pareilles circonstances, n'avait pas besoin de céder, et cela d'autant moins que la Suède s'alliant à elle, déclarait la guerre à la Russie le 21 Iuillet 1788.

Vers la fin de l'année 1788 les alliés commencent pourtant à remporter quelques avantages contre les Ottomans. Ainsi le 17 Decembre par un froid de 23 degrés les Russes réussissent à prendre Oczakoff, de sorte que la campagne de l'année 1789 paraissait s'ouvrir sous des auspices plus favorables pour les armées chrétiennes. Ceci enflamme tellement l'esprit de l'empereur Ioseph II, qu'il pensait déjà avoir battu et chassé les Turcs de l'Europe.

Dans une lettre adressée au prince de Nassau il s'exprime avec une assurance vraiment royale, comment „au printemps prochain ce sera pour les Russes un rien de prendre Bender et de s'étendre sur la rive gauche du Danube ; sur la rive droite je prends d'assaut Belgrade et je m'étends dans la Serbie. La prise de Nisch, Viddin Serajevo, non moins que celle de Berber, Banialuka et Costanowitch sur la Save est terminée jusqu'en Août. Si le vizir vient à ma rencontre ou à celle des Russes sur le Danube, il est battu et je le poursuis jusque sous les canons de Silistrie. En Octobre 1789 je convoque un congrès où le peuple d'Osman priera les Ghiaurs pour la paix."

Les Russes avaient dans leurs rangs un général de premier ordre, le fameux Souvaroff, le héros des Alpes et si l'armée eut été sous son commandement, il est hors de doute que la guerre aurait pris une toute autre tournure pour les alliés ; mais il n'était alors qu'un commandant inférieur, pendant que l'autorité suprème était au prince Potemkin, le favori d'Ecathérine, qui se trouvait, à ce qu'il parait, bien plus à l'aise dans les boudoirs que sur les champs de bataille. Ainsi quoique Souvaroff batte deux fois les Turcs, à Fokschany (31 Juillet) et à Martineschty (22 Septembre), les Russes et les Autrichiens, au lieu de poursuivre les Turcs, prennent bien avant la saison, leurs quartiers d'hiver, les prémiers à Iassy, les autres à Bucharest.

Ces deux victoires des Russes encouragent encore davantage les Prussiens à poursuivre leur politique vis-à-

vis de la Porte, et à lui demander de consentir absolument au plan proposé par eux, de sacrifier quelques provinces de leur empire pour assurer le reste. La Prusse, pour forcer les Turcs à l'accepter, leur fait entendre que, dans le cas où ils persisteraient à refuser, elle s'allierait à leurs ennemis et alors ils seraient irrévocablement perdus ; car aucune puissance européene ne serait plus en état de les défendre. Le projet de traité proposé par la Prusse était contenu en quatre articles : 1) Défense du pavillon prussien contre les Barbaresques. 2) Participation de la Prusse, de l'Angleterre et de la Hollande à la paix et arrangement des affaires polonaises conformément aux interêts de la république et de la Prusse. 3) La Prusse s'engage à secourir de toutes ses forces la Porte aussitôt que celle-ci serait repoussée au delà du Danube et cela jusqu'à ce qu'elle restât en possession paisible de tous les pays situés de l'autre coté du fleuve. En revanche la Porte prend l'obligation de déterminer l'Autriche à céder la Galicie à la république de Pologne en échange pour la Moldo-Valachie que la Porte donnerait à l'Auriche. 4) Après la conclusion de la paix, garantie de toutes les possessions ottomanes situées au delà du Danube, par la Prusse, l'Angleterre la Hollande, la Suède, la Pologne et les autres pays qui y accéderaient et alliance défensive de la Prusse et de la Porte pour la protection mutuelle de leurs possessions.

La Porte pourtant, quoiqu'elle eut commencé à battre en retraite devant ses ennemis, ne consent point à ce traité, attendu que les pertes qu'il infligeait à la Porte

étaient positives, pendant que les avantages qu'il lui promettaient restaient tout à fait douteux. Le ministre prussien, qui voulait à tout prix mettre en pratique son plan favori, propose alors à la Porte une alliance offensive et défensive ; lui promet de la soutenir de toutes ses forces au printemps prochain et en même temps lui laisse entrevoir l'espérance de garder aussi les provinces danubiennes, croyant pouvoir ammener l'empereur à renoncer à celles-ci si on lui promettait la soumission des provinces belges, qui s'étaient révoltées et étaient devenues presque tout-à-fait indépendantes. [1].

A la suite de cette proposition le traité est conclus entre la Prusse et la Turquie ; mais par l'inadvertance de l'ambassadeur prussien, qui avait compris trop à la lettre le sens des secours promis par la Prusse au printemps prochain, une clause très favorable à la Porte est insérée dans l'acte, c'est à dire l'obligation de la Prusse de déclarer la guerre à la Russie et d'aider la Porte à reconquérir la Crimée. La Prusse qui n'avait simulé son interêt pour la cause de la Porte que dans le but de s'agrandir aux dépens de l'Autriche, et qui pour cette seule raison avait fait semblant de soutenir la Porte contre la Russie, se montre mécontente au plus haut dégré pour l'insertion de cette disposition, révoque et punit l'ambassadeur, d'autant plus que ce traité souleva en Europe les plus vives inquiétudes.

Sur ces entrefaites Joseph II venant à mourir, Léopold lui succède sur le trône des Habsbourgs. Celui-ci,

1. *Zinkeisen* l. c. VI p. 740.

voyant combien la politique de son prédécesseur avait été risquée, se décide à conclure la paix avec la Porte le plus tôt possible. Comme il savait que la Prusse était l'alliée de l'empire ottoman, il lui demande à intervenir pour la conclusion du traité, qu'il désirait établir sur les bases de celui de Passarowitz. L'Angleterre, pour empêcher l'Autriche de s'agrandir aux dépens de la Porte, propose alors de prendre comme base des négociations le status quo ante bellum, que l'Autriche admet en définitive aussi, car elle ne voulait par céder à la Prusse les riches territoires de la Galicie pour la Bosnie et l'Olténie. La Prusse, voyant ses projets totalement compromis, se décide à prendre le rôle de simple médiatrice de la paix et propose à l'Autriche de rendre à la Porte tous les pays conquis sur elle, de ne plus prêter secours à la Russie en aucune manière, mais de déterminer au contraire celle-ci à conclure aussi la paix avec la Porte sur la base du plus strict status quo. Après bien des pourparler on signe enfin la 27 Iuillet 1790 la convention de Reichenbach dont la teneur est la suivante : 1) Le roi de Hongrie et de Bohème s'engage à conclure avec la Porte, qui y consent, un armistice qui sera immédiatement suivi de la paix sur les bases du plus strict status quo ante bellum ; des modifications à l'effet d'assurer les frontières ne sauraient être entreprises qu'avec le libre consentement de la Porte et l'intervention du roi de Prusse et de ses alliés. S'il en résultait pour l'empire un agrandissement de territoire, celui ci sera tenu d'accorder au roi de Prusse un équiva-

lent correspondant. Le roi de Hongrie et de Bohême cesse dorénavent de prendre part à tout acte d'hostilité direct ou indirect que la Russie exercerait contre la Porte et l'établissement de la paix entre en deux puissances sera considérée comme une affaire tout à fait à part. 3) Le roi de Prusse prend sur soi de concert avec les puissances maritímes, ses alliées, la garantie du status quo et cherchera à réunir un congrès, immédiatement après la conclusion de l'armistice entre l'Autriche et la Porte, qui aura à déterminer les conditions de la paix d'accord avec la Prusse et ses alliés. Cette convention est ratifiée peu de temps après sa signature, et les troupes autrichiennes commencent aussitôt leur mouvement de retraite de sur le territoire ottoman.

La guerre avec la Russie continuait toujours. Les Russes occupent l'une après l'autre les forteresses Chilia, Toultscha, Isacscha, enfin Ismaïl, cette demière prise contre toute attente par le courage, la hardiesse et la bravoure de Souvaroff. En même iemps ils remportent des avantages dans le Couban et sur la Mer Noire, de sorte que vers la fin de l'année 1790, quand le congrès prévu par la convention de Reichenbach se réunit à Sistow, les Russes se trouvaient dans une position assez favorable. Encouragée par ces succès, la Russie refuse obstinément à prendre part aux négociations, d'autant plus qu'elle était soutenue par l'Angleterre, où l'opposition réprésentés par les célèbres orateurs Fox et Burke forçait le ministre Pitt à faire cause commune avec la Russie. „Comment pourrait l'Angleterre, disait Fox au

parlement, prétendre que l'impératrice de Russie renonce à toutes ses conquêtes, après une guerre de quatre ans et de si immenses sacrifices, et quel droit aurait elle de forcer les Russes à la restitution d'Oczakoff? Pour y réussir l'Angleterre serait forcée d'entreprendre une guerre et de mettre en risque tous les avantages qu'elle retirait de son alliance avec la Russie, surtout par le commerce important qu'elle faisait avec ce pays ?"

La Porte, pendant ce temps, se trouvait dans une position des plus critiques. L'arrangement avec l'Autriche allait très difficilement et comme jusqu'à la conclusion définitive de la paix elle ne pouvait employer les troupes qui avaient été dirigées contre l'Autriche, dans sa guerre avec la Russie, il en résultait que l'Autriche aidait celle-ci de fait en paralisant les forces de son cidevant ennemi.

Il ne fallut rien moins que l'ouragan de la révolution française qui menaçait de renverser toutes les monarchies de l'Europe, pour pousser au rivage le vaisseau pesant de la paix de Sistow, qui est signée le 4 Août 1791 et contient 14 articles : L'Autriche restitue à la Porte toutes les conquêtes faites sur le territoire ottoman et notamment la Moldavie et la Valachie, se contentant d'Orschova et d'une rectification de frontières du côté de la Bosnie. Hotin est retenu comme gage par les Autrichiens jusqu'à la conclusion de la paix avec la Russie Ils s'engagent à ne plus soutenir les Russes dans leur lutte contre la Porte [1].

1. *Zinkeisen* l. c. VI, p. 828.

La paix de Sistow et une nouvelle victoire des Russes à Matschin (9 Iulliet 1791) hâte la conclusion de la paix aussi avec cette puissance. Les Turcs ébranlés par les succès de la Russie demandent à leur gouvernement de cesser les hostilités. La Russie soutenue par l'Angleterre obtient des Turcs plusieurs avantages considérables et c'est ainsi que prend naissance le traité de Iassy (Janvier 1792), par lequel on renouvelle la paix de Kaïnardgi et la convention d'Aïnali-Kawak. La cession de la Crimée et des Tatares est définitivement reconnue par la Porte ; le Dniester formera dorénavant la frontière entre les deux empires, Oczakoff étant cédé à la Russie en pleine propriété. Le Russie restitue à la Porte la Bessarabie avec les forteresses Akerman, Kilia et Ismaïl, ainsi que la Moldavie, mais en renouvellant la condition que la Porte s'oblige à respecter toutes les stipulations et privilèges prévus dans les traités antérieurs et spécialement que ces deux pays ne seraient soumis à aucune contribution durant deux ans et que les habitants jouiraient pendant 14 mois de la pleine liberté d'émigration. Dans le Caucaze les Russes gardent aussi leur position influente.

Le résultat de cette guerre ne fut pourtant pas celui auquel on s'attendait. Au commencement on croyait que l'heure des Turcs avait sonné, qu'ils ne pourraient jamais résister aux coups de leurs puissants rivaux. Toutefois les traités qui mirent fin aux hostilités étaient aussì favorables aux Turcs que faire se pouvait. Ils durent ce résultat comparativement heureux. à la manière

tout à fait maladroite dont la guerre fut conduite surtout de la part de l'Autriche. Les choses se passèrent à peu près de la même manière qu'en 1736, quand la Russie fut forcée à une paix défavorable toujours à cause de son alliée, à la différence seulement que cette fois ci les succés des Turcs étant moindres, les Russes obtinrent par cette guerre des avantages plus considérables. Parmi ceux-ci on peut compter la cession d'Oczakoff, par laquelle les frontières de la Russie sont reculées jusqu'au Dniester et le passage définitif de la Crimée sous la domination russe. Relativement aux pays roumains les Russes poursuivent leur politique traditionelle, de se montrer les défenseurs de leurs interêts, pour gagner leur simpathie, et affermir aussi leur influence en renouvellant les stipulations concernant le droit d'intervenir en leur faveur.

GUERRE DE 1806—1812. RAPT DE LA BESSARABIE. TRAITÉ DE BUCHAREST 1812.

I

Parmi toutes les puissances européennes, la Turquie comptait un seul ami, la France. Jamais, depuis leurs premières relations, l'entente n'avait été troublée entre ces deux pays, et si la Turquie favorisait par tous les moyens le développement du commerce français en Orient, la France interposait souvent ses bons offices dans les démêlés de la Porte avec les autres puissances. Les rapports entre la France et la Porte étaient donc des meilleurs, quand tout d'un coup la politique tout à fait personnelle de Napoléon vint jeter le trouble dans ces relations et mettre l'inimitié entre deux peuples qui avaient vécu jusqu'alors dans le plus parfait accord.

En l'année 1798, Bonaparte, général du Directoire, se décide à conquérir l'Égypte. Il voulait remplacer, par la possession de cet important pays, plusieurs colonies que la France avait cédées aux Anglais, et en même temps porter à l'Angleterre un coup mortel par la création d'un empire maritime français et la conquête de ses colonies indiennes. Bonaparte voulait cacher à la

Porte le véritable but de son expédition, et lui faire croire qu'il n'avait d'autre intention que de reprendre l'Égypte aux Mamelucks pour la faire rentrer sous la domination du sultan. Bonaparte savait pourtant très bien que la Porte ne se laisserait pas tromper par un pareil prétexte et que son expédition contre l'Égypte était un acte d'inimitié indubitable contre les Turcs. Mais comme l'amitié de la France pour la Turquie n'était que le résultat du commerce que la première faisait en Orient et que de plan de Napoléon, en cas de réussite, ne pouvait qu'augmenter ce commerce, on comprend très facilement pourquoi la mauvaise humeur de la Porte ne l'arrêtait point.

Ce n'était pas là le seul acte hostile du gouvernement français à l'égard de la Turquie. Napoléon venait peu de temps auparavant de conclure avec l'Autriche la paix de Campo-Formio par laquelle Venise était cédée à l'Autriche, en échange de la Belgique, qui passait à la France (1797).

La seigneurie de Venise avait cessé depuis longtemps d'être un ennemi redoutable pour la Porte ottomane, et les temps étaient passés où le lion de Saint-Marc menaçait de déchirer de ses griffes l'étendard du prophète. Une faiblesse et des malheurs communs avaient rapproché ces deux états, comme ils avaient rapproché la Turquie et la Pologne, et la Turquie ne pouvait voir avec indifférence que le territoire de son ancienne rivale, devenue sa compagne d'infortune, allât augmenter l'étendue et la puissance de l'empire des Habsbourgs.

A tous les points de vue, la politique de la France était donc hostile à la Porte et celle-ci ne pouvait faire autrement que de répondre à l'inimitié par l'inimitié, à la guerre par la guerre, qui fut déclarée à la France le 2 septembre 1798.

Un changement si inattendu dans la politique orientale de la France dut en entraîner de semblables dans celle des autres pays européens. L'Angleterre, qui craignait l'expédition d'Égypte, s'allia à la Turquie ; mais ce qui fut plus extraordinaire, c'est que la Russie elle-même offrit aussitôt ses services à la Porte, et surtout le secours de sa flotte de la mer Noire.

Les Russes avaient besoin de la faiblesse des Turcs pour pouvoir réaliser leurs plans eu Orient ; ils ne pouvaient donc permettre aux Français de s'établir en Égypte et de prendre ainsi en leurs mains la direction des affaires dans cette partie du monde. Voilà pourquoi nous les voyons abandonner leur politique traditionelle et prêter secours à leur ennemi héréditaire, ce qu'ils firent plus tard encore une fois, à l'occasion de la révolte de Méhémet-Ali pacha d'Égypte, qui menaçait leur politique de la même façon. La politique russe possède un mérite incontestable, celui de savoir attendre et de ne jamais se presser, de manière à compromettre l'avenir. Au besoin elle sait même soutenir son ennemi, pour être la seule à profiter de sa chute.

Une disposition du traité d'alliance conclu en cette circonstance entre la Russie et la Turquie met pleinement en lumière son but, qui était de servir exclusi-

vement les intérêts russes sous le prétexte du secours apporté à la Turquie. La flotte russe devait être employée de préférence à chasser les Français des îles Ioniennes, qui seraient déclarées indépendantes, sous le protectorat de la Russie, projet qui rentrait dans le plan de l'empire grec rêvé par Catherine II. Quant aux véritables intentions de la Russie vis-à-vis de la Porte, sa conduite en Géorgie nous les fait suffisamment connaître. Renouvelant les intrigues qui avaient amené les Tatares sous sa domination, elle arrive aux mêmes résultats en Géorgie. Le vassal russe Héraclius, venant à mourir, son fils Alexandre veut, à l'aide des Lesghiens, échapper aux Russes. Ceux-ci soutiennent alors contre lui, un prétendant Georges XIII, qui lègue à sa mort son pays à l'empereur Paul (1801). La Géorgie tombe de cette manière aussi sous le sceptre de la Russie.

On connaît le résultat de l'expédition d'Égypte. La flotte qui avait transporté l'armée française en Afrique ayant été détruite par Nelson à Aboukir, et les communications avec la France se trouvant tout à fait interceptées. Napoléon voit tous les jours diminuer le nombre de ses soldats. Malgré les plus brillants faits d'armes, il est forcé de retourner en France pour combattre la deuxième coalition qui s'était formée pendant son absence. Kléber reste en Egypte et soutient avec beaucoup de vigueur l'honneur des armes françaises, jusqu'à ce que le couteau d'un fanatique mette un terme à ses jours. L'armée française, privée d'un commandant intelligent, est réduite à capituler.

Toutefois les revirements de la politique européenne ramènent bientôt la France à son ancienne amitié avec la Porte. Après la conclusion de la paix, en 1802, la France cherche à attirer la Porte dans une alliance contre les puissances européennes qui s'étaient liguées pour la trosième fois contre elle. La Russie et l'Angleterre, qui avaient le plus grand intérêt à combattre ce rapprochement de la France et de l'empire ottoman, prêtent à la prémière des intentions hostiles à l'égard de la Porte, pour la discréditer aux yeux de celle-ci. Ainsi elles font courir le bruit que la France veut occuper la Morée et que Napoléon a conçu le projet de partager l'empire ottoman, en donnant à Louis XVII la Pologne et en dédommageant la Prusse par le Hanovre, l'Autriche par la Bosnie et la Serbie, et la Russie par la Moldavie, la Valachie et la Bulgarie, pendant que la France se contenterait de la Grèce jusqu'à Salonique. L'Angleterre et surtout la Russie voulaient, par de pareilles inventions, combattre l'influence française en Orient, et elles étaient parfaitement servies dans leurs intentions par la rivalité qui avait existé entre la France et la Turquie et par le rôle de puissances alliées qu'elles-mêmes avaient pris à cette occasion. La Russie obtint de la Porte le renouvellement de son traité d'alliance en 1801, en lui présentant l'aternative d'une amitié forcée ou de la guerre. Prétextant toujours la nécessité de défendre les Turcs contre les agressions des Français, les Russes firent de Sébastopol un port militaire et renforcèrent leurs troupes dans les îles Ionien-

nes, pendant que l'ambassadeur français s'efforçait de montrer ces préparatifs sous leur véritable jour, c'est-à-dire comme des mesures qui menaçaient l'existence de l'empire ottoman.

La Porte ne savait plus que penser au milieu de tant d'influences contradictoires. La France, qui avait toujours été son amie la plus sincère, avait perdu sa confiance par l'expédition d'Égypte. Les puissances qui avaient été jusqu'alors ses ennemies les plus irréconciliables lui avaient prêté secours contre son ancienne alliée. Par là ces puissances et surtout la Russie avaient obtenu un avantage immense : la France était compromise aux yeux de la Porte, pendant que la Russie avait acquis le droit de se mêler des affaires ottomanes, d'imposer aux Turcs son amitié, bien plus dangereuse que son hostilité, car elle permettait à la puissance russe de se développer en toute sécurité et de se préparer ainsi pour les événements futurs.

La Russie, qui ne voulait pas faire un pas sans gagner quelque chose sur la Turquie, chercha à obtenir par le renouvellement du traité d'alliance le droit d'intervenir dans l'organisation civile et religieuse de la Moldavie et de la Valachie et l'extension de sa domination dans la Géorgie. Mais la Turquie repousse avec énergie ces nouvelles exigences et la Russie doit se contenter pour le moment des avantages généraux que lui assurait son traité d'alliance avec la Porte.

II.

Le XIX siècle commence pour les Turcs sous les plus défavorables auspices. Presque toutes les provinces de leur empire se révoltent, les unes pour des causes politiques, les autres à l'instigation de bandes de brigands, pour la plupart militaires en retraite, qui avaient servi dans les guerres précédentes. Ces bandes, sous la conduite de chefs entreprenants, pillent et ravagent les provinces de l'empire. Parmi ces pillards étaient Djezar pacha de Syrie, les Wahabites en Arabie, Ali pacha de Janina, et surtout Paswan-Oglou en Bulgarie.

De tous ces perturbateurs, c'est le dernier qui nous intéresse le plus, car son action se rettache à l'histoire des pays roumains.

Paswan-Oglou, dont le père et le grand-père avaient péri sur l'échafaud, pour cause de brigandages, après avoir obtenu, par sa participation courageuse à la guerre contre les Autrichiens, la grâce du sultan, organise tous les mauvais sujets de l'empire en une sorte de bande armée, et commence à ravager les provinces turques et notamment la Valachie qui, étant la moins bien défendue, donnait surtout prise à ses déprédations. Pour pouvoir mieux résister à l'autorité du sultan, il fortifie Widdin, qu'il entoure d'un fossé profond. Cette

forteresse, transformée en un repaire de bandits, lui sert de point d'appui pour ses opérations ; c'est de là qu'il envoie ses hordes ravager les provinces limitrophes sans distinction de ghiaours ou de fidèles, bravant impunément les ordres et les armées du sultan. Alexandre Ypsilanti, qui régnait en Valachie, avait été forcé à plusieurs reprises de racheter le pays du pillage par des centaines de bourses et de fournir à Paswan-Oglou des quantités considérables de céréales, de bestiaux et de denrées. De cette manière il s'était compromis aux yeux de la Porte, qui le destitua et le fit remplacer par Hangerli, en 1798. Celui-ci, pour plaire au capitan-pacha, qui avait contribué à sa nomination, et qui avait été envoyé avec une forte armée contre Paswan-Oglou, prenait le plus grand soin de fournir à l'armée turque tout le nécessaire et surtout les provisions. L'armée, conduite par des pacha „pleins de barbe, mais vides d'esprit“ [1], fraternisait avec les bandes paswaniennes, et au lieu de défendre la Valachie contre leurs déprédations, faisait cause commune avec elles. L'expédition ayant manqué complètement son but, Paswan-Oglou en devint plus entreprenant, et le capitan-pacha, pour se justifier aux yeux du sultan, accusa Hangerli d'avoir entretenu des correspondances avec le révolté et de l'avoir assisté en secret dans ses opérations, accusation qui amena la destitution d'Hangerli et son remplacement par Alexandre Morouzi, en 1799. Paswan-

1. Chronique valaque de *Zilote le Roumain* publiée par *M. Hasdeu* dans la Columna lui Traian, 1882—3.

Oglou exigeant aussi de ce prince 75 bourses par an, celui-ci se plaignit à la Porte et demanda les secours des pachas du Danube contre ce brigand. Sa demande lui fut aussitôt accordée, mais à quel prix! „Les pauvres chrétiens étaient obligés de faire les transports nécessaires à l'armée turque, et quoique la plupart eussent à leurs chars jusqu'à dix chevaux ou quatre à six bœufs, ils perdaient toutes leurs bêtes à cause de la rudesse de l'hiver et de la hâte qu'on exigeait d'eux, ou bien ils tombaient avec les animaux, laissant leurs femmes veuves et leurs enfants orphelins, pendant que ceux qui s'en retournaient, revenaient pieds et mains gelés et enduraient de telles souffrances que la plume se refuse à les décrire. Le pays souffrait d'autant plus que les Turcs préposés à sa garde, c'est-à-dire les impériaux, non seulement n'empêchaient nullement les désordres des paswaniens, mais au contraire les aidaient en grande partie à les commettre.“ [1]

Ces terribles dévastations ne pouvaient affermir les sympathies des Roumains pour les Turcs, et il ne faut pas nous étonner si nous les voyons recourir au czar pour les sauver d'une pareille oppression, d'autant plus que les Roumains savaient maintenant que les Russes avaient pris sur eux l'obligation de les défendre contre les empiètements des Turcs. Ils savaient que par le traité de Kaïnardji, et surtout par la convention explicative d'Aïnali Kawak, les Turcs s'étaient engagés vis-à-vis des Russes à ne plus molester les pays roumains

1 Chronique de Zilote.

et à se contenter d'un tribut payable en argent tous les deux ans, et maintenant, au lieu de respecter leurs engagements, ils dévastaient le pays de la manière la plus inhumaine, tant par les bandes de Paswan-Oglou que par les armées envoyées pour le défendre. Les Russes, saisis de la question par les plaintes des boyards du pays, se décidèrent cette fois à faire usage de leur droit d'intercession et demandèrent par une note à la Porte la nomination de Constantin Ypsilanti à l'hospodarat de Valachie, exposant „que les boyards valaques, après plusieurs plaintes sur l'état malheureux de leur pays, auraient exprimé le désir unanime que le trône de la principauté fût confié à Constantin Ypsilanti ; que ce prince pourrait devenir l'organe principal de l'alliance qui unit si heureusement les deux empires et contribuer pour beaucoup au maintien des relations de bon voisinage ; que sa nomination contenterait d'autant plus l'empereur que sa destitution lui avait été désagréable, étant contraire aux traités.“ [1]

La Prusse, qui avait été servie par Ypsilanti d'une manière très efficace du temps que celui-ci était dragman à Constantinople, soutenait aussi la candidature de ce prince, et la Porte ne voulant point troubler les bonnes relations qui existaient à cette époque tant avec la Prusse qu'avec la Russie, confirma la nomination des deux princes agréables aux Russes, Constantin Ypsilanti, pour la Valachie, et Alexandre Morouzi, pour la Moldavie. Les Russes, voyant les Turcs si bien dis-

1. *Zinkeisen*, Geschichte du osmanischen Reichen, VII, p. 244.

posés en leur faveur, ne laissèrent point échapper l'occasion et demandèrent, par une seconde note, de mieux préciser quelques dispositions relatives aux principautés qui n'étaient pas assez claires ou bien exécutées, fondant celle demande surtout sur les plaintes des boyards. La Porte, qui avait cédé sur le point principal, la nomination des princes, se montra disposée à satisfaire aussi à ces exigences, et signa une convention par laquelle elle s'engageait à introduire plusieurs améliorations dans l'administration des principautés et dont la disposition principale était la suivante : „Que dorénavant la durée des principautés (sic) soit fixée à 7 ans à compter du jour de la destination des Hospodars; que ceux-ci ne soient pas déposés avant le temps fixé, à moins d'un delit avéré, de sorte qu'en cas même qu'il serait survenu quelque manque dans la dite époque jusqu'à ce que l'envoyé de Russie résidant près notre S. P. n'en serait pas averti et persuadé, et qu'il n'aurait été démontré et avéré que l'Hospodar vraiment est coupable, sa déposition ne soit pas permise.“ [1]

La nomination des deux princes sus-mentionnés, partisans des Russes, est de la plus grande importance pour l'histoire de la guerre qui nous occupe. Aussitôt qu'ils eurent pris en main les rênes du gouvernement, ils commencèrent à faire de la politique russe, complotant en secret contre leur suzerain.

1. Traité conclu entre la Russie et la Porte ottomane en 1803. Voir Documente privitoare la Istoria Romînilor culese din archivele ministeriului afacerilor străine din Paris de *A. I. Odobescu* II, p. 263.

Vers cette époque, les Serbes s'étaient révoltés sous Tscherni-Georges, et les Russes, profitant de cette circonstance qui pouvait si bien servir leurs plans, inspirèrent aux Serbes, par l'entremise du prince valaque, l'idée de solliciter leur intervention auprès de la Porte en leur faveur. Les Serbes acceptèrent avec joie cette proposition et envoyèrent en 1804 à Pétersbourg une députation composée de Prota Nenadovitsch, Jean Protitsch et Pierre Tschiardaclia, pour demander à l'empereur de Russie de protéger le peuple serbe. Tous les secours possibles leur furent immédiatement promis et les députés serbes retournèrent dans leur patrie, au printemps de l'année 1805, pleinement satisfaits des promesses du grand empereur. La Russie intervint à Constantinople en faveur de ses nouveaux clients et menaça même de faire entrer une armée en Moldavie pour protéger les Serbes d'une manière plus efficace, ce qui contribua beaucoup à leur faire obtenir l'indépendance administrative, que les Turcs finirent par reconnaître à leur pays. Les deux voïvodes de Moldavie et de Valachie avaient été pendant tout le temps d'un grand secours aux Russes, faisant parvenir aux Serbes les provisions et les munitions nécessaires pour soutenir la lutte.

Napoléon ayant été proclamé en 1804 empereur des Français, la Russie, s'appuyant sur son traité d'alliance avec la Porte, exigea que celle-ci ne reconnût pas le nouveau titre de son ennemi, pendant que Napoléon mettait tous ses efforts à attirer la Porte de son côté dans sa lutte contre la Russie. Il était de toute impossibilité

pour la Turquie de garder la neutralité entre les deux empires, et comme le rôle que la Turquie devait jouer dans cette guerre pouvait être très important, chacune des deux puissances ennemies la sollicitait à prendre son parti. Ne pouvant rester neutre, il était naturel que la Porte embrassât la cause du plus heureux, et voilà pourquoi, après la brillante victoire d'Austerlitz (2 décembre 1805), la Porte se plia aux exigences de la politique française. Le titre de Napoléon fut reconnu et bientôt après, à la suite de l'insistance énergique de Sebastiani, ambassadeur de France à Constantinople la Porte se décida à se prononcer d'une façon plus active en faveur de la France.

Cette dernière avait été dès le commencement contraire à la nomination d'Ypsilanti et de Morouzi au trône des principautés, parce qu'elle connaissait leur dévouement à la cause des Russes. Napoléon, voyant maintenant que ces princes aidaient sous main la révolte des Serbes, les dénonça à la Porte et insista vivement pour qu'ils fussent destitués. La Porte, continuellement excitée par Sebastiani et furieuse de l'entente secrète des princes roumains avec les Serbes, ne tint pas compte du traité de 1803, par lequel les princes ne pouvaient être révoqués avant le terme de sept ans qu'avec l'assentiment de la cour protectrice, et procéda à la destitution de Morouzi et d'Ypsilanti trois années avant le terme légal, nommant à leur place Soutzou et Callimaque, admirateurs de Napoléon et partisans dévoués de la politique française (Septembre 1806)

Le général Sebastiani annonce à l'empereur Napoléon par une lettre du 25 août 1806 le triomphe de la politique française, lui disant que les princes destitués „méditaient une révolution dans cet empire ; que toute la population grecque était prête à s'insurger. La Servie a donné le prémier signal. Les autres provinces sont au moment de suivre cet exemple. Les princes Morouzi et Ypsilanti intimement liés avec l'évêque de Monténégro, s'entendaient avec lui, avec plusieurs autres et étaient prêts à éclater. Les deux princes nouveaux, dévoués aux intérêts de leur gouvernement et fidèles à leur souverain, vont faire tous leurs efforts pour détruire ces germes de trouble et j'espère qu'ils y parviendront bientôt.“ [1]

Les ambassadeurs de Russie et d'Angleterre, apprenant le triomphe de Sebastiani, menacèrent immédiatement la Porte du bombardement de Constantinople par la flotte anglaise, si elle ne replaçait immédiatement sur le trône Ypsilanti et Morouzi. Lorsque la nouvelle de cette violation des traités arriva à Saint-Pétersbourg, ordre fut donné au général Michelson d'entrer aussitôt avec ses troupes en Moldavie (16 octobre). Huit jours après, la Porte, cédant aux menaces de la Russie et de l'Angleterre, réintégra les princes destitués. Toutefois l'empereur Alexandre ne crut pas devoir retirer ses troupes des principautés, prétextant maintenant que s'il y était entré, ce n'était pas pour se venger de la destitution des hospodars, mais bien uniquement pour

1. *Odobescu*, Documente, II, p. 348.

les préserver des brigandages de Paswan-Oglou et pour forcer les Turcs à respecter leurs traités, qu'ils violaient à tout moment, en imposant aux principautés des fournitures de denrées pour des prix tout à fait illusoires. La Russie, qui était toujours à la piste d'un prétexte pour déclarer la guerre aux Turcs, l'ayant si commodément trouvé, n'aurait voulu pour rien au monde laisser passer l'occasion de se mesurer de nouveau avec eux. Maintenant que la cause de la guerre avait disparu par le rétablissement des princes, elle invoquait d'autres griefs qu'elle avait toujours à sa disposition comme protectrice des pays roumains. Dans une note adressée à la Sublime Porte elle prétendait n'être nullement intéressée à la réintégration des princes ; ce qu'elle voulait, c'était le rétablissement des privilèges et des droits de la Moldavie et de la Valachie, leur délivrance des ravages causés soit par les bandes de Paswan-Oglou, soit par les troupes de la Porte, et pleine sécurité pour leurs habitants. Le baron de Budberg s'exprime à ce sujet de la manière suivante envers le comte Italinski, ambassadeur de Russie à Constantinople : „Vous avec très bien compris que ce n'est pas la personne des hospodars Morouzi et Ypsilanti qui intéresse actuellement la couronne impériale mais bien la tranquillité et le bien être des deux principautés confiées à leur administration. C'est de la que dérive l'obligation où se trouve la Russie de soutenir un ordre de choses qui n' a été établi que par son intervention et sous ses auspicies, et elle en saurait tolérer plus longtemps les vexations dont

Paswan-Oglou et d'autres ayans voisins de la Valachie accablent cette malheureuse province, sans déroger essentiellement à ce qu'elle doit à sa propre consideration." [1]

La paix de Kaïnardji avait commencé à porter ses fruits. Jusqu'à présent la Russie les avait soignés, cultivés, et le moment était venu où elle allait tirer profit de ses peines. Cette guerre avait pris naissance à cause des principautés ; c'était pour les défendre contre les abus des Turcs, contre les déprédations des bandes paswaniennes, pour leur assurer les droits garantis par les traités que la Russie répandait le sang de ses enfants. En apparence elle était poussée à la guerre par le motif le plus pur ; en réalité elle ne cherchait que l'agrandissement de sa puissance, fut-ce même aux dépens des peuples dont elle s'était déclarée la protectrice désintéressée.

Le but de la Russie a été de tout temps la domination sur l'Orient ; ses rivaux sont donc tous les peuples qui ont en Orient une part d'autorité. Voila pourquoi elle ne distingue point entre amis et ennemis, entre adversaires et alliés ; tous sont également coupables aux yeux de la politique russe, car tous s'abreuvent à la source où seul le lion a le droit de boire ; tous doivent donc être éloignés, l'un par la guerre, l'autre par l'usurpation, pour que tout l'Orient devienne moscovite.

La Porte, ne pouvant comprendre quel motif pouvait pousser les Russes à envahir ses frontières quand elle avait pleinement satisfait à leurs exigences en replaçant

1. *Odobescu*, Documente II, p. 364.

les princes destitués, demandait continuellement l'explication de ces procédés hostiles à Italinsky, ambassadeur de Russie. Celui-ci, n'étant nullement informé par sa cour de ses véritables intentions, ne savait trop que répondre, et l'ambassadeur français profitait de cette position embarrassante de son collègue pour pousser continuellement les Turcs à la guerre contre la Russie, leur montrant sous les couleurs les plus vives les succès de Napoléon sur la Vistule. Sous l'empire de ces excitations, la Porte publia un manifeste dans lequel elle se plaignit amèrement de la perfidie de la politique russe, qui malgé les concessions de la Porte, violait à main armée le territoire ottoman, et ainsi la guerre se ralluma entre les deux puissances vers la fin de l'année 1806 (27 décembre).

III.

L'Angleterre, qui jusqu'alors avait été dans toutes les occasions l'alliée de la Russie, ne manqua pas de lui venir en aide avec toutes forces. Par un ultimatum adressé à la Portẹ la 25 Ianvier 1807 elle lui notifiie que „les cours de Russie et d'Angleterre ont arrété et arrangé entre elles que l'une ferait entrer par terre ses troupes sur le territoire musulman, tandis que l'autre enverrait par mer sa flotte à la capitale de l'empire ottoman. Si la S. Porte procède sur le champ au renouvellement de son alliance avec les dites cours d'Angleterre et de Russie sur l'ancien pied et si elle chasse de la résidence impériale le susdit ambassadeur de France, la guerre cessera à l'instant ; mais s'il en est autrement, la rupture de l'amitié avec l'Angleterre est désormais inévitable“. [1]

Ces prétentions étant repoussées, Arbuthnot quitta Constantinople et se rendit à bord de la flotte anglaise, qui stationnait non loin du détroit des Dardanelles. Celle-ci prit aussitôt des dispositions menaçantes qui firent craindre aux Turcs le bombardement de leur capitale. Le 19 février la flotte anglaise leva l'ancre et, poussée par un vent favorable, fit voile vers les Dar-

1. *Odobescu*, Documente, II, p. 379.

danelles, tira quelques coups de canon contre les forts qui gardaient l'entrée du détroit; et, après avoir coulé bas plusieurs navires turcs qui voulurent faire résistance, apparut soudainement devant Constantinople. L'amiral anglais Duckworth remit à la Porte un ultimatum, renouvelant les demandes de l'ambassadeur et menaçant en cas de refus, de bombarder Constantinople. Les Turcs, effrayés vont trouver l'ambassadeur français Sébastiani, lui montrent que la capitale ne peut s'exposer pour lui à un bombardement et lui demandent de quitter la ville. Dans ce moment critique l'ambassadeur, gardant toute l'énergie et la présence d'esprit nécessaires en pareille circonstance, répond „qu'il ne s'éloignera du poste qui lui a été confié par son souverain que contraint par la force. L'honneur, la sécurité et l'indépendance de l'empire ottoman sont en jeu; la flotte de l'amiral Duckworth peut assurément réduire en cendres une partie de la ville et semer la mort parmi ses habitants; mais comme il ne dispose pas d'une armée de terre qui soutienne son entreprise, il ne saurait jamais mettre la main sur la capitale. Il est vrai que vos murs sont mal défendus; mais vous avez du fer, des munitions, des provisions et des bras; que la vaillance leur vienne en aide et vous repousserez vos ennemis. Je vous prie de dire à votre souverain maître que j'attends avec confiance une décision qui soit digne de lui et de l'empire qu'il tient sous sa domination.“ Le sultan, encouragé par ces paroles, se décide à résister et confie à Sebastiani la direction de tous les travaux de défense;

les Français qui se trouvaient à Constantinople se mettent à la disposition de l'ambassadeur et tous déploient la plus grande activité pour réveiller l'enthousiasme et le fanatisme religieux de la population musulmane. Bostandschis, janissaires, osmanlis, chrétiens, hébreux arméniens, jeunes et vieux, en un mòt tous ceux qui étaient en état de mettre la main à l'œuvre, s'emploient à l'envi au travail des fortifications qui sortaient de terre comme par enchantement, de sorte qu'en une nuit on faisait bien plus de besogne qu'on n'en avait fait pendant des années.

Les Anglais, qui s'attendaient à ce que les Turcs cédassent à la peur, voyant le peuple de Constantinople si résolu et craignant d'être enfermés dans le détroit, renoncent à l'idée de bombarder Constantinople et se hâtent de sortir du Bosphore, se dirigeant à pleines voiles sur les Dardanelles qu'ils réussissent à repasser, non sans avoir éprouvé toutefois des pertes considèrables. Voyant que leur coup de main contre Constantinople avait complètement échoué, ils se décidèrent à attaquer l'Égypte et prirent par surprise Alexandrie; mais leurs troupes, n'étant point renforcées à temps, furent battues à deux reprises par Mehemet-Ali et faites prisonnières, de sorte que cette entreprise réussit tout aussi peu que la prémière.

Pendant ce temps, Napoléon ne cessait d'exciter les Turcs à la guerre contre ses ennemis. Le 20 janvier 1807 il écrit à Sèbastiani que: „les Russes ne disposent pas dans les principautés de forces suffisantes pour

pouvoir passer le Danube ; ils nont pas plus de 35,000 hommes dans ces pays et ils seraient fort affaiblis s'ils étaient forcés d'entretenir une seconde armée en Crimée. Voilà pourquoi il faut envoyer la flotte turque dans la mer Noire où les Russes ne sont point en état de s'opposer à elle. Il faut pousser la Perse à ce qu'elle ordonne au pacha d'Erzeroum de marcher avec toutes ses forces vers cette province. Entretenez en même temps le prince des Abbas dans de bonnes dispositions et insistez à ce qu'il prenne part à la lutte contre l'ennemi comun. Ce prince, le pacha d'Erzeroum, les Perses et la Porte doivent attaquer en même temps la Géorgie, la Crimée et la Bessarabie.“ [1]

Les Russes en effet n'avaient occupé la Moldavie et la Valachie que par surprise. Le général Michelson avait passé le Dniester quand la guerre n'était point encore déclarée, et, profitant du désarroi dans lequel se trouvait la Porte par suite de la pression en sens contraire des puissances dans l'affaire des princes Morouzi et Ypsilanti, ils avaient succesivement occupé Jassy, Galatz, Fokschany et Bucharest, de sorte qu'ils avaient étendu leur domination sur les deux principautés. Les Turcs, excités par les Français, envoient des forces assez considérables contre les Russes, et ceux-ci, étant contraints d'affaiblir encore leur armée d'occupation pour renforcer les troupes dirigées contre Napoléon, se voient forcés de battre en retraite, abandonnent Bucharest, et auraient même été obligés de repasser le Dniester si

1. *Zinkeisen*, l. c. p. 474.

une catastrophe intérieure n'était venue arrêter la marche des armées musulmanes.

Le sultan Selim III, dès son avènement au trône (1785), avait conçu l'idée de supprimer le corps des janissaires, cette troupe fameuse qui avait fait jadis la puissance des Ottomans, mais qui, avec le temps, était devenue tellement arrogante et indisciplinée qu'elle n'offrait plus pour l'empire qu'une cause continuelle de troubles et de désordres. L'entreprise n'était point facile, d'autant plus que la guerre qui avait éclaté rendait les janissaires nécessaires. Voilà pourquoi au lieu d'être supprimés par le sultan ce furent eux qui le renversèrent, élevant à sa place un prince idiot, Mustapha IV, qui ne régna qu'une année.

La guerre de la Turquie contre la Russie et l'Angleterre ne pouvait donc pas prendre des proportions considérables, attendu que les deux parties étaient entravées dans leurs opérations, l'Angleterre et la Russie par leur guerre avec Napoléon, la Turquie par ses troubles intérieurs.

Napoléon était en effet le centre autour duquel gravitait le monde de son temps ; un monde autour d'un homme ! Le sort de tous les empires était lié au sien, les intérêts de tous les pays se réglaient d'après ses intérêts. Les traditions politiques du passé étaient brisées, les voies suivies si longtemps par les peuples abandonnées ; les alliances et les inimitiés se forgeaient et se défaisaient au jour le jour, d'après les caprices de l'arbitre des destinées du monde et non d'après les rap-

ports nécessaires qui déterminent la conduite des peuples entre eux ; l'intérêt de l'individu avait supplanté l'intérêt collectif. Aux yeux de Napoléon les États n'étaient que des moyens, des instruments par lesquels il voulait arriver à son but suprême, la domination sur l'Europe et sur le monde entier.

Quelle valeur pouvait avoir l'empire ottoman aux yeux d'un pareil homme ? Pas d'autre que celle d'un instrument au service de sa politique, qu'il employait tant qu'il pouvait lui servir, qu'il brisait et jetait loin de lui aussitôt qu'il ne lui était plus d'aucune utilité. Voilà pourquoi il ne faut point nous étonner si nous voyons la politique de la France changer de nouveau de direction après la paix de Tilsit.

Par cette paix Napoléon se rapproche de la Russie et s'assure le concours de cette puissance dans sa lutte contre l'Angleterre, son ennemi le plus implacable, d'autant plus dangereux qu'il était inattaquable. L'empereur Alexandre promet à Napoléon son entremise pour la négociation d'une paix avec l'Angleterre ; mais comme Napoléon ne pouvait obtenir cette assistance sans une compensation, il n'hésite point à sacrifier son ancienne alliée, qu'il avait lui-même jetée dans la guerre contre la Russie. Il offre à sa nouvelle alliée d'intervenir auprès de la Turquie pour la conclusion d'une paix, avec promesse que, dans le cas où la Porte refuserait les propositions de la France, celle-ci s'allierait à la Russie pour effectuer le partage de l'empire ottoman. La Russie obtiendrait la Bessarabie, la Moldavie, la Valachie et

la Bulgarie jusqu'aux Balkans ; la France, l'Albanie, la Thessalie jusqu'à Salonique, la Morée et Candie ; l'Autriche devais être dédommagée par la Serbie et la Bosnie, pendant que les Turcs resteraient en possession de Roumélie et de Constantinople. L'empereur Alexandre, se montrant mécontent de la part qu'on lui faisait, offrit à Napoléon de lui laisser aussi les iles de l'Archipel ainsi que l'Egypte en échange de Constantinople, le rêve d'or de la politique moscovite. On dit que Napoléon, entendant cette demande de l'empereur Alexandre, mit par un mouvement dont il ne put se rendre maître, le doigt sur une carte qu'il avait devant lui et, montrant la capitale de l'empire ottoman, laissa echapper cette exclamation : „Constantinople ! je ne la céderai jamais, car c'est là l'empire du monde."

L'empereur Alexandre, voyant Napoléon tellement résolu sur cette question, se contenta de la part qui lui était faite, et c'est ainsi que fut conclu entre les deux souverains le fameux traité dont l'article 8 stipule que : „Pareillement, si par suite des changements qui viennent de se faire à Constantinople, la Porte n'acceptait point la médiation de la France, ou si, après l'avoir acceptée, il arrivait que, dans le délai de trois mois après les négociations, elles n'eussent pas conduit à un résultat satisfaisant, la France fera cause commune avec la Russie contre la Porte ottomane, et les deux hautes puissances contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la

ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs.“ [1]

Les Turcs entrent dans une fureur insensée en apprenant cette trahison de Napoléon. Sébastiani réussit toutefois à les calmer un peu, en leur faisant comprendre que la méditation de la France, prévue par la paix de Tilsit, était à leur avantage, car ils se trouvaient dans l'impossibilité de continuer la lutte contre la Russie' surtout depuis que cette puissance, ayant fait la paix avec Napoléon, pouvait employer toutes ses forces dans sa lutte contre la Porte. Ce fut par l'entremise du général français que les puissances belligérantes conclurent l'armistice de Slobozia, le 24 août 1807, dans les conditions suivantes : Si la paix entre la Russie et la Turquie ne pouvait être conclue immédiatement, alors l'armistice sera prolongé pour le moins jusqu'au 21 mars 1808 ; les Russes et les Turcs évacueront les principautés dans le terme de 25 jours, les premiers se retirant derrière le Dniester et les derniers derrière le Danube ; les vaisseaux capturés, leurs équipages et les prisonniers faits de part et d'autre seront restitués. Relativement aux principautés on dispose que, jusqu'à la conclusion de la paix, leur gouvernement sera confié à un divan composé de boyards, clause qui mécontenta vivement Ypsilanti, lequel, se voyant éloigné du trône par cette mesure, courut porter plainte à Pétersbourg et protester contre l'injustice qu'on lui faisait.

1. Comte de Garden, *Histoire générale des traités de paix, X, p. 237.*

L'empereur Alexandre, mécontent de la condition principale de l'armistice de Slobozia : l'évacuation des principautés, fit semblant d'être blessé par les autres points : la restitution des vaisseaux, la destitution indirecte d'Ypsilanti et le terme de l'armistice, qu'il jugeait beaucoup trop long ; il refusa donc de ratifier cette convention et persista à rester dans les principautés, quoique les Turcs en fussent sortis. Napoléon voyant les intentions du czar, qui étaient de se maintenir en possession des principautés jusqu'à la conclusion définitive de la paix, avec l'espérance de pouvoir les incorporer pour toujours à son empire, proposa à Alexandre de les lui céder sous la condition de prendre à la Prusse la Silésie, qui serait annexée au royaume de Saxe, état en tout dévoué aux intérêts français. La Russie ne pouvait d'aucune manière accepter cet échange, qui annihilait la Prusse et créait en Germanie un Etat puissant, placé tout à fait sous l'influence française. Quoique Alexandre refusât d'adhérer à cet échange, il n'en persista pas moins à maintenir ses armées dans les principautés, prétextant que Napoléon, de son côté, continuait à occuper les provinces de la Prusse jusqu'au paiement intégral de la contribution de guerre. Napoléon, qui avait le plus grand intérêt à vivre en paix avec la Russie, pour pouvoir employer toutes ses forces contre l'Angleterre, ferma les yeux sur cette violation de la paix de Tilsit et prêta même aux Russes l'assistance nécessaire pour l'acquisition de la Finlande. Enfin voyant que, pour conserver l'amitié des Russes, il devait leur

sacrifier la Moldavie et la Valachie, il jeta tout à fait le masque vis-à-vis de la Turquie, faisant savoir à celle-ci, que toutes les peines qu'il s'était données pour faire abandonner aux Russes les principautés étant restées infructueuses, la Porte devait se résoudre à perdre ces deux provinces si elle voulait conclure la paix avec la Russie. Cette déclaration, qui avait au moins le mérite de la franchise, ruina complètement l'influence française à Constantinople et poussa de nouveau les Turcs dans les bras de l'Angleterre.

Pendant que les périls extérieurs s'amoncelaient toujours plus menaçants sur la tête de la Porte, une nouvelle convulsion intérieure rapprocha encore de l'abîme le corps décomposé de l'empire des Osmanlis. Le 28 juillet 1808 un soulèvement des janissaires mit fin aux jours de Mustapha, élevant Mahmoud II sur le trône des sultans. Napoléon voyant la Turquie si près de sa ruine et, d'autre part, son influence dans ce pays presque annulée, se décide à frapper un grand coup. Il écrivit à Alexandre : „Puisque nos ennemis nous forcent absolument à être grands, en bien, soyons-le ! je vous laisse la Turquie, la Suède et tout l'Orient ; arrangez-vous comme il vous plaira ; quant à moi, je me charge de l'Ooccident" [1]. Cette déclaration provoque une nouvelle entrevue des deux potentats qui a lieu à Erfurth (27 septembre 1808), et Napoléon garantit à Alexandre l'acquisition de la Moldavie at de la Valachie par l'article suivant (VIII) du traité secret conclu entre eux :

1. *Zinkeisen* l. c VII, p. 581.

„S. M. l'empereur de toutes les Russies, d'après les révolutions et changements qui agitent l'empire ottoman, et qui ne laissent aucune possibilité de donner, et par conséquent aucune espérance d'obtenir des garanties suffisantes pour les personnes et les biens des habitants de la Moldavie et de la Valachie, ayant déjà porté les limites de son empire jusqu'au Danube et réuni la Moldavie et la Valachie à son empire, ne pouvant qu'à cette condition reconnaître l'intégrité de l'empire ottoman, S. M. l'empereur Napoléon reconnaît la dite réunion et les limites russes de ce côté, portées jusqu'au Danube.“ [1]

La première conséquence de l'entrevue d'Erfurth fut la réconciliation de la Turquie avec l'Angleterre par le traité des Dardanelles (5 janvier 1809), qui rétablit les rapports entre ces deux puissances dans l'état où ils se trouvaient avant le commencement de la guerre.

La nouvelle de la conclusion de cette paix mécontenta au plus haut degré les Russes, qui étaient devenus subitement les amis de la France. Le 6 mars 1809, le prince Prosorowski fait savoir à la Porte que l'armistice ayant expiré, les hostilités recommenceront immédiatement si le résident anglais n'est pas expulsé de Constantinople et si le porteur de la note russe ne retourne pas dans les 24 heures avec une réponse favorable. La Porte se refusant d'exécuter les demandes de la Russie, la guerre recommence. La première mesure appliquée par les Turcs fut la prohibition du commerce

1. Comte de Garden, l. c. XI, p. 287.

des Russes dans les mers de la Turquie, par laquelle ils leur portaient un coup assez grave.

La campagne de l'année 1809 se passa en luttes sans importance ; les Russes réussirent seulement à prendre Ismaïl et se retirèrent ensuite dans les principautés pour y passer l'hiver, pendant que les Turcs s'en retournaient à Andrinople. Dans le courant de l'année 1810, les Russes prirent encore quelques forteresses : Turtukaï, Bazardjik et Silistrie. L'Angleterre, qui avait pris, à la place de la France, le rôle de médiatrice de la paix, se heurtait sans cesse contre une difficulté qui paraissait insurmontable, les prétentions de la Russie sur les principautés, prétentions qu'elle fondait surtout sur la circonstance que ces pays étant de religion grecque, devaient appartenir bien plutôt à elle qu'à la Turquie ; mais plus les Russes se montraient désireux de mettre la main sur les pays roumains, plus les Turcs s'opiniâtraient à ne pas renoncer à leur possession, de sorte que la guerre continua aussi dans le courant de l'année 1811, sans être conduite avec énergie ni d'un côté ni de l'autre.

C'était à l'année 1812 que le sort avait réservé de voir la fin de cette guerre qui traînait depuis plus de cinq ans, et ce fut toujours la France qui, après l'avoir provoquée, devait y mettre un terme. L'amitié de Napoléon pour la Russie ne dura pas longtemps ; celle-ci refusant d'adhérer au système continental, Napoléon lui déclara la guerre et se mit en marche contre elle à la tête d'une armée de 500,000 hommes. On comprend

très facilement que, dans une pareille circonstance, la Russie eût tout intérêt à conclure la paix avec la Turquie. Ce qui est plus difficile à saisir, c'est comment la Turquie se décida à consentir à une paix par laquelle on la dépouillait de nouveau d'une partie de son territoire, quand elle aurait pu tirer un profit si avantageux de la guerre qui venait d'éclater entre la France et la Russie et forcer celle-ci même, à lui céder quelque chose pour la conclusion de la paix ! Les péripities de la lutte et la confusion dans laquelle les Turcs se trouvaient par suite des revirements continuels de la politique française, expliquent seules ce fait qui paraît si extraordinaire.

Les Turcs prévoyaient dès l'année 1810 une rupture entre la France et la Russie et voilà pourquoi malgré leurs pertes ils se refusaient constament a conclure la paix avec leurs ennemis en leur cédant les principautés. [1] Les relations avec la France devenant tous les jours plus tendues, les Russes sont obligés de retirer quatre de leurs divisions des principautés pour les diriger du coté de la Pologne. Le ministre des affaires étrangères de France dans les instructions qu'il adresse a M. de Latour-Maubourg à Constantinople lui dit entr'autres : „Ce mouvement innatendu est occasionné par le refroidissement survenu entre les deux cours de France et de Russie. Les Russes ont craint les armes françaises

1. *Latour-Moubourg* à *Champagny* le 2 décembre 1810. *Odobescu*, documente p. 579.

et pour se mettre en sûreté contre elles, ils abandonnent la guerre de Turquie.“ [1])

L'ambassadeur français démontrait en conséquence aux Turcs que „la Porte ayant, pendant cinq années consécutives, refusé constamment de céder un seul pouce de terrain, lors même que la Russie libre de tous côtés, n'étant menacée d'aucune part, avait sur le territoire turc une armée de 80,000 hommes, dont les avant postes étaient parvenus jusqu'au centre de la Roumélie, quelle inconséquence ne serait-ce pas de céder les places qui font la sûreté de l'empire ottoman (Hotin, Bender, Ismaïl) aujourd'hui que la Russie est à la veille de rompre avec la France et a réuni toutes ses forces en Pologne, a évacué la Roumélie et ne conserve sur le territoire ottoman qu'une faible armée de 20,000 hommes qui ne peut augmenter ? J'ai vu dans une conversation avec les Ministres, ajoute l'ambassadeur de France, que ces considérations ne leur échappent point ; mais ils sont trop pusillanimes pour les faire valoir.“ [2])

Les Russes qui au commencement de la guerre prétendaient, pour cesser les hostilités, la cession des deux provinces roumaines, intimidés par la position menaçante de la France, n'exigeaient plus que la Bessarabie et la Moldavie jusqu'au cours du Sereth, l'indépendance de la Valachie et de la Serbie ; en Asie une cession de

1. Le ministère des affaires étrangères à Latour-Maubourg, 12 Avril 1811, Idem p. 585.

2. *Latour-Maubourg* au ministère des affaires étrangères 5 Novembre 1811. Idem, p. 598.

territoire jusqu'à la rivière du Phase et le paiement de 20,000,000 de piastres comme contribution de guerre. L'ambassadeur de France qui fait parvenir à sa cour ces relations ajoute que „le grand sultan a rejeté ces demandes, mais il n'a pas refusé de négocier. Les conditions auxquelles il parait consentir sont le paciement d'une somme d'argent et la cession de la Moldavie jusqu'au Pruth.“ [1])

Et c'est à cette dernière condition que devaient aboutir les nombreux pourparlers engagés dans la suite, et dès maintenant on pouvait se rendre parfaitement compte que ce qui poussait surtout la Porte à céder, c'était le manque de confiance dans la politique de Napoléon. Et en effet quelle garantie avait elle que l'empereur après l'avoir poussée de nouveau à la résistance, ne l'abandonnerait par comme il l'avait dejà fait par le passé ?

Les pauvres Turcs, s'imaginant que tout le monde devait leur ressembler et que dans tous les pays l'argent primait tous les autres interêts, veulent charger M. de Hübsch, l'ambassadeur du Danemark, à corrompre le général Koutouzoff, chargé par les Russes de négocier la paix. L'ambassadeur danois, ne croyant par devoir se mêler d'une semblable commission, s'en excuse auprès de Kiaia Bey, ne lui cachant pas qu'il la regardait comme ne pouvant réussir. [1]

Pendant que ces négociations trainaient entre les deux

1. 8 et 11 Novembre 1811. Idem p, 600—601.

2. 19 Novembre 1811. Idem p. 602.

cours, les opérations militaires n'étaient pas de nature à faire pencher la balance d'un côté ou d'un autre. Les troupes ottomanes et principalement le corps indiscipliné des janissaires demandait à grands cris la conclusion de la paix; d'autre part les forces russes avaient tellement diminué que le consul français de Bucharest *Ledoulx* écrivait le 20 Juin: „la situation de l'armée russe devient critique, les inquiétudes qu'on cherche à cacher augmentent tous les jours et si la cour de Russie n'envoie pas de secours, malgré l'indolence des Janissaires, on ne sait trop ce que fera le général Koutouzoff." [1] La cause des Russes paraissait surtout désesperée à la suite d'une affaire assez chaude arrivée à Roustschouk et dans laquelle les Russes étant battus, ils sont forcés de repasser le Danube, brâlent la citadelle de Giourgiou, l'abandonnent et se retirent dans l'intérieur de la Valachie. [2]

Le 18 Septembre 1811 Ledoulx écrit de nouveau à Vienne: „Il n'y a pas un individu à Bucharest qui ne regarde dejà ces provinces comme abandonnées par les Russes. Je pense aussi que le grand Vizir, pour peu que le temps le favorise encore pendant 15 jours, parviendra à les reconquerir. Les troupes turques sont excessivement animées; leur confiance dans l'intrépidité

1. Bulletin sur le mouvement des troupes turques et russes autour de Roustschouk 26 Nov 1811. Idem 603.—*Ledoulx* à Otto de Mosloy, ambassadeur français à Vienne 20 Juin 1811. Idem p. 612

2. Bulletin du 9 Juillet 1811. Idem p. 615.

et le savoir du grand Vizir est sans bornes. Les Russes sont dans un découragement complet et des deux divisions quils attendaient, la 9me seulement est arrivée, et cela dans le plus triste état. Les bruits de guerre avec la France qui, je ne sais pourquoi, continuent avec force, augmentent encore l'incertitude des Russes, et par dessus tout cela une épidémie effrayante s'est manifestée dans cette armée.“ [1]

Bientôt de nouveaux malheurs atteignent l'armée russe. Le jour même où Ledoulx décrivait sous des couleurs si noires son état en Valachie, une lutte acharnée est livrée près de Giourgiou contre les forces turques qui avaient passé le Danube, dans laquelle les Russes sont totalement battus, perdent plus de 2600 hommes, dont 1900 blessés apportés à Bucharest encombrent tellement la ville qu'on ne trouvait plus où les déposer. [2] Quelques jours après les Russes subissent un nouvel échec a Slobozia, dans lequel les blessés seuls atteignent le nombre de 800. Le 10 Octobre Ledoulx écrit : „Il n'y a qu'un cri dans le camp russe : la paix avec les Turcs. Ceux-ci au contraire animés au dernier point ont rejeté la demande d'un armistice et veulent tous continuer la guerre offensive.“ [3] On comprend aisément comment de pareils succès durent relever le moral des janissaires qui ne demandaient plus maintenant la conclusion de la paix.

1. *Ledoulx* à l'ambassadeur francais de Vienne. Idem, p. 626.
2. Bulletin de la bataille arrivée près de Giourgiou 13 Sept, 1811, Idem p. 627.
3. *Ledoulx* à l'ambassadeur français de Vienne Idem p. 633.

Ces défaites successives unies à la menace toujours plus imminente de l'invasion française pousse maintenant les Russes à demander la paix, et le général Koutouzoff reçoit le 26 Octobre 1811 un ordre de Pétersbourg de la conclure à n'importe quel prix.

Pendant que cet ordre faissait le trajet de Pétersbourg en Valachie le général russe tente un coup désespéré, mettant en jeu la position entière des Russes dans ce pays. Il attaque à l'improviste l'armée du grand vizir a Slobozia, là même où les Russes avaient été battus dans une première rencontre. Voilà comment ce fait d'armes, qui décide du sort de la campagne, est exposé par un rapport contemporain : „Le général Koutouzoff, perdant tous les jours du monde et se voyant dans la plus affligeante situation, a tenté une entreprise hardie qui pouvait être funeste à toute son armée, mais qui a parfaitement réussi. Dans les journées du 11 et 12 de ce mois il a fait filer quelques troupes et de l'artillerie du côté des Turcs en face de Nicopolis, dans l'intention sans doute de faire croire au grand vizir qu'il allait passer le Danube sur ce point. En effet les Turcs ont donné dans le stratagème et le grand vizir a fait détacher inconsidérément une partie de ses forces qu'il avait sur la rive droite, pour aller s'opposer à cette fausse attaque. Dans la nuit du 13 le général Koutouzoff, qui avait probablement tout préparé d'avance, a fait jeter un pont de bateaux sur le Danube à deux lieues au dessus de Slobozia, et a fait passer le fleuve au général Marcoff avec 8000 hommes et quelques pièces de canon. Ce général tombe

à l'improviste sur le camp turc, attaque les batteries qui correspondaient avec l'ile de Slobozia, et les Turcs étonnés, croyant peut-être que toute l'armée russe les cernait ne font qu'une faible résistance, se débandent et partie se sauve à Roustschouk, partie vers Tîrnova. Le général Marcoff, s'étant ainsi emparé de toutes les batteries qui faisaient le service du grand vizir dans l'île. a immédiatement dirigé sur celui-ci un feu terrible, qui a annoncé au général Koutouzoff sa victoire et à la fois au grand vizir le plus grand malheur.“ [1] Quoique le consul français ait peine à ajouter foi à un pareil triomphe dans les prémiers moments où la nouvelle s'en répandit, la suite ne fit que confirmer ce brillant succès remporté par l'heureux coup de main du général russe. Le grand vizir n'avait pu „sauver de sa défaite du 13 octobre une seule tente ni un seul canon.“ [2]

Le Sultan ému par cette terrible nouvelle, accède à la demande à laquelle les Russes avaient réduit leurs prétentions, la cession de la Moldavie jusqu'au cours du Sereth ; mais ce sont les Russes qui ne se contentaient plus maintenant de cette concession.

Pourtant les deux parties étaient également disposées à en finir, les Russes par crainte de la France ; la Turquie à cause de la défaite essuyée, qui avait annulé tous les aventages remportés par elle auparavant. Il ne faut

1 *Ledoulx* à l'ambassadeur de France à Vienne 19 Octobre 1811, idem p. 635

2 *Latour-Maubourg* même 25 Janvier 1812, idem p. 662.

pas nous étonner si les préparatifs de la France contre la Russie n'exerçaient pas sur les Turcs un effet plus considérable et ne les enhardissaient point à poursuivre à tout prix la résistance. D'abord, ainsi que nous l'avons fait remarquer, la Turquie n'avait plus la moindre confiance dans la politique de Napoléon, qu'elle voyait changer presque tous les jours avec une telle rapidité, qu'amis et ennemis risquaient de ne plus se reconnaître ; ensuite, ce qui peut paraître encore plus extraordinaire, c'est que les agents de la France eux-mêmes ne savaient rien de positif sur les intentions de l'empereur, vis-a-vis de la Russie. Aussi Ledoulx ecrivait à l'ambassadeur français de Vienne la 7 Noembre 1811 : „Les bruits de guerre entre la France et la Russie continuent à occuper ici tout le monde. Je ne sais, Monsieur l'ambassadeur, ce qui peut donner lieu à cette opinion ; mais il est de fait qu'elle est générale en Moldavie et en Valachie.“ [1]

Jusqu'à à ce moment les pourparles avaient été conduits d'une manière accidentelle ; à partir de Novembre 1811 ils prennent un cours régulier, par une conférence qui s'ouvre d'abord à Giourgiou, pour continuer à partir du 15 décembre ses séances à Bucharest. Le plénipotentiaire ottoman Galib Effendi demande à Ledoulx si l'on verra bientôt une guerre qui rétablisse la Pologne et qui mettra une fois les Turcs à l'abri de la perfidie russe ?

1 *Ledoulx* à l'ambassadeur de Vienne 7 Noembre 1811, idem p. 641.

Le consul français qui manquait complètement de renseignements à cet égard, répond au Turc d'une manière évasive „qu'il n'était donné à personne de deviner les profondes et sublimes combinaisons de l'empereur; mais que tous ses sujets ainsi que tous les amis de la France devaient s'abandonner avec confiance à son génie et à sa sa protection.“ [1] Une pareille réponse, qui ne disait rien était de nature à confirmer les bruits répandus à dessein par les Russes, que la France allait s'entendre avec eux. [2] Ils voulaient, par là forcer la main aux Turcs, et leur enlever aussi ce dernier moyen de résistance, sur lequel nous avons vu d'ailleurs que les Turcs ne comptaient pas beaucoup.

La Porte était d'autre part dans l'impossibilité absolue de continuer la guerre. „La détresse de l'état militaire de la Porte est à son comble et il faut pour soutenir la guerre que tous les éléments en soient créés et mis en ordre en moins de deux mois, dans un pays ou rien ne se fait promptement. [3] L'ambassadeur craignait que si le Sultan maintenait la guerre contre la volonté unanime de la nation, il ne fût renversé. Celui-ci pourtant était presque le seul de son empire qui se refusait à signer dans des conjonctions aussi favorables une paix honteuse. Mais comment déterminer ses ministres, son

1 *Ledoulx* à l'ambassadeur de France à Vienne 25 Janvier 1811, p. 664.

2 *Latour-Maubourg*, au même 10 Fevrier 1811, idem p. 667.

3 *Latour-Maubourg* au ministre des affaires étrangères 27 Janvier 1812, idem p. 713.

armée, son entourage à continuer une résistance, qui en effet était désesperée? Il demande à l'ambassadeur de France „une déclaration officielle et publique de la mésintelligence qui divisait la France et la Russie et de l'intention de l'empereur d'en venir à une rupture. La minorité, qui soutenait dans le conseil l'opinion du grand Sultan, voulait se servir de cette déclaration comme d'une arme puissante, pour réduire au silence ou même pour persuader le parti contraire. Mais quoique je sentisse, poursuit l'ambassadeur, combien cette démarche serait salutaire pour le succès des affaires de sa Majesté à Constantinople, je n'ai pas cru pouvoir enfreindre les ordres que votre Exellence m'a donnés à cet égard, faisant d'ailleurs réflexion que l'interêt que peut-avoir la France à prolonger la lutte dont la Roumelie est le théatre, n'est que secondaire, et doit être subordonné aux interêts plus importants qui peuvent porter l'empereur à retarder le moment ou il fera justice de la Russie.“ [1]

L'ultimatum adressé par Napoléon à Alexandre porte la date du 24 Avril 1812; Napoléon part pour l'armée le 9 Mai, arrive à Dresde le 17 du même mois. Le 12 Juin l'empereur Alexandre refuse de recevoir une nouvelle ambassade de Napoléon, qui passe le Niémen le 24 de ce mois. Le traité de Bucharest est signé le 28 Mai, au moment même où la guerre entre la Russie et la France était sur le point d'éclater. On est donc en

1 *Latour-Maubourg* au ministre des affaires étrangères 27 Janvier 1812, idem p. 714.

droit de se demander si cette paix ne fut pas aussi, en partie du moins, l'oeuvre de la trahison, qui accompagnait habituellement toutes les actions politiques de l'empire ottoman ? Aussi plusieurs circonstances concourent à établir d'une manière certaine que les plénipotentiaires turcs ne manquèrent pas aussi en cette occasion de sacrifier les intérêts de leur état à quelques bourses d'argent. D'abord le général de Langeron, Français au service de la Russie, déclare dans ses mémoires „que cette paix sera toujours une énigme pour lui." [1] Ensuite Galib Effendi, questionné peu de jours après la signature du traité, par le consul français Ledoulx, lui répond d'une manière évasive „qu'il était temps que la guerre cessât, que les promesses de Mr. de Latour-Maubourg ne s'étaient malheureusement pas réalisées à temps, qu'il n'avait cédé aux Russes que peu de chose, que les provinces devaient être evacuées dans deux ou trois mois et que, d'ici là, la Providence pouvait amener encore d'heureux événements." [2] La trahison perce a travers chaque mot qui sort de la bouche du plénipotentiaire ottoman.

La disgrâce de grand vizir et la punition des deux négociateurs, Galib Effendi qui est exilé, et Démètre

1 Ces mémoires ont été publiés dans le III-me volume du supplément aux documents de Hourmouzaki, au moment même ou notre livre quittait les presses. Nous regrettons infiniment de n'avoir pu mettre à contribution ce précieux recueil, qui contient des matériaux si abondants sur la guerre de 1812.

2 *Ledoulx* à l'ambassadeur de Vienne en Juin 1812. Idem p. 619.

Morouzi qui eut la tête trauchée, ajoute encore à établir leur trahison. D'après un historien roumain, elle consisterait surtout dans le fait que le dragman de la Porte, Panaiotaky Morouzi, frère du plénipotentiaire ottoman de Bucharest, aurait reçu une lettre de Napoléon qui annonçait la rupture avec la Russie, et que l'interprète, au lieu de remettre à la Porte, l'envoya à son frère, afin de presser les négociations et d'arriver à la conclusion de la paix. On comprend bien que ce ne fut pas sans un interêt pécuniaire que les deux Grecs trahirent la cause de leur maître. Aussi tout le poids de la colère du Sultan retomba sur les Morouzi, qui eurent tous les deux la tête coupée. Panaiotaky était accusé que „ayant eu connaissance de toutes les affaires politiques de son gouvernement et s'étant uni avec son frère pour les révéler aux ennemis de l'état, le traitre a payé ce crime de sa tête.“ [1] Quoique le traité fût signé à Bucharest le 28 Mai, le 2 Juin six jours après on n'en savait encore rien à Constantinople, car il fallait éviter que l'ambassadeur français ne s'opposât à sa ratification, maintenant qu'il devait pleinement être instruit des intentions de Napoléon. Le comte Andréossy, qui rapporte ce fait, ajoute que tout cela lui prouve que les plénipotentiaires turcs ont joué un jeu bien adroit afin de gagner du temps, ou qu'ils ont depassé leurs pouvoirs.“ [2] Nous croyons pourtant que les négociateurs

1. *Andréossy* au gouverneur du îles Illyriennes, 5 Décembre 1812, Idem p. 700.

2. Idem, 25 Mai 1812, p. 714.

16

turcs retardèrent l'envoi du document, non dans l'iuterêt de la Russie, qui devait au contraire se presser d'en obtenir la ratification le plus promptement possible, mais bien pour donner le temps au Sultan, mieux informé sur les intentions de Napoléon, de revenir sur sa décision et de refuser sa ratification. Les plénipotentiaires, après avoir pris soin de leur bourses, voulaient maintenant mettre aussi leurs têtes à l'abri, et après avoir trompé les Turcs, ils voulaient maintenant tromper aussi ceux qui les avaient payés. Ils n'échappèrent pourtant point au châtiment mérité, et l'ordre de décapitation de Démètre Morouzi portait : „Allez couper la tête à ce traitre qui s'est vendu à la Russie.“ Le rapport d'Andréossy ajoute „qu'on a trouvé parmi les effets de Morouzi une bague de 12,000 piastres qui lui avait été donnée par les Russes et les titres de propriété d'une terre dans la partie de la Moldavie cédée à la Russie.“ [1]

La paix de Bucharest contenait les conditions suivantes: Le Pruth, depuis son entrée en Moldavie jusqu'à son embouchure dans le Danube, formera désormais la limite des deux empires. Les habitants des principautés seront exemptés du tribut pour deux ans, ainsi que des contributions pour toute la durée de la guerre et obtiendront les autres faveurs stipulées habituellement dans les traités entre les Russes et les Turcs. Les Serbes obtiennent aussi une amnistie complète et l'indépendance administrative.

---

1 *Andréossy* au duc de Bassano, 23 décembre 1812. Idem p. 738.

V.

Cette guerre avait été entreprise par les Russes pour sauver les pays roumains du joug et des vexations des Turcs ; on pouvait donc s'attendre à un changement de régime pendant la durée de l'occupation russe (1806—1812), d'autant plus que les Russes, voulant les incorporer définitivement à leur empire, il était naturel de leur présenter en perspective un autre genre de gouvernement que celui qu'ils avaient dû souffrir sous la domination des Turcs. C'est ce qui aurait dû être ; nous verrons ce qui eut lieu.

Aussitôt qu'Ypsilanti eût quitté la Valachie par suite de sa destitution provoquée par Napoléon et fut remplacé par Soutzou, les Turcs, qui accompagnaient celui-ci, remplirent bientôt la ville de Bucharest. Mais Soutzou fut révoqué avant même qu'il eut pris possession de sa résidence et Ypsilanti qui s'était réfugié en Russie rentra en Valachie conduit par les armées russes, qui avaient envahi la Turquie quoique celle-ci eût rétabli les princes dépossédés. Une chronique contemporaine remarque que „c'était une chose inouïe que de voir un prince venir du côté de la Russie, accompagné des troupes de ce pays.“ [1]) Le 12 décembre 1806 le général Miloradovitsch

1) Chronique de *Zilote le Roumain* dans la Revue de *M. Hasdeu*, Columna lui Traian, année 1883 p. 92.

entre à Bucharest, étant bientôt suivi par le prince, qui y arrive trois jours après. Alexandre Morouzi prince de Moldavie, se sauvant en Turquie à l'arrivée des Russes, pour éloigner les soupçons qui planaient sur sa tête, les Russes confient à Ypsilanti aussi le gouvernement de la Moldavie. Les habitants de Bucharest, effrayés dejà à la vue des Turcs, le sont encore davantage lorsqu'ils virent les Russes s'approcher et la capitale menacée des horreurs d'un combat. „Le peuple s'empressa de transporter ce qu'il avait de plus précieux dans les églises pour défendre par la protection de la divinité leur avoir contre les pillages des Russes. On y voyait entassés par milliers des caisses, des malles et des coffres-forts.“ 1)

Ypsilanti fut aussitôt chargé par la Russie d'organiser une armée de gens du pays qui devait être vêtue d'une uniforme verte et porter, on ne sait trop pourquoi, le nom de dragons macédoniens. „Cette troupe fut recrutée parmi tous les vagabonds et mauvais sujets du pays, et composée des nationalités les plus diverses : Albanais, Grecs, Serbes, Roumains, Allemands et Hongrois, à la charge du trésor valaque ; une véritable bande de brigands ; partout où elle passait la terre en gémissait.“ 2) Les soldats s'engageaient dans le seul but de toucher leur solde, prenant la fuite aussitôt qu'ils voyaient l'ennemi. Les Russes les battaient horriblement, remplis-

1) Chronique roumaine de *Dionisie Ecclesiarcul* dans *Papiu Ilarian,* Tesaur de monumente istorice, Bucuresci 1862, II p. 208.

2) *Ecclesiarcul* l. c. p. 209. *Zilote* l. c. *p.* 92.

sant le nombre de coups réglémentaire même lorsque ces malheureux avaient cessé de vivre. [1])

Le général en chef Michelson et son adjoint Miloradovitsch demandent à Ypsilanti comme récompense pour leurs fatigues 80 bourses d'argent. [2]) Le prince qui ne pouvait encaisser aucune contribution d'un pays livré à la rapine tant par les Russes que par les Turcs, refuse d'obtempérer à cette demande. Les généraux russes le menacent alors de le livrer aux Turcs, ce qui pousse Ypsilanti à se sauver en Russie. Il s'y plaint à l'empereur contre la conduite de ses généraux et Michelson, disgracié et rappelé par son maître, se suicide. Ypsilanti ne voulant plus retourner dans le pays, les Russes organisent une nouvelle administration, sous deux employés russes, l'un président siégeant à Jassy, l'autre vice-président résidant à Bucharest. Les divans (assemblées) du pays sont conservés sous le nom de comités, étant placés sous les ordres et la dépendance de deux administrateurs. [3])

Avant que le successeur de Michelson, Prozorovsky vienne prendre possession de son commandement, les Turcs passent le Danube et se dirigent vers la capitale.

1) *Ecclesiarcul* l. c. p. 209.

2) La bourse d'argent contenait 500 piastres et 6 piastres valaient un ducat en or; donc la bourse représentait la valeur de 83 ducats en or.

3) *Zilote* l. c. p. 53 Comp. deux rapports français du 31 décembre 1808 et 28 Février 1809. *Odobescu*, documents II p. 533 et 543.

„Les habitants voyant que les boyards, le métropolitain et les évêques abandonnent la ville, se sauvent de tous côtés. On ne saurait décrire l'effet de cette panique effroyable. Les routes étaient encombrées de charriots bousculés et renversés aux passages étroits et aux ponts dans leur fuite précipitée.“ [1])

Ce n'étaient pourtant là que les maux inséparables de l'état de guerre dans lequel se trouvait le pays. Les Roumains y étaient habitués. La domination russe qui s'inaugurait chez eux sous de pareils auspices, devait leur réserver encore d'autres souffrances d'autant plus insupportables qu'elles étaient constantes. Celles-ci furent provoquées, comme du temps de la guerre de 1774 par les besoins de l'armée, mais dans une proportion bien autrement grande; car les troupes russes, au lieu de passer seulement par le pays pour aller en Turquie, y stationnèrent six années interminables, pendant lesquelles le peuple roumain ne vit pas s'éclaircir un seul instant son noir horizon.

Une infinité de bras étaient employés à la fortification des points menacés ou importants. Ainsi le général Zass après avoir chassé les Turcs de Craiova, fait creuser un fossé autour de la ville, ordonnant aux préfets du districts d'amener une foule de manoeuvres, et comme on était en hiver, ces malheureux devaient travailler le jour sous les coup des fouets russes et passer ensuite la nuit enfermés dans des églises ou dans des enclos, pour ne

1) *Ecclesiarcul* l. c. p. 218.

pas s'enfuir, mouillés jusqu'aux os, manquant de feu et de nourriture et périssant par milliers." [1]) Du nombre de 2000 travailleurs occupés à la forteresse de Hotin il en périt 400 en quelques jours. [2])

Les transports nécessaires à l'armée étaient une véritable calamité pour les pays roumains. En 1811 le président du gouvernement provisoire demande au divan de Moldavie 15,000 charriots et au mois d'avril 1812 Koutouzoff exige que la Valachie lui en fournisse 20,000, chacun attelé de quatre boeufs et conduit par deux paysans. „Malgré toutes les observations que les boyards ont cru devoir faire et qui démontrent la ruine totale de cette province, le général en chef a persisté dans sa demande." [3]) Un rapport français nous dit que „cette mesure met le comble au désespoir des habitants; ils se voient menacés d'une famine cet hiver, par l'impossibilité où ce trouve le paysan de labourer et d'ensemencer la terre." [4] En dehors de ces réquisitions pour ainsi dire régulières, les habitants étaient exposés à toutes sortes d'exactions, de vols et de rapines, qui les réduisaient à le dernière misère. „Ces provinces, nous dit un rapport de Merriage délégué français aux négociations entamées pour la paix, sont d'une admirable fertilité. Elles étaient couvertes de troupeaux, mais l'armée russe a tellement dévoré ce pays, qu'au commencement de 1809 il n'offrait

1) *Ecclesiarcul*, l. c. p. 221.

2) Documents recueillis par *Odobescu* II, p. 687 (6 Mai 1812).

3) *Idem*, p. 647 et 682.

4) *Idem*, p. 687.

dejà plus que l'image d'un désert. L'armée russe commençait à devoir tirer ses vivres des provinces au nord du Dniester et d'Odessa.“ [1])

En dehors de cette mise à contribution du travail du peuple, les Russes imposent encore aux pays des demandes d'argent, dont le nombre et la valeur dépassent bientôt leurs moyens. Ainsi en dehors des 80 bourses que les généraux russes encaissèrent sans aucun doute après la fuite d'Ypsilanti, nous trouvons Miloradovitsh exigeant régulièrement tous les mois la somme, énorme pour ces temps là, de 4000 ducats, dont il prétendait avoir besoin pour espioner le Turcs. [2]) Les Russes demandent encore de l'argent pour construire des hôpitaux [3]). Une contribution ayant été imposée aux marchands, ceux-ci s'avisèrent de résister; mais ils durent bientôt plier devant la menace d'être exilés en Siberie. [4]) Une autre contribution frappe les nobles et le clergé, dont on exigeait la somme importante de 1.200.000 piastres, „chaque boyard ayant à payer en raison de ses ressourses et des places qu'il a pu occuper.“ Le bulletin auquel nous emprentons ces donées ajoute que „cela exciterait à Bucharest un mé-

1) Merriage au ministère des affaires étrangères 14 Juillet 1811, *Idem* p. 589.

2) Le *Kilo* (4 hectolitre) de blé valant alors un ducat, il s'en suit que cette somme représente aujourd'hui le valeur de 4000 kilo de blé, soit à 50 francs, 200,000 francs.

3) Rapport du 11 Janvier 1807, idem p. 452.

4) Rapports du 17 et 24 Aout 1811. Idem p. 621—622.

contentement général.[1]) Le 25 avril 1812, quelques jours avant la signature de la paix, Koutouzoff exige de nouveau une contribution de 2,000,000 et Tschitschakoff demande pendant le mois de Juin de la même année au divan de Moldavie la contribution annuelle du foin, moitié en nature, moitié en argent, dont la dernière pouvait s'élever facilement à 2,000,000 de piastres. Le rapport de Fornetty, consul français de Jassy, nous dit que „cette nouvelle mesure était tout-à-fait ruineuse pour le pays. Les membres du divan et les premiers boyards ont tenu conseil, à la suite duquel ils ont nommé une députation auprés de l'amiral, pour lui représenter que cette disposition achéverait de ruiner le pays.“ Aprés bien des pourparlers la somme exigée en argent est réduite à 200,000 piastres. En général sous l'administration des Russes les contributions de la Moldavie étaient montées de 3,000,000 de piastres qu'elles étaient auparavant à 8,000,000 et celles de la Valache avaient quintuplé.[3]) Malgré ces extorsions continuelles le divan de la Valachie est forcé de faire au général Koutouzoff une lettre de remerciments et de lui faire cadeau d'une riche boîte „comme témoignage de la reconnaissance de cette province.“ [4])

1) Bulletin du 5 Sept. 1811 *Idem* p. 624.

2) Depêches de *Fornetty* du 17 Juin et 4 Juillet 1812, *Idem* p. 696—697.

3) Rapports du 18 Février 1808 et du 27 Mai 1812, *Idem* p. 501 et 690.

4) *Ledoulx* à l'ambassadeur français à Vienne, 13 Mai 1812, *Idem* p. 689.

L'un des maux les plus criants de la domination phanariote avait été l'abus que l'on commettait dans la distribution des boyaries, [1]) lesquelles, emportant exemption de la plupart des contributions et droit aux fonctions, n'étaient pas seulement honorifiques. La Russie, au lieu de mettre fin à cet abus, trouvant que c'était un excellent moyen pour se faire des partisans, se mit à l'exploiter sur une échelle beaucoup plus étendue. La précieuse chronique contemporaine déjà citée, dit à ce sujet : „Il n'était pas moins curieux de voir la manière dont on créait les boyards d'après un nouveau système, c'est-à-dire par des titres écrits, qui arrivèrent même à être vendus pour de l'argent, ce qui les dégrada tout à fait, car tous les misérables et les vauriens pouvaient en obtenir." [2])

Un autre mal que la Russie aurait dû combattre de toutes ses forces, c'était la corruption des fonctionnaires, chose qui, il est vrai, ne devait pas lui être trop facile, vu la profonde corruption dans laquelle elle-même était plongée; d'où il suit que l'administration des principautés ne pouvait être qu'une copie fidèle de celle de la Russie. La même chronique raconte: „Et on commença à „pousser" de l'argent et à commettre toutes les turpitudes pour pouvoir arriver aux fonctions et aux faveurs; les petits boyards voyant que, pour y arriver, on n'avait nullement besoin de mérite mais seulement

1. Titres de noblesse.

2. *Zilote*, l. c. p. 92.

d'argent, imitaient l'exemple des grands, et, comme celui qui donnait davantage était le plus favorisé, on vit bientôt tous les mauvais sujets placés dans les emplois de l'État, dépouillant le pays à qui mieux mieux ; les plaintes n'étaient reçues par personne, car tous étaient gagnés à la corruption. Loi, âme, Dieu et récompense étaient traités par eux de songes et mensonges. L'argent était la seule chose qu'ils adoraient, la seule idole à laquelle ils sacrifiaient." [1]) La même chronique ajoute que les Russes étaient les premiers à voler et à dépouiller le pays, et cite comme exemple de leurs déprédations la lutte qui s'engagea entre deux boyards qui voulaient arriver au ministère le plus lucratif du pays, celui des finances : „Pour pouvoir lutter l'un contre l'autre ils avaient surtout besoin d'une bourse bien garnie. Voilà pourquoi ils s'efforçaient à l'envi de gagner de l'argent pour pouvoir en donner à ceux par l'influence desquels ils espéraient obtenir ce poste, et suffire en même temps aux bals et autres cérémonies continuellement exigées par les commandants, les généraux et jusqu'aux plus petits oficiers russes, afin de gagner leurs bonnes grâces, et je puis dire que les Russes avaient si adroitement pris leurs mesures que tout ce que les boyards ravissaient au pauvre peuple était dépensé pour leurs amusements. [2])"

Ce tableau d'une horde de spoliateurs qui dansent et se repaissent aux dépens d'un peuple malheureux a quel-

1. *Zilote*, l. c. p. 121
2. Idem, p. 128.

que chose de révoltant. Au temps des Turcs, les fortunes ravies allaient enrichir au loin les familles des ravisseurs ; maintenant elles étaient bues et mangées, jetées au vent au bruit des verres et des cris d'allégresse, en face du peuple spolié.

Si nous ajoutons à ces faits la protection encore plus marquée des religieux grecs, qui dépouillaient les couvents de leurs biens, — protection d'autant plus naturelle que les Russes venaient au nom de l'église pour soustraire les malheureux chrétiens au joug des mahométans, — l'introduction dans les pays roumains d'une monnaie fausse, imposée par les Russes comme paiement imaginaire pour leurs achats, et principalement les abus sans nombre commis par les armées russes, ce qui fait dire à notre chroniqueur que par où les armées russes passaient „la terre en gémissait," tout cela peut donner une idée, quoique bien faible, de l'état des pays roumains pendant l'occupation russe.

Les habitants des principautés, s'étant plaints d'abord au comandant général Koutouzoff, reçurent pour réponse, „qu'il leur laisserait les yeux pour pleurer." Voyant que les Russes ajoutaient l'insulte aux malheurs dont ils les accablaient, les Roumains se plaignirent directement à l'empereur Alexandre. On dit que celui-ci, apprenant leurs souffrances intolérables, se serait écrié dans un moment d'indignation: „De pareilles cruautés ne sauraient être tolérées," et il ordonna à Tschitschakoff, qui avait remplacé Koutouzoff dans le commandement, de prendre les mesures nécessaires pour combattre les désor-

dres et les abus de toute sorte qui se commettaient. On peut juger, d'après les mesures que le commandant fut obligé de prendre, de ce que les pays avaient dû souffrir jusqu'alors, et ce n'est que le contraste entre un état désespéré et un autre quelque peu plus supportable qui explique les couleurs sous lesquelles le chroniqueur peint les réformes de Tschitschakoff: „Il supprima la demande des innombrables charriots qui tuait les bêtes, faisant transporter les objets nécessaires à l'armée par un service organisé ; les déprédations même des employés du pays furent jusqu'à un certain point enrayées ; les juges se corrigèrent et, en un mot, une sollicitude paternelle s'étendit sur le malheureux pays.“ [1])

Un pareil état de choses ne pouvait inspirer aux Roumains des sympathies pour leurs soi-disant libérateurs. Se rappelant aussi les souffrances endurées pendant les guerres précédentes, ils en vinrent à se convaincre que la domination russe n'était point destinée à répandre sur leurs pays le bonheur qu'ils attendaient. Quelle blessure bien autrement profonde dut leur causer l'enlèvement d'une portion si considérable de leur territoire ! Si la prise de la Bukovine, qui n'était qu'un lambeau en comparaison de la Bessarabie, les émut si fortement, allaient-ils rester indifférents au démembrement de la moitié de leur pays ? Aussi les plaintes à la Porte ne firent-elles point défaut. Les boyards ne manquèrent point cette fois encore de remplir leur devoir, montrant à la Porte

1) *Zilote,* l. c. p. 131.

la perte considérable que subissait la Moldavie. N'étant point placés cette fois sous l'influence russe, ils firent preuve de beaucoup d'habileté politique, laissant tout à fait de côté les récriminations, et faisant semblant de défendre seulement l'intérêt de la Porte ; ils appuyaient surtout sur la perte économique qu'allait souffrir le pays par le démembrement de la Bessarabie. „Les 120,000 kilos de blé qui étaient fournis chaque année aux Turcs pour leurs armées, étaient pris en entier dans la Bessarabie, car dans le reste du pays on ne cultivait que le maïs pour la nourriture des habitants. Des 300,000 ocas [1]) de beurre que les Turcs prenaient dans le pays, 120,000 provenaient de la Bessarabie. Puis la plus grande partie des bestiaux et des brebis était élevée dans les plaines qui s'étendent de l'autre côté du Pruth. En cédant cette province à la Russie on diminuait le commerce de la Moldavie qui consistait surtout dans l'exportation des animaux. La Porte devait en conséquence réduire le tribut, car il était impossible d'exiger de la moitié du pays ce qui lui était demandé quand il était entier. Voilà les arguments qui faisaient demander aux boyards le rétablissement des frontières de la Moldavie „telles qu'elles avaient été depuis les temps les plus reculés, afin de récupérer la meilleure partie du pays, qui procurait nourriture, commodité et refuge aux habitants, leur facilitait la vie en leur procurant le

1) 1 oca = un peu plus d'un kilogramme.

nécessaire, tant à eux qu'a leurs bestiaux, en un mot *la plaine et le cœur* du pays." [1])

Ces protestations trouvèrent tout aussi peu d'écho que celles qui avaient été élevées à l'occasion de la prise de la Bukovine. La catastrophe de Napoléon en Russie, qui fit d'Alexandre le maître de l'Europe, empêcha pour toujours la Porte de revenir sur un fait accompli, et ainsi „le jour fatal de l'application du traité étant arrivé et chacun devant vivre dorénavant là où le sort l'avait jeté, ces heures amères firent couler bien des larmes, car le peuple rassemblé allait et venait sur les bords du Pruth comme des troupeaux, passant d'un village à un autre, pendant des semaines entières, tous faisant leurs adieux à leurs pères, frères et parents avec lesquels ils avaient été élevés et avaient vécu ensemble jusqu'au moment où ils devaient se séparer, peut-être pour toujours." [2])

En effet la Bessarabie était perdue, peut-être pour toujours, du moment où le vautour de l'Oural y avait enfoncé ses serres, et les adieux de ses habitants étaient bien le symbole de l'adieu éternel que le pays faisait à la moitié de lui-même. Depuis lors le Pruth devint „la rivière maudite" [3]) dont les flots marqueront la séparation d'un peuple !

1) Plainte des boyards pour la Bessarabie du 2 octobre 1812, dans *T. Codrescu*, Uricarul, (recueil de documents) Jassy 1853, III p. 343.

2) Emmanuel Draghici, *Histoire de la Moldavie*, II, p. 92.

3) Ballade populaire moldave.

C'est maintenant que les plans de la Russie sur les principautés roumaines se montraient sous leur véritable jour. Si la Russie luttait pour elles, ce n'était point pour leur rendre la liberté, usurpée par les Turcs, mais bien pour les soumettre à sa propre autorité, pour changer la suzeraineté turque contre la domination moscovite. Si jusqu'à présent la Russie avait gardé un silence calculé sur la future position des principautés, par la prise de la Bessarabie elle montrait d'une manière evidente qu'elle voulait les englober dans son vaste empire.

Le résultat fatal pour les Roumains des guerres russo-turques fut le démembrement de leur pays, dont une partie alla augmenter l'immense étendue de la Russie, l'autre assouvir l'avidité de l'Autriche. Ces guerres mettent, pour ainsi dire, à nu les projets de ces deux empires sur les pays roumains. Ce travail pourtant se continue en sourdine jusqu'à nos jours et il ne cesse pas de se produire même dans les temps présents, avec plus ou moins de vivacité, avec plus ou moins de constance.

Essayons de connaître les raisons qui poussent ces deux empires à la conquête des pays roumains.

La situation géographique de la Russie est des plus défavorables au développement de son commerce. Fermée de tous côtés, elle n'a pas d'issue sur l'Océan. La mer d'Ochotsk et la mer Blanche sont inaccessibles, l'une par son éloignement, l'autre à cause de ses glaces. La mer Baltique et la mer Noire, les seules par lesquelles elle puisse sortir sur l'Océan, communiquent avec celui-ci, l'une par le Sund et le Belt, l'autre par le Bosphore

et les Dardanelles, détroits qui peuvent être facilement fermés par les pays qui les dominent. Si le Danemark, Etat petit et faible, n'a jamais obstrué le canal respiratoire de la Russie du côté du nord, il n'en est pas de même de la Turquie, qui s'est toujours efforcée jusqu'à ce jour d'empêcher le développement de la marine russe. Dans tous les traités intervenus entre la Russie et la Turquie, nous voyons constamment reparaître la clause qui garantissait la liberté de navigation des Russes dans les eaux de l'empire ottoman. La Russie a donc un intérêt majeur à mettre la main sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles, et à se défaire d'un portier qui empêche souvent son maître de sortir de chez lui. Voilà la cause qui pousse continuellement la Russie vers le sud. Pour mettre son plan à exécution, elle est servie par des circonstances exceptionelles, entre autres sa communauté d'origine avec une grande partie des peuples de la péninsule des Balcans et celle de religion avec la totalité de ces populations. Si pourtant quelques-unes d'entre elles, comme les Grecs et les Roumains, se sont convaincues avec le temps qu'elles ne pouvaient s'attendre de la part des Russes qu'à une domination encore plus arbitraire que celle dont elles désiraient secouer le joug, et que même les Bulgares montrent de nos jours avec une grande énergie la même tendance vers la liberté, la Russie n'entend pas verser inutilement son sang, et veut maintenir ces populations, élibérées par elle, dans sa dépendance. Il va sans dire que le plus grand obstacle qui s'oppose à l'exercice de son autorité au sud du Danube

c'est le peuple roumain. Voila le secret de l'inimitié cachée que les Russes lui ont voué.

Passons à l'Autriche. Celle-ci ressemble sous bien des rapports, par sa position géographique, à la Russie : même manque de l'élément qui vivifie les nations, l'océan. Cernée de tous côtés par des territoires étrangers, elle tâche par tous les moyens possibles d'avoir un débouché sur la mer. Voilà ce qui la poussait au moyen âge à étendre sa domination en Italie ; voilà ce qui la force aujourd'hui à maintenir, coûte que coûte, sa domination sur Trieste qui lui ouvre la mer Adriatique, et, dans la crainte, qu'un jour ce port ne lui soit ravi, elle pousse toujours plus avant sa domination sur les côtes de cette mer, pour le moment dans la Bosnie et l'Herzégovine. Sa communication avec la mer Noire se fait par le Danube ; il est donc naturel que l'Autriche tende à la domination exclusive du cours de ce fleuve, en attendant qu'elle puisse s'établir sur les bords mêmes de la mer dans laquelle il se jette. La possession des pays roumains lui procurant du même coup ces deux avantages, la tendance de l'Autriche à les dominer se trouve suffisament expliquée.

Il faut toutefois remarquer que, pendant que l'intérêt de l'Autriche n'est que commerciel, celui de la Russie se trouve mêlé à un autre d'ordre supérieur, l'intérêt national. L'Autriche, depuis qu'elle a renoncé à l'idée de pouvoir germaniser ses provinces, composées de tant de nationalités diverses, tâche de maintenir leur unité par la création de puissants intérêts économiques com-

muns. Voilà pourquoi, selon toute probabilité, elle a renoncé de notre temps à l'idée, si prononcée autrefois, de soumettre les pays roumains à sa domination politique, et se contente de les asservir au point de vue économique.

L'histoire depuis 1812 jusqu'à ce jour confirme pleinement ces vues. Ainsi la Russie, après la guerre de 1828 et la paix d'Andrinople, introduit dans les principautés une organisation nouvelle, celle du règlement organique, par laquelle elle asservit les pays aux boyards, ceux-ci au prince et le prince à ses caprices. Michel Stourza, Bibesco, Stirbeïu et Grégoire Ghyka ne sont que les instruments de sa domination dans les principautés. Ils tremblaient au moindre mot du consul de Russie et exécutaient en tout ses ordres, relatifs surtout aux mesures à prendre pour étouffer toute manifestation de l'esprit national. En 1848 la Russie, croyant le moment favorable pour réaliser ses plans, à la faveur des troubles qui déchiraient l'Europe entière, fomente elle-même une révolution dans les principautés, pour pouvoir trouver un prétexte légal d'y mettre le pied, peut-être pour ne plus en sortir. Lors de l'union des deux principautés, la Russie quoiqu'elle fit semblant ouvertement de favoriser leurs demandes, pour complaire à Napoléon III, qui dictait dans le congrès de Paris la paix à la Russie, n'en combat pas moins sous main cette tendance des Roumains, qui devait fortifier leur nationalité.

Lors de l'élection du prince Charles, voyant que l'état roumain prenait une plus sérieuse consistance, elle proteste avec tant d'énergie qu'elle perd le calme et le sang-froid

qui caractérisent d'habitude sa politique. Enfin le dépouillement de *son allié* dans la dernière guerre (1877—1878) peut convaincre même les plus incrédules que la politique de la Russie n'a nullement changé depuis 1812, que son désir le plus ardent est toujours de faire disparaître le peuple roumain de la face du globe le plus tôt possible.

D'autre part l'Autriche, par l'extension abusive de la juridiction consulaire, qui prêtait son appui même aux nationaux, créa dans les principautés une classe nombreuse de gens disposés à soutenir l'influence autrichienne. Quand les circonstances eurent brisé ce moyen entre les mains de l'Autriche, elle eut recours à d'autres pour assurer sa suprématie économique, c'est-à-dire aux conventions commerciales et à la navigation sur le bas Danube, qu'elle tâche tous les jours d'accaparer davantage.

La guerre de Crimée vint tempérer un peu ces tendances conquérantes et donna l'essor à la nationalité roumaine. L'union des principautés et l'avènement d'une dynastie étrangère sur le trône du nouvel état peuvent faire espérer au peuple roumain un avenir plus heureux. Il ne doit pourtant point oublier que sa situation est devenue bien plus dangereuse depuis qu'il est devenu indépendant. Tant qu'il était attaché au flanc du gros vaisseau qui s'appelait *la Turquie*, il partageait son sort, exposé à de continuelles tempêtes, mais moins en péril de chavirer. Maintenant que le vaisseau a sombré et

que le canot est jeté à la mer, celui-ci est seul à lutter contre les flots, et le danger est terrible quand la frêle embarcation doit passer le détroit dont les rivages sont tourmentés par les flots écumeux de Charybde et de Scylla.

DOCUMENTS.



NOUS REPRODUISONS QUELQUES UNS DES DOCUMENTS LES PLUS IMPORTANTS QUI NOUS ONT SERVI DANS CETTE ÉTUDE, DOCUMENTS RELATIFS AU RAPT DE LA BUKOVINA. [1]

I.

THUGUT A KAUNITZ

3 Février 1773.

J'ai lu avec une parfaite attention, à plusieurs reprises, les instructions que V. A. a bien voulu me transmettre, relativement à Orsova et à son district, ainsi qu'aux environs du district moldave situé à la frontière de la Pocucie, et je n'ai rien épargné pour acquérir une parfaite connaissance de cette affaire.

J'ai parfaitement saisi le sens des hautes observations contenues dans les ordres donnés.

Cependant, comme je désire à plusieurs égards rectifier mes connaissances sur les districts moldaves, je dois vous faire observer que jusqu'à présent j'ai eu grand' peine à voir clair là-dedans, parce que l'ébauche du plan que vous m'envoyez ne représente qu'un morceau isolé du pays, et que, par conséquent, il est très-difficile de comprendre le rapport et le litige avec le reste du pays, parce que le nom des communes marquées dans ce plan ne se trouve dans aucune des cartes de Moldavie qui sont à ma disposition, d'abord parce que généralement ces cartes sont remplies de fautes, et aussi

1 Le texte est reproduit d'après la traduction française parue chez Guillaume en 1875, une brochure grand in 8° intitulée : *Politique allemande en Orient. Le rapt de Bukovine, d'après les documents autrichiens.*

parce que les mêmes localités portent souvent différentes dénominations.

Je suis donc contraint de prier V. A. qu'elle veuille bien ordonner qu'on m'envoie une carte plus détaillée, et qui comprenne non-seulement la partie qui devra être annexée dans l'avenir aux terres héréditaires de l'empire, mais en même temps, aussi bien les districts qui la limitent à notre frontière, que le reste de la province moldave qui doit demeurer sous la suzeraineté de la Porte. De cette manière il sera plus aisé d'établir le véritable plan et le rapport topographique à tous les égards . . .

Les parties de la Moldavie et de la Valachie comprises dans le cordon de la Transylvanie par la pose des aigles impériales, pouvant devenir un équivalent pour les acquisitions que l'on pourrait faire d'un autre côté, je prierai V. A. de m'envoyer aussi une carte de ces localités de Transylvanie et de Valachie, avec une indication exacte des frontières, tant celles antérieures que celles résultant de l'opération de délimitation et de la pose des aigles impériales.

Les ordres qu'il vous plairait de me donner seraient beaucoup plus complets. si l'on pouvait joindre aux cartes un petit mémoire, dans lequel on indiquerait les noms particuliers que l'on donne souvent aux mêmes endroits, de même que quelques autres détails locaux. Avant tout, il faudrait que je connusse l'importance plus ou moins grande des lieux, et la distinction entre les

districts dont l'acquisition, quoique agréable, pourra être abandonnée plus tard.

Il va de soi que le principal objet de discussion dans cette affaire a trait aux voies et aux moyens que l'on doit employer pour que ce projet d'acquisition réussisse dans les meilleures conditions.

En tous cas, la haute opinion de V. A. semble parfaitement raisonnable ; en effet, il *est beaucoup plus aisé de défendre une prise de possession immédiate, que d'arriver à obtenir une cession de la part de la Porte*; c'est pourquoi il vaudrait mieux qu'à la première bonne occasion, sans la moindre réserve, on pût s'emparer au moins de la partie indiquée sur l'ébauche du plan que l'on m'a envoyé.

II.

KAUNITZ A THUGUT

6 Septembre 1771.

Si la Porte n'a encore pris aucune décision relativement au futur prince de Moldavie, et du moment qu'elle ne s'opposera pas au désir violent du cabinet russe, il me semble que ce qu'il y aurait de mieux à faire, serait que V. E. ne mît aucun obstacle à Ghyka, et qu'au contraire elle l'aidât ostensiblement, lui faisant comprendre, tant à lui qu'a sa famille, que nous attendons du nouveau prince plus de sincérité et plus de dévoue-

ment à notre cause que par le passé. Il est d'autant plus important de nous concilier aujourd'hui les bonnes dispositions de ce prince, que nous avons, en effet, quelques troupes dans le district moldave en question, qui forme la frontière en litige, prés de la Pocucie, et que nous sommes décidés, aussitôt aprés le départ du feld-maréchal Romantzow, de nous emparer de la Pocucie en y plantant les aigles impériales. Je porte ceci à la connaisance de V. E., afin qu'elle sache mesurer ses paroles et ses actes avec la plus grande circonspection, et qu'elle soit en mesure de rendre les services opportuns à une affaire si importante pour la Cour impériale.

III.

KAUNITZ A THUGUT

20 Septembre 1774.

Nous recevons des nouvelles sûres relativement au retrait des troupes russes de Moldavie.

Comme je vous l'ai appris, la décision impériale est de prendre possession du district en question, *comme appartenant à la Pocucie, usurpée par les Turcs, et sur laquelle nous avons des droits en vertu de la cession d'une partie de la République polonaise à la Cour impériale.*

Les causes pour lesquelles cela n'a pas eu lieu pendant la guerre sont: que la Cour impériale ne voulait

pas, au sujet de ce territoire, entrer en négociations formelles avec la Russie, cette puissance ayant aquis la Moldavie et la Valachie par le droit des armes; que notre Cour ne voulait pas prendre des mesures offensives envers la Porte, comme vous le savez, et qu'enfin l'on ne pouvait introduire ce district dans le traité de cession de la Pologne, ne voulant pas encourir des demandes de compensation de la part de la Prusse.

Pour ne pas causer des désagréments à la Cour de Russie dans ses relations avec la Porte, et pour lui éviter toute espèce de déplaisir, je me suis empressé de porter à la connaissance du susdit feld-maréchal nos intentions et nos droits, ainsi que les raisons pour lesquelles nous avons laissé en dehors la Cour de Russie, demandant en outre son consentement à l'entrée de nos troupes dans le district sus-mentionné, afin qu'aussitôt après l'évacuation de la Moldavie par les Russes, nous puissions planter nos aigles à la frontière.

Si la Porte protestait contre notre conduite, comme l'on doit s'y attendre, V. E. chercherait avant tout à savoir si la Porte attache une importance majeure et capitale à ce territoire, et si nous devons nous attendre, par conséquent, à une négociation hérissée de difficultés et à une opposition énergique, ou si elle aura égard au peu d'importance de l'objet et au grand avantage de notre amitié constante. . . .

IV.

THUGUT A KAUNITZ

4 janvier 1774.

Le prince Alexandre m'a communiqué, sous le sceau du secret, que, d'après les nouvelles que lui donnent les lettres et les relations d'un agent de Moldavie, collègue de Iacovaki Rizo, ainsi que de l'un de ses beaux-frères, qui a été drogman de la Porte, l'envoyé de Ghyka était porteur d'une dépêche très-extraordinaire adressée à la Porte.

Cette dépêche contient ce qui suit : Ghyka démontre que l'occupation de la Bukovine ne répond pas du tout aux protestations d'amitié données à la Porte par la Cour impériale ; que la partie occupée de la Moldavie surpasse en fertilité et en valeur tout le reste du pays; que les habitants de la Moldavie demandent avec instances que la Porte les défende contre une perte si grande : que *si le Sultan, contre l'attente générale, n'embrassait pas la cause de la province dont il est le suzerain, les Moldaves seront dans la perplexité sur le parti à prendre* ; *devront-ils s'occupper de leur salut avec leurs propres forces, ou bien, n'étant pas défendus par leur suzerain, devront-ils s'adresser à une autre puissance étrangère* ? Et après ces considérations insolentes, Ghyka dit que nos troupes entrées en Moldavie sont peu nombreuses, et qu'il ne serait pas difficile de les repousser.

Les lettres reçues du prince Alexandre montrent encore que Ghyka s'est rendu auprès du feld-maréchal Romantzow, à la tête d'une espèce de députation de boyards moldaves, et qu'il y a passé plusieurs jours à se consulter. Il appert de là clairement que Ghyka, avec la conscience de tous ses crimes, cherche un appui dans la dépendance complète de la Russie, comme j'ai déjà eu l'occasion de dire, en se mettant dans les meilleurs termes avec le feld-maréchal Romantzow. *J'en conclus que la susdite dépêche est écrite par une plume russe.*

Le prince Alexandre m'a dit que Rizo avait essayé d'engager les autres agents moldaves à ne pas présenter à la Porte cette scandaleuse dépêche, mais que le succès a été pour la bêtise de ses collègues et des membres de la soi-disant députation moldave. De sorte que la dépêche a été transmise à la Porte.

Reis Effendi a dit aux Moldaves qu'il prendrait la dépêche en considération. Il s'est prononcé de telle sorte, en présence du traducteur de la Porte, que l'on voit bien que, *par bonheur*, *la dépêche était rédigée avec tant d'inhabileté qu'elle a provoqué une véritable révolte contre l'outrecuidance de Ghyka*, *en détournant ainsi l'attention de la Porte de l'objet même qu'elle traitait.* Ainsi, Reis Effendi s'est borné à relever l'audace éhontée de cette menace. que les Moldaves pourraient se sentir forcés d'avoir recours à une intervention étrangère, le besoin le réclamant, et il s'est exprimé là-dessus avec toute l'exaspération d'une amertume agitée par le désir de la vengeance . ...

Sur ces entrefaites, Iacovaki Rixo, à l'arrivée de son courrier, vint aussi me trouver pour s'entretenir avec moi. Le but de son entrevue était de m'assurer que *le prince Ghyka était occupé à dresser une carte, à réunir des informations précises sur les districts en litige, remettant à un autre jour de donner à Iacovaki Rizo, par un courrier qu'il lui enverrait, des instructions plus détaillées, afin qu'il pût traiter plus sciemment la question avec moi.* Tout ce qu'il m'a dit encore, à cette occasion, sur les intentions de son gendre et sur le courrier qui devait arriver, m'a fortifié dans la conviction acquise, par les informations secrétes, de son peu de sincérité, et de la perplexité dans laquelle le jetait le rôle que Ghyka lui faisait jouer. Jusqu'ici j'ai trouvé bon de ne pas laisser comprendre à Iacovaki Rizo, soit par des allusions, soit de toute autre manière, quelles informations j'ai reçues secrêtement *sur la conduite inqualificable de Ghyka.* Je me suis décidé à cela, d'abord parce que j'ai promis le secret au prince Alexandre, ensuite parce que. en fin de compte, il ne me parait pas impossible que Iacovaki Rizo puisse m'être utile, en dépit de la mauvaise volonté de son gendre, et finalement parce que, en tous cas, il serait sans utilité pour nous de nous déclarer prématurément contre Ghyka. . .

Dans de pareilles circonstances, il serait plus que jamais à désirer, et il conviendrait, sans négliger les autres questions du service, que, suivant que je l'ai proposé dans mon rapport du 6 décembre, nos troupes s'avançassent peu à peu ; la Porte serait mise de la sorte

en demeure de laisser de côté toute agitation, se décident à présent à une cession moins importante, de peur de perdre davantage à l'avenir.

Au défaut d'un semblable moyen de secours un peu arbitraire, il est fort à craindre que les ministres du Sultan acceptent très-difficilement la responsabilité de la cession d'une partie du territoire et que chacun, pour son avantage, aime mieux laisser tout le conflit d'occupation dans son *statu quo*, en abandonnant au hasard des évènements ou bien aux soins de ses successeurs une solution immédiate.

Je suis fortifié dans cete préoccupation, parce que je suppose et prévois que l'offre des districts du côté de la Roumanie, occupés dès le commencement de la guerre, avancerait fort peu le consentement à la cession du district de Bukovine. Les gens d'ici n'ont pas une idée assez arrêtée sur le territoire perdu par cette occupation et, dans l'espace de plusieurs années, on ne m'en a jamais parlé qu'en passant et comme d'une chose dont, en somme, personne ne s'occupe.

Quoique l'état des choses, comme je viens de le dire, paraisse peu favorable, je prie V. A. d'être persuadée que, de mon côté, je n'épargnerai, ni mon zêle infatigable, ni mes forces ; c'est pourquoi je m'efforce de trouver les moyens les plus efficaces de réaliser mes projets envers la Porte, dès que j'aurai reçu des instructions sur les véritables intentions de la Cour impériale. . .

Les instances de la Russie ont contraint la Porte à nommer à vie le Woïvode de Valachie et spécialement

Ghyka, mais à une condition très-habile, c'est qu'ils ne se rendent pas coupables de quelque grand crime bien constaté.

Si les événements étaient favorables à la Porte, une confirmation à vie, sous une pareille condition, ne signifierait rien en effet. Au point où en sont les choses aujourd'hui, Ghyka considère sa nomination à vie comme une confirmation assez puissante pour le maintenir au pouvoir, même contre la volonté de la Porte, dans un pays assez éloigné du centre, situé sur la limite de l'empire, surtout s'il entretient des relations sérieuses avec la Russie, et dût-il, en cas de besoin, employer même d'autres moyens. Il n'y a donc pas de doute que Ghyka ne soit tout disposé à considérer la Moldavie comme sa propriété et celle de ses enfants, et cela confirme notre opinion que, dans l'affaire de la cession du district de Bukovine, on ne pourra l'amener à composition que par la crainte que lui inspirerait la force prépondérante de la Très-Haute Cour impériale.

V.

KAUNITZ A THUGUT

6 Janvier 1776.

Les moyens que vous me proposez pour atteindre notre but consistent dans : *l'intimidation, la corruption et autres moyens coërcitifs.*

Dans nos efforts pour convaincre, il faut que nous tâchions de produire de l'effet, entr'autres par la considération que notre intention a pour unique but de mettre un terme à la méfiance réciproque afin de pouvoir, de cette manière, concentrer toute notre attention sur les moyens par lesquels, grâce à une entente confiante et à un travail commun, l'on pourrait empêcher les suites déplorables de la dernière paix conclue avec la Russie.

En présence de la situation actuelle de la Porte, *notre politique secrète doit consister*, *sans aucun doute*, *à faire en sorte que l'empire turc se soutienne en Europe le plus longtemps possible ou*, *dans le cas le plus désespéré*, *que tout au moins cet empire ne soit jamais renversé par la Russie seulement*, *sans notre coopération nécessaire.*

Il est donc de notre intérêt politique que la Porte, au moyen de ses places fortes ou par d'autres moyens, se mette à l'abri du côté de la mer, d'où la menace à présent le danger le plus pressant, puisque c'est en cela précisément que consiste le moyen par lequel nous pouvons réaliser l'intention de notre politique exposée plus haut.

Cependant il serait très-dangereux de laisser prématurément deviner cette intention, de traiter la Porte avec trop d'importance et de montrer que notre but, en concluant la convention, n'était que d'arrêter les périls qui pouvaient venir de la Russie.

Ce langage, qui ne pourrait rester secret, provoque-

rait, abstraction faite d'autres considérations importantes, les plus terribles représailles de la part de la Russie, l'excitant à travailler d'autant plus obstinément à rendre illusoires tous nos projets.

Ainsi, toutes les insinuations que l'on doit faire à la Porte par des représentations continuelles à l'égard de la nécessité de se défendre du côté de la mer, doivent lui arriver secrètement et, autant que possible, par des voies indirectes.

La Turquie sera inquiétée, effrayée, d'un côté par la concentration de nos troupes vers Belgrade, de l'autre, par l'avancement de l'armée dans la Moldavie et dans la Valachie cisoltienne.

La seule occupation du district de Bukovine a déjà fait, sur toutes les Cours, une grande impression. On peut prévoir combien croîtrait cette impression si l'on voyait nos troupes se concentrer à Belgrade et s'avançant au coeur de la Moldavie et vers l'Olt, en Valachie. Il est dificile de savoir à quel parti se déciderait la Porte, réduite au désespoir, surtout lorsqu'elle serait sous l'influence des menées odieuses des autres Cours, menées qui ne manquent pas à présent même.

Quoique ces mesures ne puissent avoir pour nous aucune suite fâcheuse, on ne peut cependant pas prévoir les complications qui peuvent naître, avec d'autres Cours, de ces événements.

Montrons, en outre au ministère turc, que la chose est sérieuse et grave. Cela ce comprendra par l'occupation du district de Bukovine, par la déclaration que

vous ferez, que tant que nous ne nous arrangerons pas avec la Porte par une transaction amicale, nous *sommes fortement et irrévocablement décidés à nous maintenir en possession de ces territoires, qui, tant pour l'Ardeal que pour la Pocucie, après avoir été usurpés par les Valaques et les Moldaves, sont revendiqués par nous.*

Je ne crois pas que nous devions faire d'autres démonstrations avant de recevoir la réponse de la Porte à nos propositions. Nous porterions immédiatement les choses à l'extrême, sans la gradation nécessaire.

En ce qui concerne la *corruption*, votre opinion est entièrement fondée; *chez les Turcs, l'avarice et l'amour de l'argent sont un moyen à peu près certain d'arriver à notre but.*

Vous êtes déjà autorisé à promettre de l'argent, et je n'attends que votre avis sur la „*quantité et la manière*"..

VI.

THUGUT A KAUNITZ.

18 Janvier 1775.

Depuis l'expédition du dernier courrier, j'ai reçu par l'entremise de Iacovaki Rizo quelques nouvelles qui, après tout ce que je vous ai marqué par mon rapport du 4 du mois dernier, sur la conduite désagréable de ce prince, pourraient me paraître un peu singulières.

Immédiatement après la dernière expédition du courrier, Iacovaki Rizo est venu me trouver pour m'annoncer tout d'abord, qu'il avait reçu de son gendre plusieurs nouvelles relatives à l'affaire de l'occupation du district moldave. *Il m'a dit que le prince Ghyka, inquiet et craignant que les rapports que lui avaient faits les boyards moldaves ne parvinssent à la Porte par d'autres voies, n'avait pu faire autrement que d'en avertir la Porte de son côté;* et que lui, Iacovaki Rizo. était venu avec la charge spéciale de m'instruire le premier de tout cela, secrètement, afin de me mettre à même de prendre les mesures nécessaires.

Les nouvelles dont il s'agissait consistaient, en grande partie, en protestations de la part de plusieurs boyards qui craignent de perdre les propriétés qn'ils ont dans le district de Bukovine.

Pour ce qui me regarde, je n'ai pas douté que de semblables nouvelles, en arrivant à présent à la Porte et avant le moment convenable, ne pussent faire une fâcheuse impression; de même que je prévoyais que toutes mes représentations n'aboutiraient pas à empêcher qu'elles fussent communiquées à la Porte. J'ai cru alors ne pas devoirs accuser une inquiétude sérieuse. Je me suis borné à rappeller à Iacovaki Rizo que, dans l'intérêt du prince aussi bien que dans celui de la Porte, il faut bien se garder d'exagérer ces représentations, et je l'ai prié, lui, Iacovaki Rizo, d'attendre encore quelques jours avant de faire ses représentations à la Porte.

J'ai fait cette demande surtout pour avoir des preu-

ves de la sincérité de Iacovaki Rizo ; il m'a été prouvé par plusieurs observations faites en secret, que *cette fois, réellement, il avait tenu sa parole.* Un peu plus tard il m'a informé qu'il venait de recevoir du prince Ghyka un nouveau paquet qui devait contenir la réponse de ce dernier au courrier expédié par nous quelque temps aupravant, à la suite de nos transactions pour le district. de Bukovine. Dans ce paquet qui avait dû, dit-il, attendre assez longtemps une occasion sûre d'être expédié, *se trouvait aussi pour moi une lettre de Ghyka*; je vous adresse ci-joint copie de son contenu peu important. En me remettant cette lettre, Iacovaki Rizo m'a lu aussi, en grande partie, celle que lui adressait Ghyka et dans laquelle il lui dit que lui, Iacovaki Rizo cherche à s'assurer préalablement de ma sincérité et de ma discrétion, afin de ne pas exposer Ghyka et sa famille entière au danger des plus grands malheurs; qu'une fois convaincu à cet égard, il me parle sans réserve et *qu'il m'avoue que lui, Ghyka, est en effet disposé, à l'occasion de cette régularisation de frontière, à donner des preuves de sa soumission à la Très-Haute Cour; que les circonstances ne lui permettent pas de ne pas faire en apparence au moins des représentations et des plaintes à la Porte, au sujet de l'occupation; que je ne dois être inquiet, ni de son cri, ni des plaintes des boyards moldaves, mais que je poursuive fermement la réalisation de nos projets.* Ghyka dit plus loin que moi et Iacovaki Rizo, nous travaillions ensemble et en secret à le faire choisir lui Ghyka, comme commissaire plé-

nipotentiaire de la part de la Porte pour régler le conflit et tracer les nouvelles frontières, que, en lui procurant ainsi l'occasion de faire preuve de sa bonne volonté, la Très-Haute Cour aurait lieu d'être pleinement satisfaite de sa conduite et de ses efforts sincères pour la prospérité des intérêts de L. M.; — que, en *ce qui concerne sa récompense, il laisse à la Houte Cour le soin de l'établir en rapport avec les avantages de ses services.* Ghyka dit, en outre, que la plus grande preuve de bienveillance que pourraient lui donner L. M., serait qu'à l'occasion de cette transaction de frontière. elles pussent réussir à faire démolir la forteresse de Hotin et à faire rendre son territoire à la Moldavie ; — que ce territoire ne constitue pas la cinquième partie de celui occupé par les troupes impériales-royales, sa récupération serait cependant considérée par la Moldavie comme une sorte de récompense agréable et calmerait l'opposition et les plaintes des Moldaves ; il croit que l'on pourrait amener la Porte, par des représentations sérieuses, à accepter une semblable proposition, si utile même aux frontières impériales.

En ayant l'honneur de vous communiquer ces détails du contenu des instructions données par Ghika à Iacovaki Rizo, je ne puis vous dissimuler le souci que m'inspirent les véritables sentiments du Woïvode de Moldavie. En envisageant la chose du bon côté, il semblerait qu'à coté de la bonne opinion que je crois encore pouvoir conserver sur Iacovaki Rizo, Ghyka, de son propre mouvement, propose un réglement pacifique du

conflit au moyen d'une commission de frontière. Il semble également que sa proposition à l'égard de la forteresse Hotin soit un gage de sa bonne foi, car nous ne devons pas oublier l'immense danger auquel il serait exposé du côté de la Porte, si elle avait vent de tout cela. Outre cela, il ne serait pas tout à fait impossible que le prince de Valachie, Alexandre, n'eût exagéré les choses, dans les communications qu'il m'a faites sur la conduite de Ghyka, ainsi que je vous l'ai fait savoir dernièrement, étant porté à cela par la méchanceté qui règne toujours entre les membres de la nation grecque. *Il serait encore possible que Ghyka eût été forçé de faire ces représentations contre sa volonté, à cause des réclamations des boyards* et surtout de l'indigne maréchal Romantzow, d'autant plus que, fût-il même décidé à se soumettre, dans l'avenir, sincèrement à notre cour, on ne peut cependant pas présumer, que, tout au moins, avant la consolidation de ses nouveaux liens, il n'eût pas jugé prudent de rester encore dans son ancienne dépendance envers la Russie, comme l'y force sa position personnelle.

Malgré tout, l'hypocrisie grecque, et spécialement celle de Ghyka, est bien connue. Je ne crois donc pas qu'il faille expliquer favorablement sa conduite, d'autant plus *que j'ai appris que le pli de Ghyka avait été apporté par un courrier russe, ce qui est la preuve d'une étroite connivence avec le maréchal Romantzow. car Ghyka ne peut ignorer que les Russes ont l'habitude de décacheter les lettres.* En outre, il faut observer que

sa proposition d'être nommé commissaire plénipotentiaire pour la démarcation de la frontière montre son intention d'avoir, d'une part, toute l'affaire entre les mains et, de l'autre, d'empêcher l'envoi d'un commissaire turc pour régulariser la frontière ; car la présence d'un commissaire de ce genre lui serait désagréable pour plusieurs motifs. En elle-même, la proposition relative à Hotin est inadmissible et même désavantageuse pour notre cour ; elle ne semble faite qu'avec l'arrièrepensée de faire naître des complications, d'après le plan russe, entre la cour impériale-royale et la Porte, ou, du moins, d'amener des discussions longues et amères, au moyen desquelles Ghyka espère, sans doute, par ses intrigues auprès des deux partis, amener la Très-Haute Cour à reconnaître les services par une récompense quelconque.

VII.

THUGUT A KAUNITZ.

3 Février 1775.

. . . Le Woïvode de Moldavie, Ghyka, a envoyé à la Porte une carte des districts occupés par les troupes imp.-roy., proposant dans un rapport y-joint que tout en faisant une cession à la Haute-Cour, la communication entre la Transylvanie et la partie revendiquée de la Pologne pût s'effectuer par la cession d'un terri-

toire plus petit, et au prix d'une moins grande perte pour la Moldavie. Quoique Iacovaki Rizo, en me communiquant cette nouvelle, ait tâché de me la présenter sous des couleurs favorables, il me semble néanmoins que la conduite de Ghyka jusqu'ici ne donne pas un bon témoignage de la sincérité de ses intentions. et nous avons d'autant moins sujet de changer d'avis en présence de la proposition qu'il a faite au général Barco, proposition basée sur une assertion fausse, c'est-à-dire que la Porte pourrait aisément être amenée à consentir à la démolition de la forteresse de Hotin, parce qu'elle est déjà en ruines, lorsque. bien au contraire, la démolition d'une forteresse de frontière, comme Hotin, est, d'après l'avis des hommes d'ici, *beaucoup plus grave que la cession elle-même de la Bukovine*, et pourrait difficilement s'effectuer *sans une véritable guerre.* Ghyka ne poursuit ce plan singulier que dans l'espoir d'être débarrassé, par la démolition de la forteresse de Hotin, de la garnison turque et de pouvoir donner suite plus facilement à son projet de se déclarer indépendant de la Turquie en se jetant dans les bras de la Russie, ce qui serait très-dangereux pour le gouvernement impérial-royal.

Mais, croyant opportun de ne pas laisser connaître prématurément mon opinion sur l'hypocrisie de Ghyka, je répondrai à la lettre que m'a adressée le prince moldave, dans le sens de la copie que je vous envoie avec

beaucoup de protestations d'amitié, mais sans rien dire de positif.

VIII.

KAUNITZ A THUGUT.

7 Février 1775.

Dans sa dépêche du 18 mai dernier, l'Hospodar a essayé de justifier le rapport défavorable qu'il a adressé à la Porte par des excuses évidemment apparentes et il a donné en même temps à notre Cour des témoignages qui devaient être reçus avec plaisir. Cependant ce Grec à deux faces n'a jamais été l'ami de notre Cour; au contraire, dès le commencement de la guerre, il a saisi avec plaisir toutes les occasions de faciliter l'émigration de nos sujets, rendant difficiles et même impossibles les transactions commerciales. Une preuve qu'il est entièrement dévoué à la Cour de Russie, c'est sa conduite pendant la dernière guerre; et ce n'est que grâce à cette Cour qu'il jouit des avantages actuels. Rien de plus certain que la dépendance de Ghyka vis-à-vis de la Cour de Russie et que l'attention avec laquelle cette dernière surveillera notre position favorable sur les deux bords du Nister et l'extension de nos frontières *par la prise en quelque sorte de la clé de la Moldavie.*

Quoique la politique russe ne lui permette pas de travailler ostensiblement contre nos intentions, il n'y

a aucun doute sur ses menées secrètes, et même il est à présumer que Ghyka est encouragé par les Russes à agir contre nous. Cet encouragement doit venir plutôt du prince Repnin et d'autres généraux que du maréchal Romantzow, *car à ce dernier, comme je vous en ai confidentiellement informé, nous avons fait présent de 5000 ducats et d'une tabatière en or enrichie de diamants*, à la suite desquels nous avons eu des preuves certaines de sa bonne volonté.

Outre cela, le passage de la Bukovine sous notre gouvernement est une grande perte pour un prince moldave. En ajoutant à cela le mécontentement des boyards qui possèdent des biens par là, il est facile de supposer qu'il tentera par tous les moyens de s'opposer à la perte de la Bukovine, et qu'il ne s'arrêtera que lorsqu'il verra que, décidés même contre sa volonté, à rester en possession de ce territoire, nous arriverons à notre but, ou bien si les espérances que pourrait lui donner notre Cour l'engageaient à cesser d'agir contre nous.

Je suis donc entièrement de votre avis que, en dehors de ces deux circonstances rapportées plus haut, bien loin d'avoir foi dans les protestations de Ghyka, nous devons croire tout le contraire.

On ne peut pas douter non plus que Ghyka, revenant sans cesse, à la charge auprès de la Porte avec ses représentations odieuses et ayant en général une attitude hostile, ne peut que nous causer des désagréments. C'est pourquoi nous ne devons laisser échapper aucune occasion de l'empêcher d'agir ouvertement contre nous, mê-

me quand nous devrions renoncer à nous l'attacher entièrement. Quant à savoir, si nous devons demander que la Porte s'en remette entièrement à l'hospodar ci-dessus mentionné pour le règlement de l'affaire des frontières, je doute fort que la Porte, oubliant la conduite douteuse de Ghyka, pût y être amenée, même par notre intervention la plus empressée. Une tentative dans ce sens semble donc d'autant moins dangereuse que, même échouât-elle, elle persuaderait Ghyka de notre bonne volonté ; d'un autre côté, si la Porte consentait à cet arrangement, nous aurions toujours la ressource de nous gagner Ghyka par les présents que nous lui offririons, ou de choisir d'autres moyens en rapport avec le temps et les circonstances.

Vous seul pouvez apprécier ce qu'il y a à faire et ce qui convient le mieux aux intérêts de leurs Majestés. Je m'en rapporte donc à votre habileté pour ce qu'il faut faire et proposer, tant à l'égard de la Porte qu'à l'égard de Ghyka. Je vous rappelle seulement que l'on doit répondre amicalement aux représentations pressantes de la Porte, que l'on doit nommer une commission pour régulariser la frontière, et qu'il est indispensable que nous gagnions du temps pour laisser se calmer de plus en plus l'effervescence turque.

IX.

THUGUT A KAUNITZ.

17 Février 1775.

J'ai évité jusqu'à présent d'informer la Porte du nouvel agrandissement de notre frontière vers la Bukovine, d'autant plus qu'à la suite de mon dernier rapport, j'ai transmis à Reis Effendi un mémoire relatif aux affaires de la Bukovine, plus une carte. Il serait très-dangereux de demander si vite à un peuple tel que le peuple turc, par une nouvelle proposition, un agrandissement de frontière plus considérable que celui prévu dans la carte que je lui ai remise. Il ne reste autre chose à faire que de laisser à la Porte l'initiative de s'exprimer la première sur cette affaire, et de nous occuper ensuite des moyens les plus propres à nous faire obtenir ce nouvel agrandissement de frontières pendant les prochaines négociations.

Tous les documents que j'ai pu réunir sur l'affaire de la cesion de la Bukovine s'accordent à me faire espérer que nous réussirons à obtenir de la Porte cette cession Mais il est fort à craindre que le territoire cédé ne soit, sur la proposition de Ghyka, beaucoup plus petit et beaucoup moins important que nous ne le désirons, c'est-à-dire que jusqu'à la fin des négociations nous rencontrerons de grandes difficultés.

Jacovaki Rizo m'a fait savoir confidentiellement que son gendre a envoyé de nouveaux rapports avec une carte.

Dans ces Rapports, le prince de Moldavie aurait marqué les districts entre le Pruth, le Sereth et la Moldave, enlevés de nouveau au district de Bukovine par le déplacement et l'avancement des aigles.

Quoique, cette fois encore, Iacovaki Rizo ait mis tout en oeuvre pour me convaincre de la sincérité des intentions de son gendre et de l'activité avec laquelle il travaille auprès de la Porte afin que le conflit soit bientôt terminé, toutes ces protestations ne diminuent aucunement mes soupçons sur l'hypocrisie et les mauvaises intentions du prince de Moldavie. Jusqu'à présent, la Porte ne m'a fait aucune observation sur les derniers rapports de Ghyka et sur le nouvel agrandissement des frontières. Pour cette fois, je dois observer seulement que les cartes remises à la Porte sont une preuve suffisante que M le baron de Barco s'est trompé en disant, dans une letttre adressée à S. E. le ministre de la guerre, que les Moldaves ne connaissaient pas la place des anciennes frontières et celle où se sont trouvées jusqu'à présent les aigles.

X.

KAUNITZ A THUGUT.

21 Février 1775.

L'acquisition du drogman de la Porte peut être, en effet, d'un avantage décisif, et, par conséquent, *vous avez bien fait de lui promettre un présent.*

L'événement le plus important que j'ai à vous communiquer, au sujet de cette affaire, consiste en ce que le divan d'Iassy a adressé un recours formel à St-Pétersbourg, afin d'implorer la protection russe contre nos entreprises.

La réponse du cabinet de St-Pétersbourg sera retardée; elle se bornera, du reste, à déclarer *qu'aussitôt que l'armée russe a quitté la Moldavie et que cette province a été rendue à la Porte, elle est rentrée sous la protection de cette dernière ; que la Russie ne peut s'immiscer dans cette affaire, et qu'elle est forcée de laisser à la Porte le soin de prendre les mesures convenables.*

Malgré cela, tant de la part du chargé d'affaires russe que de celle de l'ambassadeur prussien, les instigations malveillantes ne feront pas défaut. Quant à nous, nous avons atteint notre but final ; car nous n'avons plus à craindre que dorénavant ni les Russes ni les Prussiens se mêlent encore ostensiblement de cette affaire.

L'attitude de Ghyka est toujours douteuse. Je crois néanmoins que nous n'aurons aucunément besoin de ce

prince, si les événements continuent à nous être aussi favorables qu'ils promettent de l'être présentement.

XI.

KAUNITZ A THUGUT.

7 Mars 1775.

Enfin, le principal est que nous réglions les affaires de la Bukovine de manière à ce que cela ressemble à un échange réciproque et à une démarcation de frontière faite depuis longtemps. Par conséquent, il faut que, d'un côté, vous vous gardiez bien de considérer l'annexion du susdit district comme une acquisition importante et entièrement recente, et de l'autre que vous fassiez en sorte que les négociations entamées avec la Porte à ce sujet ne laissent pas supposer que nous soyons engagés avec elle plus avant et que nous ayons conclu une alliance secrète, dangereuse pour l'avenir.

Votre dernier rapport, de même que le zèle et l'activité que vous avez déployé, me font esperer que, malgré tout, l'affaire en question sera menée à bonne fin. S'il arrivait néanmoins que, par suite de quelque événement imprévu, notre but ne fût pas atteint, il ne nous resterait pas autre chose à faire que de nous maintenir en possession du territoire occupé, selon notre première déclaration, et de prolonger la situation de manière à *ce que l'affaire vieillise de plus en plus.*

XII.

THUGUT A KAUNITZ.

3 Avril 1775.

Je vous annonce, avant tout, que depuis le dernier courrier j'ai été sans cesse occupé des négociations relatives à l'affaire de la Bukovine. J'ai eu de nouveau des conférences personnelles avec Reis Effendi, entre autres, une, la nuit dernière, à laquelle, en dehors du ministre en question, a assisté également un certain Muftizade Achmet Efendi, délégué du corps des légistes. La conférence a duré d'hier soir jusqu'à ce matin à trois heures.

Je n'ai pas le temps de vous dire toutes les oppositions de la Porte, ainsi que les arguments dont je me suis servi; je me bornerai à vous assurer respectueusement que j'ai essayé de tout ce qui est au pouvoir d'un homme et que j'ai profité des moyens, des convictions amicales, aussi bien que du langage le plus grave.

J'en suis arrivé à décider à peu près la Porte à permettre que la cession s'étendît des frontières d'Ardeal jusqu'au district de Hotin. Il s'est précisément élevé, à l'égard du Hotin, des difficultés insurmontables. Les deux plénipotentiaires de la Porte m'ont plusieurs fois déclaré cette nuit qu'il était impossible que le Sultan cédât ce territoire, quand bien même on devrait en venir à des hostilités car la cession du Hotin serait aussi bien contre l'intérêt que contre le pouvoir de son gou-

vernement. Je suis d'autant plus attristé de cet empêchement que je vois combien il serait à désirer, qu'à cause de sa position, la partie occupée de Hotin nous restât comme démarcation d'une frontière convenable. Comme on ne peut espérer de pouvoir obtenir un consentement formel à la cession de cette portion de territoire, je dois chercher à donner une direction plus favorable à la stipulation qui y a trait.

Je vois aussi que les légistes s'opposent, d'une façon implacable, à la cession de Orsova-la-Vieille, comme d'une chose impossible. Je prévois que nous n'obtiendrons rien de ce côté. J'insiste cependant beaucoup en ce sens, afin que la Porte soit plus flexible dans d'autres cas.

Ghyka n'a plus fait la moindre démarche. Mais j'ai eu occasion de connaître, clair et net, par une conversation que j'ai eue avec Reis Effendi, ce que la Porte pense de ce prince moldave. Sachant cela, je crois pouvoir espérer que tout s'arrangera de manière que, conformément à l'intention de V. A., nous pourrons nous passer aisément du concours de ce Grec dissimulé, et que nos prétentions pourront être couronnées de succès, en dépit de sa mauvaise volonté.

XIII.

KAUNITZ A THUGUT.

7 Avril 1775.

La réponse de la Porte nous mettra à même de savoir plus clairement ce que nous devons attendre de cette affaire, de la part de la Porte et spécialement de celle de la commission limitrophe, nommée par la Turquie; nous verrons enfin dans quel esprit la Porte juge la présente affaire. En présence de ces circonstances, nous sommes autorisés à croire que la Porte ne doit pas se soucier beaucoup que *nous prenions possession d'une province, comme la Moldavie, qui, dans l'espace de quelques années, ne lui a pas apporté le moindre profit, et lui en apportera moins encore dans la suite, d'une province peuplée par des coreligionnaires des Russes, et qui jouit d'une protection particulière de la part de la Russie*, et cela, juste au moment où les motifs diplomatiques les plus impérieux lui conseillent de se montrer *soumise* à notre Cour, en choisissant pour l'avenir une expectative basée sur notre bonne volonté. La chose principale est que nous ayons l'air de respecter la dignité de la Porte et que nous nous gardions bien de lui donner l'occasion de croire qu'elle nous a fait cette cession, poussée par la crainte que nous lui inspirons.

En considérant la chose sous ce point de vue, pour tranquilliser le peuple et les légistes, ainsi que pour la

sûreté des ministres de là-bas, il me semble en tous cas plus sage d'envoyer au plus tôt des commissions limitrophes des deux parties, chargées d'instructions détaillées qui leur permettent de régler, sans retard, les difficultés qui pourraient surgir entre elles. De cette manière, il ne serait pas impossible d'arriver à un règlement de frontières tel qu'il satisfasse l'esprit de nos intentions et qu'il ne lèse pas trop sensiblement la dignité de la Porte.

Dans le cas où la Porte, trompant notre attente, perdrait de vue ce qui est plus important, pour s'occuper de ce qui l'est moins, c'est-à-dire qu'elle voulût réduire la cession qui nous est faite, on ne pourrait rien espérer de bon des commissions limitrophes sus-mentionnées; au contraire, on pourrait prévoir sûrement que ce seraient peines et dépenses perdues. Cependant, il faut que vous insistiez pour la nomination de la commission limitrophe, afin que nous obtenions une transaction pacifique, mais il faut absolument que vous retardiez de jour en jour son envoi, afin que le zèle turc se refroidisse et que nous fondions de plus en plus notre pouvoir.

XIV.

THUGUT A KAUNITZ.

15 Mai 1775.

Je porte, par la présente, à la connaissance de V. A. que les négociations avec la Porte, à l'endroit des affai-

res de la Bukovine, ainsi que des autres questions limitrophes, ont eu enfin, pour résultat, la conclusion d'une convention, signée le 7 mai, et qui, après quelques difficultés, a été échangée le 10 de ce mois.

XV.

THUGUT A KAUNITZ.

3 Juin 1775.

Après l'expédition de mon dernier Rapport du 17 du mois dernier, j'ai été informé par la Porte que le Sultan a nommé comme commissaire, pour le règlement de la frontière moldave, un certain Tachir Aga.

Ce Tachir Aga, qui jusqu'à présent a occupé les fonctions d'un Himar Aga, c'est-à-dire inspecteur des travaux publics, paraît, à en juger par sa conduite passée, être un homme modeste et agréable. Quant à l'époque de son départ d'ici, la Porte lui a ordonné de se tenir toujours prêt afin que, dès que V. A. m'aura fait connaître la nomination des commissaires impériaux-royaux, il puisse partir pour Iassy et de là pour la frontière.

Voulant par avance me gagner et m'attacher ce commissaire limitrophe, je m'efforce d'influer sur la Porte, pour qu'à l'occasion de cette mission on lui accorde un avancement dans son grade, selon qu'il en a exprimé le désir, et selon que c'est l'usage.

Pour réaliser ce projet, j'ai cru devoir répondre à Reis Effendi, lorsqu'il m'a interrogé sur le rang des commissaires impériaux-royaux qui seraient nommés par la Très-Haute Cour, que, bien que je n'aie pas encore reçu d'informations précises à cet égard, je suis convaincu cependant que, si la Très-Haute Cour envoyait plusieurs personnes dans cette commission, le prémier commissaire serait, en tous cas, un général ou une autre personne du même rang.

Tachir Aga m'assure qu'il m'est très-reconnaissant de mon intervention et j'espère que dorénavant mon œuvre sera digne de l'approbation de V. A., d'autant plus que je m'occupe d'attirer toujours davantage ce commissaire dans notre parti, lui promettant *avant son départ qu'il sera récompensé par une somme d'argent proportionné à ses bons services.* Je crois que je ne dois rien négliger pour gagner cet homme, d'autant plus que, de leur côté, sans doute, les Moldaves n'épargnent rien non plus pour le faire entrer dans leur jeu.

Après que la Porte a eu communiqué à l'agent moldave les conditions auxquelles la dernière convention règle la nouvelle frontière, Iacovaki Rizo est venu me féliciter de l'issue de cette affaire.

A cette occasion, il m'a beaucoup parlé de la bonne volonté avec laquelle, tant lui que son gendre, ils avaient contribué, autant que le leur permettaient les circonstances, au succès de nos intérêts. Cependant il m'a demandé assez sèchement, si, à la démarcation des frontières, qui allait avoir lieu, il ne serait pas possible que

la ville de Suceava qui avait été jadis la résidence des princes moldaves, restât à la Moldavie.

J'ai répondu à Jacovaki Rizo, *sans réserve, que je ne me chargerais pas du tout de faire à la Très-Haute Cour une pareille demande.* Je lui ai fait connaître, en outre que je connais la conduite du prince Ghyka et *les démarches secrètes* par lesquelles, pendant toute la durée des négociations, *il a continuellement essayé de nous nuire,* et que cela n'était pas en rapport avec ses belles promesses.

Enfin j'ai ajouté que, selon que le prince de Moldavie, au règlement ultérieur de l'affaire de Bukovine, ou bien dans d'autres occasions, donnerait des preuves de sa véritable soumission, la générosité bien connue de L. M. saurait bien le récompenser.

Comme je n'avais pas encore répondu à la dernière lettre du prince Ghyka, je lui ai écrit dans ce sens une lettre que je lui ai envoyée à la prière de Iacovaki Rizo, comme en fait foi la copie ci-jointe.

Il ne reste pas le moindre doute que nous ne pouvons pas compter sur la moindre bonne volonté de la part du Woïvode Ghyka, mais que, bien au contraire, nous devons nous mettre en garde contre les manifestations odieusses de son antipathie pour les intérêts de la Très-Haute Cour, antipathie qui n'a fait qu'augmenter après la réduction de sa principauté. Nous pouvons être convaincus que, d'un coté, il fera tout son possible, dans la mesure de ses forces, pour induire en erreur le commissaire turc et que, d'autre part, avec son astuce bien

connue, sous une apparente soumission, il tendra toute espèce de piéges aux commissaires impériaux-royaux.

Malgré cela, V. A. trouvera bon, je n'en doute pas, de donner préalablement aux commissaires impériaux-royaux toutes les instructions nécessaires, afin qui'ils se gardent soigneusement des façons d'agir insidieuses de Ghyka. De même, il ne serait pas inutile que, jusqu'à la détermination effective de la frontière, Ghyka fût ménagé avec soin, par de belles paroles et de vagues espérances, qui ne nous engagent à rien, afin qu'il modère ses odieuses intrigues.

Une rémuneration donnée à Ghyka, aprés le règlement définitif de l'affaire, serait une dépense inutile et sans profit, d'autant plus que pour toutes les bontés de L. M. pour ce grec faux et infidèle, nous n'aurions à attendre que de l'ingratitude. D'autre part, voyant l'opinion que le monde a de lui ici, il ne sera pas difficile, à l'avenir, s'il a l'impudeur de se conduire d'une façon aussi déplaisante, dans quelque autre occasion, de le faire trembler devant les tortures que nous lui ferions imposer par la Porte, ou à lui faire sentir une extrême disgrâce sans avoir à nous compromettre, en aucune façon, à la Porte même.

Quant à Iacovaki Rizo, qui semble donner des preuves d'un esprit plus favorable et plus soumis et qui a ses relations avec tous les ministres et tous les légistes turcs, si nous nous servons de lui avec les précautions voulues, il peut nous rendre à l'occasion des services utiles. Je laisse à l'appréciation de V. A. de voir si un

présent proportionné qu'on lui ferait, ne serait pas une dépense bien employée.

THUGUT A KAUNITZ.

17 Juin 1775.

J'ai vu que la nouvelle carte du district de Bukovine, que vous avez bien voulu m'envoyer, diffère de celles que vous m'avez envoyées le 7 octobre de l'année dernière et le 6 janvier de cette année. Cette différence est considérable, car la frontière est avancée presque sur toute la longueur de l'Ardeal jusqu'au Dniester. Cette observation m'aurait causé quelque inquiétude, à cause des stipulations convenues avec la Porte, si je n'avais pas cru d'abord que, ne sachant rien sur l'extension nouvellement projetée au sujet de la frontière, je ne pouvais, en aucun cas, faire autre chose que de me diriger dans mes négociations sur les cartes originales que vous avez bien voulu me donner comme règle; et en second lieu, que, par la convention, tous les districts compris au commencement de la dernière guerre dans la frontière de l'Ardeal avaient été données à la Très-Haute Cour; enfin que, même à l'égard du district de Bukovine, la concession arrachée à la Porte s'étend beaucoup plus loin que ne le porte l'ordre du 15 avril, d'après le sens duquel nous aurions dû nous contenter finalement d'une ligne qui, étant tracée du ruisseau d'Hucar vers le village de Brajeşti jusqu'en Moldavie, aurait admis que

tout le district de Sereth et de Suceava resterait à la Porte.

Comme des deux cartes que vous m'avez envoyées précédemment j'ai choisi exprès, comme base des stipulations, celle sur laquelle la cession à obtenir de la Porte m'est indiquée, que généralement nous pouvons encore ajouter à la démarcation une parcelle par-ci, par-là, j'ai autant qu'il m'a été possible arrangé le texte de la convention de la même manière. Cette étendue qui s'ajoute, d'après la nouvelle carte, par-ci, par-là, dans la ligne de la frontière de l'Ardeal jusqu'à Brajesti, pourra s'annexer plus facilement à la délimitation, parce quélle ne comprend que des districts montagneux et peu populeux.

Quant au reste de la ligne jusque vers le district de Hotin, si l'on ne pouvait obtenir, par-ci, par-là, un morceau en vertu des cartes qui servent à la convention, on pourrait peut-être arriver à cela en gagnant le commissaire turc et en offrant d'un côté ou de l'autre quelque autre morceau en échange. Enfin, nous pourrons toujours réussir à prendre aussi quelque chose du territoire de Hotin, comme l'admet l'ordre du Très-Haut Gouvernement. Toutes ces circonstances me font espérer que la démarcation et le règlement limitrophe de la Bukovine pourront être menés à bonne fin, d'une manière favorable aux intérêts du Très-Haut Gouvernement.

Je me crois, en outre, obligé d'observer respectueusement que tout ce que nous pourrons gagner, dorénavant par le réglement de la frontière, dépend surtout de l'habileté des commissaires limitrophes que l'on en-

verra et qui, se trouvant sur les lieux, devront arranger les affaires de sorte que l'on n'ait plus qu'à demander le consentement de la Porte aux conventions faites par les commissaires de deux parties. Si l'on proposait, ici, le moindre changement dans la convention, cela aurait les plus déplorables conséquences, sans autre résultat que de provoquer la plus grande méfiance, sans pouvoir espérer, le moins du monde, l'effet désiré. Même que le ministère turc fût disposé à nous faire d'autres concessions, il n'oserait pas nous proposer de modification, contre l'avis des légistes, car dès la conclusion de la convention, il a dû se donner beaucoup de peine pour obtenir l'approbation de ces derniers.

Le seul point qu'il reste encore à élucider avec la Porte elle-même, c'est celui de la frontière de Hotin, qui pourrait encore être mise en discussion ici, à cause des termes du texte de la convention. Quoique, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire plus haut, j'espère toujours amener la Porte, par une entente bienveillante, à admettre la frontière de Rohatin, tout dépend, cependant, de la disposition du commissaire turc et du pacha de Hotin, que l'on aurait engagés à constater dans leur rapport à la Porte que la ligne de Rohatin est la seule bien marquée et bien propre à écarter tout conflit pour l'avenir.

Si les commissaires impériaux-royaux savent se gagner à temps le commissaire turc et le pacha de Hotin, en se mettant bien en garde contre les embûches de

Ghyka, et employant, suivant le temps et les circonstances, tantôt une attitude sérieuse, tantôt des paroles flatteuses, ils pourront obtenir, d'une façon pacifique, quelque petit bénéfice par-ci, par-là.

Cependant il est fort à désirer que les commissaires impériaux-royaux n'aillent pas trop loin dans ces tentatives, mais qu'ils gardent avant tout une apparence de modération, qu'ils écartent avec soin tout ce qui pourrait avoir l'air de s'opposer directement à cette convention, faisant en sorte de tirer leurs prétentions du contenu même des stipulations, à cause du motif de la nécessité d'une frontière bien marquée, admise dans la convention, et d'autress propositions semblables.

Une semblable précaution semble absolument nécessaire par ce fait que, si la Porte avait occasion de se plaindre d'un préjudice causé par la nouvelle convention, elle recommencerait à mettre sur le tapis les mêmes imputations qu'elle se croyait antorisée à formuler précédemment.

Je dois encore observer, au sujet des affaires de la Bukovine, que les Moldaves et toutes les autres créatures de Ghyka continuent à se servir, avec la plus grande opiniâtreté, de tous les moyens extrêmes pour exciter partout la haine contre la convention conclue avec la Porte. A cette occasion, ils s'appliquent à présenter la cession volontaire d'une partie aussi riche du pays comme la faiblesse la plus indigne, à induire en erreur les personnes de ce pays, par des inventions impossibles, sur la prétendue corruption au moyen d'argent

de plusieurs membres du ministère, et sur les projets futurs du Très-Haut Gouvernement.

Tout cela est une nouvelle preuve des mauvais desseins de Ghyka.

XVII.

KAUNITZ A THUGUT.

20 Juin 1775.

J'ai eu l'honneur de vous faire connaître, par ma lettre du 6 de ce mois, le plaisir tout particulier qu'a fait éprouver à S. M. la Reine et Impératrice la nouvelle de la conclusion de la convention

Depuis, j'ai reçu également de Florence l'approbation de S. M. l'empereur, qui a bien voulu exprimer son contentement à l'occasion de votre conduite aussi perspicace que persévérante.

Ce que vous avez fait à l'égard du commissaire turc, ainsi que ce que vous m'avez appris sur le compte de Ghyka, est digne de toute louange. On a nommé comme commissaires impériaux-royaux le major de Mieg et le secrétaire de la Cour de Senich. Le premier commissaire limitrophe devait être le maréchal baron de Barco. Le général commandant de la Galicie est tombé malade et a dû partir pour l'étranger afin de se rétablir.

Comme le baron de Mieg est chargé du commandement *ad interim* de la Galicie, je ne sais pas encore s'il

pourra faire, en même temps, partie de la commission limitrophe, si l'on nommera un autre général à sa place, ou si, finalement, les deux qui ont été nommés seront maintenus de manière à ce que le baron de Mieg obtienne un avancement en rapport avec son grade militaire. J'espère pouvoir vous donner bientôt des informations positives à ce sujet.

Comme vous ne me faites mention que de Tachir-Aga, je suppose que les Turcs n'ont nommé qu'un comissaire. Par le fait que nous envoyons trois commissaires, cette décision est désagréable relativement à la forme. Cependant, en considérant que la chose la plus importante est l'avancement de notre cause, loin de désirer quelque changement, nous devons nous réjouir de ce que les Turcs envoient un seul commissaire, parce qu'il nous sera beaucoup plus aisé de traiter avec un seul qu'avec plusieurs, et surtout *qu'il nous sèra plus facile de le gagner par des présents.*

XVIII.

THUGUT A KAUNITZ.

3 Juillet 1775.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, en double, l'état des dépenses extraordinaires qu'a occasionnées l'affaire de la Bukovine, c'est-à-dire les sommes versées entre les mains du drogman de la Porte, à titre de

rémunération promise, à l'occasion de la convention et, en outre, à différents fonctionnaires de la Porte, comme, par exemple, à Tachir Aga, commissaire nommé pour la détermination des frontières. Ces sommes montent *jusqu'à présent* à 15,012 piastres et 20 paras, soit, en monnaie autrichienne, à 16,889 florins et 3½ kreutzers. Je vous prie de me faire parvenir cette somme le plus tôt possible, car il m'est très-difficile de supporter la charge de cette avance, d'autant plus que cette somme a été empruntée.

Je profite de cette occasion pour vous annoncer que je n'ai pas encore remis les mille ducats turcs ordinaires au commisaire limitrophe, Tachir Agar, parce que, considérant l'inconstance des choses de ce pays, j'ai cru devoir attendre qu'il partît réellement afin que, si un autre était nommé à sa place, le don trop précipité de cette somme ne devînt pas une dépense inutile. Comme ce payement devra se faire dans tous les cas, j'espère que Votre Altesse, pour ne pas me grever d'une nouvelle avance, voudra bien me permettre de porter cette somme dans mes comptes, comme si elle était véritablement acquittée.

D'ailleurs, je pense ne présenter cette somme à Tachir Aga que comme un faible témoignage de la générosité de L. M., en lui faisant comprendre que, à proportion qu'il donnera des preuves de ses bonnes dispositions dans l'affaire des limites, il recevra une autre rémunération pour ses services. Les commissaires limitrophes nommés par la Très-Haute Cour pourront plus facilement

déterminer si sa conduite dans la démarcation aura mérité une récompense plus ou moins grande.

Quoique les protestations de cet homme (les informations que j'ai pris sur son compte me donnent de grandes espérances) soient très pressantes, cependant je crois qu'il ne m'est pas permis de ne pas user de tous les moyens possibles pour attirrer ce commissaire limitrophe de la Porte dans notre parti, d'autant plus que les Moldaves font tout leur possible pour le gagner, et qu'il est hors de doute que Ghyka, aussitôt que le commissaire sera à Iassy, mettra en oeuvre toutes ses intrigues, afin de l'induire en erreur, conformément à ses odieuses intentions.

Comme, d'après l'usage établi à la Porte pour ces occasions et pour entretenir l'affection personnelle de Reis Effendi pour la Très-Haute Cour, j'ai trouvé bon de aussi lui faire un présent, j'ai songé à ce que je devais vous proposer à cet égard. Le drogman de la Porte m'a rappelé cela en secret, m'indiquant, en même temps, la route que je devrais prendre pour servir agréablement Reis Effendi. Le drogman de la Porte m'a dit qu'au nombre des riches présents envoyés autrefois par la Russie aux ministres de la Porte, se trouvait une espèce de couteau, que les Turcs mettent dans leur ceinture. Ce couteau a tellement plu à Reis Effendi, qu'il est décidé à s'en faire faire un. Les artisans d'ici, auxquels il s'était adressé, lui ayant déclaré qu'ils ne sont pas en état de le faire, surtout à cause de la montre que contient le pommeau, Reis Effendi se serait proposé

de me prier, que par amitié, je voulusse bien lui en faire faire un à Vienne.

J'ai même reçu un modèle, que je vous envoie sous le N° 1, en même temps que la note rédigée par une orfèvre italien, et le modèle en bois indiquant de quelle grandeur Reis Effendi désire que soit le couteau (N° 2).

Je me suis cru obligé à lui procurer ce plaisir, d'un côté parce que la conservation de son amitié peut toujours être utile à la Haute Cour et que, d'un autre côté, il est grand amateur de ce genre de belles choses.

Une semblable attention produira pour lui un plus grand effet qu'un présent en espèces, même d'une plus grande valeur.

Comme cette dépense, bien qu'assez importante, serait cependant bien employée, je suis persuadé que V. A. voudra bien s'occuper de faire faire ce couteau par un bon orfèvre de Vienne, d'après le modèle, les indications et la grandeur indiqués.

Reis Effendi se connaissant particulièrement en pierres précieuses, il serait utile que les brillants que l'on mettra aux parties en vedette du fourreau, sans être d'une valeur exagérée, soient du moins limpides et pleins d'éclat, de même qu'il serait à désirer que, d'après ses goûts enfantins, l'exécution soit de bon goût et délicate.

Dans la note N° 1, l'orfèvre italien décrit le couteau de cette manière: le poignard est en or et le fourreau recouvert d'or. Le poignard et le fourreau sont agré-

mentés de petites fleurs de différentes couleurs, surtout turques, parmi lesquelles le vert domine. Quant aux brillants, le modèle indique la manière dont ils doivent être disposés. La poignée contient une montre parfaite, et le reste doit être émaillé en vert tendre, de manière à représenter une grande émeraude.

XIX.

3 Juillet 1775.

COMPTE

des dépenses extraordinaires et secrètes faites par le soussigné, a l'occassion de la signature de la convention relative a la cession de la Bukovine, le 7 mai 1775.

	Piastres.	Paras
Au drogman de la Porte conformément à la promesse à lui faite	10,000	
Cette somme, afin que le secret fût mieux gardé, s'étant payée en 2,500 ducats funducli, on a dû payer pour charque ducat un agio de 5 paras, *sic*	312	20

A la chancellerie de la Porte.

A Beilika Effendi, 200 ducats turcs ordinaires, chaque ducat à 3 piastres 3 paras...	620	

A Amedji Effendi également	620
Au secrétaire Raschid Mehemed Effendi, qui a écrit la convention	310
Copie de diverses cartes	50
A Tachir Aga, commissaire de la Porte pour la démarcation, 1,000 ducats ordinaires.	3,100
Total . . .	15,012 20

Ce qui fait (en calculant la piastre turque à 1 fl. $7^1/_2$ kreutzers) en monnaie césaro-royale : 16,889 fl. $3^1/_{12}$ kreutzers.

Signé : *Thugut*

XX.

KAUNITZ A THUGUT

17 Julliet 1775.

J'espère recevoir bientôt le rapport au sujet des présents que l'on doit faire.

J'ai ordonné que l'on m'apportât de la fabrique de porcelaine d'ici deux modèles, ci-joints, et que l'on en fît un de chaque espèce pour Reis Effendi et pour le légiste qui a pris part à l'affaire.

J'ai pris le tarif et une lettre de la fabrique de glaces ; je vous les envoie.

Répondez-moi donc :

1° S'il faut faire un présent à Reis Effendi et au légiste ;

2° En quoi doivent consister ces présents. A quelle fin, si besoin est, vous sonderez Reis Effendi lui-même pour savoir ce qui lui ferait le plus de plaisir.

XXI.

KAUNITZ A THUGUT

4 Août 1775.

Pour gagner les commissaires turcs, le commandant de Hotin et autres personnes qui pourraient avoir une influence marquée dans cette affaire, on a ouvert à M. le baron Barco un crédit de 30,000 fl. sur la caisse gouvernementale de Lemberg.

Le poignard de Reis Effendi a été commandé ; j'espère qu'il en sera entièrement satisfait.

TABLE DE MATIÈRES

